

**Conseil communal du 21 mars 2013 - Procès-verbal des résolutions prises  
Gemeenteraad van 21 maart 2013 - Proces-verbaal van de genomen besluiten**

**Présents - Aanwezig**

---

---

M. Michel Eylenbosch, Président/Voorzitter ;  
M. Françoise Schepmans, Bourgmestre/Burgemeester;  
M. Ahmed El Khannouss, M. Sarah Turine, M. Patricia Vande Maele, M. Abdelkarim Haouari,  
M. Karim Majoros, M. Jan Gypers, M. Ann Gilles-Goris, M. Olivier Mahy, M. Annalisa Gadaleta, Echevins/Schepenen;  
M. Christian Magérus, M. Jamal Ikazban, M. Mohammadi Chahid, M. Pierre Vermeulen, M. Paulette Piquard, M. Jamel Azaoum, M. Amet Gjanaj, M. Jef Van Damme, M. Khadija El Hajjaji, M. Olivia P'tito, M. Dina Bastin, M. Danielle Evraud, M. Luc Léonard, M. Mohamed El Abboudi, M. Lhoucine Ait Jeddig, M. Dirk De Block, M. Michaël Vossaert, M. Nader Rekik, M. Farida Tahar, M. Hassan Rahali, M. Shazia Manzoor, M. Tania Dekens, M. Georges Van Leeckwyck, M. Leonidas Papadiz, M. Roland Vandenhove, M. Laurie Careme-Palanga, M. Youssef Lakhroufi, M. Khadija Tamditi, M. Laura Pinti, Conseillers/Gemeenteraadsleden;  
M. Jacques De Winne, Secrétaire communal/Gemeentesecretaris;

**Excusés - Verontschuldigd**

---

---

M. Nicole Linders - Dubocage en M. Dirk Berckmans, Conseillers/Gemeenteraadsleden;

**Absents - Afwezig**

---

---

M. Abdellah Achaoui, M. Houria Ouberri, M. Badia El Belghiti,  
Conseillers/Gemeenteraadsleden.

La séance est ouverte à 19 heures 40.  
De zitting wordt om 19.40 uur geopend.

**99. Objet : Secrétariat communal - Interpellation d'habitants - Propreté publique rue Vandenpeereboom / Gemeentelijk secretariaat - Interpellatie van inwoners - Openbare netheid Vandenpeereboomstraat.**

Entend l'interpellation d'habitants dont le texte suit :

Demande d'interpellation citoyenne au collège des bourgmestre et échevins

Après les élections communales d'octobre 2012 et l'installation du Conseil communal le 3 décembre 2012, nous avons pris récemment connaissance de la note d'orientation politique pour la commune de Molenbeek-Saint-Jean.

Dans cette note, il est prévu un chapitre important sur la propreté de l'espace public dans lequel une série d'initiatives sont prévues pour lutter contre la malpropreté dans la commune.

Ainsi, « la nouvelle majorité a placé la propreté publique au centre de ces préoccupations car elle est essentielle pour élever le sentiment de bien-être, de sécurité et de respect de tous ».

En tant qu'habitants et commerçants de la rue Vandenpeereboom, nous avons depuis déjà quelques années manifesté notre mécontentement quant à la malpropreté de notre quartier.

Quotidiennement, des déchets ménagers et autres (mobilier, constructions, peintures, huiles, etc.) sont déversés clandestinement dans notre rue par des personnes externes. Nous sommes devenus le dépotoir de la commune de Molenbeek-Saint-Jean et cela nous ne pouvons plus le tolérer.

C'est pourquoi, en tant que citoyens, nous attendons des autorités publiques des mesures pour rendre et conserver notre quartier propre.

Afin de joindre le geste à la parole, nous avons déposé fin 2012 une pétition à la Commune.

Toujours sans réponse, nous aimerons par le biais de cette interpellation, interroger le collège des bourgmestre et échevins sur les éléments suivants :

- Quel sort sera réservé à notre pétition ?
- Quelles mesures concrètes seront prises pour lutter contre la malpropreté dans notre quartier ?
- Qu'en est-il du projet de déchetterie et de l'installation de caméras de surveillance dans la zone ?
- Des mesures de sécurité seront-elles prises pour éviter que des véhicules (motos ou voitures) empruntent cette voirie à haute vitesse ?

Nous vous remercions pour vos réponses.

CEC

Demande d'interpellation citoyenne au collège des bourgmestre et échevins

Conformément au règlement sur le droit d'interpellation des habitants au conseil communal, et particulièrement, en application de l'article 2 du présent règlement, vous trouverez ci-dessous la liste des signataires de ladite interpellation :

Nom	Prénom	Adresse	Signature
ELBODAKHANI	RADI	Rue Vandenpeereboom, n° 120 1080 Bruxelles	
ELBODAKHANI	SIMAN	Rue Vandenpeereboom, n° 120 1080 Bruxelles	
BACHIK	Hofida	Rue Vandenpeereboom, n° 120 1080 Bruxelles	
BOUDARGA	RABIÂ	Rue Vandenpeereboom, n° 120 1080 Bruxelles	
ELBODAKHANI	SIRINE	Rue Vandenpeereboom, n° 120 1080 Bruxelles	
SAÏL CEMAL	WELLSIR SPAL	Rue Vandenpeereboom, n° 141 1080 Bruxelles	
BEN JELLOUN	ABMED	Rue Vandenpeereboom, n° 142 1080 Bruxelles	
VITELLARO J	FRANCESCO	Rue Vandenpeereboom, n° 140 1080 Bruxelles	
DERE	François	Rue Vandenpeereboom, n° 183 1080 Bruxelles	
DARIA	ELWABIB	Rue Vandenpeereboom, n° 128 1080 Bruxelles	
AITMYOMAR	MOUAYPOUSSA	Rue Vandenpeereboom, n° 106 1080 Bruxelles	
elles.	Rene	Rue Vandenpeereboom, n° 116 1080 Bruxelles	
KALLOUCH	MIHAMAD	Rue Vandenpeereboom, n° 188 1080 Bruxelles	
FARES	FADILA	Rue Vandenpeereboom, n° 189 1080 Bruxelles	
Centre Medical de l'ouest		Rue Vandenpeereboom, n° 106 1080 Bruxelles	Dr. AHMAD IDREES
KLA SALIA		Rue Vandenpeereboom, n° 106 1080 Bruxelles	
SKALI	AHMED	Rue Vandenpeereboom, n° 100 1080 Bruxelles	
Desluyt	Alex	Rue Vandenpeereboom, n° 102 1080 Bruxelles	
ELMAITOMY		Rue Vandenpeereboom, n° 102 1080 Bruxelles	
AD DESSLAM	Abdel.	Rue Vandenpeereboom, n° 92 1080 Bruxelles	
Mojane Abdellar		Rue Vandenpeereboom, n° 100 1080 Bruxelles	
ELKAM	JAOID	Rue Vandenpeereboom, n° 98 1080 Bruxelles	
SALAM	RACHID	Rue Vandenpeereboom, n° 88 1080 Bruxelles	
ELMABDUDI	RAOUF	Rue Vandenpeereboom, n° 98 1080 Bruxelles	

Entend le Collège dans sa réponse ;

**Monsieur Ait Jeddig entre en séance.  
 Mijnheer Ait Jeddig treedt in zitting.**

## **1. Objet : Finances - C.P.A.S. - Budget de l'exercice 2013.**

Le Conseil communal,

Vu l'article 88 de la loi organique des C.P.A.S. du 08.07.1976 ;

Vu la délibération du Conseil de l'action sociale du 27.02.2013, parvenu au Secrétariat communal le 28/02/2013, par laquelle celui-ci arrête les chiffres du budget de l'exercice 2013 du C.P.A.S. ;

Vu l'A.R. du 16.05.1984 fixant les conditions et les modalités de concertation entre les administrations communales et les C.P.A.S. ;

Vu l'avis favorable du Comité de concertation en date des 16 et 28.01.2013 ;

Considérant que l'équilibre budgétaire de l'exercice 2013 est obtenu grâce à une dotation communale de 22.294.500 euros, octroyée conformément à l'article 106, par.1er de la loi organique précitée ;

Considérant que ledit budget se présente comme suit :

	RECETTES	DEPENSES
Service d'exploitation	100.291.472	99.641.806
Service d'investissements	4.114.684	4.764.350
TOTAL	104.406.156	104.406.156

Vu la délibération du Collège échevinal en date du 06.03.2013 ;

Par 38 OUI, 2 abstentions, décide :

### Article unique

D'approuver la délibération du Conseil de l'action sociale du 27.02.2013 relative au budget de l'exercice 2013 du C.P.A.S.

## **1. Betreft: Financiën - O.C.M.W. - Begroting 2013.**

De Gemeenteraad,

Gezien artikel 88 van de organieke wet van 08.07.1976 betreffende de O.C.M.W.'s ;

Gezien de beraadslaging van 27.02.2013, toegekomen op het Gemeentelijk Secretariaat op 28/02/2013, van de Raad voor sociaal welzijn, die de cijfers van de begroting voor het dienstjaar 2013 vaststelt ;

Gezien het K.B. van 16.05.1984 betreffende de overlegvoorwaarden en modaliteiten tussen de gemeentebesturen en de O.C.M.W.'s ;

Gezien het gunstig advies van het Overlegcomité van 16 en 28.01.2013 ;

Overwegende dat het evenwicht van de begroting 2013 werd bereikt dankzij een gemeentelijke dotatie van 22.294.500 euro, overeenkomstig artikel 106, 1ste par., van de voornoemde organieke wet ;

Overwegende dat de begroting zich als volgt voorstelt :

	ONTVANGSTEN	UITGAVEN
Exploitatiedienst	100.291.472	99.641.806
Investeringsdienst	4.114.684	4.764.350
TOTAAL	104.406.156	104.406.156

Gezien de beraadslaging van het Schepencollege in datum van 06.03.2013;

Met 38 JA,2 onthoudingen, besluit :

Enig artikel

Om de beraadslaging van de Raad voor sociaal welzijn van 27.02.2013 betreffende de begroting voor het dienstjaar 2013 van het O.C.M.W. goed te keuren.

**2. Objet : Taxes - Taxe sur la délivrance de documents administratifs - Modification pour 2013 à 2016.**

Le Conseil communal,

Vu l'article 170 de la Constitution ;

Vu l'article 117, al. 1er de la Nouvelle Loi communale ;

Vu la situation financière de la Commune ;

Considérant que l'objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune de Molenbeek-Saint-Jean les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, ainsi que d'assurer son équilibre financier et considérant que, dans la poursuite de cet objectif, il apparaît juste de tenir compte de la capacité contributive des contribuables, dans un souci légitime d'assurer une répartition équitable de la charge fiscale ;

Sur proposition du Collège échevinal du 13 mars 2013 ;

Par 24 OUI, 6 NON, 10 abstentions, décide :

De modifier le règlement-taxe concernant la taxe sur la délivrance de documents administratifs pour les exercices 2013 à 2016 comme suit :

Article 1

Il est établi au profit de la commune et aux conditions fixées ci-dessous, une taxe sur la délivrance de certificats et autres documents. La taxe est à charge des personnes ou des institutions auxquelles ces documents sont délivrés sur demande ou d'office par la commune ;

Article 2

Le montant de cette taxe est fixé comme suit :

a) DELIVRANCE DE DOCUMENT D'IDENTITE ELECTRONIQUE :

- procédure normale : 20,00 EUR par document d'identité électronique ;
- procédure urgente : 130,00 EUR par document d'identité électronique ;
- procédure d'extrême urgence : 195,00 EUR par document d'identité électronique.

DELIVRANCE DE DOCUMENT D'IDENTITE ELECTRONIQUE POUR LES ENFANTS DE MOINS DE 12 ANS (KidsID) :

- procédure normale : 7,00 EUR par document d'identité électronique ;
  - procédure urgente : 125,00 EUR par document d'identité électronique ;
  - procédure d'extrême urgence : 185,00 EUR par document d'identité électronique.
- b) PERMIS DE CONDUIRE : délivrance d'un nouveau permis de conduire :
- 5,00** EUR par permis de conduire.
- c) DEMANDE DE NOUVEAUX CODES (PIN/PUK) POUR CARTES D'IDENTITE ELECTRONIQUES ACTIVES : 5,00 EUR.
- d) DELIVRANCE D'UNE PIECE D'IDENTITE VALABLE JUSQUE 12 ANS OU D'UN CERTIFICAT D'IDENTITE AUX ENFANTS DE MOINS DE 12 ANS, D'UNE DUREE DE VALIDITE DE DEUX ANS :
- 1,25 EUR par certificat d'identité ainsi que pour tout renouvellement.
- e) PASSEPORTS : délivrance d'un nouveau passeport :
- **procédure normale : 24,00 EUR**
  - **procédure d'urgence : 35,00 EUR**
  - frais pour livraison hors les heures d'ouverture : 25,00 EUR
- f) DELIVRANCE DE CERTIFICATS ET D'ATTESTATIONS DE TOUTE NATURE, EXTRAITS, AUTORISATIONS, ETC, délivrés d'office ou sur demande :
- 10,00 EUR pour le premier exemplaire
  - 7,50 EUR pour chaque exemplaire délivré simultanément
- g) DELIVRANCE DE COPIES CERTIFIEES CONFORMES, LEGALISATIONS, délivrées d'office ou sur demande :
- 5,00 EUR pour le premier exemplaire
  - 2,50 EUR pour chaque exemplaire délivré simultanément
- Les photocopies simples des documents administratifs délivrées conformément à la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration dans les provinces et les communes seront délivrées au prix de 0,15 EUR.
- h) DEMANDES D'INSCRIPTION ET DE REINSCRIPTION AUX REGISTRES DE LA POPULATION, DES ETRANGERS ET AU REGISTRE D'ATTENTE ET DEMANDES DE CHANGEMENT DE RESIDENCE APRES UNE RADIATION D'OFFICE :
- 25,00 EUR par demande.
- i) DEMANDES DE MODIFICATION DES DONNEES DANS LES REGISTRES :
- 5,00 EUR par document (changement d'adresse sur certificat d'immatriculation, etc.) ;
  - 25,00 EUR par personne pour la modification des documents de population ou des étrangers lors de tout changement d'identité (nom, prénom, lieu et date de naissance).

j) DELIVRANCE, RENOUVELLEMENT, PROROGATION OU REMPLACEMENT DE DOCUMENTS EN VERTU DES A.R. DES 08/10/1981 et 15/08/1984 SUR L'ACCES AU TERRITOIRE, LE SEJOUR, L'ETABLISSEMENT ET L'ELOIGNEMENT DES ETRANGERS :

10,00 EUR par document.

Article 3

Les droits sont perçus au comptant. Ils sont valablement acquittés par versement au compte courant de l'administration communale de Molenbeek-Saint-Jean ou contre remise d'une quittance.

En cas de transaction internationale, les frais d'expédition par la poste et la commission de paiement sont à charge des particuliers et des établissements privés.

Article 4

Sont exonérés de la taxe :

- les documents qui doivent être délivrés gratuitement par l'administration communale en vertu d'une loi, d'un Arrêté Royal, d'un Décret, d'une Ordonnance, d'un Arrêté d'Exécutif ou d'un règlement de l'Autorité ;
- les documents délivrés à des personnes indigentes. L'indigence est constatée par toute pièce probante ;
- les autorisations relatives à des manifestations religieuses ou politiques ;
- les autorisations concernant des activités qui comme telles font déjà l'objet d'une imposition ou d'une redevance au profit de la commune ;
- les documents établis en application de la loi du 13 juin 1986 sur le prélèvement et la transplantation d'organes ;
- la délivrance de cartes et de pièces d'identité et la modification de documents administratifs à la suite d'une renumérotation ou d'un changement de nom de rue résultant d'une décision ou d'un fait de l'autorité publique ;
- les documents qui, en vertu d'une loi, d'un Arrêté Royal, d'un Décret, d'une Ordonnance, d'un Arrêté d'Exécutif ou d'un règlement de l'autorité sont déjà soumis au paiement d'un droit au profit de la commune, exception faite pour les droits revenant d'office aux communes lors de la délivrance de passeports et qui sont prévus par les dispositions légales en matière de taxes Consulaires et de droits de Chancellerie ;
- la déclaration d'arrivée délivrée à un enfant venant de Tchernobyl ;
- les extraits du Registre national destinés aux services de l'Inspection de l'Enseignement.

Article 5

Ce règlement remplace à partir de l'exercice 2013 le règlement de la taxe sur la délivrance de documents administratifs par décision du Conseil communal du 17 novembre 2011.

Expédition de la présente délibération sera transmise à l'Autorité de tutelle.

**2. Betreft: Belastingen - Belasting op de afgifte van administratieve documenten - Wijziging voor 2013 tot 2016.**

De Gemeenteraad,

Gelet op artikel 170 van de Grondwet;

Gelet op artikel 117, al. 1er van de Nieuwe Gemeentewet;

Herzien het reglement van de belasting op de afgifte van administratieve documenten vastgesteld door zijn beslissing van 17 november 2011, voor de dienstjaren 2012 tot 2016 inbegrepen en uitvoerbaar verklaard op 26 november 2011;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente;

Overwegende dat het doel dat door deze belasting wordt nagestreefd, is om aan de gemeente Sint-Jans-Molenbeek de financiële middelen te verschaffen die noodzakelijk zijn om haar taken en beleidsmaatregelen te kunnen uitvoeren, alsook om haar financieel evenwicht te waarborgen, en overwegende dat, tot het bereiken van dit doel, het juist blijkt om met de belastingcapaciteit van de belastingbetalers rekening te houden, en dit in de wettelijke bezorgdheid een rechtvaardige verdeling van de belastingsdruk te waarborgen;

Op voorstel van het Schepencollege van 13 maart 2013;

Met 24 JA, 6 NEEN, 10 onthoudingen, besluit :

Het reglement van de belasting op de afgifte van administratieve documenten als volgt te wijzigen voor de dienstjaren 2013 tot 2016 inbegrepen:

#### Artikel 1

Er wordt ten behoeve van de gemeente en onder navolgende voorwaarden, een belasting geheven op de afgifte van getuigschriften of andere documenten. De belasting valt ten bezwaar van de personen of andere instellingen aan wie deze documenten door de gemeente op verzoek of ambtshalve worden uitgereikt.

#### Artikel 2

Het bedrag van de belasting wordt als volgt vastgesteld:

##### a) AFGIFTE VAN ELEKTRONISCHE IDENTITEITSKAART:

- gewone procedure: 20,00 EUR per elektronische identiteitskaart
- spoedprocedure: 130,00 EUR per elektronische identiteitskaart
- extreme spoedprocedure: 195,00 EUR per elektronische identiteitskaart

##### AFGIFTE VAN ELEKTRONISCHE IDENTITEITSKAART VOOR KINDEREN JONGER DAN 12 JAAR (KidsID):

- gewone procedure: 7,00 EUR per elektronische identiteitskaart
- spoedprocedure: 125,00 EUR per elektronische identiteitskaart
- extreme spoedprocedure: 185,00 EUR per elektronische identiteitskaart

##### b) RIJBEWIJS: afgifte van een nieuw rijbewijs:

**5,00** EUR per rijbewijs.

##### c) AANVRAAG VAN NIEUWE CODES (PIN/PUK) VOOR ELEKTRONISCHE IDENTITEITSKAARTEN: 5,00 EUR

##### d) AFGIFTE VAN EEN IDENTITEITSSTUK GELDIG TOT 12 JAAR OF EEN IDENTITEITSBEWIJS AAN KINDEREN JONGER DAN 12 JAAR, GELDIG VOOR EEN PERIODE VAN TWEE JAAR:

1,25 EUR per identiteitsbewijs en voor elke vernieuwing.



e) PASPOORTEN: afgifte van een nieuw paspoort:

- **gewone procedure : 24,00 EUR**
- **spoedprocedure : 35,00 EUR**
- kosten voor afgifte buiten de openingsuren: 25,00 EUR.

f) AFGIFTE VAN ALLERLEI GETUIGSCHRIFTEN EN ATTESTEN, UITTREKSELS, VERGUNNINGEN, ENZ. die ambtshalve of op verzoek worden afgegeven:

- 10,00 EUR voor het eerste exemplaar
- 7,50 EUR voor elk exemplaar tezelfdertijd afgeleverd.

g) AFGIFTE VAN EENSLUIDENDE AFSCHRIFTEN, WETTIGINGEN, ambtshalve of op verzoek afgegeven:

- 5,00 EUR voor het eerste exemplaar
- 2,50 EUR voor elk exemplaar tezelfdertijd afgeleverd.

De gewone afschriften van administratieve documenten afgeleverd krachtens de wet van 12 november 1997 betreffende de openbaarheid van bestuur in de provincies en gemeenten worden afgeleverd voor 0,15 EUR.

h) AANVRAGEN TOT INSCHRIJVING EN WEDERINSCHRIJVING IN DE BEVOLKINGS- EN VREEMDELINGENREGISTERS, IN DE WACHTREGISTER EN AANVRAGEN TOT VERBLIJFSVERANDERING NA EEN VAN AMBTSWEGE SCHRAPPING:

25,00 EUR per aanvraag.

i) AANVRAGEN VAN WIJZIGING VAN DE GEGEVENS IN DE REGISTERS:

- 5,00 EUR per document (verandering van adres op een inschrijvingsbewijs voor voertuigen, enz.)
- 25,00 EUR per persoon voor de wijziging van documenten van bevolking of vreemdelingen bij iedere wijziging van de identiteit (naam, voornaam, plaats en datum van geboorte).

j) AFGIFTE, HERNIEUWING, VERLENGING OF VERVANGING VAN DOCUMENTEN KRACHTENS DE K.B. dd. 8.10.1981 en 15.8.1984 BETREFFENDE DE TOEGANG TOT HET GRONDGEBIED, HET VERBLIJF, DE VESTIGING EN DE SCHRAPPING VAN VREEMDELINGEN:

10,00 EUR per document

### Artikel 3

De belasting wordt contant ingevorderd. Ze is rechtens betaald per storting op de rekening-courant van het gemeentebestuur van Sint-Jans-Molenbeek of tegen afgifte van een kwitantie.

In het geval van een internationale transactie, zijn de verzendingskosten en het commissieloon ten laste van de particulieren en de privé-instellingen.

### Artikel 4

Zijn van de belasting vrijgesteld:

- de documenten welke krachtens een wet, een Koninklijk Besluit, een Decreet, een Verordening, een besluit van de Executief of een overheidsverordening kosteloos door het gemeentebestuur dienen te worden afgegeven;
- de documenten die aan behoeftige personen worden afgegeven. De behoefte wordt vastgesteld door elk overtuigend bewijsstuk;
- de machtigingen met betrekking tot godsdienstige of politieke manifestaties;
- de machtigingen met betrekking tot activiteiten die als dusdanig reeds het voorwerp zijn van de heffing van een belasting of retributie ten behoeve van de gemeente;
- de documenten vastgesteld bij de wet van 13 juni 1986 op het wegnemen en transplanteren van organen;
- de afgifte van identiteitskaarten en identiteitsstukken en de wijziging van administratieve documenten ten gevolge van een henummering of een wijziging van de naam van een straat voortvloeiend een beslissing of een daad van de overheid;
- de documenten welke krachtens een wet, een Koninklijk besluit, een Decreet, een Verordening, een besluit van de Executief of een overheidsverordening, reeds aan de betaling van een recht ten behoeve der gemeente onderworpen zijn, met uitzondering voor de rechten welke, met het afgeven van paspoorten aan de gemeente ambtshalve toekomen en waarvan in de wettelijke inrichtingen betreffende de consulaire belastingen en kanselarijrechten sprake is;
- de aankomstverklaring afgegeven aan een kind komende van Tchernobyl;
- de uittreksels uit de Rijksregister bestemd voor de diensten van de Onderwijsinspectie.

#### Artikel 5

Huidig reglement vervangt vanaf het dienstjaar 2013 het reglement van de belasting op de afgifte van administratieve documenten, gevestigd door beslissing van de Gemeenteraad dd. 17 november 2011.

Verzending van de onderhavige beraadslaging zal aan de toezichthoudende overheid overgemaakt worden.

### **3. *Objet : Economie - Renouveaulement du Conseil d'administration et de l'Assemblée générale de l'asbl Atrium Molenbeek-Centre.***

Le Conseil communal,

Vu la délibération du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 3 juillet 1997, marquant son accord sur la conclusion de contrats de noyaux commerciaux et décidant le lancement d'un appel à projets auprès des communes et des associations de commerçants situées dans l'Espace de développement renforcé du logement du PRD ;

Vu la décision du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 22 novembre 2001, marquant son accord sur la reconduction des contrats de noyaux commerciaux ;

Considérant que la revitalisation des noyaux commerciaux doit s'inscrire dans une stratégie globale de développement urbain telle que décrite dans le projet de Plan Régional de Développement, adopté le 20 septembre 2001 ;

Vu la décision du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 20 juillet 2005 de relancer un projet pertinent de « Contrats de Quartier commerçant » afin d'assurer l'investissement transversal de la Région dans les quartiers visés ;

Vu les objectifs du Plan Stratégique Régional 2006-2008, *Bruxelles un avenir et une ambition pour les quartiers commerçants* ;

Vu le Contrat de Quartier commerçant de 2006-2008 entre la Région de Bruxelles-Capitale, l'asbl Atrium, la Commune de Molenbeek-Saint-Jean et l'asbl Antenne Atrium Molenbeek-Centre ;

Considérant que le Conseil communal a, en sa séance du 22 mars 2012, approuvé la signature d'un avenant au «Contrat de Quartier Commerçant 2011», entre la Région de Bruxelles-Capitale, l'asbl Atrium, la Commune de Molenbeek-Saint-Jean et l'asbl Antenne Atrium Molenbeek-Centre, pour la période d'un an ;

Considérant qu'il s'avère important pour toutes les parties de poursuivre cette collaboration;

Considérant que, suite aux récentes élections communales, l'installation du nouveau Conseil communal a eu lieu le 3 décembre 2012; qu'il est, en conséquence, impérieux de renouveler la composition des Conseils d'administration et des Assemblées générales des 3 antennes Atrium situées sur le territoire de Molenbeek-Saint-Jean et d'en désigner les membres;

Considérant qu'actuellement l'asbl Atrium Molenbeek-Centre est composé des personnes suivantes :

pour le Conseil d'administration :

Madame Françoise Schepmans  
Monsieur Ahmet Gjanaj  
Monsieur Olivier Mahy  
Monsieur Julien Delathouwer  
Monsieur Eddy Meert  
Monsieur Abdellah Achaoui;

pour l'Assemblée générale + :

Monsieur Mohamed Ahamjik  
Monsieur Jef Van Damme  
Monsieur Mohamed el Abboudi  
Monsieur Moustapha Zoufri  
Monsieur Paul Tackoen  
Monsieur Mohamed Oulad Haj Amar  
Monsieur Youssef Aouragh  
Monsieur Khalid Ait Aoud;

Vu l'article 39 du règlement d'ordre intérieur du Conseil communal qui précise que les candidatures aux mandats dans les intercommunales ou autres organismes publics seront introduites par écrit auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins, au plus tard 48 heures avant la séance du Conseil communal;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

Vu les listes de candidats ;

Considérant que les conseillers communaux Pinti, Eylembosch, Turine et Carême-Palanga ont été désignés pour recenser les votes, conformément à l'article 14 du règlement d'ordre intérieur du conseil communal ;

Au scrutin secret,

DECIDE :

### Article 1

Sont élus en qualité de nouveaux représentants de la commune au sein du Conseil d'administration et de l'Assemblée générale de l'asbl Atrium Molenbeek-Centre, les personnes suivantes :

**Madame Shazia MANZOOR, par 24 voix OUI**

**Mohamed EL ABOUDI, par 24 voix OUI**

**Monsieur Nourredine RTERO KHTIRA, par 21 voix OUI**

**Monsieur Hicham CHAKIR, par 23 voix OUI**

**Madame Hasnae LAHLOU, par 24 voix OUI**

**Monsieur Ahmed EL KHANNOUSS, par 25 voix OUI**

**Monsieur Roland VANDENHOVE, par 26 voix OUI**

**Monsieur Abdelkarim HAOUARI, par 23 voix OUI**

**Monsieur Jamil BEN MALEK, par 23 voix OUI**

**Madame Jacqueline MEIDO-MADIOT, par 22 voix OUI**

**Monsieur Djamel TRAORE, par 22 voix OUI**

**Monsieur Mourad METIOUI, par 35 voix OUI**

**Monsieur Hassan RAHALI, par 25 voix OUI**

**Monsieur Serge DEDECKER, par 22 voix OUI**

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

### ***3. Betreft :Economie - Vernieuwen van de Bestuursraad en de Algemene vergadering van de vzw Atrium Molenbeek-Center.***

De Gemeenteraad,

Gelet op het overleg van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk gewest op 3 juli 1997, waarbij het akkoord werd gegeven voor contracten rond commerciële kernen en waarbij een oproep werd gelanceerd voor projecten bij gemeentes en winkeliersverenigingen gelegen in de ontwikkelingsruimte versterkt door het ROP;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 22 november 2001, waarbij het akkoord werd verleend tot verlenging van de contracten rond commerciële kernen;

Overwegende dat de vernieuwing van de commerciële kernen moet passen binnen een globale strategie van stadsvernieuwing zoals beschreven in het project voor een Regionaal Ontwikkelingsplan, aanvaard op 20 september 2001;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 20 juli 2005 een project te herlanceren betreffende "Handelswijkcontracten" ter garantie van de transversale investering van het Gewest in de bedoelde wijken;

Gelet op de doelstellingen van het Gewestelijk Strategisch Plan 2006-2008, *Brussel, een toekomst en een ambitie voor de handelswijken*;

Gelet op het Handelswijkcontract 2006-2008 tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de vzw Atrium, de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek, en de vzw Atrium Molenbeek-Center;

Overwegende dat de Gemeenteraad, in zijn zitting van 22 maart 2012, de ondertekening van een aanhangsel aan het nieuw "Handelswijkcontract" tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de vzw Atrium, de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek en de vzw Atrium Molenbeek-Center, voor de periode van 1 jaar, heeft goedgekeurd;

Overwegende dat het voor alle partijen belangrijk is deze samenwerking te verlengen;

Overwegende dat, ten gevolge van de recente gemeenteraadsverkiezingen, de nieuwe Gemeenteraad werd geïnstalleerd op 3 december 2012; dat het bijgevolg dringend noodzakelijk is de samenstelling van de Bestuursraden en de Algemene vergaderingen van de 3 Atrium antennes gelegen op het grondgebied van Sint-Jans-Molenbeek te vernieuwen en er de leden van aan te duiden;

Overwegende dat de vzw Atrium Molenbeek-Center voor het ogenblik is samengesteld uit de volgende personen :

voor de Bestuursraad :

Mevrouw Françoise Schepmans  
de Heer Ahmet Gjanaj  
de Heer Olivier Mahy  
de Heer Julien Delathouwer  
de Heer Eddy Meert  
de Heer Abdellah Achaoui;

voor de Algemene vergadering + :

de Heer Mohamed Ahamjik  
de Heer Jef Van Damme  
de Heer Mohamed el Abboudi  
de Heer Moustapha Zoufri  
de Heer Paul Tackoen  
de Heer Mohamed Oulad Haj Amar  
de Heer Youssef Aouragh  
de Heer Khalid Ait Aoud;

Gelet op artikel 39 van het reglement voor huishoudelijke orde van de Gemeenteraad dat vaststelt dat de kandidaturen voor de mandaten in de intercommunales of andere openbare organismen schriftelijk zullen ingediend worden bij het College van Burgemeester en Schepenen, ten laatste 48 uur voor de zitting van de Gemeenteraad;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

Gezien de lijsten van de kandidaten;

Overwegende dat de raadsleden Pinti, Eylenbosch, Turine en Carême-Palanga aangeduid werden om over te gaan tot de telling der stemmen overeenkomstig artikel 14 van het inwendig reglement van de gemeenteraad;

Bij geheime stemming,

BESLUIT :

#### Artikel 1

Worden verkozen als nieuwe afgevaardigden van de gemeente in de Bestuursraad en de Algemene vergadering van de vzw Atrium Molenbeek-Center de volgende personen:

**Mevrouw Shazia MANZOOR, met 24 JA stemmen**

**Mevrouw EL ABOUDI, met 24 JA stemmen**

**Mevrouw Nourredine RTERO KHTIRA, met 21 JA stemmen**

**Mijnheer Hicham CHAKIR, met 23 JA stemmen**

**Mevrouw Hasnae LAHLOU, met 24 JA stemmen**

**Mijnheer Ahmed EL KHANNOUSS, met 25 JA stemmen**

**Mijnheer Roland VANDENHOVE, met 26 JA stemmen**

**Mijnheer Abdelkarim HAOUARI, met 23 JA stemmen**

**Mijnheer Jamil BEN MALEK, met 23 JA stemmen**

**Mevrouw Jacqueline MEIDO-MADIOT, met 22 JA stemmen**

**Mijnheer Djamel TRAORE, met 22 JA stemmen**

**Mijnheer Mourad METIOUI, met 35 JA stemmen**

**Mijnheer Hassan RAHALI, met 25 JA stemmen**

**Monsieur Serge DEDECKER, met 22 JA stemmen**

Onderhavige beslissing zal overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest aan de toezichhoudende overheid overgemaakt worden.

#### ***4. Objet : Economie - Renouveaulement du Conseil d'administration et de l'Assemblée générale de l'asbl Atrium Karreveld.***

Le Conseil communal,

Vu la délibération du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 3 juillet 1997, marquant son accord sur la conclusion de contrats de noyaux commerciaux et décidant le lancement d'un appel à projets auprès des communes et des associations de commerçants situées dans l'Espace de développement renforcé du logement du PRD ;

Vu la décision du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 22 novembre 2001, marquant son accord sur la reconduction des contrats de noyaux commerciaux ;

Considérant que la revitalisation des noyaux commerciaux doit s'inscrire dans une stratégie globale de développement urbain telle que décrite dans le projet de Plan Régional de Développement, adopté le 20 septembre 2001 ;

Vu la décision du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 20 juillet 2005 de relancer un projet pertinent de « Contrats de Quartier commerçant » afin d'assurer l'investissement transversal de la Région dans les quartiers visés ;

Vu les objectifs du Plan Stratégique Régional 2006-2008, *Bruxelles un avenir et une ambition pour les quartiers commerçants* ;

Vu le Contrat de Quartier commerçant de 2006-2008 entre la Région de Bruxelles-Capitale, l'asbl Atrium, la Commune de Molenbeek-Saint-Jean et l'asbl Antenne Atrium Karreveld ;

Considérant que le Conseil communal a, en sa séance du 22 mars 2012, approuvé la signature d'un avenant au «Contrat de Quartier Commerçant 2011», entre la Région de Bruxelles-Capitale, l'asbl Atrium, la Commune de Molenbeek-Saint-Jean et l'asbl Antenne Atrium Karreveld, pour la période d'un an ;

Considérant qu'il s'avère important pour toutes les parties de poursuivre cette collaboration;

Considérant que, suite aux récentes élections communales, l'installation du nouveau Conseil communal a eu lieu le 3 décembre 2012; qu'il est, en conséquent, impérieux de renouveler la composition des Conseils d'administration et des Assemblées générales des 3 antennes Atrium situées sur le territoire de Molenbeek-Saint-Jean et d'en désigner les membres;

Considérant qu'actuellement l'asbl Atrium Karreveld est composé des personnes suivantes :

pour le Conseil d'administration :

Madame Françoise Schepmans  
Madame Pascale Godefroid  
Monsieur Alain Van de Catsye  
Monsieur Eddy Meert

pour l'Assemblée générale + :

Monsieur Mohammed Barkhane  
Monsieur Julien Delathouwer  
Monsieur Mohamed Feguigui  
Madame Isabelle Van Mechelen  
Monsieur Johan Degroote  
Monsieur Jean-Claude Pretlot  
Madame Laurence Deflorenne  
Monsieur Francis Guisen;

Vu l'article 39 du règlement d'ordre intérieur du Conseil communal qui précise que les candidatures aux mandats dans les intercommunales ou autres organismes publics seront introduites par écrit auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins, au plus tard 48 heures avant la séance du Conseil communal;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

Vu les listes de candidats ;

Considérant que les conseillers communaux Pinti, Eylenbosch, Turine et Carême-Palanga ont été désignés pour recenser les votes, conformément à l'article 14 du règlement d'ordre intérieur du conseil communal ;

Au scrutin secret,

Décide:

Article 1

Sont élus en qualité de nouveaux représentants de la commune au sein du Conseil d'administration et de l'Assemblée générale de l'asbl Atrium Karreveld, les personnes suivantes :

**Madame Shazia MANZOOR, par 23 voix OUI**  
**Monsieur Georges VAN LEECKWYCK, par 24 voix OUI**  
**Monsieur Didier VAN MERRIS, par voix 23 OUI**  
**Madame Henriette COPPENS, par voix 23 OUI**  
**Madame Hasnae LAHLOU, par voix 23 OUI**  
**Monsieur Ahmed EL KHANNOUSS, par 22 voix OUI**  
**Monsieur Jean-Yves KITANTOU, par voix 22 OUI**  
**Monsieur Rachid MAHDAOUI, par voix 21 OUI**  
**Monsieur Marcellin BIETHE, par voix 22 OUI**  
**Monsieur Yassine GUESSOUS, par 22 voix OUI**  
**Monsieur Florin IANCOVESCU, par voix 21 OUI**  
**Monsieur Vittorio METTEWIE, par voix 37 OUI**  
**Monsieur Hassan RAHALI, par 23 voix OUI**  
**Monsieur Dirk BERCKMANS, par 24 voix OUI**  
**Madame Béatrice DIEPENDAEL, par 24 voix OUI**

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

**4. Betreft: Economie - Vernieuwen van de Bestuursraad en de Algemene vergadering van de vzw Atrium Karreveld.**

De Gemeenteraad,

Gelet op het overleg van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk gewest op 3 juli 1997, waarbij het akkoord werd gegeven voor contracten rond commerciële kernen en waarbij een oproep werd gelanceerd voor projecten bij gemeentes en winkeliersverenigingen gelegen in de ontwikkelingsruimte versterkt door het ROP;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 22 november 2001, waarbij het akkoord werd verleend tot verlenging van de contracten rond commerciële kernen;

Overwegende dat de vernieuwing van de commerciële kernen moet passen binnen een globale strategie van stadsvernieuwing zoals beschreven in het project voor een Regionaal Ontwikkelingsplan, aanvaard op 20 september 2001;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 20 juli 2005 een project te herlanceren betreffende "Handelswijkcontracten" ter garantie van de transversale investering van het Gewest in de bedoelde wijken;

Gelet op de doelstellingen van het Gewestelijk Strategisch Plan 2006-2008, *Brussel, een toekomst en een ambitie voor de handelswijken*;

Gelet op het Handelswijkcontract 2006-2008 tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de vzw Atrium, de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek, en de vzw Atrium Karreveld;

Overwegende dat de Gemeenteraad, in zijn zitting van 22 maart 2012, de ondertekening van een aanhangsel aan het nieuw "Handelswijkcontract" tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de vzw Atrium, de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek en de vzw Atrium Karreveld, voor de periode van 1 jaar, heeft goedgekeurd;

Overwegende dat het voor alle partijen belangrijk is deze samenwerking te verlengen;



Overwegende dat, ten gevolge van de recente gemeenteraadsverkiezingen, de nieuwe Gemeenteraad werd geïnstalleerd op 3 december 2012; dat het bijgevolg dringend noodzakelijk is de samenstelling van de Bestuursraden en de Algemene vergaderingen van de 3 Atrium antennes gelegen op het grondgebied van Sint-Jans-Molenbeek te vernieuwen en er de leden van aan te duiden;

Overwegende dat de vzw Atrium Karreveld voor het ogenblik is samengesteld uit de volgende personen :

voor de Bestuursraad :

Mevrouw Françoise Schepmans  
Mevrouw Pascale Godefroid  
de Heer Alain Van de Catsye  
de Heer Eddy Meert

pour l'Assemblée générale + :

de Heer Mohammed Barkhane  
de Heer Julien Delathouwer  
de Heer Mohamed Feguigui  
Mevrouw Isabelle Van Mechelen  
de Heer Johan Degroote  
de Heer Jean-Claude Pretlot  
Mevrouw Laurence Deflorenne  
de Heer Francis Guisen;

Gelet op artikel 39 van het reglement voor huishoudelijke orde van de Gemeenteraad dat vaststelt dat de kandidaturen voor de mandaten in de intercommunales of andere openbare organismen schriftelijk zullen ingediend worden bij het College van Burgemeester en Schepenen, ten laatste 48 uur voor de zitting van de Gemeenteraad;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

Gezien de lijsten van kandidaten;

Overwegende dat de raadsleden Pinti, Eylenbosch, Turine en Carême-Palanga aangeduid werden om over te gaan tot de telling der stemmen overeenkomstig artikel 14 van het inwendig reglement van de gemeenteraad;

Bij geheime stemming,

Besluit:

Artikel 1

Worden verkozen als nieuwe afgevaardigden van de gemeente in de Bestuursraad en de Algemene vergadering van de vzw Atrium Karreveld, de volgende personen:

**Mevrouw Shazia MANZOOR, met 23 stemmen JA**

**Meneer Georges VAN LEECKWYCK, met 24 stemmen JA**

**Meneer Didier VAN MERRIS, met 23 stemmen JA**

**Mevrouw Henriette COPPENS, met 23 stemmen JA**

**Mevrouw Hasnae LAHLOU, met 23 stemmen JA**

**Meneer Ahmed EL KHANNOUSS, met 22 stemmen JA**

**Meneer Jean-Yves KITANTOU, met 22 stemmen JA**

**Meneer Rachid MAHDAOUI, met 21 stemmen JA**

**Meneer Marcellin BIETHE, met 22 stemmen JA**

**Meneer Yassine GUESSOUS, met 22 stemmen JA**

**Meneer Florin IANCOVESCU, met 21 stemmen JA**

**Meneer Vittorio METTEWIE, met 37 stemmen JA**

**Meneer Hassan RAHALI, met 23 stemmen JA**

**Meneer Dirk BERCKMANS, met 24 stemmen JA**

**Mevrouw Béatrice DIEPENDAEL, met 24 stemmen JA**

Onderhavige beslissing zal overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest aan de toezichhoudende overheid overgemaakt worden.

**5. Objet : Economie - Renouveaulement du Conseil d'administration et de l'Assemblée générale de l'asbl Atrium Chaussée de Ninove.**

Le Conseil communal,

Vu la délibération du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 3 juillet 1997, marquant son accord sur la conclusion de contrats de noyaux commerciaux et décidant le lancement d'un appel à projets auprès des communes et des associations de commerçants situées dans l'Espace de développement renforcé du logement du PRD ;

Vu la décision du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 22 novembre 2001, marquant son accord sur la reconduction des contrats de noyaux commerciaux ;

Considérant que la revitalisation des noyaux commerciaux doit s'inscrire dans une stratégie globale de développement urbain telle que décrite dans le projet de Plan Régional de Développement, adopté le 20 septembre 2001 ;

Vu la décision du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 20 juillet 2005 de relancer un projet pertinent de « Contrats de Quartier commerçant » afin d'assurer l'investissement transversal de la Région dans les quartiers visés ;

Vu les objectifs du Plan Stratégique Régional 2006-2008, *Bruxelles un avenir et une ambition pour les quartiers commerçants* ;

Vu le Contrat de Quartier commerçant de 2006-2008 entre la Région de Bruxelles-Capitale, l'asbl Atrium, la Commune de Molenbeek-Saint-Jean et l'asbl Antenne Atrium Chaussée de Ninove ;

Considérant que le Conseil communal a, en sa séance du 22 mars 2012, approuvé la signature d'un avenant au « Contrat de Quartier Commerçant 2011 », entre la Région de Bruxelles-Capitale, l'asbl Atrium, la Commune de Molenbeek-Saint-Jean et l'asbl Antenne Atrium Chaussée de Ninove, pour la période d'un an ;

Considérant qu'il s'avère important pour toutes les parties de poursuivre cette collaboration;

Considérant que, suite aux récentes élections communales, l'installation du nouveau Conseil communal a eu lieu le 3 décembre 2012; qu'il est, en conséquence, impérieux de renouveler la composition des Conseils d'administration et des Assemblées générales des 3 antennes Atrium situées sur le territoire de Molenbeek-Saint-Jean et d'en désigner les membres;

Considérant que l'asbl Atrium Chaussée de Ninove est située en partie sur le territoire de Molenbeek-Saint-Jean et en partie sur celui d'Anderlecht; qu'en conséquence elle est actuellement composée des personnes suivantes :

Présidents:

Madame Françoise Schepmans  
Monsieur Gaëtan Van Goidsenhoven;

Administrateurs :

Monsieur Ahmet Gjanaj  
Monsieur Jean-Philippe Mornard  
Monsieur Mohamed Inelhaj  
Monsieur Moustapha Akouz  
Madame Chantale T'Syen  
Monsieur Francis De Reymaeker  
Monsieur Mohsen Rahnama  
Monsieur Philippe Moureaux  
Monsieur Saïde Akili  
Monsieur Antonio Nicastrò  
Monsieur Christophe Dielis;

Vu l'article 39 du règlement d'ordre intérieur du Conseil communal qui précise que les candidatures aux mandats dans les intercommunales ou autres organismes publics seront introduites par écrit auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins, au plus tard 48 heures avant la séance du Conseil communal;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

Vu les listes de candidats ;

Considérant que les conseillers communaux Pinti, Eylenbosch, Turine et Carême-Palanga ont été désignés pour recenser les votes, conformément à l'article 14 du règlement d'ordre intérieur du conseil communal ;

Au scrutin secret,

Décide:

Article 1

Sont élus comme nouveaux représentants de la commune au sein du Conseil d'administration et de l'Assemblée générale de l'asbl Atrium Chaussée de Ninove les personnes suivantes:

**Madame Naïma BENBELKHEIR, par 24 voix OUI**

**Monsieur Nourreddin RTERO KHTIRA, par 22 voix OUI**

**Monsieur Léonidas PAPADIZ, par 25 voix OUI**

**Monsieur Pascal GARDINAL, par 24 voix OUI**

**Monsieur Tarek ZAIDI, par , par 22 voix OUI**

**Madame Jamila LAHCHIRI, par 22 voix OUI**

**Monsieur Mohamed AHAMJIK, par 22 voix OUI**

**Monsieur Ahmed EL KHANNOUSS, par 23 voix OUI**

**Aminata SAMBOU, par 22 voix OUI**

**Ursule AKATSHI, par 33 voix OUI**

**Monsieur Hassan RAHALI, par 27 voix OUI**

**Monsieur Luc VAN CANEGHEM, par 24 voix OUI**

**Monsieur Oussama GHEMATI, par 23 voix OUI**

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

**5. *Betreft: Economie - Vernieuwen van de Bestuursraad en de Algemene vergadering van de vzw Atrium Ninoofsesteenweg.***

De Gemeenteraad,

Gelet op het overleg van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk gewest op 3 juli 1997, waarbij het akkoord werd gegeven voor contracten rond commerciële kernen en waarbij een oproep werd gelanceerd voor projecten bij gemeentes en winkeliersverenigingen gelegen in de ontwikkelingsruimte versterkt door het ROP;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 22 november 2001, waarbij het akkoord werd verleend tot verlenging van de contracten rond commerciële kernen;

Overwegende dat de vernieuwing van de commerciële kernen moet passen binnen een globale strategie van stadsvernieuwing zoals beschreven in het project voor een Regionaal Ontwikkelingsplan, aanvaard op 20 september 2001;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 20 juli 2005 een project te herlanceren betreffende "Handelswijkcontracten" ter garantie van de transversale investering van het Gewest in de bedoelde wijken;

Gelet op de doelstellingen van het Gewestelijk Strategisch Plan 2006-2008, *Brussel, een toekomst en een ambitie voor de handelswijken*;

Gelet op het Handelswijkcontract 2006-2008 tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de vzw Atrium, de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek, en de vzw Atrium Ninoofsesteenweg;

Overwegende dat de Gemeenteraad, in zijn zitting van 22 maart 2012, de ondertekening van een aanhangsel aan het nieuw "Handelswijkcontract" tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de vzw Atrium, de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek en de vzw Atrium Ninoofsesteenweg, voor de periode van 1 jaar, heeft goedgekeurd;

Overwegende dat het voor alle partijen belangrijk is deze samenwerking te verlengen;

Overwegende dat, ten gevolge van de recente gemeenteraadsverkiezingen, de nieuwe Gemeenteraad werd geïnstalleerd op 3 december 2012; dat het bijgevolg dringend

noodzakelijk is de samenstelling van de Bestuursraden en de Algemene vergaderingen van de 3 Atrium antennes gelegen op het grondgebied van Sint-Jans-Molenbeek te vernieuwen en er de leden van aan te duiden;

Overwegende dat de vzw Atrium Ninoofsesteenweg gedeeltelijk gelegen is op het grondgebied van Sint-Jans-Molenbeek en gedeeltelijk op dit van Anderlecht; dat ze bijgevolg voor het ogenblik is samengesteld uit de volgende personen :

Voorzitters :

Mevrouw Françoise Schepmans  
de Heer Gaëtan Van Goidsenhoven ;

Bestuursleden :

de Heer Ahmet Gjanaj  
de Heer Jean-Philippe Mornard  
de Heer Mohamed Inelhaj  
de Heer Moustapha Akouz  
Mevrouw Chantale T'Syen  
de Heer Francis De Reymaeker  
de Heer Mohsen Rahnama  
de Heer Philippe Moureaux  
de Heer Saïde Akili  
de Heer Antonio Nicastrò  
de Heer Christophe Dielis;

Gelet op artikel 39 van het reglement voor huishoudelijke orde van de Gemeenteraad dat vaststelt dat de kandidaturen voor de mandaten in de intercommunales of andere openbare organismen schriftelijk zullen ingediend worden bij het College van Burgemeester en Schepenen, ten laatste 48 uur voor de zitting van de Gemeenteraad;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

Gezien de lijsten van de kandidaten;

Overwegende dat de raadsleden Pinti, Eylenbosch, Turine en Carême-Palanga aangeduid werden om over te gaan tot de telling der stemmen overeenkomstig artikel 14 van het inwendig reglement van de gemeenteraad;

Bij geheime stemming,

Besluit:

Artikel 1

het aanduiden van de nieuwe afgevaardigden van de gemeente in de Bestuursraad en de Algemene vergadering van de vzw Atrium Ninoofsesteenweg, op basis van de hiernavolgende lijst:

**Naïma BENBELKHEIR**  
**Nourreddin RTERO KHTIRA**  
**Léonidas PAPADIZ**  
**Pascal GARDINAL**  
**Tarek ZAIDI**  
**Jamila LAHCHIRI**  
**Mohamed AHAMJIK**  
**Ahmed EL KHANNOUSS**  
**Aminata SAMBOU**  
**Ursule AKATSHI**  
**Hassan RAHALI**

**Luc VAN CANEGHEM**  
**Oussama GHEMATI**  
**Lhoucine AIT JEDDIG**

Onderhavige beslissing zal overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest aan de toezichthoudende overheid overgemaakt worden.

**6. Objet : Economat - Achat de mobilier scolaire.**

Le Conseil communal,

Vu la nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234 relatif aux compétences du conseil communal, et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 15 ;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3, § 1 ;

Vu le cahier général des charges, annexe de l'arrêté royal du 26 septembre 1996 précité, et ses modifications ultérieures ;

Vu la demande du service de l'Instruction publique tendant à acquérir du mobilier scolaire pour les écoles francophones et néerlandophones et la station de plein air Berg en Dal;

Considérant le cahier spécial des charges N° 2013/241 relatif au marché "Achat de mobilier scolaire" établi par le service de l'Economat ;

Considérant que ce marché est divisé en 17 lots ;

Considérant que le montant global estimé de ce marché s'élève à 160.917,35 EUR hors TVA ou 194.710,00 EUR, 21% TVA comprise ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par adjudication publique ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2013, articles 7222/741/51, 7223/741/51 et 7610/741/51 et sera financé par un emprunt;

Sur proposition du Collège échevinal du 6 mars 2013;

à l'unanimité, décide :

Article 1

d'approuver le cahier spécial des charges N° 2013/241 et le montant estimé du marché "Achat de mobilier scolaire", établis par le service de l'Economat. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et au cahier général des charges pour les marchés publics. Le montant estimé s'élève à 160.917,35 EUR hors TVA ou 194.710,00 EUR, 21% TVA comprise.

## Article 2

de choisir l'adjudication publique comme mode de passation du marché.

## Article 3

d'approuver et d'envoyer le formulaire standard de publication au niveau national.

## Article 4

d'engager la dépense au budget extraordinaire de l'exercice 2013, articles 7222/741/51 :  
EUR 143.460,00 TVAC  
7223/741/51 : EUR 47.650,00 TVAC  
7610/741/51 : EUR 3.600,00 TVAC  
sous réserve de l'approbation du budget par l'autorité de Tutelle.

## Article 5

Le marché dont il est question à l'article 1er sera financé par un emprunt.

La présente délibération sera transmise, pour avis, à l'Autorité de Tutelle conformément aux dispositions de l'ordonnance du 14 mai 1998 ainsi qu'à celles de l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998.

## **6. Betreft: Economaat - Aankoop van schoolmeubilair.**

De Gemeenteraad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234, betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad;

Gelet op de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 15;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 september 1996 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 3, § 1;

Gelet op de algemene aannemingsvoorwaarden, opgenomen in de bijlage bij voormeld besluit van 26 september 1996, en latere wijzigingen;

Gelet op de vraag van de dienst Openbaar onderwijs om schoolmeubilair te verkrijgen voor de Franstalige en Nederlandstalige scholen en het openlucht station Berg en Dal;

Overwegende dat in het kader van de opdracht "Aankoop van schoolmeubilair" een bijzonder bestek met nr. 2013/241 werd opgesteld door de Dienst Economaat;

Overwegende dat deze opdracht is opgedeeld in 17 percelen;

Overwegende dat de totale uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op 160.917,35 EUR excl. btw of 194.710,00 EUR incl. 21% btw;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van de openbare aanbesteding;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien is in het budget van 2013, op artikels 7222/741/51, 7223/741/51 en 7610/741/51 van de buitengewone dienst en dat de financiering gebeurt met een lening;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen van 6 maart 2013;

Besluit eenparig:

Artikel 1

goedkeuring wordt verleend aan het bijzonder bestek met nr. 2013/241 en de raming voor de opdracht "Aankoop van schoolmeubilair", opgesteld door de Dienst Economaat. De lastvoorwaarden worden vastgesteld zoals voorzien in het bijzonder bestek en zoals opgenomen in de algemene aannemingsvoorwaarden voor de overheidsopdrachten voor aannemingen van werken, leveringen en diensten. De raming bedraagt 160.917,35 EUR excl. btw of 194.710,00 EUR incl. 21% btw.

Artikel 2

bovengenoemde opdracht wordt gegund bij wijze van de openbare aanbesteding.

Artikel 3

het standaard publicatieformulier wordt goedgekeurd en bekendgemaakt op nationaal niveau.

Artikel 4

de uitgave voor deze opdracht is voorzien in het budget van 2013, op artikels  
7222/741/51: EUR 143.460,00 TVAC  
7223/741/51: EUR 47.650,00 TVAC  
7610/741/51: EUR 3.600,00 TVAC  
van de buitengewone dienst, onder de goedkeuring van het budget door de Voogdijoverheid.

Artikel 5

De opdracht waarvan sprake in artikel 1 zal gefinancierd worden met een lening.

De huidige beraadslaging zal, voor advies, overgemaakt worden aan de Voogdijoverheid overeenkomstig de bepalingen van de Brusselse ordonnantie van 14 mei 1998 alsook deze van het Besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 16 juli 1998.

**7. Objet : Instruction publique - Partenariat avec l'ASBL Schola ULB - Projet de tutorat à l'attention des élèves du primaire de l'Ecole n°17 - Les Tamaris / Franstalig openbaar onderwijs: Medezeggenschap met Schola ULB VZW om lessen te geven met bestemming naar de leerlingen van School n°17 die moeilijkheden hebben - Les Tamaris.**

Le Conseil communal,

Vu le décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en place de discriminations positives ;

Considérant que, d'après le rapport d'activités 2011, « Schola ULB est une association sans but lucratif qui a pour mission de lutter contre l'échec scolaire et de favoriser l'égalité des chances à l'école en menant des actions en éducation, plus particulièrement dans les domaines du soutien scolaire (Tutorat) et de l'innovation » ;

Considérant que, d'après le document précité, « la finalité globale du Tutorat est d'aider les jeunes en difficulté scolaire et aussi de leur permettre de reprendre goût à l'école et à l'apprentissage » ;



Considérant que l'Ecole n°17 – Les Tamaris n'est pas en encadrement différencié et ne bénéficie, par conséquent, pas des moyens budgétaires et des périodes complémentaires ;  
Considérant que le projet proposé par Schola ULB répond aux besoins du terrain tels qu'ils ont été évalués par la direction de l'école ;

Considérant que la phase test du projet sera proposée à deux groupes, chacun étant composé de six élèves au maximum ;

Considérant que les cours qui seront donnés par le tuteur détaché par Schola ULB auront lieu à raison de deux fois une heure par semaine pour chaque groupe ;

Considérant que la phase test du projet Tutorat – qui aura lieu entre les mois de mars et de juin 2013 – sera assumée par Schola ULB sans aucun frais pour l'Administration communale ;

Considérant que, pour l'année scolaire 2013-2014, deux modules semestriels du projet Tutorat pourraient être organisés, suivant les mêmes modalités précitées, et ce grâce au financement par le Dispositif d'Accrochage Scolaire, à hauteur de maximum 2.500,00 EUR ;

Considérant que les élèves inscrits au Tutorat sont couverts par l'assurance de l'école ;

Considérant que les cours de tutorat seront donnés dans une salle polyvalente de l'école les lundis et jeudis, de 15h30 à 17h30, entre le 4 mars et le 6 juin 2013.

Vu la proposition du Collège échevinal en date du 27 février 2013 ;

à l'unanimité, décide :

Article 1

d'autoriser l'ASBL Schola ULB à mener, à l'Ecole n°17 – Les Tamaris, entre le 4 mars et le 6 juin 2013, et durant l'année scolaire 2013-2014, le projet Tutorat tel que décrit dans le projet de convention en annexe ;

Article 2

d'approuver la convention de collaboration avec l'ASBL Schola ULB dont le texte est joint en annexe ;

Article 3

d'autoriser l'occupation des locaux de l'Ecole n°17 – Les Tamaris, dans le cadre du projet Tutorat, les lundis et jeudis, de 15h30 à 17h30, entre le 4 mars et le 6 juin 2013.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

**8. *Objet : Instruction publique - Enseignement fondamental communal - Lettre de mission pour le directeur temporaire dans un emploi non vacant / Franstalig openbaar onderwijs - Functiebeschrijving van de tijdelijke directeur in een niet-vacante betrekking.***

Le Conseil communal,

Vu le décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement officiel subventionné, tel qu'il a été modifié ;

Vu le décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs, tel qu'il a été modifié ;

Vu le protocole d'accord n°33 conclu suite à la réunion de la Commission Paritaire Locale pour l'enseignement communal subventionné de Molenbeek-Saint-Jean du 22 février 2013 ;

Vu la proposition du Collège échevinal en date du 6 mars 2013 ;

à l'unanimité, décide :

#### Article unique

d'adopter la lettre de mission relative à la fonction de direction temporaire, dans un emploi non vacant, d'école communale maternelle, primaire et fondamentale, de régime linguistique francophone, telle que reprise ci-après :

Expédition de la présente délibération sera transmise, pour approbation, à l'Autorité de tutelle.

### **Lettre de mission pour le directeur temporaire dans un emploi non vacant Enseignement fondamental, maternel et primaire Molenbeek-Saint-Jean**

#### **1. Identification du Pouvoir organisateur :**

Administration communale de Molenbeek-Saint-Jean  
rue du Comte de Flandre 20  
1080 Bruxelles

#### **2. Identification de l'établissement scolaire :**

Nom :  
Adresse :

#### **3. Spécificités de l'établissement scolaire :**

- a. *Type et structure de l'établissement scolaire (orientation d'étude, implantations, ...).*
- b. *Descriptif de l'état des lieux (historique et « état de santé » de l'établissement).*
- c. *Environnement social et économique de l'établissement.*

#### **4. Identification du directeur temporaire dans un emploi non vacant :**

Nom, prénom :

**N.B.** Le directeur temporaire dans un emploi non vacant sera désigné, dans le présent document, par l'appellation « directeur faisant fonction ».

#### **5. Identification du directeur absent :**

Nom, prénom :

#### **6. Durée de validité de la lettre de mission :**

*La lettre de mission a une durée de validité pour toute la période où la direction faisant fonction est en exercice, en remplacement du directeur effectif.*

*Le contenu de la lettre de mission peut néanmoins être modifié à tout moment, notamment en raison de l'évolution du fonctionnement ou des besoins de l'établissement, par le Pouvoir organisateur, soit d'initiative, à la demande du directeur.*

## **7. Mission générale et missions spécifiques telles que prévues par la législation en vigueur :**

*Le directeur faisant fonction assume les missions du directeur qu'il remplace, selon le mandat que lui confère le Pouvoir organisateur et dans le respect de la législation en vigueur.*

*En particulier :*

- 1. Le directeur faisant fonction met en œuvre au sein de l'établissement scolaire la politique éducative du Pouvoir organisateur dans le respect des dispositions décrétales de la Fédération Wallonie-Bruxelles.*
- 2. Le directeur faisant fonction est le représentant du Pouvoir organisateur auprès du service général d'inspection.*
- 3. Le directeur faisant fonction a une compétence générale d'organisation de l'établissement.*
- 4. Le directeur faisant fonction analyse régulièrement la situation de l'établissement scolaire et promeut les adaptations nécessaires.*
- 5. Le directeur faisant fonction assure la gestion et la coordination de l'équipe éducative.*
  - Dans ce cadre, il organise notamment les services de l'ensemble des personnels, coordonne leur travail et leur fixe des objectifs en fonction de leurs compétences et des textes qui régissent leurs missions.*
  - Dans cette optique, le chef d'établissement faisant fonction suscite l'esprit d'équipe, veille au développement de la communication et du dialogue avec l'ensemble des acteurs de l'établissement scolaire et gère les conflits. Il veille également à l'accueil et l'intégration des nouveaux personnels, ainsi qu'à l'accompagnement des personnels en difficulté.*
- 6. Il suscite et gère la participation des membres du personnel aux formations en cours de carrière, obligatoires et volontaires au bénéfice de l'enseignement dispensé dans l'établissement.*
- 7. Le directeur faisant fonction est responsable des relations de l'établissement scolaire avec les élèves, les parents. Dans ce cadre, il veille notamment à développer l'accueil et le dialogue vis-à-vis des élèves, des parents.*
- 8. Il vise à l'intégration de tous les élèves, favorise leur bonne orientation et encourage le développement de leur expression citoyenne.*
- 9. Il fait respecter le règlement d'ordre intérieur de l'établissement scolaire et prend, le cas échéant, les mesures nécessaires.*
- 10. Le directeur faisant fonction est le représentant de son établissement scolaire dans le cadre de ses relations extérieures.*

- Dans cette optique, il s'efforce, selon les possibilités, d'entretenir et de favoriser ces dernières et assure les relations publiques de son établissement scolaire. Il assure la coordination des actions à mener notamment avec les centres PMS.

- Il peut également nouer des contacts avec le monde économique et socio-culturel local, de même qu'avec les organismes de protection de la jeunesse, d'aide à l'enfance et d'aide à la jeunesse.

11. Le directeur faisant fonction organise les horaires et les attributions des membres du personnel dans le cadre de la législation existante et dans le respect des consignes du pouvoir organisateur. Il gère les dossiers des élèves.

12. Il veille, le cas échéant, à la bonne organisation des organes officiels de concertation et aux conseils de classe.

13. Il veille par ailleurs à l'application des consignes de sécurité et d'hygiène au sein de l'établissement.

14. Le directeur faisant fonction assure la gestion de l'établissement scolaire sur le plan pédagogique et éducatif.

- Dans cette optique, il anime la politique pédagogique et éducative de l'établissement et évalue la pertinence des attitudes, des méthodes et des moyens mis en oeuvre par les membres de l'équipe éducative.

- Il pilote le projet d'établissement, le met en oeuvre en concertation avec tous les acteurs de l'équipe de l'établissement scolaire et veille à l'actualiser.

15. Le directeur faisant fonction s'assure, en collaboration avec la cellule pédagogique, de l'adéquation entre les apprentissages, les socles de compétences, les compétences terminales, les profils de formation et les programmes ou les dossiers pédagogiques. Il veille à la bonne organisation des évaluations certificatives et des évaluations externes au sein de l'établissement scolaire.

16. Dans le respect de la liberté du Pouvoir organisateur en matière de méthode pédagogique, le directeur faisant fonction collabore avec le service général d'inspection et les autres services pédagogiques.

17. La direction faisant fonction est garante de l'exécution des décisions prises par la pouvoir organisateur et par l'équipe de l'établissement.

## **8. Missions spécifiques et délégations attribuées par le Pouvoir organisateur**

:

### **Missions spécifiques :**

Le directeur faisant fonction est le garant :

- de l'application du Projet éducatif et du projet pédagogique adopté par le Pouvoir organisateur ;
- du respect des procédures de recours ;
- de l'application des méthodes pédagogiques propres au Pouvoir organisateur ;
- de l'application des programmes adoptés par le Pouvoir organisateur ;

- du respect du principe de la neutralité de l'enseignement<sup>1</sup> ;
- de la bonne gestion financière et comptable des entrées et dépenses, et s'assure de prendre toutes les dispositions nécessaires ;
- de la promotion du bien-être au travail et veille à la charge psychosociale (stress, harcèlement, ...) pouvant être occasionnée par la charge de travail en orientant les membres de l'établissement vers les services adéquats (personne de confiance, ...) ;
- de la sécurité des données et des informations à caractère personnel qui lui sont confiées ; cette obligation s'inscrit dans le devoir de réserve qui doit être respecté en toutes circonstances.

### **Délégations :**

#### **1. Définies par le Pouvoir organisateur pour l'exercice des missions générales suivantes :**

- Le directeur faisant fonction est le représentant du Pouvoir organisateur auprès des services du Gouvernement.
- Le directeur faisant fonction est responsable des relations de l'établissement avec les tiers. Dans ce cadre, il veille notamment à développer l'accueil et le dialogue vis-à-vis des tiers.
- Il assure la coordination des actions à mener notamment avec les centres PMS et peut établir des partenariats. Il peut également nouer des contacts avec le monde économique et socio-culturel local.
- Le directeur faisant fonction gère les dossiers des membres du personnel.
- Le directeur faisant fonction gère les ressources matérielles et financières de l'établissement selon le mandat qui lui est précisé dans le volet spécifique de cette lettre de mission.

#### **2. Données par le Pouvoir organisateur selon les modalités qu'il précise :**

- Contact avec la presse : le directeur faisant fonction ne peut faire des déclarations aux représentants de la presse ou faire entrer ceux-ci dans l'établissement qu'avec l'accord express du Pouvoir organisateur. Le directeur faisant fonction veille à ce que cette consigne soit respectée par tous les membres du personnel de l'établissement (application du devoir de réserve).
- Gestion des bâtiments scolaires : Le directeur faisant fonction assure, en bon père de famille, la gestion des bâtiments scolaires qui lui sont confiés. Cela signifie qu'il doit prendre ou faire prendre par son personnel les mesures qui s'imposent pour éviter les dégradations ou l'aggravation des dégradations (exemple : protection des canalisations en cas de gel, fermeture du compteur en cas de fuite, etc.)

Il doit immédiatement avertir le Pouvoir organisateur et les services techniques compétents, par téléphone, par fax, par e-mail, ou par bon (s'il n'y a pas d'urgence.)  
Il ne peut jamais faire appel à une entreprise pour faire procéder à des travaux dans les bâtiments scolaires communaux. S'il le faisait, les frais en seraient à sa charge.

---

<sup>1</sup> Décret du 17/12/ 2003 organisant la neutralité inhérente à l'enseignement officiel subventionné et portant diverses mesures en matière d'enseignement (M.B. Du 21/01/2004) et Arrêté du Gouvernement de la communauté française du 16/06/2004 fixant le modèle d'adhésion d'un pouvoir organisateur à la neutralité inhérente à l'enseignement officiel subventionné par la communauté française (M.B. du 27/08/2004)

*Exclusion des élèves : le Pouvoir organisateur a décidé, de désigner les directions effectives et les directions faisant fonction d'établissement scolaires fondamentales francophones, chacune pour ce qui concerne l'établissement dont elle est responsable, comme « délégué du Pouvoir organisateur » au sens des articles 89 et 90 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'Enseignement Fondamental et des structures propres à les atteindre, articles qui règlent la procédure d'exclusion définitive d'un élève régulièrement inscrit dans un établissement d'enseignement subventionné.*

*Les directions d'établissement qui ne souhaitent pas se prononcer en matière d'exclusion définitive, peuvent laisser cette responsabilité au Pouvoir organisateur.*

*Le directeur faisant fonction rédige les rapports d'évaluation des membres du personnel non-enseignant. Il ne rédigera de rapports quant au comportement des enseignants qu'en cas d'urgence s'il y a mise en danger du bien-être et/ou de la sécurité des enfants et des membres du personnel de l'établissement. Tous les autres rapports concernant les enseignants seront rédigés par la cellule pédagogique.*

- *Les directions faisant fonction n'ont pas délégation pour signer des conventions avec des associations ou organismes extérieurs, conventions qui pourraient engager financièrement l'Administration, à court, moyen ou long terme. La direction faisant fonction qui signe une convention grâce à la caisse de l'établissement en assume personnellement la responsabilité.*

**9. Date et signature du délégué du Pouvoir organisateur et du directeur faisant fonction :**

*Le directeur faisant fonction doit tout mettre en oeuvre pour accomplir au mieux les missions déterminées dans la présente lettre de mission et dans le cadre des moyens qui sont mis à sa disposition.*

*Dans toute situation particulière ou imprévue, le directeur faisant fonction, dans le cadre de sa mission générale d'organisation, prend toute mesure nécessaire destinée à préserver la bonne marche de l'établissement. Il en réfère sans délais à son Pouvoir organisateur.*

*Date :*

*Signatures :*

*Le délégué du Pouvoir organisateur*

*Le directeur  
faisant fonction*

**9. Objet : Instruction publique - Enseignement fondamental communal - Confirmation de l'adhésion du pouvoir organisateur au Conseil de l'Enseignement des Communes et des Provinces - Désignation des représentants du pouvoir organisateur à l'Assemblée générale de celui-ci / Openbaar onderwijs - Toevoeging van de inrichtende macht aan de CECP (Onderwijsraad van de gemeenten en de provincies) en aanduiding van de vertegenwoordigers van de inrichtende aan zijn algemene vergadering.**

Le Conseil communal,

Vu le décret du 14 novembre 2002 organisant la représentation des pouvoirs organisateurs d'enseignement subventionné et de centres psycho-médico-sociaux subventionnés ;

Considérant que, suite aux élections d'octobre 2012, il y a lieu de procéder à la désignation des représentants du pouvoir organisateur à l'Assemblée générale du Conseil de l'Enseignement des Communes et des Provinces (CECP) ;

Considérant que le CECP est le « porte-parole du réseau officiel subventionné dont il assume la défense et la promotion, par tout moyen jugé adéquat et notamment :

- l'aide sous forme de conseils et de consultations juridiques ;
- la représentation du réseau et sa participation aux concertations ministérielles ;
- les interventions auprès d'autorités publiques ou d'instances privées ;
- la création de groupes de travail ou de commissions sur le plan local, provincial ou communautaire ;
- l'organisation de recherches ou d'enquêtes ;
- l'animation pédagogique, via une équipe de détachés pédagogiques ;
- l'organisation de la formation continuée via ses Centres de Formation ;
- la publication de livres, de périodiques et de documents ; » (source : www.cecp.be) ;

Considérant, en outre, que « le C.E.C.P. est seul compétent pour les problèmes relatifs, à l'enseignement officiel subventionné, au niveau de l'enseignement fondamental ordinaire (maternel et primaire), au niveau de l'enseignement spécialisé fondamental et secondaire et également au niveau de l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit, les autres niveaux d'enseignement étant pris en charge par le C.P.E.O.N.S » (source : www.cecp.be) ;

Vu la proposition du Collège échevinal en date du 6 mars 2013 ;

à l'unanimité, décide :

#### Article 1

de confirmer l'adhésion du pouvoir organisateur au Conseil de l'Enseignement des Communes et des Provinces ;

#### Article 2

de désigner Madame Patricia VANDE MAELE, échevine de l'instruction publique déléguée, en tant que représentant effectif, et de Madame Pascale VINCENT, conseiller adjoint au service de l'instruction publique, en tant que représentant suppléant du pouvoir organisateur à l'Assemblée générale du Conseil de l'Enseignement des Communes et des Provinces.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

#### ANNEXE 1

A renvoyer au Conseil de l'Enseignement des  
Communes et des Provinces, asbl  
Avenue des Gaulois, 32 - 1040 BRUXELLES  
**pour le 15 mars 2013 au plus tard**

**CONFIRMATION D'ADHESION AU CONSEIL DE L'ENSEIGNEMENT DES COMMUNES  
ET DES PROVINCES**

Pour répondre au prescrit du décret du 14 novembre 2002 (M.B. 05.12.2002) organisant la représentation des pouvoirs organisateurs d'enseignement subventionné et des centres

psycho-médico-sociaux subventionnés, le Collège communal/provincial/des Bourgmestre et Echevins (1)

## De Molenbeek-Saint-Jean

- Confirme son adhésion au Conseil de l'Enseignement des Communes et des Provinces, en tant qu'organe de représentation et de coordination des communes et des provinces organisant de l'enseignement :
  - Fondamental ordinaire,
  - Spécialisé (fondamental et secondaire,
  - Secondaire artistique à horaire réduit.
  -
  
- Désigne M/Mme **VANDE MAELE, Patricia** (Nom, Prénom)  
Fonction : **Echevine de l'Instruction publique déléguée**  
Email : **pvandemaele@molenbeek.irisnet.be**  
en tant que représentant **effectif** du pouvoir organisateur à l'Assemblée générale du Conseil de l'Enseignement des Communes et des Provinces.
  
- Désigne M/Mme **VINCENT, Pascale** (Nom, Prénom)  
Fonction : **Conseiller adjoint au service de l'instruction publique**  
Email : **pvincent@molenbeek.irisnet.be**  
en tant que représentant **suppléant** du pouvoir organisateur à l'Assemblée générale du Conseil de l'Enseignement des Communes et des Provinces.

Pour le Collège communal/provincial/  
des Bourgmestre et Echevins, (1)

Signatures et sceau

Par ordonnance :  
Le Secrétaire communal,

Jacques DE WINNE.

Pour la Bourgmestre,  
L'Echevine de l'instruction publique  
Déléguée,

Patricia VANDE MAELE.

Date :



ANNEXE 2

**ENSEIGNEMENT - Coordonnées**

Afin de nous permettre de vous informer plus efficacement, nous vous saurions gré de bien vouloir nous retourner, dûment complétée, la formule ci-dessous.

Commune de <b>Molenbeek-Saint-Jean</b>
Coordonnées de l' <b>Echevin de l'Instruction publique</b> :
NOM, PRENOM : <b>VANDE MAELE, Patricia</b> Tél. : <b>02/412 36 40</b> Fax :
E-mail : <b><a href="mailto:pvandemaele@molenbeek.irisnet.be">pvandemaele@molenbeek.irisnet.be</a></b>
Coordonnées du <b>responsable du Service Enseignement</b>
NOM, PRENOM : <b>VINCENT, Pascale</b> Tél. : <b>02/412 36 96</b> Fax : <b>02/412 36 84</b>
E-mail : <b><a href="mailto:pvincent@molenbeek.irisnet.be">pvincent@molenbeek.irisnet.be</a></b>
Coordonnée <b>du coordinateur pédagogique du P.O.</b> :
NOM, PRENOM : <b>VAN MECHELEN, Isabelle</b> Tél. : <b>02/410 39 96</b> Fax : <b>02/410 39 96</b> E-mail :
<b><a href="mailto:ivanmechelen@molenbeek.irisnet.be">ivanmechelen@molenbeek.irisnet.be</a></b>
Le cas échéant : Coordonnées de l' <b>Echevin chargé des bâtiments scolaires</b>
NOM, PRENOM <b>GYPERS, Jan (Echevin des travaux publics)</b>
Tél. : <b>02/ 412 37 20</b> Fax : <b>02/ 412 36 93</b>
E-mail : <b><a href="mailto:jgypers@molenbeek.irisnet.be">jgypers@molenbeek.irisnet.be</a></b>
Le cas échéant : Coordonnées du <b>responsable des bâtiments scolaires</b>
NOM, PRENOM : <b>KOLP, Christian (chef du service des travaux publics)</b>
Tél. : <b>02/ 412 37 98</b> Fax : <b>02/ 412 36 27</b> E-mail : <b><a href="mailto:ckolp@molenbeek.irisnet.be">ckolp@molenbeek.irisnet.be</a></b>
Tout courrier relatif à l'enseignement communal doit être envoyé à l'adresse postale suivante :
<b>Administration communale</b>
<b>Service de l'instruction publique</b>
<b>Rue du Comte de Flandre, 20</b>
<b>Code postal : 1080 Localité : Molenbeek-Saint-Jean</b>

Date :

Signature, Cachet :

Par ordonnance :  
Le Secrétaire communal,  
  
Jacques DE WINNE.

Pour la Bourgmestre,  
L'Echevine de l'instruction publique  
déléguée,  
Patricia VANDE MAELE.

***Le point 10 ayant trait à: Instruction publique - Election des membres représentant le Conseil communal pour siéger au sein de la Commission Communale de l'Accueil, est retiré.***

***Punt 10, met betrekking tot: Openbaar onderwijs - Verkiezing van de leden die de gemeenteraad vertegenwoordigen om in de gemeentelijke opvangcommissie te zetelen, wordt ingetrokken.***

**11. Objet : Action sociale - Chèque-taxi à valeur universelle sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale - Approbation de la convention pour l'année 2013.**

Le Conseil communal,

Vu l'ordonnance du 13 février 2003 portant octroi de subventions spéciales aux communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Considérant que cette convention prévoit que la Région de Bruxelles-Capitale organise un service de chèque-taxi applicable sur tout le territoire de la Région;

Considérant que dans ce cadre la Région de Bruxelles-Capitale octroie une subvention spéciale à l'occasion de l'acquisition par la Commune de chèques-taxis à valeur universelle et permettant aux personnes à mobilité réduite ou à faible revenu de les utiliser tel que défini à l'article 1 ;

Considérant que le montant de la subvention est estimé à 29.615,25 EUR au lieu de 28.203,87 EUR en 2012;

Considérant que la subvention de 29.615,25 EUR sera liquidée en deux tranches. Une première tranche de 26.653,73 EUR sera liquidée sur la base d'une déclaration de créance accompagnée du budget prévisionnel, après la notification du présent arrêté à la commune bénéficiaire ;

Considérant que le solde correspondant à 10 % maximum du montant de la subvention sera liquidé sur présentation d'une déclaration de créance , accompagnée de la preuve du paiement des chèques-taxis à la société responsable de ces chèques et de la preuve de l'utilisation effective des chèques-taxis par les bénéficiaires finaux sur base du rapport établi par la société responsable des chèques-taxis qui les récupère après leur utilisation. Le montant de la seconde tranche sera calculé sur base du nombre de chèques-taxis effectivement utilisés ;

Considérant quand à la date du 24 janvier 2013, la Région de Bruxelles Capitale a envoyé un projet de convention vu que le montant du subsides alloué à notre commune est supérieur à 12.500,00 EUR et qu'il est obligatoire, en vertu des articles 12 et 13 de l'Ordonnance du 21 décembre 2007 contenant le budget général des dépenses de la Région de Bruxelles-Capitale que les nouvelles modalités d'octroi du subsides soient approuvées par le Conseil communal.

Sur proposition du Collège Echevinal du 13 mars 2013 ;

à l'unanimité, décide :

Article 1

D'approuver le projet de convention réglant l'octroi d'une subvention spéciale à l'occasion de l'acquisition par la Commune de chèques-taxis à valeur universelle ;

Article 2

De transmettre un dossier complet à l'autorité subsidiante ;

Article 3

De porter sa délibération à la connaissance des autorités de Tutelle.

## CONVENTION

### ENTRE :

LA RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE, représentée par la Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale chargée des Travaux publics et des Transports, Brigitte GROUWELS,

Dénommée ci-après « La Région »

### ET

La Commune de MOLENBEEK-SAINT-JEAN représentée par sa Bourgmestre, Françoise SCHEPMANS, et son Secrétaire communal, Jacques DE WINNE,

Dénommée ci-après « Le Bénéficiaire »

### IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

#### Article 1- Objet de la convention

La présente convention règle les modalités de la mise à disposition du Bénéficiaire, d'une subvention de la Région, d'un montant de 29 615,25 EUR conformément à l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 2013.

En aucun cas, le champ d'application de l'arrêté susmentionné ne peut être modifié, réduit ou étendu en vertu de la présente convention.

La subvention est allouée au Bénéficiaire pour couvrir partiellement les frais liés à la distribution des chèques – taxis à valeur universelle sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale.

Les dépenses qui pourront être prises en charge par la subvention sont celles relatives à l'acquisition par la commune de chèques-taxis acquis et payés par la Commune auprès de la société responsable des chèques-taxis et effectivement utilisés par les personnes à mobilité réduite ou à faible revenu qui répondent aux conditions suivantes :

1. handicapé (66 %) + attestation d'incapacité à utiliser les transports en commun + revenu VIPO.
2. Les '+ de 75 ans' + attestation d'incapacité à utiliser les transports en commun + revenu VIPO.

Le budget prévisionnel, le cas échéant, le programme détaillé de l'événement, ainsi que les supports promotionnels qui seront utilisés, sont présentés en annexe à la présente convention.

Le budget prévisionnel relatif à la présente convention s'établit sous la forme suivante :

Postes des dépenses	Total	A prendre en charge par la Région	Financés par des fonds propres
Frais administratifs			
Acquisition des chèques – taxis à valeur universelle		29 615,25 €	
Frais de promotion et publication			
<b>Total</b>		29 615,25 €	

Toute modification à ce budget prévisionnel requiert l'accord des deux parties et doit faire l'objet d'un avenant.

#### Article 2 - Contrôle des subventions

Les articles 92 à 95 de l'ordonnance organique du 23 février 2006 portant les dispositions applicables au budget, à la comptabilité et au contrôle sont d'application. Ces articles sont reproduits, in extenso, ci-dessous :

**Art 92 :** Conformément à l'article 11 de la loi du 16 mai 2003, précitée, toute subvention accordée par l'entité régionale ou par une personne morale subventionnée directement ou indirectement par l'entité régionale, en ce compris toute avance de fonds récupérable consentie par eux sans intérêt, doit être utilisée aux fins pour lesquelles elle est accordée.

Sauf dans les cas où une disposition légale ou réglementaire y pourvoit, toute décision allouant une subvention précise la nature, l'étendue et les modalités de l'utilisation et des justifications à fournir par la bénéficiaire de la subvention.

Tout bénéficiaire d'une subvention doit justifier de l'emploi des sommes reçues, à moins qu'une ordonnance ne l'en dispense.

**Art 93 :** Conformément à l'article 12 de la loi du 16 mai 2003, précitée, par le seul fait de l'acceptation de la subvention, le bénéficiaire reconnaît à l'entité régionale le droit de faire procéder sur place au contrôle de l'emploi des fonds attribués.

L'organisation et la coordination des contrôles sont réglées par le Gouvernement. Celui-ci fait appel notamment, pour ce contrôle, aux inspecteurs des finances.

**Art 94 :** Conformément à l'article 13 de la loi du 16 mai 2003, précitée, est tenu de rembourser sans délai le montant de la subvention, le bénéficiaire :

- 1° qui ne respecte pas les conditions d'octroi de la subvention ;
- 2° qui n'utilise pas la subvention aux fins pour lesquelles elle est accordée ;
- 3° qui met obstacle au contrôle visé à l'article 93 ;
- 4° qui perçoit déjà une subvention d'une autre institution pour le même objet, sur la base des mêmes pièces justificatives.

Lorsque le bénéficiaire reste en défaut de fournir les justifications visées à l'article 92, il est tenu au remboursement à concurrence de la partie non justifiée.

**Art 95** : Conformément à l'article 14 de la loi du 16 mai 2003, précitée, il peut être sursis au paiement des subventions aussi longtemps que, pour des subventions analogues reçues antérieurement, le bénéficiaire reste en défaut de produire les justifications visées à l'article 92 ou de se soumettre au contrôle prévu par l'article 93.

Lorsqu'une subvention est payée par fractions, chaque fraction est considérée comme une subvention indépendante pour l'application du présent article.

#### Article 3 - Durée

La convention porte sur une période allant du 1er janvier 2013 au 31 décembre 2013.

#### Article 4 - Modalités de liquidation et pièces à fournir lors des demandes de paiement

La subvention de 29 615,25 EUR sera liquidée en deux tranches :

- Une première tranche de 26 653,73 EUR, sur la base d'une déclaration de créance accompagnée du budget prévisionnel, après la notification du présent arrêté à la commune bénéficiaire ;
- Le solde correspondant à 10% maximum du montant de la subvention sera liquidé sur présentation d'une déclaration de créance, accompagnée de la preuve du paiement des chèques – taxis à la société responsable de ces chèques et de la preuve de l'utilisation effective des chèques – taxis par les bénéficiaires finaux sur base du rapport établi par la société responsable des chèques – taxis qui les récupère après leur utilisation. Le montant de la seconde tranche sera calculé sur base du nombre de chèques-taxis effectivement utilisés.

Le dossier complet doit être introduit en un seul exemplaire original au plus tard le 30 juin 2015, à la Direction de la Comptabilité, mentionnée ci-après. Si le dossier final est introduit après cette date, le bénéficiaire perd tout droit à la subvention ; l'obligation de paiement de la Région de Bruxelles-Capitale y relative est alors automatiquement annulée.

Les déclarations de créance et les pièces justificatives sont à envoyer en un exemplaire original au Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale, Direction Comptabilité, CCN – 8<sup>ème</sup> étage – local 8.119, rue du Progrès 80 boîte 1 à 1035 Bruxelles, ainsi qu'une copie de ces documents auprès du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale, Bruxelles Mobilité - A.E.D., Direction des Taxis – CCN, étage 1,5, rue du Progrès 80 boîte 1 à 1035 Bruxelles et ceci, à l'attention de Madame M. Popescu, Directrice Direction des Taxis.

#### Article 5 - Présentation des pièces justificatives

En cas de financements multiples et de diverses origines, il est du devoir du bénéficiaire de lever toute équivoque sur les pièces présentées, tant au moment de la demande de paiement que lors d'éventuels contrôles ultérieurs, que ces contrôles soient sur pièces ou sur place.

Lorsqu'une pièce justificative est présentée à plusieurs pouvoirs subsidiaires, la ventilation entre pouvoirs subsidiaires devra être acceptée au préalable et sera reprise sur chaque pièce originale.

Les pièces justificatives seront soit acquittées, soit accompagnées des preuves de leur paiement (extraits de comptes bancaires ou toute autre forme de preuve de paiement). Comme tempérament à cette règle, des copies de pièces justificatives et des copies de preuves de paiement sont admises.

Elles doivent être numérotées selon l'ordre chronologique et précédées d'une liste reprenant, dans l'ordre des numéros de pièces, le nom du fournisseur, la date de la pièce, le montant hors TVA, le montant TVA comprise si elle est due, c'est-à-dire effectivement supportée. La liste doit se clôturer par un total et être datée et signée par une personne habilitée à engager le Bénéficiaire.

#### Article 6 - Paiements

Les paiements se font dans les limites des crédits budgétaires.  
Ils ont lieu dans les meilleurs délais, compte tenu des contraintes liées aux contrôles.

#### Article 7 - Comité d'accompagnement

Un comité d'accompagnement, présidé par un représentant de la Ministre chargée des Travaux Publics et des Transports et composé de représentants de la Direction des Taxis de Bruxelles Mobilité – A.E.D., est chargé du suivi de la présente convention.

#### Article 8 - Marchés publics

Lorsque le bénéficiaire de la subvention est une personne dotée d'une personnalité juridique qui, à la date de la décision de lancer un marché, a été créée pour satisfaire spécifiquement des besoins d'intérêt général ayant un caractère autre qu'industriel ou commercial et dont :

- soit l'activité est financée à plus de cinquante pour cent par les services du Gouvernement ou un organisme administratif autonome,
  - soit la gestion est soumise à un contrôle desdits services ou organismes,
  - soit plus de la moitié des membres de l'organe d'administration, de direction ou de surveillance sont désignés par lesdits services et organismes,
- celle-ci est soumise aux dispositions de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, conformément à l'article 4 de ladite loi.

#### Article 9 - Imputation budgétaire

Le montant de la subvention est imputable sur l'article budgétaire 20.002.27.01.43.22 du Budget 2013 de la Région de Bruxelles-Capitale.

#### Article 10 - Litiges

Tout litige relatif à la présente convention relève de la compétence des Tribunaux de Bruxelles.

Article 11 : Transmission des documents

Toutes les notifications ou communications à faire en vertu de la présente convention seront valablement adressées par les parties aux adresses suivantes :

**1. POUR LA RÉGION**

Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale, A.E.D. – Bruxelles Mobilité  
Direction des Taxis  
A l'attention de Madame Michaëla POPESCU, Directrice.  
CCN  
Étage 1,5  
Rue du Progrès 80 – Boîte 1  
1035 BRUXELLES

**2. POUR LE BÉNÉFICIAIRE**

*La Commune de MOLENBEEK-SAINT-JEAN*

*Rue du Comte de Flandre, 20  
1080 Bruxelles*

Fait à Bruxelles, en deux exemplaires, le

Pour la Commune de MOLENBEEK-SAINT-JEAN

La Bourgmestre

Françoise SCHEPMANS

Le Secrétaire communal

Jacques De WINNE

Pour la Région de BRUXELLES-CAPITALE

La Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale chargée des Travaux publics et des Transports

Brigitte GROUWELS

**11. Betreft: Sociale actie - Taxicheque met universele waarde op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest - Goedkeuring van de overeenkomst voor het jaar 2013.**

De Gemeenteraad,

Gelet op de ordonnantie van 13 februari 2003 houdende de toekenning van bijzondere subsidies aan de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Overwegende dat deze overeenkomst voorziet dat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest een dienstverlening voor taxicheques organiseert die van toepassing is op het ganse grondgebied van het Gewest;

Overwegende dat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in dit kader een bijzondere toelage toekent tot de verdeling van taxicheques met universele waarde door de Gemeente, opdat personen met een beperkte mobiliteit of met een laag inkomen deze effectief kunnen gebruiken zoals bepaald in artikel 1 van deze overeenkomst;

Overwegende dat het bedrag van de subsidie geraamd is op € 29.615,25 EUR in plaats van 28.203,87 EUR in 2012;

Overwegende dat de subsidie van 29.615,25 EUR in twee schijven zal uitbetaald worden. Een eerste schijf van 26.653,73 EUR wordt uitbetaald op basis van een schuldvordering vergezeld van de begrotingsraming en dit na kennisgeving van het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot toekenning van de subsidie aan de begunstigde;

Overwegende dat het saldo dat overeenstemt met 10 % maximum van het bedrag van de subsidie betaald zal worden na het indienen van een schuldvordering vergezeld van het betalingsbewijs van de taxicheques die effectief werden gebruikt door de eindbegunstigden op basis van een verslag dat opgesteld wordt door de verantwoordelijke firma van de taxicheques en die deze recupereert na hun gebruik. Het bedrag van de tweede schijf wordt bepaald op basis van de effectief gebruikte taxicheques;

Overwegende dat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest op 24 januari 2013 een ontwerp van overeenkomst heeft opgestuurd, vermits het bedrag van de aan onze gemeente toegekende subsidie meer bedraagt dan € 12.500,00 en dat het verplicht is, zoals bepaald in de artikels 12 en 13 van de Ordonnantie van 21 december 2007 met betrekking tot de algemene uitgavenbegroting van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, om aan de Gemeenteraad de goedkeuring te vragen voor het toepassen van de modaliteiten betreffende de toekenning van subsidies;

Op voorstel van het Schepencollege van 13 maart 2013;

besluit eenparig :

Artikel 1

Het voorstel van de overeenkomst goed te keuren die de toekenning van een bijzondere toelage regelt tot de verdeling van taxicheques met een universele waarde door de Gemeente;

Artikel 2

Het compleet dossier over te maken aan de subsidiërende overheid;

Artikel 3

Dat onderhavige beslissing zal overgemaakt worden aan de toezichthoudende overheid.



## OVEREENKOMST

### TUSSEN:

HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST, vertegenwoordigd door de Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering belast met Openbare Werken en Vervoer, Brigitte GROUWELS,

Hierna « het Gewest » genoemd,

### EN

De Gemeente SINT-JANS-MOLENBEEK vertegenwoordigd door de Burgemeester, Françoise SCHEPMANS, en de Gemeentesecretaris, Jacques DE WINNE ,

Hierna « de Begunstigde » genoemd,

### WORDT OVEREENGEKOMEN WAT VOLGT :

#### Artikel 1 – Voorwerp van de overeenkomst

Onderhavige overeenkomst bepaalt de modaliteiten voor de toekenning aan de Begunstigde, van een subsidie van het Gewest voor een bedrag van 29 615,25 EUR overeenkomstig het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 2013.

In geen enkel geval mag het toepassingsveld van bovenvermeld besluit gewijzigd, ingeperkt of uitgebreid worden krachtens onderhavige overeenkomst.

De subsidie wordt toegekend aan de Begunstigde om gedeeltelijk de kosten te dekken met betrekking tot de verdeling van taxicheques met een universele waarde op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

De uitgaven die door deze subsidie worden gedragen zijn deze die betrekking hebben op de aanschaf door de gemeente van taxicheques, aangeschaft en betaald door de gemeente bij de firma die verantwoordelijk is voor de taxicheques, en die ook effectief werden gebruikt door personen met beperkte mobiliteit of met een laag inkomen die aan volgende voorwaarden voldoen:

1. gehandicapt (66%) + ongeschiktheidsattest om het openbaar vervoer te gebruiken + WIGW-inkomen.
2. 75-plussers + ongeschiktheidsattest om het openbaar vervoer te gebruiken + WIGW-inkomen.

De begrotingsraming, desgevallend, het gedetailleerde programma van het evenement, alsook het promotioneel materiaal dat zal worden aangewend, worden als bijlage bij deze overeenkomst gevoegd.

De begrotingsraming met betrekking tot onderhavige overeenkomst kan als volgt worden opgemaakt :

Posten van de uitgaven	Totaal	Ten laste te nemen door het Gewest	Gefinancierd met eigen middelen
Administratieve kosten			
Aankoop van taxicheques met een universele waarde		29 615,25 €	
Promotie- en publicatiekosten			
<b>TOTAAL</b>		29 615,25 €	

Elke wijziging in deze begrotingsraming vereist het akkoord van beide partijen en moet het voorwerp uitmaken van een aanhangsel bij deze overeenkomst.

#### Artikel 2 - De controle op de subsidies

De artikelen 92 tot 95 van de organieke ordonnantie van 23 februari 2006 houdende de bepalingen die van toepassing zijn op de begroting, de boekhouding en de controle, zijn van toepassing. Deze artikelen worden hieronder in extenso overgenomen :

**Art 92 :** Conform artikel 11 van de voornoemde wet van 16 mei 2003 moet iedere subsidie verleend door de gewestelijke entiteit of door een rechtspersoon, die rechtstreeks of onrechtstreeks door de gewestelijke entiteit wordt gesubsidieerd, daarin begrepen ieder door hen zonder interest verleend geldvoorschot, worden aangewend voor de doeleinden waarvoor zij werd verleend.

Behalve wanneer een wettelijke of reglementaire bepaling daarin voorziet, vermeldt iedere beslissing houdende toekenning van een subsidie nauwkeurig de aard, de omvang en de modaliteiten betreffende het gebruik en betreffende de door de begunstigde van de subsidie te verstrekken verantwoording.

Iedere begunstigde van een subsidie is ertoe gehouden verantwoording te verstrekken over de aanwending van de ontvangen bedragen, tenzij een ordonnantie hem daartoe vrijstelling verleent.

**Art. 93 :** Conform artikel 12 van de voornoemde wet van 16 mei 2003 verleent de begunstigde, door het aanvaarden van de subsidie, meteen aan de gewestelijke entiteit het recht om ter plaatse controle te laten uitoefenen op de aanwending van de toegekende gelden.

De Regering zorgt voor de organisatie en de coördinatie van de controle. Voor deze controle doet zij met name een beroep op de inspecteurs van financiën.

**Art. 94 :** Conform artikel 13 van de voornoemde wet van 16 mei 2003 is gehouden tot onmiddellijke terugbetaling van de subsidie de begunstigde :

1° die de voorwaarden niet naleeft, waaronder de subsidie werd verleend ;

- 2° die de subsidie niet aanwendt voor de doeleinden, waarvoor zij werd verleend;
- 3° die de in artikel 93 bedoelde controle verhindert ;
- 4° die voor hetzelfde doel al een subsidie ontvangt van een andere instelling op basis van dezelfde verantwoordingsstukken.

Blijft de begunstigde van de subsidie in gebreke inzake het verstrekken van de in artikel 92 bedoelde verantwoording, dan moet hij het deel dat niet werd verantwoord terugbetalen.

**Art 95 :** Conform artikel 14 van de voornoemde wet van 16 mei 2003 kan de uitkering van de subsidies worden opgeschort zolang de begunstigde voor soortgelijke subsidies, die hij voordien heeft ontvangen, verzuimt de in artikel 92 bedoelde verantwoording te verstrekken of zich aan de in artikel 93 bepaalde controle te onderwerpen.

Wordt een subsidie in schijven uitgekeerd, dan wordt iedere schijf voor de toepassing van dit artikel als een afzonderlijke subsidie beschouwd.

#### Artikel 3 - Duur

De overeenkomst dekt de periode van 1 januari 2013 tot en met 31 december 2013.

#### Artikel 4 – Betalingsmodaliteiten en stukken te bezorgen bij de aanvraag tot betaling

De subsidie van 29 615,25 EUR wordt in twee schijven uitbetaald :

- een eerste schijf van 26 653,73 EUR, op basis van een schuldvordering vergezeld van de begrotingsraming en dit na kennisgeving van het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot toekenning van de subsidie aan de Begunstigde;
- het saldo dat overeenstemt met 10% maximum van het bedrag de subsidie wordt betaald na het indienen van een schuldvordering vergezeld van het betalingsbewijs van de taxicheques aan de firma die verantwoordelijk is voor deze cheques en van het bewijs dat de taxicheques effectief werden gebruikt door de eindbegunstigden op basis van een verslag dat wordt opgesteld door de firma die verantwoordelijk is voor de taxicheques en die de taxicheques recupereert na hun gebruik. Het bedrag van de tweede schijf wordt bepaald op basis van de effectief gebruikte taxicheques.

Ten laatste op 30 juni 2015, moet het volledige dossier in één origineel exemplaar bij de hierna vermelde Directie Boekhouding ingediend worden. Indien het einddossier op een latere datum wordt ingediend, kan de begunstigde geen aanspraak meer maken op de subsidie ; de desbetreffende verplichting tot betaling van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest vervalt dan automatisch.

De schuldvorderingen en de verantwoordingstukken worden in één origineel exemplaar verzonden naar het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, Directie Boekhouding, CCN, 8<sup>ste</sup> verdieping, lokaal 8.119, Vooruitgangstraat 80, bus 1 te 1035 Brussel; er wordt tevens een kopie van deze documenten verzonden naar het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, BUV – Mobiel Brussel, Directie Taxi's, CCN, verdieping 1,5, Vooruitgangstraat 80, bus 1 te 1035 Brussel, ter attentie van Mevrouw M. POPESCU, Directrice Directie Taxi's.

#### Artikel 5 – Indiening van de verantwoordingsstukken

In geval van meerdere financieringen en van diverse oorsprong, dient de Begunstigde ervoor te zorgen dat er geen enkele onduidelijkheid bestaat over de ingediende stukken, zowel op het ogenblik van de aanvraag tot betaling als tijdens eventuele latere controles. Deze controles kunnen zowel een controle van de stukken als een controle ter plaatse inhouden.

Wanneer een verantwoordingsstuk bij meerdere subsidiërende overheden wordt ingediend, dient de verdeling tussen de subsidiërende overheden vooraf aanvaard te zijn en dient ze vermeld te worden op alle originele stukken.

De verantwoordingsstukken dienen ofwel gekwiteerd te zijn, ofwel vergezeld van het bewijs van betaling (rekeninguittreksels of eender welke andere vorm van bewijs van betaling). Als matiging van deze regel worden ook kopieën van de verantwoordingsstukken en kopieën van de betalingsbewijzen toegelaten.

Ze moeten chronologisch worden genummerd en moeten voorafgegaan worden door een lijst waarin, in de volgorde van de genummerde stukken, de naam van de leverancier, de datum van het document, het bedrag exclusief BTW en desgevallend het bedrag inclusief BTW, d.w.z. als er BTW verschuldigd is, dient te worden vermeld. De lijst moet worden afgesloten met een totaal en moet worden gedateerd en ondertekend door een persoon die gemachtigd is om verbintenissen aan te gaan in naam van de Begunstigde.

#### Artikel 6 - Betalingen

De betalingen gebeuren binnen de limieten van de budgettaire kredieten.  
Ze gebeuren zo spoedig mogelijk, rekening houdende met de voorwaarden inzake controle.

#### Artikel 7 - Begeleidingscomité

Een Begeleidingscomité voorgezeten door een vertegenwoordiger van de minister belast met Openbare Werken en Vervoer en gevormd door vertegenwoordigers van de Directie Taxi's van het BUV – Mobiel Brussel, wordt belast met het opvolgen van die overeenkomst.

#### Artikel 8 – Overheidsopdrachten

Indien de Begunstigde van de subsidie een rechtspersoon is die op de datum van de beslissing om een opdracht uit te schrijven, opgericht werd met het specifieke doel te voorzien in behoeften van algemeen nut die niet van industriële aard zijn en waarvan:

- ofwel de werkzaamheden voor meer dan vijftig procent gefinancierd worden door de diensten van de Regering of een autonome bestuursinstelling,
- ofwel het beheer onderworpen is aan toezicht door die diensten of instellingen,
- ofwel de leden van het bestuurs-, directie- of toezichtorgaan voor meer dan de helft door die diensten of instellingen zijn aangewezen,

dan is deze onderworpen aan de bepalingen van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, overeenkomstig artikel 4 van die wet.

#### Artikel 9 – Budgettaire aanrekening

Het bedrag van de subsidie wordt aangerekend op het budgettair artikel 20.002.27.01.43.22 van de begroting 2013 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Artikel 10 - Geschillen

Alle geschillen betreffende deze overeenkomst vallen onder de bevoegdheid van de rechtbanken van Brussel.

Artikel 11 : Bezorgen van de documenten

Alle notificaties en kennisgevingen die krachtens deze overeenkomst gegeven moeten worden, dienen door de partijen op geldige wijze te worden verstuurd naar de volgende adressen :

**1. VOOR HET GEWEST**

Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest – B.U.V. – Mobiel Brussel  
Directie Taxi's  
Ter attentie van Mevrouw Michaëla Popescu, Directrice.  
CCN  
Verdieping 1,5  
Vooruitgangstraat 80 – Bus 1  
1035 BRUSSEL

**2. VOOR DE BEGUNSTIGDE**

*GEMEENTE SINT-JANS-MOLENBEEK*

*Graaf van Vlaanderenstraat, 20  
1080 BRUSSEL*

Opgemaakt in twee exemplaren, Brussel

Voor de Gemeente SINT-JANS-MOLENBEEK	Voor het BRUSSELS HOOFDSTEDELIJKE Gewest
--------------------------------------	---

De Burgemeester	De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering belast met Openbare Werken en Vervoer
-----------------	---

Françoise SCHEPMANS	Brigitte GROUWELS
---------------------	-------------------

De Gemeentesecretaris

**12. Objet : CLES - Asbl Lutte contre l'Exclusion Sociale à Molenbeek - Rpm 449.487.409 - Remplacement de 2 membres de l'Assemblée Générale désignés par le Conseil communal du 17 décembre 2012.**

Le Conseil communal,

Vu sa délibération du 17 décembre 2012 par laquelle il a décidé de désigner en son sein comme nouveaux membres de l'A.S.B.L. « Lutte contre l'Exclusion Sociale à Molenbeek rpm 449.487.409 » qui remplaceront les membres sortants :

De facto par leur qualité de membre du Collège des Bourgmestre et Echevins :

1. Madame Françoise SCHEPMANS
2. Monsieur Ahmed EL KHANNOUSS
3. Madame Sarah TURINE
4. Madame Patricia VANDE MAELE
5. Monsieur Abdelkarim HAOUARI
6. Monsieur Karim MAJOROS
7. Monsieur Jan GYPERS
8. Madame Ann GILLES-GORIS
9. Monsieur Olivier MAHY
10. Madame Annalisa GADALETA

Désignés par le Conseil communal, au scrutin secret ;

11. Monsieur Rachid BEN SALAH par 26 OUI
12. Monsieur Dirk DE BLOCK par 26 OUI
13. Monsieur Youssef LAKHLOUFI par 27 OUI
14. Madame Shazia MANZOOR par 26 OUI
15. Madame Farida TAHAR par 16 OUI
16. Madame Khadija TAMDITI par 24 OUI
17. Madame Houria OUBERRI par 13 OUI
18. Monsieur Luc VAN CANEGHEM par 26 OUI

Considérant que les statuts de l'asbl Lutte contre l'exclusion sociale prévoient que le nombre de membres est limité à 20 puisque le conseil communal a fait usage de la possibilité qui lui est offerte par l'article 279 de la nouvelle loi communale de désigner un échevin supplémentaire ;

Considérant que, à l'exception de deux personnes dont l'une est désignée par le conseil de l'aide sociale du centre public d'aide sociale de Molenbeek-Saint-Jean et l'autre par le collège des bourgmestre et échevins, lesdits statuts prévoient que les membres de l'association sont des conseillers communaux ;

Considérant que ces conseillers communaux peuvent le cas échéant mandater un tiers ;

Considérant que Monsieur Rachid BEN SALAH et Monsieur Luc VAN CANEGHEM, désignés en qualité de membres de l'asbl L.E.S. par le conseil communal du 17 décembre 2012, ne sont pas conseillers communaux ;

Considérant que leur désignation est donc irrégulière ;

Considérant qu'il y a lieu de procéder à une nouvelle désignation et ce, exclusivement parmi les membres du conseil communal ;

Vu l'article 39 du règlement d'ordre intérieur du conseil communal qui précise que les candidatures aux mandats dans les intercommunales ou autres organismes publics

seront introduites par écrit auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins, au plus tard 48 heures avant la séance du Conseil communal ;

Sur proposition du Collège Echevinal du 6 mars 2013;

Vu les candidatures introduites ;

à l'unanimité, décide :

#### Article 1

De remplacer les 2 (deux) membres de l'Assemblée générale de l'asbl « Lutte contre l'Exclusion Sociale à Molenbeek », irrégulièrement désignés par le Conseil communal du 17 décembre 2012 par les conseillers communaux suivants:

- **Monsieur Dirk BERCKMANS**
- **Monsieur Michaël VOSSAERT**

Expédition de la présente délibération sera transmise à l'Autorité de tutelle.

**12. Betreft: CBSU - Vzw Bestrijding van de Sociale Uitsluiting te Molenbeek rpr 449.487.409 - Vervanging van twee leden van de algemene vergadering aangesteld door de Gemeenteraad van 17 december 2012.**

De Gemeenteraad,

Gelet op de deliberatie van 17 december 2012 waarbij beslist werd, binnen de Gemeenteraad als nieuwe leden van de vzw "Lutte contre l'Exclusion Sociale à Molenbeek – rpr 449.487.409" aan te stellen ter vervanging van de uittreedende leden;

De facto wegens hun hoedanigheid als lid van het College van Burgmeester en Schepenen:

1. Madame Françoise SCHEPMANS
2. Monsieur Ahmed EL KHANNOUSS
3. Madame Sarah TURINE
4. Madame Patricia VANDE MAELE
5. Monsieur Abdelkarim HAOUARI
6. Monsieur Karim MAJOROS
7. Monsieur Jan GYPERS
8. Madame Ann GILLES-GORIS
9. Monsieur Olivier MAHY
10. Madame Annalisa GADALETA

Aangewezen door de Gemeenteraad, via geheime stemming

11. Monsieur Rachid BEN SALAH par 26 OUI
12. Monsieur Dirk DE BLOCK par 26 OUI
13. Monsieur Youssef LAKHLOUFI par 27 OUI
14. Madame Shazia MANZOOR par 26 OUI
15. Madame Farida TAHAR par 16 OUI
16. Madame Khadija TAMDITI par 24 OUI
17. Madame Houria OUBERRI par 13 OUI
18. Monsieur Luc VAN CANEGHEM par 26 OUI

Overwegende dat de statuten van de vzw « Lutte contre l'Exclusion Sociale à Molenbeek » voorzien dat het aantal leden beperkt is tot 20 daar de Gemeenteraad gebruik gemaakt

heeft, via artikel 279 van de nieuwe gemeentewet, van de mogelijkheid een bijkomende schepen aan te wijzen;

Overwegende dat, met uitzondering van 2 personen, de ene aangewezen door de Raad van Sociale Hulp van het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn en de andere door het College van Burgemeester en Schepenen, de statuten voorzien dat de leden van de vereniging gemeenteraadsleden zijn;

Overwegende dat de Gemeenteraadsleden desgevallend een derde kunnen mandateren;

Overwegende dat Meneer Rachid BENSALAH en Meneer Luc VAN CANEGHEM, aangewezen in de hoedanigheid van leden van de vzw "L.E.S." door de gemeenteraad van 17 december 2012, geen gemeenteraadsleden zijn;

Overwegende dat hun aanstelling onregelmatig is;

Overwegende dat er moet overgegaan worden tot een nieuwe aanstelling en dit uitsluitend onder de leden van de Gemeenteraad;

Gezien artikel 39 van het huishoudelijk reglement van de Gemeenteraad dat preciseert dat de kandidaturen voor een mandaat binnen de intercommunales of andere openbare organismen schriftelijk zullen ingediend worden bij het College van Burgemeester en Schepenen, ten laatste 48 uren voor de zitting van de Gemeenteraad;

Op voorstel van het Schepencollege van 6 maart 2013,

Gelet op de ingediende kandidaturen;

besluit eenparig :

#### Artikel 1

De 2 (twee) leden van de Algemene Vergadering van de vzw « Lutte contre l'Exclusion Sociale à Molenbeek » onregelmatig aangewezen door de Gemeenteraad van 17 december 2012 te vervangen door de volgende raadsleden:

- **Meneer Dirk BERCKMANS**
- **Meneer Michaël VOSSAERT**

Onderhavige beraadslaging zal aan de toezichhoudende overheid overgemaakt worden.

### ***13. Objet : Secrétariat communal - Désignation de représentants de la Commune au sein de l'Assemblée générale de l'asbl Agence immobilière sociale La MAIS.***

Le Conseil communal,

Vu les délibérations du 3 décembre 2012 par laquelle il est procédé à l'installation du conseil communal issu des élections communales du 14 octobre 2012 et à l'élection des échevins ;

Considérant qu'il y a lieu de désigner les représentants de la commune de Molenbeek-Saint-Jean dans certains organismes dont elle fait partie ;

Considérant que la commune de Molenbeek-Saint-Jean dispose de six représentants au sein de l'assemblée générale de l'Agence Immobilière sociale La Molenbeekoise - La M.A.I.S. asbl ;

Considérant que les statuts de l'Agence Immobilière sociale La Molenbeekoise - La M.A.I.S. asbl précisent que les mandats des associés désignés par la commune de Molenbeek-Saint-



Jean prennent fin automatiquement au moment de l'installation du nouveau conseil communal ; qu'ils continuent toutefois à exercer leur mandat jusqu'à ce qu'il ait été pourvu à leur remplacement ;

Vu la délibération du conseil communal du 25 janvier 2007 par laquelle il a décidé de désigner les personnes suivantes comme représentants à l'assemblée générale, les personnes suivantes :

- Paulette PIQUARD, Echevine
- Thierry NAVARRE, Conseiller communal
- Badia EL BELGHITI, Conseillère communale
- Mohammed BARKHANE, Conseiller communal
- Luc LEONARD, Conseiller communal
- Myriam HILGERS

Considérant qu'il y a lieu d'inscrire à l'ordre du jour du conseil communal du 21 mars 2013 un point relatif à la désignation des six membres représentant la commune de Molenbeek-Saint-Jean au sein de l'assemblée générale de l'Agence Immobilière sociale La Molenbeekoise - La M.A.I.S. asbl ;

Considérant que le règlement d'ordre intérieur du conseil communal prévoit en son article 39 que les candidatures aux mandats dans les intercommunales ou autres organismes publics seront introduites par écrit auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins, au plus tard 48 heures avant la séance du Conseil communal ;

Sur proposition du Collège échevinal en date du 27 février 2013 ;

Vu les candidatures introduites conformément à l'article 39 du règlement d'ordre intérieur du conseil communal;

à l'unanimité, décide :

Article unique

De désigner les six membres suivants représentant la Commune de Molenbeek-Saint-Jean au sein de l'assemblée générale de l'Agence Immobilière sociale La Molenbeekoise - La M.A.I.S. asbl :

**Karim Majoros, Echevin.**  
**Olivier Mahy, Echevin.**  
**Léonidas Papadiz, Conseiller communal.**  
**Danny Evraud, Conseillère communale.**  
**Anne Gilles-Goris, Echevine.**  
**Farida Tahar, Conseillère communale.**

Expédition de la présente délibération sera transmise à l'Autorité de tutelle.

**13. Betreft: Gemeentelijk secretariaat - Aanstelling van de vertegenwoordigers van de Gemeente in het sociale verhuurkantoor La MAIS.**

De Gemeenteraad,

Gelet op de beraadslagingen van 3 december 2012, bij dewelke de gemeenteraad wordt geïnstalleerd die voortgekomen is uit de gemeenteraadsverkiezingen van 14 oktober 2012, en de schepenen worden verkozen ;

Overwegende dat de vertegenwoordigers van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek dienen te worden aangewezen binnen sommige organismen waarvan ze deel uitmaakt ;

Overwegende dat de gemeente Sint-Jans-Molenbeek beschikt over zes vertegenwoordigers binnen de algemene vergadering van het Sociaal Verhuurkantoor "La Molenbeekoise - La M.A.I.S." v.z.w. ;

Overwegende dat in de statuten van het Sociaal Verhuurkantoor « La Molenbeekoise - La M.A.I.S. » vzw wordt vermeld dat de mandaten van de partners die aangeduid zijn door de gemeente Sint-Jans-Molenbeek automatisch aflopen op het ogenblik waarop de nieuwe gemeenteraad wordt geïnstalleerd ; dat ze evenwel hun mandaat blijven uitoefenen totdat in hun vervanging voorzien is ;

Gelet op de beraadslaging van de gemeenteraad van 25 januari 2007 bij dewelke de volgende personen aangeduid zijn als vertegenwoordigers in de algemene vergadering :

- Paulette PIQUARD, Schepen
- Thierry NAVARRE, Gemeenteraadslid
- Badia EL BELGHITI, Gemeenteraadslid
- Mohammed BARKHANE, Gemeenteraadslid
- Luc LEONARD, Gemeenteraadslid
- Myriam HILGERS

Overwegende dat op de agenda van de gemeenteraad van 21 maart 2013 een punt dient te worden ingeschreven dat betrekking heeft op de aanduiding van de zes leden die de gemeente Sint-Jans-Molenbeek vertegenwoordigen binnen de algemene vergadering van het Sociaal Verhuurkantoor "La Molenbeekoise - La M.A.I.S." v.z.w. ;

Overwegende dat in artikel 39 van het reglement van inwendige orde van de gemeenteraad wordt bepaald dat de kandidaturen voor de mandaten in de intercommunales of andere openbare instellingen schriftelijk worden ingediend bij het College van Burgemeester en Schepenen, uiterlijk 48 uur vóór de vergadering van de Gemeenteraad ;

Op voorstel van de Gemeenteraad van 27 februari 2013;

Gezien de kandidaturen ingediend in overeenstemming met artikel 39 van het inwendig reglement op de werking van de gemeenteraad;

besluit eenparig :

Enig artikel

om de zes leden die de Gemeente Sint-Jans- Molenbeek vertegenwoordigen binnen de algemene vergadering van het Sociaal Verhuurkantoor « La Molenbeekoise - La M.A.I.S. » v.z.w. als volgt aan te stellen:

- Karim Majoros, Schepen.
- Olivier Mahy, Schepen.
- Léonidas Papadiz, Gemeenteraadslid.
- Danny Evraud, Gemeenteraadslid.
- Anne Gilles-Goris, Schepen.
- Farida Tahar, Gemeenteraadslid.

**14. Objet : Secrétariat communal - Ecole Régionale et Intercommunale de Police ERIP asbl - Désignation d'un représentant pour l'assemblée générale et d'un représentant pour le Collège des Commissaires dans l'école.**

Le Conseil communal,

Considérant que le conseil communal a été renouvelé en date du 3 décembre 2012 suite aux élections communales du 14 octobre 2012 ;

Vu la lettre du 4 janvier 2013 de l'Ecole Régionale et Intercommunale de police ERIP asbl relative au renouvellement des mandats communaux dans l'Intercommunale ERIP ;

Considérant que la représentation des mandataires communaux au sein de cette assemblée est réglée de la manière suivante :

- assemblée générale : les communes sont représentées par un membre du conseil communal désigné par les conseillers communaux (article 15.A des statuts)
- conseil d'administration : le bourgmestre de chaque commune membre de l'intercommunale est membre de droit du conseil d'administration (article 25.B des statuts)

Considérant qu'il y lieu de proposer au conseil communal de désigner un représentant pour l'assemblée générale et un représentant pour le collège des commissaires ;

Considérant que ces mandats ne sont pas rémunérés ;

Sur proposition du Collège échevinal du 6 mars 2013 ;

Vu la candidature introduite par Monsieur Michel EYLENBOSCH, Conseiller communal conformément à l'article 39 du règlement d'ordre intérieur du conseil communal;

à l'unanimité, décide :

Article 1

De désigner Madame Françoise SCHEPMANS, Bourgmestre, comme membre de droit du conseil d'administration de l'ERIP;

Article 2

De désigner un représentant pour l'assemblée générale et un représentant pour le collège des commissaires dans l'ERIP :

Monsieur Michel EYLENBOSCH, Conseiller communal

**14. Betreft: Gemeentelijk secretariaat - Regionale en intercommunale school van Politie ERIP vzw - Aanstelling van een vertegenwoordiger voor de algemene vergadering en van een vertegenwoordiger voor het College van commissarissen in de school.**

De Gemeenteraad,

Overwegende dat de gemeenteraad op 3 december 2012 werd vernieuwd, ingevolge de gemeenteraadsverkiezingen van 14 oktober 2012 ;

Gelet op het schrijven van 4 januari 2013 van de Gewestelijke en Intercommunale Politieschool GIP vzw betreffende de vernieuwing van de gemeentelijke mandaten binnen de Intercommunale GIP ;

Overwegende dat de vertegenwoordiging van de gemeentelijke mandatarissen binnen deze vergadering op de volgende manier wordt geregeld :

- algemene vergadering : de gemeenten worden vertegenwoordigd door een lid van de gemeenteraad, dat door de gemeenteraadsleden wordt aangeduid (artikel 15.A van de statuten)
- raad van bestuur : de burgemeester van iedere gemeente die lid is van de intercommunale is lid van rechtswege van de raad van bestuur (artikel 25.B van de statuten)

Overwegende dat aan de gemeenteraad een vertegenwoordiger voor de algemene vergadering en een vertegenwoordiger voor het college van commissarissen dienen te worden voorgesteld ;

Overwegende dat deze mandaten niet worden vergoed ;

Op voorstel van het Schepencollege van 6 maart 2013 ;

Gelet op de kandidatuur ingediend door Meneer Michel EYLENBOSCH, Gemeenteraadslid, overeenkomstig artikel 39 van het inwendig reglement op de werking van de gemeenteraad;

besluit eenparig :

#### Artikel 1

Mevrouw Françoise SCHEPMANS, Burgemeester aan te stellen als lid van rechtwege van de raad van bestuur van ERIP VZW

#### Artikel 2

om een vertegenwoordiger voor de algemene vergadering en een vertegenwoordiger voor het college van commissarissen in de school aan te stellen, te weten:  
de Heer Michel EYLENBOSCH, Gemeenteraadslid;

### **95. Objet : Secrétariat communal - Désignation de représentants auprès de la SDRB.**

Le Conseil communal,

Vu la lettre du 6 mars 2013 de la Conférence des Bourgmestres de la Région de Bruxelles – Capitale relative au renouvellement des membres de l'assemblée générale et du conseil d'administration de la S.D.R.B. (Société de Développement pour la Région de Bruxelles-Capitale) ;

Considérant que l'article 6 des statuts prévoit que l'assemblée générale est composée de 96 membres dont 26 désignés par la Conférence des Bourgmestres, à raison d'un membre au moins par commune ;

Considérant que l'article 8 des mêmes statuts prévoit que le conseil d'administration de la SDRB est composé de 24 membres dont 6 membres sont désignés par la Conférence des Bourgmestres ;

Sur proposition du collège des bourgmestre et échevins réuni en sa séance du 20 mars 2013 ;

à l'unanimité, décide :

#### Article unique

De proposer à la conférence des Bourgmestres de la Région de Bruxelles - Capitale la désignation de Madame Françoise SCHEPMANS et de Monsieur Karim MAJOROS en qualité de représentants de la commune de Molenbeek-Saint-Jean pour l'assemblée générale de la SDRB.

Expédition de la présente délibération sera transmise à la Conférence de Bourgmestre de la Région de Bruxelles – Capitale et à l'autorité de tutelle.

**95. Betreft: Gemeentelijk secretariaat - Aanstelling van vertegenwoordigers bij de GOMB.**

De Gemeenteraad,

Gelet op de brief van 6 maart 2007 van de Conferentie van de Burgemeesters van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de hernieuwing van de leden van de algemene vergadering en van de raad van bestuur van de GOMB (Gewestelijk Ontwikkelingsmaatschappij voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest);

Overwegende dat artikel 6 van de statuten van de GOMB voorziet dat de algemene vergadering uit 96 leden samengesteld is waarvan 26 aangesteld door de Conferentie van de Burgemeesters, met ten minste één lid per gemeente;

Overwegende dat artikel 8 van de zogenoemde statuten voorziet dat de raad van bestuur van de GOMB uit 24 leden samengesteld is waarvan 6 leden door de conferentie van de Burgemeesters zijn aangesteld;

Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen vergaderd in zitting van 20 maart 2013;

besluit eenparig :

Enig artikel

Aan de conferentie van de Burgemeesters van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest de aanstelling van Mevrouw Françoise SCHEPMANS en van Mijnheer Karim MAJOROS als vertegenwoordigers van de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek voor de algemene vergadering van de GOMB voor te stellen.

Onderhavige beraadslaging zal aan de Conferentie van de Burgemeesters van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en aan de toezichthoudende overheid overgemaakt worden.

**96. Objet : Secrétariat communal - Désignation des représentants de la Commune auprès de l'Assemblée générale de La Mission locale de Molenbeek-Saint-Jean.**

Le Conseil communal,

Considérant que le conseil communal a été renouvelé en date du 3 décembre 2012 suite aux élections communales du 14 octobre 2012 ;

Vu les statuts de la Mission locale de Molenbeek-Saint-Jean publiés aux annexes du Moniteur Belge le 3 février 2006 ;

Considérant que les articles 5 et 6 desdits statuts précisent que :

*Article 5 :L'association se compose de membres effectifs et de membres adhérents. Seuls les membres effectifs, appelés ci-après "membres", jouissent de la plénitude des droits.*

*Le nombre de membres effectifs est limité à vingt-cinq et ne pourra être inférieur à dix sans entraîner la dissolution de l'association.*

*Le nombre de membres adhérents ne pourra pas être supérieur à la moitié du nombre de membres effectifs.*

*Article 6 : La majorité des membres de l'association sera constituée de mandataires politiques ou de fonctionnaires de la Commune de Molenbeek-Saint-Jean et du C.P.A.S. de Molenbeek désignés à raison de leur mandat ou de leur fonction.*

Considérant que l'article 8 précise que la fin du mandat politique, de la qualité de fonctionnaire entraîne la fin du mandat de membre de l'association pour celui qui a été désigné à ce titre ;

Vu sa délibération du 25 janvier 2007 par laquelle il décidait de désigner :  
Monsieur Philippe Moureaux, Bourgmestre,  
Monsieur Ahmed El Khannouss, Echevin,  
Madame Olivia P'tito, Conseillère communale,  
Madame Dina Bastin, Conseillère communale,  
Madame Danielle Evraud, Conseillère communale,  
en qualité de représentants de la commune au sein de ladite ASBL ;

Considérant qu'il y lieu de proposer au conseil communal de désigner cinq représentants pour l'assemblée générale ;

Considérant que ces mandats ne sont pas rémunérés ;

Sur proposition du Collège échevinal du 20 mars 2013 ;

Vu les candidatures introduites par les membres du conseil communal en application de l'article 39 du règlement d'ordre intérieur du conseil communal ;

Vu le retrait de la candidature de Madame CAREME-PALANGA ;

à l'unanimité, décide :

Article unique

De désigner cinq représentants pour l'assemblée générale de l'ASBL Mission Locale de Molenbeek, sur base de la liste suivante :

**Danielle EVRAUD, Conseillère communale.**  
**Ahmed EL KHANNOUSS, Echevin.**  
**Khadija TAMDITI, Conseillère communale.**  
**Tania DEKENS, Conseillère communale.**  
**Paulette PIQUARD, Conseillère communale.**

Expédition de la présente délibération sera transmise à l'autorité de tutelle.

**96. Betreft: Gemeentelijk secretariaat - Aanstelling van de vertegenwoordigers van de Gemeente bij de algemene vergadering van La Mission locale van Sint-Jans-Molenbeek.**

De Gemeenteraad,

Overwegende dat de gemeenterad in datum van 3 december 2012 hernieuwd werd als gevolg van de gemeenteraadsverkiezingen van 14 oktober 2012;

Gelet op de statuten van de Lokale Missie van Sint-Jans-Molenbeek gepubliceerd in de bijlagen van het Belgisch Staatsblad van 3 februari 2006;

Overwegende dat artikels 5 en 6 van de zogenoemde statuten bepalen dat:

*Artikel 5: de vereniging is samengesteld uit effectieve leden en toetredende leden.*

*Enkel de effectieve leden, hierna genoemd "leden" over de volledige rechten beschikken. Het aantal effectieve leden is op 25 beperkt en zal niet minder dan 10 bedragen zonder de dissolutie van de vereniging met zich mee te brengen.*

*Het aantal toetredende leden zal niet hoger mogen liggen dan de helft van de effectieve leden.*

**Artikel 6:**

*De meerderheid van de leden van de vereniging zal samengesteld zijn uit politieke mandatarissen of ambtenaren van de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek en van het O.C.M.W. van Molenbeek aangesteld ingevolge hun mandaat of ambt;*

Overwegende dat artikel 8 bepaalt dat het einde van het politiek mandaat, van de hoedanigheid van ambtenaar het einde van het mandaat van het lid van de vereniging met zich meebrengt voor degene die tot deze titel aangesteld werd;

Gezien zijn beraadslaging van 25 januari 2007 waarbij:

Mijnheer Philippe Moureaux, Burgemeester,

Mijnheer Ahmed El Khannouss, Schepen,

Mevrouw Olivia P'tito, Gemeenteraadslid,

Mevrouw Dina Bastin, Gemeenteraadslid,

Mevrouw Danielle Evraud, Gemeenteraadslid,

in de hoedanigheid van vertegenwoordigers van de gemeente in de schoot van de zogenoemde VZW aangesteld werden;

Overwegende dat het past om de aanstelling van vijf vertegenwoordigers voor de algemene vergadering aan de gemeenteraad voor te stellen;

Overwegende dat deze mandaten niet bezoldigd zijn;

Op voorstel van het Schepencollege van 20 maart 2013;

Gezien de kandidaturen ingediend door de leden van de gemeenteraad in toepassing van artikel 39 van het inwendig reglement van de Gemeenteraad;

Gelet op de intrekking van de kandidatuur van Mevrouw CAREME-PALANGA;

besluit eenparig :

Enig artikel

over te gaan tot de aanstelling van vijf vertegenwoordigers voor de algemene vergadering van de VZW "La Mission locale de Molenbeek-Saint-Jean" op basis van de hiernavolgende lijst:

**Danielle EVRAUD, Gemeenteraadslid.**

**Ahmed EL KHANNOUSS, Schepen.**

**Khadija TAMDITI, Gemeenteraadslid.**

**Tania DEKENS, Gemeenteraadslid.**

**Paulette PIQUARD, Gemeenteraadslid.**

Onderhavige beraadslaging zal aan de Toezichthoudende overheid overgemaakt worden.

**97. Objet : Secrétariat communal - Désignation des représentants de la Commune auprès de l'Assemblée générale de Molenbeek-Formation ASBL.**

Le Conseil communal,

Considérant que le conseil communal a été renouvelé en date du 3 décembre 2012 suite aux élections communales du 14 octobre 2012 ;

Vu les statuts de Molenbeek-Formation ASBL publiés aux annexes du Moniteur Belge le 27 janvier 2006 ;

Considérant que les articles 5 et 6 desdits statuts précisent que :

*Article 5 :L'association se compose de membres effectifs et de membres adhérents. Seuls les membres effectifs, appelés ci-après "membres", jouissent de la plénitude des droits. Le nombre de membres effectifs est limité à vingt-cinq et ne pourra être inférieur à dix sans entraîner la dissolution de l'association.*

*Le nombre de membres adhérents ne pourra pas être supérieur à la moitié du nombre de membres effectifs.*

*Article 6 : La majorité des membres de l'association sera constituée de mandataires politiques ou de fonctionnaires de la Commune de Molenbeek-Saint-Jean et du C.P.A.S. de Molenbeek désignés à raison de leur mandat ou de leur fonction.*

Considérant que l'article 8 précise que la fin du mandat politique, de la qualité de fonctionnaire entraîne la fin du mandat de membre de l'association pour celui qui a été désigné à ce titre ;

Vu sa délibération du 25 janvier 2007 par laquelle il décidait de désigner :

Monsieur Philippe Moureaux, Bourgmestre,  
Monsieur Ahmed El Khannouss , Echevin,  
Madame Olivia P'tito, Conseillère communale,  
Madame Dina Bastin, Conseillère communale,  
Madame Danielle Evraud, Conseillère communale,  
en qualité de représentants de la commune auprès de ladite ASBL ;

Considérant qu'il y lieu de proposer au conseil communal de désigner cinq représentants pour l'assemblée générale ;

Considérant que ces mandats ne sont pas rémunérés ;

Sur proposition du Collège échevinal du 20 mars 2013 ;

Vu les candidatures introduites par les membres du conseil communal en application de l'article 39 du règlement d'ordre intérieur du conseil communal ;

Vu le retrait de la candidature de Madame CAREME-PALANGA ;

à l'unanimité, décide :

Article unique

De désigner cinq représentants pour l'assemblée générale de Molenbeek-Formation ASBL. sur base de la liste ci-jointe :

**Danielle EVRAUD, Conseillère communale.**  
**Ahmed EL KHANNOUSS, Echevin.**  
**Khadija TAMDITI, Conseillère communale.**  
**Tania DEKENS, Conseillère communale.**  
**Paulette PIQUARD, Conseillère communale.**

Expédition de la présente délibération sera transmise à l'autorité de tutelle.

**97. Betreft: Gemeentelijk secretariaat - Aanstelling van de vertegenwoordigers van de Gemeente bij de algemene vergadering van Molenbeek-Formation.**

De Gemeenteraad,

Overwegende dat de gemeenterad in datum van 3 december 2012 hernieuwd werd als gevolg van de gemeenteraadsverkiezingen van 14 oktober 2012;



Gelet op de statuten van Molenbeek-Formation van Sint-Jans-Molenbeek gepubliceerd in de bijlagen van het Belgisch Staatsblad van 27 januari 2006;

Overwegende dat artikels 5 en 6 van de zogenoemde statuten bepalen dat:

*Artikel 5: de vereniging is samengesteld uit effectieve leden en toetredende leden.*

*Enkel de effectieve leden, hierna genoemd "leden" over de volledige rechten beschikken. Het aantal effectieve leden is op 25 beperkt en zal niet minder dan 10 bedragen zonder de dissolutie van de vereniging met zich mee te brengen.*

*Het aantal toetredende leden zal niet hoger mogen liggen dan de helft van de effectieve leden.*

*Artikel 6:*

*De meerderheid van de leden van de vereniging zal samengesteld zijn uit politieke mandatarissen of ambtenaren van de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek en van het O.C.M.W. van Molenbeek aangesteld ingevolge hun mandaat of ambt;*

Overwegende dat artikel 8 bepaalt dat het einde van het politiek mandaat, van de hoedanigheid van ambtenaar het einde van het mandaat van het lid van de vereniging met zich meebrengt voor degene die tot deze titel aangesteld werd;

Gezien zijn beraadslaging van 25 januari 2007 waarbij:

Mijnheer Philippe Moureaux, Burgemeester,

Mijnheer Ahmed El Khannouss, Schepen,

Mevrouw Olivia P'tito, Gemeenteraadslid,

Mevrouw Dina Bastin, Gemeenteraadslid,

Mevrouw Danielle Evraud, Gemeenteraadslid,

in de hoedanigheid van vertegenwoordigers van de gemeente in de schoot van de zogenoemde VZW aangesteld werden;

Overwegende dat het past om de aanstelling van vijf vertegenwoordigers voor de algemene vergadering aan de gemeenteraad voor te stellen;

Overwegende dat deze mandaten niet bezoldigd zijn;

Op voorstel van het Schepencollege van 20 maart 2013;

Gezien de kandidaturen ingediend door de leden van de gemeenteraad in toepassing van artikel 39 van het inwendig reglement van de Gemeenteraad;

Bij geheime stemming,

Gelet op de intrekking van de kandidatuur van Mevrouw CAREME-PALANGA;

besluit eenparig :

Enig artikel

over te gaan tot de aanstelling van vijf vertegenwoordigers voor de algemene vergadering van de VZW "Molenbeek-Formation", op basis van de hiernavolgende lijst:

**Danielle EVRAUD, Gemeenteraadslid.**

**Ahmed EL KHANNOUSS, Schepen.**

**Khadija TAMDITI, Gemeenteraadslid.**

**Tania DEKENS, Gemeenteraadslid.**

**Paulette PIQUARD, Gemeenteraadslid.**

Onderhavige beraadslaging zal aan de Toezichthoudende overheid overgemaakt worden.

**15. Objet : Urbanisme - PPAS 8 Ater mod. - Approbation définitive.**

Le Conseil communal,

Vu le Code bruxellois de l'aménagement du territoire (COBAT) notamment les articles 48 ter 3, 98 et suivants ;

Vu l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme ;

Vu l'article 123, 7° de la nouvelle loi communale ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 23 novembre 1993 relatif aux enquêtes publiques et aux mesures particulières de publicité en matière d'urbanisme et d'environnement modifié par l'arrêté du Gouvernement du 10 juillet 1997 ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 16 janvier 2013 décidant l'adoption définitive du PPAS 8 Ater ;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 29 juin 1992 relatif aux commissions de concertation ;

Vu le Règlement Régional d'Urbanisme ;

Vu le Plan particulier d'affection du sol 8 A ter approuvé par arrêté royal le 26/11/1992 ;

Considérant que l'article 52 du CoBAT permet de procéder à sa modification, dans les conditions qui y sont prévues;

Considérant que la modification du PPAS 8Ater a été soumise aux mesures particulières de publicité du 17/08/2012 au 16/09/2012 ;

Considérant que la zone concernée par le PPAS est délimitée par le boulevard E Machtens, l'avenue des Tamaris, les rues Osseghem, du Géomètre, les avenues Ed. Candries, Carl Requette, des Amandiers, les rues Korenbeek, du foyer des Orphelins, l'avenue Van Hemerijck et le boulevard Mettwie à 1080 Molenbeek-Saint-Jean ;

Considérant que tant l'AATL - dans son courrier du 30.11.2011 - que l'IBGE - dans son courrier du 29.12.2011 - estiment qu'au regard des critères décrits dans l'annexe D et des différents domaines répertoriés dans le CoBAT, et, au vu des éléments développés dans le rapport de juin 2011 réalisé par le bureau d'études BRAT tel que modifié en décembre 2011, le projet de modification du PPAS 8 A ter ne nécessite pas un rapport d'incidences environnementales.

Considérant l'avis remis par le collège échevinal en date du 16/01/2013 :

*« Considérant que la modification du PPAS 8 A ter permet sa mise en conformité par rapport au PRAS notamment pour la construction de logements situés dans le parc Hauwaert (abrogation implicite) ;*

*Considérant que l'objectif de la modification de ce PPAS 8 A ter, outre la mise en conformité, est une étude de la réévaluation des gabarits, des implantations et de l'affectation des zones non construites ;*

*Considérant qu'une importante partie de la zone Condor-Mettwie-Tamaris est non bâtie ;*

*Considérant qu'une étude du parcellaire permet d'optimiser les terrains à bâtir et d'assurer le maintien et le renforcement de zones perméables conformément au PRAS ;*

*Considérant que cette large parcelle non bâtie appartient à un promoteur immobilier et à la Commune de Molenbeek-Saint-Jean ;*

*Que dans le cadre de la modification du PPAS un échange de terrain est prévu afin de regrouper les propriétés de chacun de manière à optimiser les possibilités de construction sur les parcelles devenant communales ;*

*Que le collège en date du 12/09/2012 a décidé de proposer au Conseil communal d'approuver le projet de convention d'échange de terrains ; que le dit conseil a approuvé la convention ;*

*Considérant que les zones de construction du promoteur immobilier (repérée au plan comme zone à prescriptions particulières) conservent la même surface plancher constructible, mais que les gabarits prévus ont moins d'impact sur les immeubles déjà construits et permettent la création de larges zones vertes communes ;*

*Considérant également que la modification du PPAS permet d'une part, l'extension de l'école existante et d'autre part, la création d'une nouvelle zone d'équipement ;*

*Considérant les 2 remarques introduites lors de l'enquête publique portant d'une part sur le vis-à-vis et la suppression de l'accès des véhicules d'urgences pour l'immeuble situé Boulevard Machtens 109 – 111 et d'autre part sur les zones à prescriptions particulières en ce qui concerne les zones de parking, les jardins privatifs et les logements traversants;*

*Considérant d'une part que l'immeuble sis au bld Machtens - immeuble dont le permis a été délivré en 1977 - est implanté en retrait de l'alignement, conformément au PPAS 8Ater et est entouré actuellement d'une large zone non plantée ;*

*Considérant que la modification du PPAS prévoit de modifier l'affectation des terrains à front de la rue Osseghem pour en faire des zones de bâtisse afin de prolonger le front bâti de la rue Osseghem ;*

*Considérant que les propriétaires actuels craignent d'une part la perte de luminosité de leurs logements et d'autre part la création d'un vis-à-vis ;*

*Que les réclamants s'inquiètent également de voir la façade arrière de l'immeuble non accessible pour les véhicules d'urgence suite à la construction de nouveaux immeuble rue Osseghem ;*

*Considérant toutefois que le PU 30.777 indique clairement que l'appartement non traversant arrière (seul logement de l'étage type non accessible depuis la voirie) dispose d'un second chemin d'évacuation via les terrasses voisines ;*

*Considérant néanmoins que la distance entre le bâtiment existant et la nouvelle zone de bâtisse est de 12m ; que cette distance est inférieure à la largeur d'une voirie de façade à façade et que donc les gabarits prévus ont un impact important sur les constructions existante ;*

*Considérant dès lors qu'il y a lieu de réétudier l'implantation et le gabarit de la nouvelle zone constructible en prévoyant une zone d'équipement limité à un rez-de-chaussée ; qu'une zone de dégagement affectée en zone de cour et jardin le long du bâtiment 3 façades de la rue Osseghem devrait être prévue ;*

*Considérant d'autre part les remarques des réclamants sur les zones à prescriptions particulières émises par le propriétaire de cette large zone ;*

*Qu'une remarque est émise sur la crainte de ne pas pouvoir réaliser des jardins privatifs en zone d'espace vert collectif ;*

*Que cette possibilité n'est pas explicitement indiquée dans les prescriptions mais que cela est sous-entendu à l'art.70 puisque ces zones peuvent être aménagées comme des zones de cour et jardins ;*

*Que cette remarque va également de pair avec la remarque faite sur l'impossibilité de réaliser des parkings en sous-sol en nombre suffisant si les sous-sols ne sont pas admis en zone verte collective ;*

*Considérant que pour plus de lisibilité qu'il y a lieu d'adapter les articles 68 et 70 de manière à indiquer littéralement la possibilité d'affecter une partie des zones vertes collectives en zone de cour et jardins où sont donc possibles l'aménagement de jardins privatifs et la réalisation limitée de construction en sous-sol ;*

*Que toutefois cette possibilité de construire des garages en sous-sol de ne devrait pas dépasser 6m afin de sauvegarder le maximum de zones perméables conformément à l'art. 6 des prescriptions ;*

*Considérant que parallèlement à cette modification littérale, il y a lieu d'indiquer sur plan la position des cheminements piétons à créer afin de s'assurer de leur réalisation aux endroits le plus pertinents pour la circulation piétonne dans l'îlot ;*

*Considérant la remarque concernant l'article traitant les appartements traversants ;  
Que le caractère prétendument trop restrictif de l'art. 42 indiquant que les appartements doivent être essentiellement traversants n'est pas avéré ;*

*Qu'en effet les prescriptions n'imposent nullement la réalisation d'appartement traversant en cas d'impossibilité techniques ; que cet aspect des futurs projets peut toutefois être évalué lors de la délivrance du permis d'urbanisme en appliquant le bon aménagement des lieux et qu'il y a donc lieu de supprimer ce paragraphe de l'art 42 afin d'éviter toute équivoque sur la portée de la disposition en question ;*

*Considérant les recommandations émises par l'Administration de l'Aménagement du Territoire et du Logement à savoir :*

*« L'Administration soutient les recommandations du projet de plan concernant « la création d'un réseau secondaire pour les modes doux qui permettrait d'augmenter les liaisons entre le nord et le sud du périmètre ». Notamment la proposition d'un accès direct au parc Hauwaert par l'avenue Korenbeek, le percement de l'îlot aux abords du boulevard Mettewie par la création de venelles accessibles uniquement aux modes doux;*

*L'administration soutient la recommandation du projet de plan concernant la proposition d'envisager l'installation d'équipements adaptés tels que jeux ou mobilier de jardin dans les espaces communs, semi-privatifs afin d'encourager l'appropriation par les habitants ;*

*L'Administration relève qu'en ce qui concerne la construction des nouveaux immeubles « en escalier » le long du Boulevard Mettewie, le projet de plan pourrait être d'une densité plus élevée, c'est-à-dire « R+7+5+3 » au lieu de « R+5+3+2 », au vu de la taille de l'îlot et des besoins en logements de la Région ;*

*L'administration soutient le projet de plan concernant l'extension de la zone d'équipement de l'école Condor/Tamaris jusqu'au boulevard Mettewie afin de prévoir des espaces de récréation de qualité pour les enfants et que ce nouvel espace compense la perte de surface de cour de récréation due à l'extension des bâtiments de l'école.*

*L'Administration attire l'attention de la commune sur le fait que les espaces prévus pour du commerce en rez-de-chaussée (Rue des Tamaris, Rue du Scheutbosch et Rue du*

Géomètre) puissent être occupés par du logement ou des bureaux en cas de non-location en commerce, afin d'éviter des espaces vides en voirie ;

L'Administration relève, suivant en cela la réclamation des propriétaires de l'immeuble 109-111 « Oxford/Picadilly » boulevard Edmonds Machtens concernant la construction d'immeubles pour fermer l'alignement de ce bout d'îlot, que la largeur entre les nouveaux immeubles et l'arrière du bâtiment du n°109 est effectivement fort étroite pour le confort des nouveaux bâtiments de R + 2 à l'arrière du bâtiment R + 9 existant. En effet, à cause de la zone de recul inhabituelle du bâtiment 109-111, l'ombre portée par ce bâtiment couvre toute la zone constructible en face à certains moments de la journée. Toutefois, un nouveau bâtiment, à hauteur des n° 271-273, pourrait se construire rue Osseghem, jusqu'à la hauteur du pignon de l'immeuble « Oxford/Picadilly » ;

L'Administration relève en outre quelques imprécisions dans le graphisme des plans. »  
Considérant l'avis du Conseil économique et sociale qui souligne positivement la possibilité de création et d'extension des équipements de la zone, ainsi que la volonté d'aménager des espaces verts en lieu de vie et de passage.  
Que ledit Conseil suggère aussi d'envisager les possibilités d'augmenter à long terme le nombre de logements dans le PPAS ;

Considérant que si la remarque de la Région de Bruxelles-Capitale, et l'avis du conseil économique et social, d'augmenter le potentiel de surface de logements en augmentant le gabarit des immeubles le long du Mettwie doit être retenu ;

Qu'il y a lieu de considérer toutefois l'avis d'absences d'incidence sur l'environnement basée entre autres sur le maintien d'un nombre de logements équivalent au PPAS existant ;

Considérant dès lors qu'il y a lieu :

- de prévoir des immeubles de gabarits R+7+T le long du Mettwie
- d'augmenter, à l'art. 45, les surfaces de m<sup>2</sup> admissibles pour les bâtiments C, D et E à 6000m<sup>2</sup>
- de conserver le gabarit R+2+T le long de la contre allée du Condor pour ne pas augmenter l'impact des nouvelles constructions sur les constructions existantes ;
- de diminuer la largeur de bâtisse du bâtiment B à 17m afin limiter l'augmentation du nombre de logement et ne pas créer des incidences sur l'environnement qui n'ont pas fait l'objet d'une étude approfondie ;
- d'indiquer dans les prescriptions de veiller à des raccords harmonieux entre les gabarits très différents des 2 abouts d'un même bâtiment ;

Que cette augmentation des gabarits aura pour conséquence d'augmenter de +/- 2000m<sup>2</sup> les surface constructibles des bâtiments C, D et E ;

Que le bâtiment à ériger entre les 2 bâtiments existants boulevard Mettwie aura une surface agrandie de 900m<sup>2</sup> ;

Considérant que contrairement à ce que laisse supposer les remarques de la région bruxelloise, les espaces prévus au rez-de-chaussée de ses terrains sont affectés au logement avec possibilité seulement de les affecter éventuellement à des commerces ou bureaux ;

Considérant qu'en séance, l'IBGE rappelle l'attention particulière à apporter aux logements à front du bld Mettwie au niveau des nuisances sonores et qu'il y a donc lieu d'ajouter une prescription concernant l'isolation acoustique dans cet optique.

Considérant l'avis de l'IBGE de modifier la dénomination de la 'zone de recul et stationnement' afin pas être en contradiction avec le RRU qui interdit strictement tout

*stationnement en zone de recul et qu'il y lieu de renommer cette zone 'zone d'accès et de stationnement'.*

*Considérant enfin la demande d'harmoniser la surface des cabanons de jardins autorisés avec l' «arrêté de minime importance » et qu'il y a donc lieu de modifier l'article 59 en faisant référence à l'arrêté sans indiquer de surface précise ;*

*Considérant l'avis de la commune de Berchem qui n'a pas de remarque sur les objectifs poursuivis par la modification du PPAS 8Ater et relève uniquement les erreurs graphiques ».*

*Considérant que suite aux remarques émises en commission de concertation, les plans et prescriptions ont été modifiés par le bureau d'étude en date du 26/10/2012 ;*

*Considérant que la zone de construction à front de la rue Osseghem a été modifiée en zone d'équipement ; Que cette zone est limitée à la largeur du bâtiment voisin Bld Ed. Machtens, avec une hauteur maximum de 4m permettant 2 niveaux de construction en raison de la dénivellation du terrain, et une profondeur constructible de 15m.*

*Considérant que les prescriptions graphiques des zones à constructions particulières sont également modifiées ; Que la profondeur du bâtiment B est diminuée à 17m ;*

*Que les gabarits des bâtiments C, D et E sont rehaussés à 6 étages minimum et 7 étages maximum, pour un total de 6000m<sup>2</sup> maximum dans la partie côté bld Mettwie en conservant un gabarit de rez + 2 étages côté rue du Condor ;*

*Considérant que ces modifications de gabarits permettent une augmentation modérée des surfaces destinées aux logements conformément à la demande de la Région tout en limitant les incidences sur l'environnement ;*

*Que les surfaces logements pour les bâtiments B, C, D et E passent de 27000m<sup>2</sup> à 29000m<sup>2</sup> et que l'augmentation totale des surfaces logements dans la zone centrale est de 2900m<sup>2</sup> par rapport au projet présenté en commission de concertation ;*

*Considérant que la surface totale destinée au logement en situation existante dans tout le périmètre du PPAS est de 325.495m<sup>2</sup> ; Que la surface projetée dans le projet soumis à l'enquête publique est de 397.201m<sup>2</sup> ; Que ce total est augmenté de 2900m<sup>2</sup> soit une augmentation de moins de 1% pour un total dans le nouveau projet présenté de 400.101m<sup>2</sup> ;*

*Considérant que les prescriptions, et plus particulièrement les articles n° 42, 45, 59, 68 et 70 ont été modifiées conformément aux remarques émises en commission de concertation et suite à l'enquête publique ;*

*Considérant que les plans de la situation existante ont également été corrigés ;*

*Considérant dès lors que les plans et prescriptions modifiées répondent aux remarques émises en commission de concertation, aux remarques des réclamants et aux avis remis par l'AATL et l'IBGE ; Que conformément à l'article 50 du Cobat, il s'agit de modifications mineures n'ayant pas d'incidences sur l'environnement et ne nécessitant pas de procéder à une nouvelle enquête publique ;*

Par 25 OUI, 1 NON, 14 abstentions, décide :

#### Article unique

De transmettre le Plan Particulier d'Affectation du Sol n°8Ater au Gouvernement en vue de son approbation conformément à l'article 50 du Cobat.

**15. Betreft: Stedenbouw - BBP 8 Ater mod. - Definitieve goedkeuring.**

De Gemeenteraad,

Gelet op het Brussels Wetboek voor Ruimtelijke Ordening (BWRO) inzonderheid de artikelen 48 ter 3, 98 en volgende ;

Gezien de organieke ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedenbouw ;

Gelet op artikel 123, 7° van de nieuwe gemeentewet ;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 23 november 1993 betreffende de openbare onderzoeken en de speciale regelen van openbaarmaking inzake stedenbouw en leefmilieu, gewijzigd bij het besluit van de Regering van 10 juli 1997 ;

Gezien de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 16 januari 2013, waarbij besloten is het BBP 8 Ater definitief goed te keuren ;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve van 29 juni 1992 betreffende de overlegcommissies ;

Gezien de Gewestelijke Stedenbouwkundige Verordening ;

Gelet op het Bijzonder bestemmingsplan 8 A ter, goedgekeurd bij koninklijk besluit van 26/11/1992 ;

Overwegende dat dit op grond van artikel 52 van het BWRO kan worden gewijzigd, onder de voorwaarden die erin bepaald zijn ;

Overwegende dat de wijziging van het BBP 8Ater van 17/08/2012 tot 16/09/2012 werd onderworpen aan de speciale regelen van openbaarmaking;

Overwegende dat de zone waarop het BBP betrekking heeft, begrensd wordt door de E. Machtenslaan, de Tamariskenlaan, de Osseghemstraat, de Landmeterstraat, de Ed. Candrieslaan, de Carl Requettelaan, de Amandelbomenstraat, de Korenbeekstraat, het Weeshuis "Foyer des Orphelins", de Van Hemelrijcklaan en de Mettwielaan te 1080 Sint-Jans-Molenbeek ;

Gelet op het feit dat zowel het BROH - in zijn schrijven van 30.11.2011 - als het BIM - in zijn schrijven van 29.12.2011 - van oordeel zijn dat ten aanzien van de criteria die beschreven zijn in de bijlage D en de verschillende domeinen die in het BWRO geïnventariseerd zijn, en ingevolge de elementen die uiteengezet zijn in het verslag van juni 2011, dat opgemaakt is door het studiebureau BRAT, en zoals gewijzigd in december 2011, voor het project voor wijziging van het BBP 8 A ter geen milieueffectenrapport vereist is.

Gezien het advies dat op 16/01/2013 uitgebracht is door het schepencollege:

*« Overwegende dat de wijziging van het BBP 8 A de mogelijkheid biedt van aanpassing aan het BBP, met name voor de bouw van woningen in het park Hauwaert (impliciete opheffing) ;*

*Overwegende dat bij de wijziging van dit BBP 8 A ter, naast aanpassing, een onderzoek wordt beoogd van de herziene bouwvolumes, de vestigingsplaats en de impact op de niet-bebouwde zones ;*

*Overwegende dat een aanzienlijk deel van de zone Condor-Mettewie-Tamaris niet bebouwd is ;*

Overwegende dat een onderzoek van de percelen leidt tot optimalisering van de te bebouwen terreinen en tot behoud en versterking van doordringbare zones, conform het BBP ;

Overwegende dat dit groot, niet-bebouwd perceel toebehoort aan een vastgoedpromotor en aan de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek ;

Dat er in het kader van de wijziging van het BBP voorzien is in een terreinuitwisseling, om zodoende de eigendommen van iedereen te hergroeperen, zodat de mogelijkheden op het vlak van bouwen op de percelen gemeentelijk worden ;

Dat het college op 12/09/2012 heeft besloten om aan de Gemeenteraad voor te stellen het ontwerp van overeenkomst voor terreinuitwisseling goed te keuren ; dat de genoemde raad de overeenkomst heeft goedgekeurd ;

Overwegende dat een zelfde bebouwbare bodemoppervlakte wordt behouden voor de bouwzones van de vastgoedpromotor (die in het plan worden aangehaald als zones waarvoor bijzondere voorschriften gelden), maar dat de vastgestelde bouwvolumes minder impact hebben op de reeds gebouwde woningen, en leiden tot de creatie van grote groene gemeenschappelijke zones ;

Overwegende ook dat de wijziging van het BBP enerzijds leidt tot de uitbreiding van de bestaande school, en anderzijds tot de creatie van een nieuwe sectie ;

Overwegende dat de 2 opmerkingen ingediend bij het openbaar onderzoek dat betrekking heeft, enerzijds op de inkijk en de opheffing van de toegang voor de noodvoertuigen voor de eigendom gelegen Machtenslaan 109 – 111, en anderzijds op de zones met bijzondere voorschriften wat betreft de parkeerzones, de privé-tuinen en de woningen met uitloop;

Overwegende enerzijds dat de eigendom gelegen Machtenslaan - waarvoor de vergunning werd uitgereikt in 1977 – niet aan de rooilijn ligt, conform het BBP 8Ater, en momenteel omringd is door een niet-beplante zone ;

Overwegende dat bij de wijziging van het BBP een wijziging gepland is van de bestemming van de terreinen aan de kant van de Osseghemstraat, om er bouwzones van te maken, teneinde de bebouwing aan de kant van de Osseghemstraat te verlengen ;  
Overwegende dat de huidige eigenaars enerzijds vrezen voor lichtverlies in hun woningen, en anderzijds voor het creëren van een inkijk ;

Dat de eisers ook verontrust zijn over de achtergevel van de eigendom, waar een toegang ontbreekt voor de noodvoertuigen, ingevolge de bouw van nieuwe woningen in de Osseghemstraat ;

Overwegende evenwel dat in de stedenbouwkundige vergunning 30.777 duidelijk wordt aangegeven dat het appartement zonder uitloop aan de achterzijde (enige woning op de verdieping van het type dat vanaf de weg niet toegankelijk is) beschikt over een tweede uitgangsweg via de aangrenzende terrassen ;

Overwegende echter dat de afstand tussen het bestaand gebouw en de nieuwe bouwzone 12 m bedraagt ; dat deze afstand van gevel tot gevel kleiner is dan de breedte van een weg, en dat de vastgelegde bouwvolumes dus een grote impact hebben op de bestaande constructies ;

Overwegende, bijgevolg, dat de vestigingsplaats en het bouwvolume van het nieuwe bouwterrein opnieuw dienen te worden bestudeerd, door het vastleggen van een sectie, die zich beperkt tot een benedenverdieping ; dat zou moeten worden voorzien in een vrije zone,



waarvan een binnenplaatszone en tuin langs het gebouw met 3 gevels in de Osseghemstraat zal worden gemaakt ;

Gezien, anderzijds, de opmerkingen van de eisers over de zones met bijzondere voorschriften, die zijn geformuleerd door de eigenaar van deze grote zone ;

Dat er een opmerking wordt geformuleerd over de vrees dat men geen privé-tuinen zal kunnen tot stand brengen in een gemeenschappelijke groenzone ;

Dat deze mogelijkheid niet expliciet in de voorschriften wordt vermeld, maar dat dit kan worden opgemaakt uit art.70, aangezien deze zones kunnen worden ingericht als zones met een binnenplaats en tuinen ;

Dat deze opmerking eveneens samengaat met de opmerking die gemaakt is over de onmogelijkheid om op de kelderverdieping een voldoende aantal parkeerplaatsen tot stand te brengen indien in de gemeenschappelijke groenzone geen kelderverdiepingen toegestaan zijn ;

Overwegende dat de artikelen 68 en 70, met het oog op een betere leesbaarheid, zodanig dienen te worden aangepast, dat letterlijk de mogelijkheid wordt aangegeven om van een deel van de gemeenschappelijke groenzones een zone met binnenplaats en tuinen te maken, waar men dus privé-tuinen kan inrichten, en op de kelderverdieping op beperkte schaal een constructie kan tot stand brengen ;

Dat bij deze mogelijkheid om op de kelderverdieping garages te bouwen er geen overschrijding van 6 m zou mogen zijn, zodat een maximaal aantal doordringbare zones worden behouden, conform art. 6 van de voorschriften ;

Overwegende dat op het plan, gelijktijdig met deze letterlijke wijziging, de positie van de voetgangerspaden dienen te worden aangegeven die moeten worden gecreëerd, zodat ze worden tot stand gebracht op de plaatsen die het meest aangewezen zijn voor voetgangersverkeer op het eilandje ;

Gezien de opmerking betreffende het artikel over de appartementen met uitloop ;

Dat het zogenaamd te beperkend karakter van art. 42, waarin wordt aangegeven dat de appartementen in hoofdzaak een uitloop moeten hebben, niet gebleken is ;

Dat in de voorschriften inderdaad geenszins de totstandbrenging van een appartement met uitloop, ingeval dit technisch gezien onmogelijk is, wordt opgelegd ; dat dit aspect van de toekomstige projecten nochtans bij de uitreiking van de stedenbouwkundige vergunning kan worden geëvalueerd, door het toepassen van de 'inrichting naar behoren van de plaatsen', en dat deze paragraaf van art. 42 dus dient te worden geschrapt, teneinde ieder misverstand omtrent de draagwijdte van de desbetreffende bepaling te voorkomen ;

Gelet op de aanbevelingen die geformuleerd zij door het Bestuur van Ruimtelijke Ordening en Huisvesting, namelijk :

« Het Bestuur ondersteunt de aanbevelingen van het ontwerpproject betreffende « de creatie van een secundair netwerk voor de zachte modi, dat de mogelijkheid zou bieden van meer verbindingen tussen het noorden en het zuiden van de perimeter ». Met name het voorstel van een directe toegang tot het park Hauwaert via de Korenbeekstraat, het doortrekken van het eilandje aan de Mettwielaan door de creatie van steegjes die enkel toegankelijk zijn voor de zachte modi ;

Het bestuur ondersteunt de aanbeveling van het ontwerpproject betreffende het voorstel om de installatie te overwegen van aangepaste voorzieningen, zoals spellen of tuinmeubilair in

de gemeenschappelijke semi-private ruimte, teneinde de toeëigening ervan door de bewoners te stimuleren ;

Het Bestuur merkt op dat, wat de « trapsgewijze » constructie van de nieuwe woningen langs de Mettwielaan betreft, het ontwerpproject een hogere bezettingsgraad zou kunnen vertonen, dit wil zeggen « R+7+5+3 » in plaats van « R+5+3+2 », gezien de grootte van het eilandje en de nood aan woningen in het Gewest ;

Het bestuur ondersteunt het ontwerpproject betreffende de uitbreiding van de sectie van de school Condor/Tamaris tot aan de Mettwielaan, teneinde te voorzien in kwaliteitsvolle recreatieruimte voor de kinderen, en opdat deze nieuwe ruimte het verlies aan oppervlakte qua speelplaats, te wijten aan de uitbreiding van de schoolgebouwen, zou compenseren.

Het Bestuur vestigt de aandacht van de gemeente op het feit dat de ruimte voorzien voor handel op de benedenverdieping (Tamariskenlaan, Scheutboschstraat en Landmeterstraat) kan worden gebruikt voor woningen of kantoren in geval van niet-verhuring als handelszaak, om zodoende lege ruimte op het wegennet te vermijden ;

Het Bestuur merkt op, en volgt hierbij de eis van de eigenaars van de eigendom « Oxford/Picadilly » gelegen Edmond Machtenslaan 109-111 betreffende de constructie van woningen voor het sluiten van de rooilijn aan dit uiteinde van het eilandje, dat de breedte tussen de nieuwe woningen en de achterkant van het gebouw op het nr. 109 effectief heel smal is qua comfort voor de nieuwe gebouwen R + 2 aan de achterkant van het bestaand gebouw R + 9. Wegens de speciale achteruitbouwstrook van het gebouw op het nr. 109-111, wordt het hele bouwterrein ertegenover op sommige momenten van de dag overschaduw door dit gebouw. Er zou echter ter hoogte van de nrs. 271-273 in de Osseghemstraat, ter hoogte van de gevel van de eigendom « Oxford/Picadilly » een nieuw gebouw kunnen worden opgetrokken;

Het Bestuur wijst bovendien op enkele onduidelijkheden in de vormgeving van de plannen. »

Gelet op het advies van de Economische en Sociale Raad, die op een positieve manier de aandacht vestigt op de mogelijkheid van totstandbrenging en uitbreiding van voorzieningen voor de zone, alsook op de intentie om groene ruimte in te richten in de woonomgeving en op de doorgangplaatsen.

Dat de genoemde Raad ook voorstelt om de mogelijkheid te overwegen van verhoging van het aantal woningen in het BBP op lange termijn ;

Overwegende dat, indien de opmerking van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, en het advies van de economische en sociale raad, om het oppervlaktepotentieel van woningen te verhogen, door het bouwvolume van de woningen langs de Mettwielaan te verhogen, in aanmerking moeten worden genomen ;

Dat evenwel het advies inzake de afwezigheid van gevolgen voor het milieu waarbij, onder andere, wordt uitgegaan van het behoud van een aantal woningen dat in overeenstemming is met het bestaand BBP, dient te worden overwogen ;

Overwegende, bijgevolg, dat :

- dient te worden voorzien in woningen met bouwvolume R+7+T langs de Mettwielaan
- in art. 45 de oppervlakte qua toelaatbare m<sup>2</sup> voor de gebouwen C, D en E tot 6000m<sup>2</sup> dient te worden verhoogd
- het bouwvolume R+2+T langs de ventweg van de Condorlaan dient te worden behouden, om zo de impact van de nieuwe constructies op de bestaande constructies niet te vergroten ;
- de bouwbreedte van het gebouw B dient te worden verkleind tot 17m, teneinde de verhoging van het aantal woningen te beperken, en om geen gevolgen voor het

*milieu in het leven te roepen, die niet aan een diepgaand onderzoek onderworpen zijn ;*

- in de voorschriften dient te worden aangegeven dat moet worden toegezien op harmonische verbindingen tussen de erg verschillende bouwvolumes aan de 2 uiteinden van een zelfde gebouw ;*

*Dat deze verhoging van de bouwvolumes zal leiden tot een toename met +/- 2000 m<sup>2</sup> van het bebouwbaar oppervlak van de gebouwen C, D en E ;*

*Dat voor het op te trekken gebouw tussen de 2 bestaande gebouwen in de Mettwielaan een oppervlaktetoename van 900 m<sup>2</sup> zal gelden ;*

*Overwegende dat, in tegenstelling tot wat de opmerkingen van het Brussels gewest laten vermoeden, de voorziene ruimte op de benedenverdieping van de terreinen wordt bestemd voor huisvesting, met enkel een mogelijkheid om hier eventueel handelszaken of kantoren van te maken ;*

*Overwegende dat het BIM in zijn vergadering herinnert aan de bijzondere aandacht die moet worden besteed aan de woningen aan de kant van de Mettwielaan wat betreft de geluidshinder, en dat dus binnen deze optiek een voorschrift dient te worden toegevoegd inzake de geluidsisolatie.*

*Gelet op het advies van het BIM om de benaming 'achteruitbouw- en parkeerstrook' te wijzigen, zodat deze niet in tegenspraak is met de GSV, waarin parkeren in de achteruitbouwstrook strikt wordt verboden, en dat aan deze zone de nieuwe benaming 'toegangs- en parkeerzone' dient te worden gegeven.*

*Gelet, ten slotte, op het verzoek om de oppervlakte voor de tuinhuisjes die toegestaan zijn bij het «besluit van gering belang » te harmoniseren, en dat artikel 59 dus moet worden gewijzigd, door te verwijzen naar het besluit, zonder daarbij een precieze oppervlakte aan te geven ;*

*Gelet op het advies van de gemeente Berchem, die geen opmerkingen heeft betreffende de doelstellingen die met de wijziging van het BBP 8Ater worden nagestreefd, en waarin enkel de aandacht wordt gevestigd op de fouten qua vormgeving.*

*Overwegende dat de plannen en voorschriften, ingevolge de opmerkingen die geformuleerd zijn in de overlegcommissie, op 26/10/2012 werden gewijzigd door het studiebureau;*

*Overwegende dat de bouwzone aan de kant van de Osseghemstraat werd gewijzigd in een sectie ; Dat deze zone wordt beperkt tot de breedte van het aanpalend gebouw in de Ed. Machtenslaan, met een maximumhoogte van 4m, zodat 2 bouwniveaus mogelijk worden omwille van de denivellering van het terrein, en een bouwdiepte van 15m.*

*Overwegende dat de voorschriften inzake vormgeving van de zones met speciale constructies eveneens worden gewijzigd ; Dat de diepte van het gebouw B wordt verminderd tot 17m ; Dat de bouwvolumes van de gebouwen C, D en E worden verhoogd tot minimaal 6 verdiepingen en maximaal 7 verdiepingen, voor een totaal van ten hoogste 6000m<sup>2</sup> in het gedeelte aan de kant van de Mettwielaan, waarbij een bouwvolume op de benedenverdieping + 2 verdiepingen aan de kant van de Condorlaan wordt behouden ;*

*Overwegende dat deze wijzigingen van bouwvolumes leiden tot een matige verhoging van de oppervlakten bestemd voor woningen, conform het verzoek van het Gewest, waarbij de gevolgen voor het milieu worden beperkt ;*

*Dat de oppervlakte van de woningen voor de gebouwen B, C, D en E wordt verhoogd van 27000 m<sup>2</sup> naar 29000 m<sup>2</sup>, en dat de totale vermeerdering van de oppervlakte van de*

woningen in de centrale zone 2900m<sup>2</sup> bedraagt wat betreft het project dat voorgesteld is in de overlegcommissie ;

Overwegende dat de totale oppervlakte bestemd voor huisvesting in de bestaande situatie binnen de hele perimeter van het BBP 325.495m<sup>2</sup> bedraagt ; Dat de oppervlakte die gepland is bij het project dat onderworpen is aan het openbaar onderzoek 397.201m<sup>2</sup> bedraagt ; Dat dit totaal wordt verhoogd met 2900m<sup>2</sup>, hetzij een vermeerdering van minder dan 1% voor een totaal van 400.101m<sup>2</sup> in het nieuw project dat voorgesteld is ; Overwegende dat de voorschriften, en meer bepaald de artikelen 42, 45, 59, 68 en 70 werden gewijzigd conform de opmerkingen die geformuleerd zijn in de overlegcommissie, en ingevolge het openbaar onderzoek ;

Overwegende dat de plannen van de bestaande situatie eveneens werden gecorrigeerd ;

Overwegende bijgevolg dat in de gewijzigde plannen en voorschriften een antwoord wordt verstrekt op de opmerkingen die geformuleerd zijn in de overlegcommissie, op de opmerkingen van de eisers, en op de adviezen die uitgebracht zijn door het BROH en het BIM ; Dat het, conform artikel 50 van het BWRO, gaat om kleinere wijzigingen die geen gevolgen hebben voor het milieu, en die niet nopen tot een nieuw openbaar onderzoek ;

Met 25 JA, 1 NEEN, 14 onthoudingen, besluit :

#### Enig artikel

om het Bijzonder Bestemmingsplan 8Ater over te maken aan de Regering, met het oog op goedkeuring conform artikel 50 van het BWRO.

### **16. Objet : Urbanisme - Quartier Scheutbosch-ter - Soumission du projet de plan à enquête publique et poursuite de la procédure.**

Le Conseil communal,

Vu le Code Bruxellois d'Aménagement du Territoire – CoBAT –, et plus particulièrement ses articles 40 à 52, et ses arrêtés d'application ;

Vu le Plan particulier d'affectation du sol Scheutbosch-ter approuvé par arrêté royal le 26.11.1992, ci-après dénommé PPAS Scheutbosch ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 01.02.2012 décidant de remettre un accord de principe sur la dite modification ; Vu que cette décision prise par le Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 01.02.2012 a été ratifiée par le Conseil communal en date du 17.12.2009 ;

Considérant que le collège échevinal a approuvé en date du 01/02/2012 les recommandations du bureau BRAT pour les phases 1 et 2 dont le rapport sur les incidences environnementales (RIE) de décembre 2011 a été transmis à l'administration communale en date du 10 janvier 2012 ;

Considérant que le Comité d'Accompagnement a déclaré complet le rapport sur les incidences environnementales et a clôturé l'étude en date du 20.12.2012 ;

Vu le projet de plan élaboré par le bureau d'étude BRAT en date du mois **décembre 2012** ;

Considérant l'article 48 §2 du CoBAT prévoyant que « Le conseil communal charge le collège des bourgmestre et échevins de soumettre le projet de plan à enquête publique accompagné, le cas échéant, du rapport sur les incidences environnementales lorsque ce rapport est requis » ;

Considérant qu'il y a donc lieu de charger le Collège des Bourgmestre et Echevins de soumettre le projet de plan à enquête publique, conformément à l'article 48 §2 nouveau du CoBAT, afin de poursuivre la procédure de modification du Scheutbosch-ter ;

à l'unanimité, décide :

Article unique

de charger le collège des bourgmestre et échevins de soumettre le projet de plan daté du mois **de décembre 2012** à l'enquête publique, conformément à l'article 48 §2 du CoBAT, afin de poursuivre la procédure de modification du Plan Particulier d'Affectation du Sol Scheutbosch-ter.

**16. Betreft: Stedenbouw - Scheutbos-ter wijk - Indiening projectplan tot het openbaar onderzoek en voortzetting van de procedure.**

De Gemeenteraad,

Gelet op het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening – BWRO – meer bepaald de artikelen 40 tot 52 en de toepassingsbesluiten ;

Gezien het Bijzonder Bestemmingsplan Scheutbosch-ter, goedgekeurd bij koninklijk besluit van 26.11.1992, hierna BBP Scheutbosch genoemd ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 01.02.2012, tijdens dewelke men heeft besloten een principeakkoord voor te leggen over de genoemde wijziging ; Overwegende dat dit besluit dat op 01.02.2012 genomen is door het College van Burgemeester en Schepenen werd bekrachtigd door de Gemeenteraad van 17.12.2009 ;

Overwegende dat het schepencollege op 01/02/2012 de aanbevelingen voor de fasen 1 en 2 heeft goedgekeurd van het bureau BRAT, waarvan het milieueffectenrapport (MER) van december 2011 op 10 januari 2012 werd overgemaakt aan het gemeentebestuur;

Overwegende dat het Begeleidingscomité het milieueffectenrapport over de gevolgen voor het milieu volledig heeft verklaard, en de studie op 20.12.2012 heeft afgesloten ;

Gezien het ontwerpproject dat in de maand **december 2012** uitgewerkt is door het studiebureau BRAT ;

Gelet op artikel 48 §2 van het BWRO, waarin wordt bepaald dat « *de gemeenteraad het college van burgemeester en schepenen belast met de indiening van het ontwerpproject met openbaar onderzoek vergezeld, in dit geval, van het verslag over de gevolgen voor het milieu indien dit verslag vereist is* » ;

Overwegende dat het College van Burgemeester en Schepenen dient te worden belast met de indiening van het ontwerpproject met openbaar onderzoek, conform het nieuwe artikel 48 §2 van het BWRO, teneinde de procedure voor wijziging van Scheutbosch-ter voort te zetten;

Besluit eenparig:

Enig artikel

om het college van burgemeester en schepenen te belasten met de indiening van het ontwerpproject, gedateerd **december 2012**, met openbaar onderzoek, conform artikel 48 §2 van het BWRO, teneinde de procedure voor wijziging van het Bijzonder Bestemmingsplan Scheutbosch-ter voort te zetten.

**Le point 17 ayant trait à: Urbanisme - PPAS 15 Gazomètre - Soumission du projet de plan a enquête publique et poursuite de la procédure, est retiré.**

**Punt 17, met betrekking tot: Stedenbouw - BBP 15 Gashouder - Indiening projectplan tot openbaar onderzoek en voortzetting van de procedure, wordt ingetrokken.**

**18. Objet : Biodiversité - Demande d'installation d'un rucher sur le site des Plantations.**

Le Conseil communal,

Vu le plan de gestion écologique communale ;

Vu l'Agenda 21 local ;

Vu les projets "Maya'ge" en faveur des abeilles et de la biodiversité ;

Vu la demande de Monsieur Arnold Landsheere, domicilié rue Jean-Baptiste Decock, 50 bte 42 à 1080 Bruxelles et ouvrier au service des Plantations, d'installer un rucher de 3 colonies d'abeilles sur le site du service des Plantations, dans la zone de la pépinière ;

Vu l'accord de Madame Jeannine Mertens, chef de service ;

Considérant que les abeilles sont (tout comme les oiseaux) un excellent indicateur de la qualité de notre environnement et jouent un rôle vital dans la pollinisation des plantes ;

Considérant que plus de la moitié des abeilles sauvages ont disparu de Belgique depuis 30 ans, suite aux interventions humaines (pollution, usage de produits phytosanitaires, plantation d'espèces exotiques non mellifères,...) ;

Considérant que cette action permettrait aussi, par là même, de sensibiliser les jardiniers communaux à la nature en ville et à l'environnement ;

Considérant que le demandeur prendrait en charge tous les aspects techniques liés au projet, dont l'installation et le suivi du rucher et de ses abeilles et qu'il s'engage à :

- respecter toutes les règles en vigueur (y compris alimentaires et environnementales et de distances légales par rapport aux habitations) ;
- s'assurer que les abeilles soient de nature pacifique et à prendre toutes les mesures nécessaires afin d'éviter qu'elles occasionnent une quelconque nuisance pour les autres occupants, travailleurs et visiteurs du site ;
- suivre les consignes des responsables du service en ce qui concerne notamment les heures d'accès au rucher ;
- enlever les ruches en cas de nuisance.

Considérant que le demandeur est détenteur d'un certificat d'apiculteur reconnu par la Société Royale d'Apiculture de Bruxelles et ses Environs (SRABE), qui se porte garante de ses membres et s'engage à intervenir si le demandeur devait faire défaut ;

Considérant que la SRABE est reconnue au niveau régional ;

Considérant que les abeilles sont exclusivement végétariennes (contrairement aux guêpes) et que l'espèce avec laquelle travaille le demandeur, la « Buckfast », est connue comme une excellente butineuse (les butineuses vont directement sur les sources de butinage, sans batifoler), propre, pacifique et peu essaimeuse ;

Considérant que ce projet contribuerait à donner une image positive de notre commune ;

Considérant que les principaux partenaires communaux pour ce projet seraient le service des Plantations et la Cellule Biodiversité ;

Considérant la nécessité de signer une Convention tripartite entre l'Administration communale de Molenbeek-Saint-Jean, le demandeur et la SRABE ;

Considérant l'accord du service des Affaires Juridiques sur cette convention ;

Considérant qu'il y a lieu de soumettre au Conseil communal l'approbation de la signature de cette Convention ;

Considérant que, pour l'entretien de son rucher, Monsieur Landsheere doit impérativement avoir accès à ses ruches durant les jours de fermeture du site, mais qu'il n'a pas besoin d'accéder au bâtiment pour ce faire ;

Vu l'accord de Madame Jeannine Mertens, chef de service, pour lui accorder cet accès ;

Vu la décision du Collège, prise en sa séance du 6 mars 2013;

à l'unanimité, décide :

Article 1

D'autoriser Monsieur Arnold Landsheere à installer un rucher de 3 colonies d'abeilles sur le site des Plantations.

Article 2

D'autoriser Monsieur Arnold Landsheere à avoir accès aux parties extérieures du site des Plantations (à l'exclusion des bâtiments) durant les jours de fermeture, pour lui permettre d'entretenir son rucher.

Article 3

D'approuver la signature d'une Convention tripartite entre l'Administration communale de Molenbeek-Saint-Jean, le demandeur et la SRABE.

Article 4

De charger le service des Plantations du suivi de ce projet, en collaboration avec la Cellule Biodiversité.

Copie de la présente délibération aux services suivants :

- Plantations
- Affaires Juridiques

**RUCHER ETABLI SUR LA PARCELLE SISE**  
**BOULEVARD METTEWIE 15 – 1080 BRUXELLES**

**CONTRAT D'OCCUPATION A TITRE PRECAIRE**

**Entre :**

- **La Commune de Molenbeek-Saint-Jean** dont l'hôtel communal est sis au n°20 rue Comte de Flandre à 1080 Bruxelles, ici représentée par Madame Annalisa GDALETA, Echevine de l'Environnement, de la Biodiversité et des Plantations, assistée par Monsieur Jacques DE WINNE, Secrétaire communal agissant en exécution de la délibération adoptée par le Conseil communal en sa séance du ..... et en vertu de l'article 109 de la Nouvelle Loi communale.

Ci-après dénommée « **la Commune** »

- **L'apiculteur**, Monsieur Arnold Landsheere, domicilié rue Jean-Baptiste Decock, 50 bte 42 à 1080 Bruxelles  
Téléphone Privé : 0479-31 89 49 – Email : honeybeebxl@hotmail.com

Ci-après dénommé « **l'Occupant** »

- **La Société Royale d'Apiculture de Bruxelles et ses Environs**, en abrégé S.R.A.B.E. asbl , dont le siège social est fixé rue au Bois, 365B bte 19 à 1150 Woluwe-Saint-Pierre (téléphone : 02/270.98.86), représentée par deux de ses administrateurs, Yves ROBERTI ET Michel HUBERT,

Ci-après dénommée « La **SRABE** »

**Il est convenu ce qui suit :**

### **Article 1 - Objet**

Le présent contrat a pour objet l'occupation à titre précaire d'une parcelle du terrain communal se trouvant sur le site du service des Plantations, dans la zone de la pépinière sis à 1080 Bruxelles, boulevard Mettwie 15, en vue d'y installer un rucher de trois colonies d'abeilles et ceci, dans le but exclusif d'exercer une activité apicole à vocation sociale, éducative, et environnementale, et à l'exception de tout but lucratif.

Le plan de localisation est annexé au présent contrat.

Dans un délai d'une semaine après la première occupation des lieux un inventaire du matériel utilisé par l'occupant sera fourni par celui-ci à la Commune.

### **Article 2 - Conditions**

Le présent contrat est consenti aux conditions suivantes :

- Installation d'un rucher de maximum trois colonies d'abeilles.
- Détermination de l'endroit précis d'implantation du rucher.

L'Occupant doit impérativement :

- S'adapter au contexte général du site.
- S'adapter aux instructions données par la Commune. Il ne peut en aucun cas gêner ni les riverains, ni les usagers, ni les opérations d'entretien ou de gestion du site.
- Effectuer l'activité apicole en « bon père de famille » selon la notion consacrée reprise au Code civil et telle qu'interprétée par la jurisprudence.
- Effectuer l'activité apicole selon les prescriptions du « Guide de bonne pratique apicole » de l'Agence fédérale pour la sécurité de la chaîne alimentaire (ci-après dénommée « AFSCA »).
- Enregistrer ses ruches auprès de l'AFSCA.
- Utiliser des abeilles et des reines sélectionnées pour leur douceur.

Il est expressément convenu que la présente occupation n'est, et ne sera en aucun cas, régie par les dispositions relatives au bail commercial, de résidence principale ou à ferme.

Les parties renoncent à invoquer toute disposition en matière de dépôt, de bail ou de prêt.



### **Article 3 - Respect de la législation**

L'Occupant doit respecter les textes légaux en vigueur, notamment l'ordonnance du 05 juin 1997 relative au Permis d'environnement de classe 2, et l'ordonnance du 01 avril 2004 relative à la restriction de l'usage des pesticides en Région de Bruxelles-Capitale.

### **Article 4 - Durée**

La présente convention est valable pour une période de trois ans prenant cours à la date de la signature de la présente convention par les deux parties.

La convention pourra toutefois être prolongée par période de trois ans au-delà de la période initiale. Tout renouvellement d'occupation doit être demandé par lettre recommandée envoyée au Collège des Bourgmestre et Echevins, rue du Comte de Flandre 20, 1080 Molenbeek-Saint-Jean, au moins trois mois avant l'expiration du premier terme de trois ans ou des périodes triennales successives. La Commune se réserve le droit de ne pas accepter la demande de renouvellement, par lettre recommandée adressée à l'Occupant.

Chaque partie peut mettre fin à la présente convention à tout moment moyennant un préavis de trois mois adressé par envoi recommandé à la poste.

### **Article 5 – Modalités d'occupation**

L'Occupant pourra accéder aux parties extérieures du site des Plantations, où se situe le rucher, durant les jours d'ouverture et de fermeture du site des Plantations pour lui permettre d'entretenir son rucher.

L'Occupant ne pourra en aucun cas accéder aux bâtiments du service des Plantations.

### **Article 6 – Droits d'occupation**

L'occupation se fera à titre gratuit.

### **Article 7 – Etat des lieux**

Un état des lieux établi contradictoirement sera dressé dès signature du présent contrat d'occupation et y sera annexé.

Un état des lieux de sortie sera dressé, dans les mêmes conditions que l'état des lieux d'entrée.

### **Article 8 - Entretien**

L'occupant devra entretenir le site sur lequel se trouve le rucher conformément aux directives données par la Commune et de manière à ce qu'il présente toujours un aspect soigné. Les arbres présents sur le terrain, les haies et les clôtures qui le ceignent, sont entretenus aux frais ou par la Commune.

D'éventuels travaux d'amélioration aux installations peuvent être effectués par l'Occupant, moyennant l'accord préalable écrit de la Commune.

### **Article 9 - Responsabilité**

Pendant toute la durée de la convention, l'Occupant est tenu de contracter une assurance couvrant son activité ainsi que les biens et les agencements installés par lui. Il déclare, en outre, renoncer sans réserve à tout recours contre la Commune et contre la SRABE sur base

de la responsabilité civile contractuelle ou extracontractuelle du Code civil pour les dommages matériels qui pourraient résulter de son activité.

L'Occupant est tenu de fournir à la Commune, au plus tard le jour de la conclusion de la présente convention, la preuve qu'il a souscrit une assurance couvrant tous les risques relatifs à son activité.

L'Occupant est seul responsable de tous accidents ou dommages causés à des tiers par le fait de son activité. La Commune et la SRABE déclinent toute responsabilité de ce chef.

### **Article 10 - Contrôle**

Les représentants de la Commune pourront en tout temps contrôler la bonne exécution de la convention sans devoir en justifier la raison, et auront pour se faire libre accès au site.

Les coordonnées de l'Occupant, de la SRABE et de la Commune (adresse et téléphone) devront toujours être affichées sur le site occupé y compris la mention « Abeilles, attention risque de piqûres / Bijen, opgelet voor bijensteken »

### **Article 11 - Contact**

Toutes demandes ou remarques devront faire l'objet d'un courrier écrit adressé aux adresses suivantes :

Coordonnées de l'Occupant :

Monsieur Arnold Landsheere  
Rue Jean-Baptiste Decock, 50 bte 42  
1080 Bruxelles  
Téléphone privé : 0479-31 89 49  
Email : [honeybeebxl@hotmail.com](mailto:honeybeebxl@hotmail.com)

Coordonnées de contact pour SRABE :

SRABE  
Rue au Bois, 365B bte 19  
1150 Woluwe-Saint-Pierre  
Téléphone : 02-270.98.86  
Email : [lerucherfleuri@yahoo.fr](mailto:lerucherfleuri@yahoo.fr)

Personne de contact de la Commune :

Madame Jeannine Mertens, chef de service  
Téléphone : 02-412 12 80  
Email : [jmertens@molenbeek.irisnet.be](mailto:jmertens@molenbeek.irisnet.be)

### **Article 12 - Expiration et résiliation du contrat**

A l'expiration de la présente convention, l'Occupant devra remettre le bien dans son pristin état conformément à l'état des lieux.

A défaut cette remise en état pourra être effectuée d'office par la Commune, au frais, risques et périls de l'Occupant.

Sans préjudice de la réparation des dommages qui pourraient en résulter, toute contravention à l'une des dispositions de la présente convention entraînera sa résiliation de plein droit, par l'envoi d'un courrier recommandé à l'adresse de l'Occupant. La SRABE recevra une copie de ce courrier. En aucun cas une indemnité de dédommagement ne pourra être exigée.

Sur simple demande de la Commune, la SRABE s'engage par la présente, lors de la résiliation ou du retrait de l'Occupant du contrat, à rechercher un nouvel Occupant, apiculteur diplômé, membre de la SRABE, qu'elle proposerait à la Commune pour remplacer l'occupant.

Pour limiter tous risques dus à la négligence ou l'abandon de gestion du rucher par l'Occupant, la SRABE s'engage par la présente, lors de la résiliation du contrat, à reprendre dans un de ses ruchers les ruches et colonies d'abeilles. Dans ce cas, l'Occupant accepte par la présente de faire don à la SRABE des ruches et colonies d'abeilles concernées par le présent contrat.

### **Article 13 - Cession et exclusivité**

L'Occupant ne peut céder ses droits au présent contrat ou laisser occuper l'emplacement par un tiers sans le consentement préalable de la Commune.

Fait à Bruxelles, en trois exemplaires, le .....

Pour l'Occupant,

Pour la SRABE,  
Les administrateurs,

Arnold LANDSHEERE

Yves ROBERTI      Michel HUBERT

Pour la Commune,  
Le Secrétaire communal,

Pour la Bourgmestre,  
L'Echevine de la Biodiversité et  
des Plantations

Jacques DE WINNE

Annalisa GDALETA

### **18. Betreft: Biodiversiteit - Aanvraag voor het plaatsen van een bijenkorf op de locatie van de Beplantingen.**

De Gemeenteraad,

Tape Gelet op het gemeentelijk ecologisch beheerplan ;

Gelet op de lokale Agenda 21 ;

Gelet op de projecten "Maya'ge" ten gunste van de bijen en de biodiversiteit ;

Gelet op het verzoek van de Heer Arnold Landsheere, wonende in de Jean-Baptiste Decockstraat 50, bus 42, te 1080 Brussel, en arbeider bij de Dienst Beplantingen, om op de locatie van de dienst Beplantingen, in de zone van de kwekerij, een bijenkorf te plaatsen met 3 kolonies bijen ;

Gelet op het akkoord van Mevrouw Jeannine Mertens, diensthoofd ;

Overwegende dat de bijen (net als de vogels) een uitstekende indicatie vormen van de kwaliteit van ons leefmilieu, en een vitale rol spelen bij de bestuiving van de planten ;

Overwegende dat 30 jaar geleden al de helft van de wilde bijen in België verdwenen is ingevolge menselijke tussenkomst (vervuiling, gebruik van fytosanitaire producten, beplanting met niet-honingdragende exotische soorten, ...) ;

Overwegende dat men via dit initiatief juist de gemeentelijke tuiniers zou kunnen sensibiliseren voor de natuur in de stad en het leefmilieu ;

Overwegende dat de aanvrager alle technische aspecten ten laste zou nemen die samenhangen met het project, waaronder de installatie en het opvolgen van de bijenkorf en de bijen, en dat hij zich ertoe verbindt :

- alle geldende regels in acht te nemen (met inbegrip van de regels op het vlak van voeding en milieu, en van wettelijke afstand ten opzichte van de inwoners) ;
- ervoor te zorgen dat de bijen vreedzaam zijn, en alle nodige maatregelen te nemen teneinde te voorkomen dat ze op de een of andere manier hinder veroorzaken voor de andere gebruikers, de werknemers en bezoekers binnen de locatie ;
- de instructies te volgen van de verantwoordelijken van de dienst wat betreft met name de uren van toegang tot de bijenkorf ;
- de bijenkorf weg te nemen in geval van hinder.

Overwegende dat de aanvrager een certificaat van erkende bijenhouder bezit van La Société Royale d'Apiculture de Bruxelles et ses Environs (SRABE), die garant staat voor zijn leden, en zich ertoe verbindt op te treden indien de aanvrager verstek zou laten gaan ;

Overwegende dat de SRABE op regionaal niveau erkend is ;

Overwegende dat bijen (in tegenstelling tot wespen) uitsluitend vegetarisch zijn, en dat de soort waarmee de aanvrager werkt, de « Buckfast », gekend is als een uitstekende werkbij. (De werkbijen gaan onmiddellijk op hun doel voor het verzamelen van honing af, zonder te stoeien.) Ze zijn proper, vreedzaam en ze zwermen weinig uit ;

Overwegende dat dit project zou bijdragen tot een positief imago van onze gemeente ;

Overwegende dat de voornaamste gemeentelijke partners voor dit project de dienst Beplantingen en de Cel Biodiversiteit zijn ;

Gelet op de noodzaak om een Overeenkomst te ondertekenen, tussen het Gemeentebestuur van Sint-Jans-Molenbeek, de aanvrager en de SRABE ;

Gezien het akkoord van de dienst Juridische zaken over deze overeenkomst ;

Overwegende dat aan de Gemeenteraad de goedkeuring van de ondertekening van deze Overeenkomst dient te worden voorgelegd ;

Overwegende dat de Heer Landsheere voor het onderhoud van de bijenkorf toegang moet hebben tot de bijenkorf tijdens de dagen waarop de locatie gesloten is, maar dat hij daarvoor geen toegang tot het gebouw moet hebben ;

Gelet op de akkoordbevinding van Mevrouw Jeannine Mertens, diensthoofd, om hem deze toegang te verschaffen ;

Gelet op het besluit van het College, genomen in zitting van 6 maart 2013; besluit eenparig :

#### Artikel 1

om de Heer Arnold Landsheere toestemming te geven om een bijenkorf met 3 bijenkolonies te plaatsen op de locatie van de Beplantingen.

#### Artikel 2

om toe te staan dat de Heer Arnold Landsheere tijdens de sluitingsdagen toegang heeft tot de gedeelten aan de buitenzijde van de locatie van de Beplantingen (de gebouwen uitgezonderd) zodat hij de bijenkorf kan onderhouden.

#### Artikel 3

om de ondertekening van een Overeenkomst tussen het Gemeentebestuur van Sint-Jans-Molenbeek, de aanvrager en de SRABE goed te keuren .

#### Artikel 4

Om de dienst Beplantingen te belasten met de opvolging van dit project, in samenwerking met de Cel Biodiversiteit.

Een kopie van de onderhavige beraadslaging aan de volgende diensten :

- Beplantingen
- Juridische zaken

### **BIJENKORF GEINSTALLEERD OP HET PERCEEL GELEGEN AAN DE METTEWIELAAN 15 – 1080 BRUSSEL**

### **GEBRUIKSOVEREENKOMST TEN PRECAIREN TITEL**

#### ***Tussen :***

- **De Gemeente Sint-Jans-Molenbeek**, waarvan het gemeentehuis gelegen is in de Graaf van Vlaanderenstraat, nr. 20 te 1080 Brussel, hier vertegenwoordigd door Mevrouw Annalisa GADALETA, Schepen van Leefmilieu, Biodiversiteit en Beplantingen, bijgestaan door de Heer Jacques DE WINNE, Gemeentesecretaris, die handelt in uitvoering van het besluit van de beraadslaging goedgekeurd door de Gemeenteraad in zitting van ..... en ingevolge artikel 109 van de Nieuwe Gemeentewet.

hierna « **de Gemeente** » genoemd

- **De bijenhouder**, de Heer Arnold Landsheere, wonende te 1080 Brussel, Jean-Baptiste Decockstraat 50, bus 42  
Privé-telefoon : 0479-31 89 49 – e-mail : honeybeebxl@hotmail.com

hierna « **de Gebruiker** » genoemd

- **La Société Royale d'Apiculture de Bruxelles et ses Environs**, afgekort v.z.w. S.R.A.B.E., waarvan de maatschappelijke zetel gevestigd is Bosstraat 365B, bus 19, te 1150 Sint-Pieters-Woluwe (telefoon : 02/270.98.86), vertegenwoordigd door twee bestuurders, Yves ROBERTI EN Michel HUBERT,

hierna « **de SRABE** » genoemd

#### ***Wordt overeengekomen hetgeen volgt :***

#### **Artikel 1 - Voorwerp**

Bij de onderhavige overeenkomst wordt het precair gebruik beoogd van een perceel van het gemeentelijk terrein dat zich bevindt op de locatie van de dienst Beplantingen, binnen de zone van de kwekerij gelegen te 1080 Brussel, Mettewielaan 15, met het oog op de plaatsing van een bijenkorf met drie bijenkolonies, dit uitsluitend om er een bijenteelactiviteit ten gunste van sociale, educatieve en milieudoelinden uit te oefenen, zonder winststreven.

Het situeringsplan is bij de onderhavige overeenkomst gevoegd.

Binnen een week na de eerste ingebruikneming van de locatie, wordt door de gebruiker een inventaris afgegeven van het door hem gebruikt materiaal aan de Gemeente.

#### **Artikel 2 - Voorwaarden**

De onderhavige overeenkomst wordt toegekend onder de volgende voorwaarden :

- installatie van een bijenkorf met maximaal drie bijenkolonies
- vaststelling van de exacte plek waar de bijenkorf wordt geplaatst.

De Gebruiker dient :

- zich aan te passen aan de algemene context van de locatie.
- zich aan te passen aan de instructies gegeven door de Gemeente. Hij mag geenszins diegenen die er zich ophouden, de gebruikers of de werkzaamheden voor onderhoud of beheer van de locatie hinderen.
- de bijenteeltactiviteit te beheren « als een goede huisvader », volgens de speciale notie die vermeld is in het Burgerlijk wetboek, en zoals geïnterpreteerd door de rechtspraak.
- de bijenteeltactiviteit uit te voeren volgens de voorschriften van de « Gids voor goede bijenteeltpraktijken » van het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen (hierna « FAVV » genoemd).
- de bijenkorf te laten registreren bij het FAVV.
- bijen en koninginnenbijen te gebruiken die geselecteerd zijn voor hun zachtheid.

Er wordt uitdrukkelijk overeengekomen dat deze bezigheid niet, en geenszins, wordt geregeld door de bepalingen inzake handelshuurovereenkomst, huurovereenkomst voor hoofdverblijfplaats of landpachtcontract.

De partijen zien af van het invoeren van eender welke bepaling inzake deponering, huur of lening.

### **Artikel 3 - Naleving van de wetgeving**

De Gebruiker dient de geldende wetteksten te respecteren, met name de ordonnantie van 5 juni 1997 betreffende de Milieuvergunningen van klasse 2, en de ordonnantie van 1 april 2004 tot beperking van het gebruik van pesticiden in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

### **Artikel 4 - Duur**

De onderhavige overeenkomst is geldig voor een periode van drie jaar, die ingaat op de datum van de ondertekening van de onderhavige overeenkomst door de beide partijen.

De overeenkomst kan na de beginperiode evenwel telkens voor een periode van drie jaar worden verlengd. Iedere verlenging van de gebruikperiode moet worden aangevraagd via een aangetekend schrijven, dat aan het College van Burgemeester en Schepenen, Graaf van Vlaanderenstraat 20, 1080 Sint-Jans-Molenbeek wordt gestuurd, dit minstens drie maanden vóór het verstrijken van de eerste termijn van drie jaar of de driejaarlijkse opeenvolgende periode. De Gemeente behoudt zich in het aangetekend schrijven gericht aan de Gebruiker het recht voor om het verzoek om verlenging niet te aanvaarden.

Iedere partij kan op ieder ogenblik de onderhavige overeenkomst beëindigen, mits hij opzegt met inachtneming van een opzeggingstermijn van drie maanden, per aangetekende post.

### **Artikel 5 – Gebruiksmodaliteiten**

De Gebruiker heeft tijdens de dagen waarop de locatie van de Beplantingen geopend of gesloten is, toegang tot de buitenste delen van de locatie van de Beplantingen waar zich de bijenkorf bevindt, zodat hij de bijenkorf kan onderhouden.

De Gebruiker heeft geenszins toegang tot de gebouwen van de dienst Beplantingen.

### **Artikel 6 – Gebruiksrechten**

Het gebruik is gratis.

## **Artikel 7 – Plaatsbeschrijving**

Nadat de onderhavige gebruiksovereenkomst ondertekend is, wordt een gezamenlijk vastgestelde plaatsbeschrijving opgemaakt, die wordt bijgevoegd.

Op het einde van de huur wordt er een plaatsbeschrijving opgesteld, waarbij de voorwaarden dezelfde zijn als voor de plaatsbeschrijving bij aanvang van het contract.

## **Artikel 8 - Onderhoud**

De gebruiker dient de locatie waarop de bijenkorf zich bevindt te onderhouden, conform de richtlijnen verstrekt door de Gemeente, en op een zodanige manier dat hij er altijd verzorgd uitziet. De bomen op het terrein, de hagen en de afsluiting waarmee dit omheind is, worden onderhouden op kosten van, of door de Gemeente.

Eventuele verbeteringswerken aan de installaties kunnen worden uitgevoerd door de Gebruiker, mits een voorafgaand schriftelijk akkoord van de Gemeente.

## **Artikel 9 - Aansprakelijkheid**

Tijdens de hele duur van de overeenkomst, is de Gebruiker ertoe gehouden een verzekering af te sluiten, waarmee zowel de activiteit gedekt is als de goederen en inrichtingen die door hem geïnstalleerd zijn. Hij verklaart bovendien dat hij zonder voorbehoud afziet van ieder verhaal tegen de Gemeente en tegen de SRABE op basis van de contractuele of extracontractuele burgerlijke aansprakelijkheid van het Burgerlijk wetboek voor de materiële schade die uit de activiteit zou kunnen voortvloeien.

De Gebruiker is ertoe gehouden aan de Gemeente, uiterlijk op de dag van het sluiten van de onderhavige overeenkomst, het bewijs te leveren dat hij een verzekering heeft afgesloten waarmee alle risico's gedekt zijn die verband houden met zijn activiteit.

De Gebruiker is als enige aansprakelijk voor alle ongevallen overkomen aan, of schade veroorzaakt aan derden als gevolg van zijn activiteit. De Gemeente en de SRABE wijzen iedere verantwoordelijkheid uit dien hoofde af.

## **Artikel 10 - Controle**

De vertegenwoordigers van de Gemeente kunnen te allen tijde nagaan of de overeenkomst naar behoren wordt uitgevoerd, zonder dat ze de reden hiervoor moeten opgeven, en ze hebben daarvoor vrije toegang tot de locatie.

De gegevens van de Gebruiker, de SRABE en de Gemeente (adres en telefoon) moeten altijd op de gebruikte locatie geafficheerd zijn, met de vermelding « Abeilles, attention risque de piqûres / Bijen, opgelet voor bijensteken ».

## **Artikel 11 - Contact**

Voor alle verzoeken of opmerkingen moet er een schrijven worden gericht aan de volgende adressen :

gegevens van de Gebruiker :

de Heer Arnold Landsheere  
Jean-Baptiste Decockstraat 50, bus 42  
1080 Brussel  
Privé-telefoon : 0479-31 89 49  
E-mail : [honeybeebxl@hotmail.com](mailto:honeybeebxl@hotmail.com)

contactgegevens voor de SRABE :

SRABE  
Bosstraat 365B, bus 19  
1150 Sint-Pieters-Woluwe  
Telefoon : 02-270.98.86  
E-mail : [lerucherfleuri@yahoo.fr](mailto:lerucherfleuri@yahoo.fr)

Contactpersoon van de Gemeente :  
Mevrouw Jeannine Mertens, diensthoofd  
Telefoon : 02-412 12 80  
E-mail : [jmertens@molenbeek.irisnet.be](mailto:jmertens@molenbeek.irisnet.be)

## **Artikel 12 – Afloop en opzegging van de overeenkomst**

Na afloop van de onderhavige overeenkomst dient de Gebruiker het goed in de oorspronkelijke staat terug te bezorgen, conform de plaatsbeschrijving.

Geschiedt zulks niet, dan kan het goed ambtshalve in de oorspronkelijke staat worden hersteld door de Gemeente, voor rekening en risico van de Gebruiker.

Onverminderd het herstel van de schade die er kan uit voortvloeien, leidt iedere overtreding van een van de bepalingen van de onderhavige overeenkomst tot de opzegging van rechtswege, door het verzenden van een aangetekend schrijven aan het adres van de Gebruiker. De SRABE ontvangt een kopie van dit schrijven. Geenszins kan een schadevergoeding worden geëist.

Op eenvoudig verzoek van de Gemeente verbindt de SRABE zich er door de onderhavige overeenkomst toe om, bij opzegging of terugtrekking van de Gebruiker uit de overeenkomst, een nieuwe Gebruiker te zoeken, een gediplomeerde bijhouder, lid van de SRABE, die deze laatste voorstelt aan de Gemeente ter vervanging van de gebruiker.

Om alle risico's als gevolg van onachtzaamheid, of van nalaten de bijenkorf te beheren door de Gebruiker tot een minimum te herleiden, verbindt de SRABE zich door de onderhavige overeenkomst, bij opzegging van de overeenkomst, tot het opnemen van de bijenkorf en bijenkolonies in een van zijn bijenkorven. Desgevallend aanvaardt de Gebruiker om de bijenkorf en -kolonies waarover het in de onderhavige overeenkomst gaat, aan de SRABE te schenken.

## **Artikel 13 – Overdracht en exclusiviteit**

De Gebruiker kan zijn rechten die in de onderhavige overeenkomst opgenomen zijn, niet afstaan, of de plaats laten innemen door een derde, zonder voorafgaande toestemming van de Gemeente.

Opgemaakt te Brussel, in drie exemplaren, op .....

Voor de Gebruiker,

Arnold LANDSHEERE

Voor de Gemeente,

Jacques DE WINNE  
Gemeentesecretaris  
Beplantingen

Voor de SRABE,

Yves ROBERTI      Michel HUBERT  
de bestuurders

Voor de Burgemeester,

Annalisa GADALETA  
Schepen van Biodiversiteit en



**Le point 19 relatif à: Travaux publics - Nouvelle Loi communale article 234 alinéa 3 - Marchés publics - Communication des décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins, est retiré.**

**Punt 19 met betrekking tot: Openbare werken - Nieuwe Gemeentewet artikel 234 alinea 3 - Overheidsopdrachten - Mededeling van de beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen, wordt ingetrokken.**

**20. Objet : Travaux publics - Restaurant Pythagoras sis à l'avenue de Roovere, n°9 - Rénovation et isolation des toitures - Projet.**

Le Conseil communal,

Considérant que les toitures du restaurant Pythagoras situé à l'avenue de Roovere, n°9, sont en très mauvais état ;

Considérant que de part cette vétusté, le restaurant subit de très nombreuses infiltrations d'eau dégradant ainsi la charpente de toiture, les corniches et les faux-plafonds de certains locaux;

Considérant que ces toitures ne sont pas isolées entraînant ainsi des pertes énergétiques très importantes ;

Considérant qu'il y a lieu de procéder à la rénovation et à l'isolation desdites toitures ;

Prend connaissance du projet établi à cet effet par le service des Travaux Publics, ainsi que du cahier spécial des charges et des métrés ;

Considérant que la dépense peut être estimée à € 350.000,00 TVAC (montant arrondi) ;  
Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits à l'art. 9220/724/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2013;

Considérant que ces travaux peuvent être confiés au secteur privé par la voie d'une adjudication publique ;

Vu les art. 14 et 15 de la Loi du 24.12.1993 et les art. 10 à 20 de l'A.R. du 08.01.1996 relatifs aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'art. 3 §1 de l'A.R. du 26.09.1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ;

Vu les art.117 et 234 de la Nouvelle Loi communale ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 13.03.2013 ;

à l'unanimité, décide :

Sous réserve d'approbation du budget communal 2013 par l'autorité de tutelle :

Article 1

d'approuver le projet relatif à la rénovation et à l'isolation des toitures du restaurant Pythagoras situé à l'avenue de Roovere, n°9 ;

Article 2

d'approuver le cahier spécial des charges et les métrés établis à cet effet par le service des Travaux Publics ainsi que la dépense d'approuver la dépense globale estimée à € 350.000,00 TVAC (montant arrondi);

### Article 3

D'engager cette dépense à l'art. 9220/724/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2013 et de la couvrir par fonds d'emprunt ;

### Article 4

de recourir à la procédure de l'adjudication publique.

Expédition de la présente délibération sera transmise, pour approbation, à l'Autorité de tutelle.

## **20. Betreft: Openbare werken - Restaurant Pythagoras gelegen De Rooverelaan n°9 - Renovatie en isolatie van de daken - Ontwerp.**

De Gemeenteraad,

Overwegende dat de daken van het restaurant Pythagoras gelegen De Rooverelaan n°9, zich in een zeer slechte staat bevinden ;

Overwegende dat door deze slechte staat, het restaurant onderhevig is aan verscheidene waterinfiltraties waardoor het dakgebinte, de dakgoten en de valse zolderingen van bepaalde lokalen zwaar beschadigd zijn ;

Overwegende dat deze daken niet geïsoleerd zijn, waardoor een aanzienlijk energieverlies ontstaat ;

Overwegende dat men dient over te gaan tot de renovatie en de isolatie van alle daken ;

Neemt kennis van het ontwerp, als ook van het bestek en de meetstaten hiertoe opgesteld door de dienst Openbare Werken ;

Overwegende dat de uitgave kan geraamd worden ad € 350.000,00 BTW inbegrepen (afgerond bedrag) ;

Overwegende dat het nodige krediet ingeschreven is op art. 9220/724/60 buitengewone begroting van het dienstjaar 2013;

Overwegende dat deze kunnen toevertrouwd worden aan de privé-sector bij openbare aanbesteding ;

Gelet op art. 14 en 15 van de Wet van 24.12.1993 en op art. 10 tot 20 van het K.B. van 08.01.1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

Gelet op art. 3 § 1 van het K.B. van 26.09.1996, tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten;

Gelet op art. 117 en 234 van de Nieuwe Gemeentewet;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen 13.03.2013;

Besluit eenparig:

Onder voorbehoud van de goedkeuring van de begroting 2013 door de Toezichthoudende Overheid :

Artikel 1

over te gaan tot de goedkeuring van het ontwerp m.b.t. de renovatie en de isolatie van het restaurant Pythagoras gelegen De Rooverelaan n°9;

Artikel 2

over te gaan tot de goedkeuring van het bestek en de meetstaten hiertoe opgesteld door de dienst Openbare Werken, alsook van de globale uitgave geraamd ad. € 350.000,00 BTW inbegrepen (afgerond bedrag);

Artikel 3

deze uitgave te boeken op art. 9220/724/60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2013 en ze te dekken met leningsgelden;

Artikel 4

gebruik te maken van de procedure van openbare aanbesteding.

Verzending van de onderhavige beraadslaging zal ter goedkeuring aan de toezichhoudende overheid overgemaakt worden.

**21. Objet : Travaux publics - Construction d'une école néerlandophone - Rue de la Semence - Projet - Imputation budgétaire.**

Le Conseil communal,

Vu sa décision en date du 05.07.2012 décidant e.a.

Article 1

d'approuver le projet relatif à la construction d'une nouvelle école néerlandophone rue de la Semence;

Article 2

d'approuver le cahier spécial des charges, les plans et les métrés établis à cet effet par l'auteur de projet ;

Article 3

d'approuver le projet d'avis de marché établi à cet effet par le service des Travaux Publics ;

Article 4

d'approuver la dépense globale estimée à 8.000.000,00 EUR TVAC (montant arrondi) ;

Article 5

d'engager cette dépense à l'art. 7220/722/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2012 et de la couvrir par d'éventuels subsides octroyés par l' « Agentschap voor infrastructuur in het Onderwijs » et le solde par fonds d'emprunt ;

Article 6

de recourir à la procédure de l'adjudication publique avec publicité européenne ;

Vu le courrier de l'autorité de Tutelle approuvant le dossier en date du 17.09.2012 ;

Considérant par conséquent que toutes les conditions sont réunies pour procéder à l'attribution du marché ;

Considérant que les crédits réservés en 2012 lors de l'approbation du projet par le Conseil communal n'ont jamais été engagés faute d'attribution des travaux lors du même exercice budgétaire et que par conséquent ceux-ci n'existent plus ;

Considérant que les crédits nécessaires, à savoir 8.000.000,00 EUR TVA comprise (montant arrondi), ont été prévus à l'art. 7220/722/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2013 ;

Vu l'art. 117 de la Nouvelle Loi communale ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 13.03.2013 ;

à l'unanimité, décide :

Sous réserve d'approbation du budget communal 2013 par l'Autorité de tutelle:

Article 1

de maintenir sa décision en date du 05.07.2012 ;

Article 2

D'engager la dépense d'un montant de 8.000.000,00 EUR TVA comprise (montant arrondi) à l'art. 7220/722/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2013 et de la couvrir par d'éventuels subsides octroyés par l' « Agentschap voor infrastructuur in het Onderwijs » et le solde par fonds d'emprunt.

**21. Betreft: Openbare werken - Constructie van een nieuwe Nederlandstalige school gelegen Zaadstraat - Ontwerp - Begrotingsaanrekening.**

De Gemeenteraad,

Gelet op zijn beraadslaging d.d. 05.07.2012 waarbij o.a. besloten werd :

Artikel 1

het ontwerp betreffende het bouwen van een nieuwe Nederlandstalige school Zaadstraat, goed te keuren ;

Artikel 2

het bestek, de meetstaten en de plannen hiertoe opgesteld door de ontwerper goed te keuren;

Artikel 3

het ontwerp van aankondiging van opdracht , hiertoe opgesteld door de dienst Openbare Werken goed te keuren;

Artikel 4

de globale uitgave geraamd ad.8.000.000,00 EUR BTW inbegrepen goed te keuren ;

Artikel 5

deze uitgave aan te rekenen op art. 7220/722/60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2012 en ze te dekken met de eventuele subsidies toegekend door het "Agentschap voor infrastructuur in het onderwijs" en het saldo met leningsgelden;

Gelet op de brief d.d. 17.09.2012 van de Toezichthoudende Overheid waarbij het dossier goedgekeurd wordt ;

Overwegende dat bijgevolg alle voorwaarden vervuld zijn om over te gaan tot de gunning van de opdracht;

Overwegende dat de kredieten voorzien in 2012, bij de goedkeuring van het ontwerp door de Gemeenteraad, nooit aangewend werden bij gebrek van gunning van de werken tijdens hetzelfde begrotingsdienstjaar en dat deze bijgevolg niet meer bestaan ;

Overwegende dat het nodige krediet, te weten 8.000.000,00 EUR BTW incl. (afgerond bedrag), voorzien werd op art. 7220/722/60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2013 ;

Gelet op art. 117 van de Nieuwe Gemeentewet ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen d. d. 13.03.2013 ;

Besluit eenparig:

Onder voorbehoud van de goedkeuring van de begroting 2013 door de Toezichthoudende Overheid :

Artikel 1

zijn beslissing d.d. 05.07.2012 in stand te houden ;

Artikel 2

de uitgave ad. 8.000.000,00 EUR BTW incl. (afgerond bedrag) te boeken op art 7220/722/60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2013 en ze te dekken met de eventuele subsidies toegekend door het "Agentschap voor infrastructuur in het onderwijs" en het saldo met leningsgelden.

Verzending van de onderhavige beraadslaging zal aan de toezichthoudende overheid overgemaakt worden.

***Le point 22 ayant trait à: Travaux publics - Fourniture et placement de stores (Phase III) dans des écoles communales, une crèche et certains services communaux - Projet - Imputation budgétaire, est retiré.***

***Punt 22 met betrekking tot: Openbare werken - Leveren en plaatsen van stores (Fase III) in verschillende gemeentescholen, een kribbe en in bepaalde diensten - Ontwerp - Begrotingsaanrekening, wordt ingetrokken.***

***23. Objet : Travaux publics - PTI 2010-2012 - Projet n°03 Marché de travaux: réaménagement complet des rues Jean-Baptiste Janssen et De Rudder - Projet - Imputation budgétaire.***

Le Conseil communal,

Vu sa décision en date du 20.09.2012 décidant e.a.

Article 1.

d'approuver le projet relatif au réaménagement complet des rues Jean-Baptiste Janssen, de Rudder (projet n°03) dans le cadre du plan triennal 2010-2012, le cahier spécial des charges, les plans et les métrés établis par l'auteur de projet;

Article 2.

d'approuver la dépense globale estimée à 900.000,00 EUR TVAC;

Article 3.

d'engager cette dépense à l'art. 4210/731/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2012 et de la couvrir par les subsides octroyés dans le cadre du plan triennal 2010-2012 et le solde par fonds d'emprunt ;

Article 4

de solliciter, dans le cadre du plan triennal 2010-2012, l'octroi du subside réservé au réaménagement complet des rues Jean-Baptiste Janssen, de Rudder (projet n°03);

Article 5

de notifier à l'autorité subsidiaire :

- qu'aucune aliénation ou modification de l'affectation du bien pendant une période de vingt ans à dater de la date d'octroi du subside, ne se fera sans en avertir au préalable l'autorité subsidiaire ;
- que pour l'entretien des rues Jean-Baptiste Janssen, de Rudder (Projet n° 03) un montant sera prévu à l'art. budgétaire 4210/731/60 des années 2013, 2014, 2015, 2016, 2017 à savoir respectivement : 4.000,00 EUR, 5.000,00 EUR, 6.000,00 EUR, 7.000,00 EUR, 8.000,00 EUR ;

Article 6

de recourir à la procédure de l'adjudication publique.

Vu le courrier de l'autorité de Tutelle approuvant le dossier en date du 11.12.2012 ;

Considérant par conséquent que toutes les conditions sont réunies pour procéder à la publication de l'avis de marché au Bulletin des Adjudications ;

Considérant que les crédits réservés en 2012 lors de l'approbation du projet par le Conseil communal n'ont jamais été engagés faute d'attribution des travaux lors du même exercice budgétaire et que par conséquent ceux-ci n'existent plus ;

Considérant que les crédits nécessaires, à savoir 900.000,00 EUR TVA comprise, ont été prévus à l'art. 4210/731/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2013 ;

Vu l'art. 117 de la Nouvelle Loi communale ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 13.03.2013 ;

à l'unanimité, décide :

Sous réserve d'approbation du budget communal 2013 par l'Autorité de tutelle:

Article 1

de maintenir sa décision en date du 20.09.2012 ;

Article 2

D'engager la dépense d'un montant de 900.000,00 EUR TVA comprise à l'art. 4210/731/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2013 et de la couvrir par les subsides octroyés dans le cadre du plan triennal 2010-2012 et le solde par fonds d'emprunt ;

Expédition de la présente délibération sera transmise à l'Autorité de tutelle.

**23. Betreft: Openbare werken - DIP 2010-2012 - Project nr. 3 - Opdracht van werken: heraanleg van de Jean-Baptiste Janssen- en de de Rudderstraat - Ontwerp - Begrotingsaanrekening.**

De Gemeenteraad,

Gelet op zijn beraadslaging d.d. 20.09.2012 waarbij o.a. besloten werd :

Artikel 1.

het ontwerp betreffende de volledige renovatie van de wegenissen van de Jean-Baptiste Janssen-, en de Rudderstraat (ontwerp nr 03) in het kader van het driejarenplan 2010–2012, alsook het bestek, de plannen en de meetstaten hiertoe opgesteld door de ontwerper goed te keuren;

Artikel 2.

de globale uitgave geraamd ad. 900.000,00 EUR BTW inbegrepen goed te keuren ;

Artikel 3.

deze uitgave aan te reken op art. 4210/731/60 van de buitengewone betroting van het dienstjaar 2012 en ze te dekken met subsidies toegekend in het kader van het driejarenplan 2010-2012 en het saldo met leningsgelden ;

Artikel 4.

in het kader het driejarenplan 2010-2012, de toekenning aan te vragen van de subsidies voorbehouden voor de volledige renovatie van de Jean-Baptiste Janssen-, en de Rudderstraat (ontwerp nr 03);

Artikel 5.

de Subsiërende Overheid ter kennis te stellen van :

- dat geen enkele vervreemding of verandering van bestemming van de goederen waarvoor subsidies toegekend werden, binnen de twintig jaar, zal gebeuren zonder er eerst de Subsiërende Overheid van op de hoogte te brengen ;

- dat voor het onderhoud van de Jean-Baptiste Janssen-, en de Rudderstraat (ontwerp nr. 03) een bedrag zal voorzien worden op art. 4210/731/60 van de jaren 2013, 2014, 2015, 2016, 2017 hetzij respectievelijk : 4.000,00 EUR, 5.000,00 EUR, 6000,00 EUR, 7.000,00 EUR, 8.000,00 EUR ;

Artikel 6.

gebruik te maken van de openbare aanbesteding.

Gelet op de brief d.d. 11.12.2012 van de Toezichthoudende Overheid waarbij het dossier goedgekeurd wordt ;

Overwegende dat bijgevolg alle voorwaarden vervuld zijn opdat het dossier in openbare aanbesteding kan worden gebracht door een publicatie van een aankondiging van opdracht in het Bulletin der Aanbestedingen ;

Overwegende dat de kredieten voorzien in 2012, bij de goedkeuring van het ontwerp door de Gemeenteraad, nooit aangewend werden bij gebrek van gunning van de werken tijdens hetzelfde begrotingsdienstjaar en dat deze bijgevolg niet meer bestaan ;

Overwegende dat het nodige krediet, te weten 900.000,00 EUR BTW incl., voorzien werd op art. 4210/731/60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2013 ;

Gelet op art. 117 van de Nieuwe Gemeentewet ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen d. d. 13.03.2013 ;

Besluit eenparig:

Onder voorbehoud van de goedkeuring van de begroting 2013 door de Toezichthoudende Overheid :

Artikel 1

zijn beslissing d.d. 20.09.2012 in stand te houden ;

Artikel 2

de uitgave ad. 900.000,00 EUR BTW incl. te boeken op art. 4210/731/60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2013 en ze te dekken met subsidies toegekend in het kader van het driejarenplan 2010-2012 en het saldo met leningsgelden .

Verzending van de onderhavige beraadslaging zal aan de toezichthoudende overheid overgemaakt worden.

**24. *Objet : Travaux publics - PTI 2010-2012 - Projet n°05 Marché de travaux: réaménagement complet de la rue Isidore Teirlinck - Projet - Imputation budgétaire.***

Le Conseil communal,

Vu sa décision en date du 20.09.2012 décidant e.a.:

Article 1.

d'approuver le projet relatif au réaménagement complet de la rue Isidore Teirlinck (projet n°5) dans le cadre du plan triennal 2010-2012, le cahier spécial des charges, les plans et les métrés établis par l'auteur de projet;

Article 2.

d'approuver la dépense globale estimée à 900.000,00 EUR TVAC;

Article 3.

d'engager cette dépense à l'art. 4210/731/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2012 et de la couvrir par les subsides octroyés dans le cadre du plan triennal 2010-2012 et le solde par fonds d'emprunt ;

Article 4.

de solliciter, dans le cadre du plan triennal 2010-2012, l'octroi du subside réservé au réaménagement complet de la rue Isidore Teirlinck (projet n°5) ;

Article 5.

de notifier à l'autorité subsidiaire :

- qu'aucune aliénation ou modification de l'affectation du bien pendant une période de vingt ans à dater de la date d'octroi du subside, ne se fera sans en avertir au préalable l'autorité subsidiaire ;
- que pour l'entretien de la rue Isidore Teirlinck (Projet n° 05) un montant sera prévu à l'art. budgétaire 4210/731/60 des années 2013, 2014, 2015, 2016, 2017 à savoir respectivement :  
4.000,00 EUR, 5.000,00 EUR, 6.000,00 EUR, 7.000,00 EUR, 8.000,00 EUR ;

Article 6.

de recourir à la procédure de l'adjudication publique.

Vu le courrier de l'autorité de Tutelle approuvant le dossier en date du 11.12.2012 ;

Considérant par conséquent que toutes les conditions sont réunies pour procéder à la publication de l'avis de marché au Bulletin des Adjudications ;

Considérant que les crédits réservés en 2012 lors de l'approbation du projet par le Conseil communal n'ont jamais été engagés faute d'attribution des travaux lors du même exercice budgétaire et que par conséquent ceux-ci n'existent plus ;

Considérant que les crédits nécessaires, à savoir 900.000,00 EUR TVA comprise, ont été prévus à l'art. 4210/731/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2013 ;

Vu l'art. 117 de la Nouvelle Loi communale ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 13.03.2013 ;

à l'unanimité, décide :

Sous réserve d'approbation du budget communal 2013 par l'Autorité de tutelle:

Article 1

de maintenir sa décision en date du 20.09.2012 ;

Article 2

D'engager la dépense d'un montant de 900.000,00 EUR TVA comprise à l'art. 4210/731/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2013 et de la couvrir par les subsides octroyés dans le cadre du plan triennal 2010-2012 et le solde par fonds d'emprunt ;

Expédition de la présente délibération sera transmise à l'Autorité de tutelle.

**24. Betreft: Openbare werken - DIP 2010-2012 - Ontwerp nr. 5 - Opdracht van werken: Volledige heraanleg van de Isidore Teirlinckstraat - Ontwerp - Begrotingsaanrekening.**

De Gemeenteraad,

Gelet op zijn beraadslaging d.d. 20.09.2012 waarbij o.a. besloten werd :

artikel 1.

het ontwerp betreffende de volledige renovatie van de Isidore Teirlinckstraat (ontwerp nr 5) in het kader van het driejarenplan 2010 - 2012, alsook het bestek, de plannen en de meetstaten hiertoe opgesteld door de ontwerper goed te keuren;

artikel 2.



de globale uitgave geraamd ad. 900.000,00 EUR BTW inbegrepen goed te keuren ;

artikel 3.

deze uitgave aan te reken op art. 4210/731/60 van de buitengewone betroting van het dienstjaar 2012 en ze te dekken met subsidies toegekend in het kader van het driejarenplan 2010-2012 en het saldo met leningsgelden ;

artikel 4.

in het kader het driejarenplan 2010-2012, de toekenning aan te vragen van de subsidies voorbehouden voor volledige renovatie van de Isidore Teirlinckstraat (ontwerp nr 05);

artikel 5.

de Subsidiërende Overheid ter kennis te stellen van :

- dat geen enkele vervreemding of verandering van bestemming van de goederen waarvoor subsidies toegekend werden, binnen de twintig jaar, zal gebeuren zonder er eerst de Subsidiërende Overheid van op de hoogte te brengen ;
- dat voor het onderhoud van de Isidore Teirlinckstraat (ontwerp nr. 05) een bedrag zal voorzien worden op art. 4210/731/60 van de jaren 2013, 2014, 2015, 2016, 2017 hetzij respectievelijk : 4.000,00 EUR, 5.000,00 EUR, 6.000,00 EUR, 7.000,00 EUR, 8.000,00 EUR ;

artikel 6.

gebruik te maken van de openbare aanbesteding.

Gelet op de brief d.d. 11.12.2012 van de Toezichthoudende Overheid waarbij het dossier goedgekeurd wordt ;

Overwegende dat bijgevolg alle voorwaarden vervuld zijn opdat het dossier in openbare aanbesteding kan worden gebracht door een publicatie van een aankondiging van opdracht in het Bulletin der Aanbestedingen ;

Overwegende dat de kredieten voorzien in 2012, bij de goedkeuring van het ontwerp door de Gemeenteraad, nooit aangewend werden bij gebrek van gunning van de werken tijdens hetzelfde begrotingsdienstjaar en dat deze bijgevolg niet meer bestaan ;

Overwegende dat het nodige krediet, te weten 900.000,00 EUR BTW incl., voorzien werd op art. 4210/731/60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2013 ;

Gelet op art. 117 van de Nieuwe Gemeentewet ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen d. d. 13.03.2013 ;

Besluit eenparig:

Onder voorbehoud van de goedkeuring van de begroting 2013 door de Toezichthoudende Overheid :

Artikel 1

zijn beslissing d.d. 20.09.2012 in stand te houden ;

Artikel 2

de uitgave ad. 900.000,00 EUR BTW incl. te boeken op art. 4210/731/60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2013 en ze te dekken met subsidies toegekend in het kader van het driejarenplan 2010-2012 en het saldo met leningsgelden.

Verzending van de onderhavige beraadslaging zal aan de toezichthoudende overheid overgemaakt worden.

**25. Objet : Travaux publics - PTI 2010-2012 - Projet n°06 - Marché de travaux: réaménagement complet de la rue François Mus - Projet - Imputation budgétaire.**

Le Conseil communal,

Vu sa décision en date du 20.09.2012 décidant e.a.:

Article 1.

d'approuver le projet relatif au réaménagement complet de la rue François Mus (projet n°6) dans le cadre du plan triennal 2010-2012, le cahier spécial des charges, les plans et les métrés établis par l'auteur de projet;

Article 2.

d'approuver la dépense globale estimée à 280.000,00 EUR TVAC;

Article 3.

d'engager cette dépense à l'art. 4210/731/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2012 et de la couvrir par les subsides octroyés dans le cadre du plan triennal 2010-2012 et le solde par fonds d'emprunt ;

Article 4.

de solliciter, dans le cadre du plan triennal 2010-2012, l'octroi du subside réservé au réaménagement complet de la rue François Mus (entre le boulevard Léopold II et la rue Piers) (projet n°6);

Article 5.

de notifier à l'autorité subsidiaire :

- qu'aucune aliénation ou modification de l'affectation du bien pendant une période de vingt ans à dater de la date d'octroi du subside, ne se fera sans en avertir au préalable l'autorité subsidiaire ;
- que pour l'entretien de la rue François Mus (Projet n° 06) un montant sera prévu à l'art. budgétaire 4210/731/60 des années 2013, 2014, 2015, 2016, 2017 à savoir respectivement :  
1.500,00 EUR, 2.000,00 EUR, 2.500,00 EUR, 3.000,00 EUR, 3.500,00 EUR ;

Article 6.

de recourir à la procédure de l'adjudication publique.

Vu le courrier de l'autorité de Tutelle approuvant le dossier en date du 11.12.2012 ;

Considérant par conséquent que toutes les conditions sont réunies pour procéder à la publication de l'avis de marché au Bulletin des Adjudications ;

Considérant que les crédits réservés en 2012 lors de l'approbation du projet par le Conseil communal n'ont jamais été engagés faute d'attribution des travaux lors du même exercice budgétaire et que par conséquent ceux-ci n'existent plus ;

Considérant que les crédits nécessaires, à savoir 280.000,00 EUR TVA comprise, ont été prévus à l'art. 4210/731/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2013 ;

Vu l'art. 117 de la Nouvelle Loi communale ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 13.03.2013 ;

à l'unanimité, décide :

Sous réserve d'approbation du budget communal 2013 par l'Autorité de tutelle:

Article 1

de maintenir sa décision en date du 20.09.2012 ;

## Article 2

D'engager la dépense d'un montant de 280.000,00 EUR TVA comprise à l'art. 4210/731/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2013 et de la couvrir par les subsides octroyés dans le cadre du plan triennal 2010-2012 et le solde par fonds d'emprunt ;

Expédition de la présente délibération sera transmise à l'Autorité de tutelle.

## **25. Betreft: Openbare werken - DIP 2010-2012 - Project nr. 06 - Opdracht van werken: volledige heraanleg van de François Mus- Ontwerp - Begrotingsaanrekening.**

De Gemeenteraad,

Gelet op zijn beraadslaging d.d. 20.09.2012 waarbij o.a. besloten werd :

### artikel 1.

het ontwerp betreffende de volledige renovatie van de wegenissen van de François Musstraat (ontwerp nr 06 ) in het kader van het driejarenplan 2010 – 2012, alsook het bestek, de plannen en de meetstaten hiertoe opgesteld door de ontwerper goed te keuren;

### artikel 2.

de globale uitgave geraamd ad. 280.000,00 EUR BTW inbegrepen goed te keuren ;

### artikel 3.

deze uitgave aan te reken op art. 4210/731/60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2012 en ze te dekken met subsidies toegekend in het kader van het driejarenplan 2010-2012 en het saldo met leningsgelden ;

### artikel 4.

in het kader het driejarenplan 2010-2012, de toekenning aan te vragen van de subsidies voorbehouden voor volledige renovatie van de wegenissen van de François Musstraat (ontwerp nr 06);

### artikel 5.

de Subsidiërende Overheid ter kennis te stellen van :

- dat geen enkele vervreemding of verandering van bestemming van de goederen waarvoor subsidies toegekend werden, binnen de twintig jaar, zal gebeuren zonder er eerst de Subsidiërende Overheid van op de hoogte te brengen ;
- dat voor het onderhoud van de François Musstraat (ontwerp nr. 06) een bedrag zal voorzien worden op art. 4210/731/60 van de jaren 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, hetzij respectievelijk : 1.500,00 EUR, 2.000,00 EUR, 2.500,00 EUR, 3.000,00 EUR, 3.500,00 EUR ;

### artikel 6.

gebruik te maken van de openbare aanbesteding.

Gelet op de brief d.d. 11.12.2012 van de Toezichthoudende Overheid waarbij het dossier goedgekeurd wordt ;

Overwegende dat bijgevolg alle voorwaarden vervuld zijn opdat het dossier in openbare aanbesteding kan worden gebracht door een publicatie van een aankondiging van opdracht in het Bulletin der Aanbestedingen ;

Overwegende dat de kredieten voorzien in 2012, bij de goedkeuring van het ontwerp door de Gemeenteraad, nooit aangewend werden bij gebrek van gunning van de werken tijdens hetzelfde begrotingsdienstjaar en dat deze bijgevolg niet meer bestaan ;

Overwegende dat het nodige krediet, te weten 280.000,00 EUR BTW incl., voorzien werd op art. 4210/731/60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2013 ;

Gelet op art. 117 van de Nieuwe Gemeentewet ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen d. d. 13.03.2013 ;

Besluit eenparig:

Onder voorbehoud van de goedkeuring van de begroting 2013 door de Toezichthoudende Overheid :

Artikel 1

zijn beslissing d.d. 20.09.2012 in stand te houden ;

Artikel 2

de uitgave ad. 280.000,00 EUR BTW incl. te boeken op art 4210/731/60 van de buitengewone betroting van het dienstjaar 2013 en ze te dekken met subsidies toegekend in het kader van het driejarenplan 2010-2012 en het saldo met leningsgelden.

Verzending van de onderhavige beraadslaging zal aan de toezichthoudende overheid overgemaakt worden.

**26. Objet : Travaux publics - PTI 2010-2012 - Projet n° 07 - Marché de travaux: Réaménagement de voiries de la rue Mommaerts (entre le boulevard Léopold II et la rue Piers) - Projet - Imputation budgétaire.**

Le Conseil communal,

Vu sa décision en date du 20.09.2012 décidant e.a.:

Article 1.

d'approuver le projet relatif au réaménagement complet de la rue Mommaerts (entre le boulevard Léopold II et la rue Piers) (projet n°07) dans le cadre du plan triennal 2010-2012, le cahier spécial des charges, les plans et les métrés établis par l'auteur de projet;

Article 2.

d'approuver la dépense globale estimée à 220.000,00 EUR TVAC;

Article 3.

d'engager cette dépense à l'art. 4210/731/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2012 et de la couvrir par les subsides octroyés dans le cadre du plan triennal 2010-2012 et le solde par fonds d'emprunt ;

Article 4.

de solliciter, dans le cadre du plan triennal 2010-2012, l'octroi du subside réservé au réaménagement complet de la rue Mommaerts (entre le boulevard Léopold II et la rue Piers) (projet n°07);

Article 5.

de notifier à l'autorité subsidiaire :

- qu'aucune aliénation ou modification de l'affectation du bien pendant une période de vingt ans à dater de la date d'octroi du subside, ne se fera sans en avertir au préalable l'autorité subsidiaire ;
- que pour l'entretien de la rue Mommaerts (entre le boulevard Léopold II et la rue Piers) (Projet n°07) - un montant sera prévu à l'art. budgétaire 4210/731/60 des années 2013, 2014, 2015, 2016, 2017 à savoir respectivement : 1.500,00 EUR, 2.000,00 EUR, 2.500,00 EUR, 3.000,00 EUR, 3.500,00 EUR ;

Article 6.

de recourir à la procédure de l'adjudication publique.

Vu le courrier de l'autorité de Tutelle approuvant le dossier en date du 11.12.2012 ;

Considérant par conséquent que toutes les conditions sont réunies pour procéder à la publication de l'avis de marché au Bulletin des Adjudications ;

Considérant que les crédits réservés en 2012 lors de l'approbation du projet par le Conseil communal n'ont jamais été engagés faute d'attribution des travaux lors du même exercice budgétaire et que par conséquent ceux-ci n'existent plus ;

Considérant que les crédits nécessaires, à savoir 220.000,00 EUR TVA comprise, ont été prévus à l'art. 4210/731/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2013 ;

Vu l'art. 117 de la Nouvelle Loi communale ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 13.03.2013 ;

à l'unanimité, décide :

Sous réserve d'approbation du budget communal 2013 par l'Autorité de tutelle:

Article 1

de maintenir sa décision en date du 20.09.2012 ;

Article 2

D'engager la dépense d'un montant de 220.000,00 EUR TVA comprise à l'art. 4210/731/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2013 et de la couvrir par les subsides octroyés dans le cadre du plan triennal 2010-2012 et le solde par fonds d'emprunt ;

Expédition de la présente délibération sera transmise à l'Autorité de tutelle.

**26. Betreft: Openbare werken - DIP 2010-2012 - Project nr. 7 - Opdracht van werken : Volledige heraanleg van de Mommaertsstraat (tussen de Leopold II laan en de Pierstraat) - Ontwerp - Begrotingsaanrekening.**

De Gemeenteraad,

Gelet op zijn beraadslaging d.d. 20.09.2012 waarbij o.a. besloten werd :

artikel 1.

het ontwerp betreffende de volledige renovatie van de wegenissen van de Mommaertsstraat (tussen de Leopold II laan en de Pierstraat) (ontwerp nr 07) in het kader van het driejarenplan 2010 – 2012, alsook het bestek, de plannen en de meetstaten hiertoe opgesteld door de ontwerper goed te keuren;

artikel 2.

de globale uitgave geraamd ad. 220.000,00 EUR BTW inbegrepen goed te keuren ;

artikel 3.

deze uitgave aan te reken op art. 4210/731/60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2012 en ze te dekken met subsidies toegekend in het kader van het driejarenplan 2010-2012 en het saldo met leningsgelden ;

artikel 4.

in het kader het driejarenplan 2010-2012, de toekenning aan te vragen van de subsidies voorbehouden voor volledige renovatie van de wegenissen van de Mommaertsstraat (tussen de Leopold II laan en de Pierstraat) (ontwerp nr. 07);

artikel 5.

de Subsidiërende Overheid ter kennis te stellen van :

- dat geen enkele vervreemding of verandering van bestemming van de goederen waarvoor subsidies toegekend werden, binnen de twintig jaar, zal gebeuren zonder er eerst de Subsidiërende Overheid van op de hoogte te brengen ;
- dat voor het onderhoud van de Mommaertsstraat (tussen de Leopold II laan en de Pierstraat) (ontwerp nr. 07) een bedrag zal voorzien worden op art. 4210/731/60 van de jaren 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, hetzij respectievelijk : 1.500,00 EUR, 2.000,00 EUR, 2.500,00 EUR, 3.000,00 EUR, 3.500,00 EUR ;

artikel 6.

gebruik te maken van de openbare aanbesteding.

Gelet op de brief d.d. 11.12.2012 van de Toezichthoudende Overheid waarbij het dossier goedgekeurd wordt ;

Overwegende dat bijgevolg alle voorwaarden vervuld zijn opdat het dossier in openbare aanbesteding kan worden gebracht door een publicatie van een aankondiging van opdracht in het Bulletin der Aanbestedingen ;

Overwegende dat de kredieten voorzien in 2012, bij de goedkeuring van het ontwerp door de Gemeenteraad, nooit aangewend werden bij gebrek van gunning van de werken tijdens hetzelfde begrotingsdienstjaar en dat deze bijgevolg niet meer bestaan ;

Overwegende dat het nodige krediet, te weten 220.000,00 EUR BTW incl., voorzien werd op art. 4210/731/60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2013 ;

Gelet op art. 117 van de Nieuwe Gemeentewet ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen d. d. 13.03.2013 ;

Besluit eenparig

Onder voorbehoud van de goedkeuring van de begroting 2013 door de Toezichthoudende Overheid :

Artikel 1

zijn beslissing d.d. 20.09.2012 in stand te houden ;

Artikel 2

de uitgave ad. 220.000,00 EUR BTW incl. te boeken op art 4210/731/60 van de buitengewone betroting van het dienstjaar 2013 en ze te dekken met subsidies toegekend in het kader van het driejarenplan 2010-2012 en het saldo met leningsgelden .

Verzending van de onderhavige beraadslaging zal aan de toezichthoudende overheid overgemaakt worden.

**27. Objet : Travaux publics - PTI 2010-2012 - Projet n°04 Marché de travaux: réaménagement complet de la rue Euterpe - Projet - Imputation budgétaire.**

Le Conseil communal,

Vu sa décision en date du 20.09.2012 décidant e.a.:

Article 1

d'approuver le projet relatif au réaménagement complet de la rue d'Euterpe (projet n°4) dans le cadre du plan triennal 2010-2012, le cahier spécial des charges, les plans et les métrés établis par l'auteur de projet;

Article 2

d'approuver la dépense globale estimée à 400.000,00 EUR TVAC;

Article 3

d'engager cette dépense à l'art. 4210/731/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2012 et de la couvrir par les subsides octroyés dans le cadre du plan triennal 2010-2012 et le solde par fonds d'emprunt ;

Article 4

de solliciter, dans le cadre du plan triennal 2010-2012, l'octroi du subside réservé au réaménagement complet des rues Jean-Baptiste Janssen, de Rudder et Euterpe (projet n°4);

#### Article 5

de notifier à l'autorité subsidiante :

- qu'aucune aliénation ou modification de l'affectation du bien pendant une période de vingt ans à dater de la date d'octroi du subsidie, ne se fera sans en avertir au préalable l'autorité subsidiante ;
- que pour l'entretien de la rue d' Euterpe (Projet n°04) un montant sera prévu à l'art. budgétaire 4210/731/60 des années 2013, 2014, 2015, 2016, 2017 à savoir respectivement : 2.000,00 EUR, 2.500,00 EUR, 3.000,00 EUR, 3.500,00 EUR, 4.000,00 EUR ;

#### Article 6

de recourir à la procédure de l'adjudication publique.

Vu le courrier de l'autorité de Tutelle approuvant le dossier en date du 11.12.2012 ;

Considérant par conséquent que toutes les conditions sont réunies pour procéder à la publication de l'avis de marché au Bulletin des Adjudications ;

Considérant que les crédits réservés en 2012 lors de l'approbation du projet par le Conseil communal n'ont jamais été engagés faute d'attribution des travaux lors du même exercice budgétaire et que par conséquent ceux-ci n'existent plus ;

Considérant que les crédits nécessaires, à savoir 400.000,00 EUR TVA comprise, ont été prévus à l'art. 4210/731/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2013 ;

Vu l'art. 117 de la Nouvelle Loi communale ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 13.03.2013 ;

à l'unanimité, décide :

Sous réserve d'approbation du budget communal 2013 par l'Autorité de tutelle:

#### Article 1

de maintenir sa décision en date du 20.09.2012 ;

#### Article 2

D'engager la dépense d'un montant de 400.000,00 EUR TVA comprise à l'art. 4210/731/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2013 et de la couvrir par les subsides octroyés dans le cadre du plan triennal 2010-2012 et le solde par fonds d'emprunt ;

Expédition de la présente délibération sera transmise à l'Autorité de tutelle.

**27. Betreft: Openbare werken - DIP 2010-2012 - Project nr. 4 - Opdracht van werken: volledige heraanleg van de Euterpestraat- Ontwerp - Begrotingsaanrekening.**

De Gemeenteraad,

Gelet op zijn beraadslaging d.d. 20.09.2012 waarbij o.a. besloten werd :

#### Artikel 1.

het ontwerp betreffende de volledige renovatie van de wegenissen van de Euterpestraat (ontwerp n°4) in het kader van het driejarenplan 2010 – 2012, alsook het bestek, de plannen en de meetstaten hiertoe opgesteld door de ontwerper goed te keuren;

#### Artikel 2.

de globale uitgave geraamd ad. 400.000,00 EUR BTW inbegrepen goed te keuren ;

Artikel 3.

deze uitgave aan te reken op art. 4210/731/60 van de buitengewone betroting van het dienstjaar 2012 en ze te dekken met subsidies toegekend in het kader van het driejarenplan 2010-2012 en het saldo met leningsgelden ;

Artikel 4.

in het kader het driejarenplan 2010-2012, de toekenning aan te vragen van de subsidies voorbehouden voor de volledige renovatie van de wegenissen van Euterpestraat (ontwerp n°4);

Artikel 5.

de Subsidiërende Overheid ter kennis te stellen van :

- dat geen enkele vervreemding of verandering van bestemming van de goederen waarvoor subsidies toegekend werden, binnen de twintig jaar, zal gebeuren zonder er eerst de Subsidiërende Overheid van op de hoogte te brengen ;
- dat voor het onderhoud van de Euterpestraat (ontwerp nr. 04) een bedrag zal voorzien worden op art. 4210/731/60 van de jaren 2013, 2014, 2015, 2016, 2017; hetzij respectievelijk : 2.000,00 EUR, 2.500,00 EUR, 3.000,00 EUR, 3.500,00 EUR, 4.000,00 EUR;

Artikel 6.

gebruik te maken van de openbare aanbesteding.

Gelet op de brief d.d. 11.12.2012 van de Toezichthoudende Overheid waarbij het dossier goedgekeurd wordt ;

Overwegende dat bijgevolg alle voorwaarden vervuld zijn opdat het dossier in openbare aanbesteding kan worden gebracht door een publicatie van een aankondiging van opdracht in het Bulletin der Aanbestedingen ;

Overwegende dat de kredieten voorzien in 2012, bij de goedkeuring van het ontwerp door de Gemeenteraad, nooit aangewend werden bij gebrek van gunning van de werken tijdens hetzelfde begrotingsdienstjaar en dat deze bijgevolg niet meer bestaan ;

Overwegende dat het nodige krediet, te weten 400.000,00 EUR BTW incl., voorzien werd op art. 4210/731/60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2013 ;

Gelet op art. 117 van de Nieuwe Gemeentewet ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen d. d. 13.03.2013 ;

Besluit eenparig:

Onder voorbehoud van de goedkeuring van de begroting 2013 door de Toezichthoudende Overheid :

Artikel 1

zijn beslissing d.d. 20.09.2012 in stand te houden ;

Artikel 2

de uitgave ad. 400.000,00 EUR BTW incl. te boeken op art 4210/731/60 van de buitengewone betroting van het dienstjaar 2013 en ze te dekken met subsidies toegekend in het kader van het driejarenplan 2010-2012 en het saldo met leningsgelden .

Verzending van de onderhavige beraadslaging zal aan de toezichthoudende overheid overgemaakt worden.



**28. Objet : Travaux publics - PTI 2010-2012 - Dotation triennale de développement - Amélioration de la sécurité urbaine - Aménagement extérieur public jouxtant la construction d'une nouvelle école néerlandophone - Projet - Imputation budgétaire.**

Le Conseil communal,

Vu sa décision en date du 25.10.2012 décidant e.a.

Article 1

d'approuver le projet relatif à l'aménagement extérieur relatif aux abords de la construction de la nouvelle école rue de la semence ;

Article 2

d'approuver le cahier spécial des charges, les plans et les métrés établis à cet effet par l'auteur de projet ;

Article 3

d'approuver le projet d'avis de marché établi à cet effet par le service des Travaux Publics ;

Article 4

d'approuver la dépense globale estimée à 453.450,00 EUR TVAC (montant arrondi) ;

Article 5

d'engager cette dépense à l'art. 7220/722/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2012 et de la couvrir par des subsides octroyés dans le cadre du plan triennal 2010 -2012 – « travaux ayant pour objet de contribuer à l'amélioration de la sécurité urbaine » et le solde par fonds d'emprunt;

Article 6

de solliciter, dans le cadre du plan triennal 2010-2011-2012, l'accord de principe d'octroi de subside réservé au projet n°14 : l'aménagement extérieur relatif aux abords de la construction de la nouvelle école rue de la semence ;

Article 7

de notifier à l'autorité subsidiaire :

- qu'aucune aliénation ou modification de l'affectation du bien pendant une période de vingt ans à dater de la date d'octroi du subside, ne se fera sans en avertir au préalable l'autorité subsidiaire;
- que pour l'aménagement extérieur relatif aux abords de la construction de la nouvelle école rue de la semence (Projet n° 14) un montant sera prévu à l'art. budgétaire 7220/722/60 des années 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, à savoir respectivement :  
2.000,00 EUR, 2.500,00 EUR, 3.000,00 EUR, 3.500,00 EUR, 4.000,00 EUR ;

Article 8

de recourir à la procédure de l'adjudication publique ;

Vu le courrier de l'autorité de Tutelle approuvant le dossier en date du 19.12.2012 ;

Considérant par conséquent que toutes les conditions sont réunies pour mettre le dossier en adjudication publique en faisant paraître un avis de marché au Bulletin des Adjudications ;

Considérant que les crédits réservés en 2012 lors de l'approbation du projet par le Conseil communal n'ont jamais été engagés faute d'attribution des travaux lors du même exercice budgétaire et que par conséquent ceux-ci n'existent plus ;

Considérant que les crédits nécessaires, à savoir 453.450,00 EUR TVAC (montant arrondi) EUR TVA comprise ont été prévus à l'art. 7220/722/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2013 ;

Vu l'art. 117 de la Nouvelle Loi communale ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestres et Echevins en date du 13.03.2013 ;

à l'unanimité, décide :

Sous réserve d'approbation du budget communal 2013 par l'Autorité de Tutelle ;

Article 1

de maintenir sa décision en date du 25.10.2012 ;

Article 2

D'engager la dépense d'un montant de 453.450,00 EUR TVA comprise à l'art. 7220/722/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2013 et de la couvrir par les éventuels subsides octroyés dans le cadre du plan triennal 2010 - 2011 – 2012 et le solde par fonds d'emprunt.

Expédition de la présente délibération sera transmise à l'Autorité de tutelle.

**28. Betreft: Openbare werken - DIP 2010-2012- Driejaarlijkse Dotatie voor Ontwikkeling - Verbetering van de stedelijke veiligheid - Externe openbare aanleg grenzend aan de constructie van een nieuwe nederlandstalige school - Ontwerp - Begrotingsaanrekening.**

De Gemeenteraad,

Gelet op zijn beraadslaging d.d. 25.10.2012 waarbij o.a. besloten werd :

Artikel 1

om het project betreffende de externe aanleg in de omgeving van de constructie van de nieuwe school, Zaadstraat, goed te keuren;

Artikel 2

om het bestek, de plannen en meetstaten die daartoe door de projectindienaar werden opgesteld, goed te keuren;

Artikel 3

om het ontwerp voor de aankondiging van de opdracht dat daartoe door de dienst Openbare Werken werd opgesteld, goed te keuren;

Artikel 4

om de globale uitgave geraamd op 453.450,00 EUR inclusief btw (afgerond bedrag) goed te keuren;

Artikel 5

om deze uitgave vast te leggen onder art. 7220/722/60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2012 en deze te financieren met subsidies toegekend in het kader van het driejarenplan 2010-2012 – “werken die als doel hebben bij te dragen tot een betere stedelijke veiligheid” en het saldo met leningsgelden;

Artikel 6

om in het kader van het driejarenplan 2010-2011-2012 het principeakkoord te vragen voor toekenning van subsidies voorbehouden voor ontwerp nr.14: externe aanleg in de omgeving van de constructie van de nieuwe school, Zaadstraat;

Artikel 7

om de subsidiërende overheid ter kennis te stellen:

- dat geen enkele vervreemding of verandering van bestemming van het goed gedurende een periode van twintig jaar vanaf de toekenning van de subsidie zal gebeuren zonder daar eerst de subsidiërende overheid van op de hoogte te brengen;
- dat voor de externe aanleg in de omgeving van de constructie van de nieuwe school, Zaadstraat (ontwerp nr. 14), een bedrag zal worden ingeschreven onder begrotingsartikel 7220/722/60 van de jaren 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, meer bepaald respectievelijk:  
2.000,00 EUR, 2.500,00 EUR, 3.000,00 EUR, 3.500,00 EUR, 4.000,00 EUR;

Artikel 8

om over te gaan tot de procedure van de openbare aanbesteding;

Gelet op de brief d.d. 19.12.2012 van de Toezichthoudende Overheid waarbij het dossier goedgekeurd wordt ;

Overwegende dat bijgevolg alle voorwaarden vervuld zijn opdat het dossier in openbare aanbesteding kan worden gebracht door een publicatie van een aankondiging van opdracht in het Bulletin der Aanbestedingen ;

Overwegende dat de kredieten voorzien in 2012, bij de goedkeuring van het ontwerp door de Gemeenteraad, nooit aangewend werden bij gebrek van gunning van de werken tijdens hetzelfde begrotingsdienstjaar en dat deze bijgevolg niet meer bestaan ;

Overwegende dat het nodige krediet, te weten 453.450,00 EUR BTW incl. (afgerond bedrag), voorzien werd op art. 7220/722/60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2013 ;

Gelet op art. 117 van de Nieuwe Gemeentewet ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen d. d. 13.03.2013 ;

Besluit eenparig:

Onder voorbehoud van de goedkeuring van de begroting 2013 door de Toezichthoudende Overheid :

Artikel 1

zijn beslissing d.d. 25.10.2012 in stand te houden ;

Artikel 2

de uitgave ad. 453.450,00 EUR BTW incl. te boeken op art 7220/722/60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2013, ze te dekken met de subsidies toegekend door het kader van het driejarenplan 2010-2011-2012 en het saldo met leningsgelden.

Verzending van de onderhavige beraadslaging zal aan de toezichthoudende overheid overgemaakt worden.

**29. Objet : Travaux publics - Marché de travaux relatif à la rénovation complète du bâtiment situé rue Maroquin, 26 Projet - Imputation budgétaire.**

Le Conseil communal,

Vu sa décision en date du 22.11.2012 décidant e.a.:

Article 1

d'approuver le projet relatif à la rénovation complète du bâtiment situé rue Maroquin, 26 ;

Article 2

d'approuver le cahier spécial des charges, les métrés et les plans établis à cet effet par le service des Travaux Publics ;

Article 3

d'approuver la dépense globale estimée à 350.000,00 EUR TVAC, de l'engager à l'art. 9220/724/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2012 et de la couvrir par le solde par des fonds d'emprunt ;

Article 4

de recourir à la procédure de l'adjudication publique

Considérant que les crédits réservés en 2012 lors de l'approbation du projet par le Conseil communal n'ont jamais été engagés faute d'attribution des travaux lors du même exercice budgétaire et que par conséquent ceux-ci n'existent plus ;

Considérant que les crédits nécessaires, à savoir 350.000,00 EUR TVA comprise, ont été prévus à l'art. 9220/724/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2013 ;

Vu l'art. 117 de la Nouvelle Loi communale ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 13.03.2013 ;

à l'unanimité, décide :

Sous réserve d'approbation du budget communal 2013 par l'Autorité de tutelle:

Article 1

de maintenir sa décision en date du 22.11.2012 ;

Article 2

D'engager la dépense d'un montant de 350.000,00 EUR TVA comprise à l'art. 9220/724/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2013 et de la couvrir par le solde par fonds d'emprunt ;

Expédition de la présente délibération sera transmise à l'Autorité de tutelle.

**29. Betreft: Openbare werken - Opdracht van werken betrekking de volledige Renovatie van het gebouw gelegen Marokijnstraat, 26 - Ontwerp - Begrotingsaanrekening.**

De Gemeenteraad,

Gelet op zijn beraadslaging d.d. 22.11.2012 waarbij o.a. besloten werd :

Artikel 1

het ontwerp m.b.t. de Volledige herstelling van de gebouw gelegen Maroquinstraat, 26 te Sint-Jans-Molenbeek goed te keuren;

Artikel 2

het bestek, de meetstaten en de plannen hiertoe opgesteld door de Dienst Openbare Werken goed te keuren;

Artikel 3

het globale uitgave ad. 350.000,00 EUR BTW inbegrepen goed te keuren; deze aan te rekenen op art. 9220/724/60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2012 en ze te dekken met leningsgelden;

Artikel 4

gebruik te maken van de procedure van openbare aanbesteding.

Overwegende dat de kredieten voorzien in 2012, bij de goedkeuring van het ontwerp door de Gemeenteraad, nooit aangewend werden bij gebrek van gunning van de werken tijdens hetzelfde begrotingsdienstjaar en dat deze bijgevolg niet meer bestaan ;

Overwegende dat het nodige krediet, te weten 350.000,00 EUR BTW incl., voorzien werd op art. 9220/724/60 van de buitengewone begroting van het diensjaar 2013 ;

Gelet op art. 117 van de Nieuwe Gemeentewet ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen d. d. 13.03.2013 ;

Besluit eenparig:

Onder voorbehoud van de goedkeuring van de begroting 2013 door de Toezichthoudende Overheid :

Artikel 1

zijn beslissing d.d. 22.11.2012 in stand te houden ;

Artikel 2

de uitgave ad. 350.000,00 EUR BTW incl. te boeken op art 9220/724/60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2013 en ze te dekken met leningsgelden.

Verzending van de onderhavige beraadslaging zal aan de toezichhoudende overheid overgemaakt worden.

**30. Objet : Travaux publics - Maison Communale : aménagement d'un nouvel accueil et rénovation de la cage d'escalier avec implantation d'un nouvel ascenseur - Projet - imputation budgétaire.**

Le Conseil communal,

Vu sa décision en date du 24.02.2011 décidant e.a.

Article 1

d'approuver le projet relatif à l'aménagement d'un accueil et à la rénovation de la cage d'escalier avec implantation d'un nouvel ascenseur pour la maison communale, sise rue du Comte de Flandre, 20 ;

Article 2

d'approuver le cahier spécial des charges, les plans et les métrés établis à cet effet par l'auteur de projet;

Article 3

d'approuver la dépense globale estimée à € 950.000,00 TVAC (montant arrondi), de l'imputer à l'art. 1040/724/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2011 et de la couvrir par les éventuels subsides octroyés par les Monuments et Sites et le solde par fonds d'emprunt ;

Article 4

de recourir à la procédure de l'adjudication publique ;

Vu le courrier de l'autorité de Tutelle approuvant le dossier en date du 07.11.2011 ;  
Considérant par conséquent que toutes les conditions sont réunies pour mettre le dossier en adjudication publique en faisant paraître un avis de marché au Bulletin des Adjudications ;

Considérant que les crédits réservés en 2012 lors de l'approbation du projet par le Conseil communal n'ont jamais été engagés faute d'attribution des travaux lors du même exercice budgétaire et que par conséquent ceux-ci n'existent plus ;

Considérant que les crédits nécessaires, à savoir 950.000,00 EUR TVA comprise (montant arrondi), ont été prévus à l'art. 1040/724/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2013 ;

Vu l'art. 117 de la Nouvelle Loi communale ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 13.03.2013 ;

Par 39 OUI, 1 abstention, décide :

Sous réserve d'approbation du budget communal 2013 par l'Autorité de Tutelle ;

Article 1

de maintenir sa décision en date du 24.02.2011 ;

## Article 2

D'engager la dépense d'un montant de 950.000,00 EUR TVA comprise (montant arrondi) à l'art. 1040/724/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2013 et de la couvrir par les éventuels subsides octroyés par les Monuments et Sites et le solde par fonds d'emprunt.

Expédition de la présente délibération sera transmise à l'Autorité de tutelle.

### **30. Betreft: Openbare werken - Gemeentehuis : Inrichting van een nieuwe onthaalruimte en renovatie van de trappenzaal met inplanting van een nieuwe lift - Ontwerp - Begrotingsaanrekening.**

De Gemeenteraad,

Gelet op zijn beraadslaging d.d. 24.02.2011 waarbij o.a. besloten werd :

#### Artikel 1

over te gaan tot de goedkeuring van het ontwerp m.b.t. de inrichting van een onthaalruimte en renovatie van de trappenzaal met inplanting van een nieuwe lift voor het gemeentehuis gelegen Graaf van Vlaanderenstraat 20;

#### Artikel 2

het bestek, de plannen en de meetstaten hiertoe opgesteld door de ontwerper goed te keuren;

#### Artikel 3

de globale uitgave ad. € 950.000,00 BTW incl. (afgerond bedrag) goed te keuren, deze aan te rekenen op art. 1040/724/60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2011 en ze te dekken met eventueel subsidies toegekend door de Monumenten en Landschappen en het saldo met leningsgelden;

#### Artikel 4

gebruik te maken van de procedure van openbare aanbesteding;

Gelet op de brief d.d. 07.11.2011 van de Toezichthoudende Overheid waarbij het dossier goedgekeurd wordt ;

Overwegende dat bijgevolg alle voorwaarden vervuld zijn opdat het dossier in openbare aanbesteding kan worden gebracht door een publicatie van een aankondiging van opdracht in het Bulletin der Aanbestedingen ;

Overwegende dat de kredieten voorzien in 2012, bij de goedkeuring van het ontwerp door de Gemeenteraad, nooit aangewend werden bij gebrek van gunning van de werken tijdens hetzelfde begrotingsdienstjaar en dat deze bijgevolg niet meer bestaan ;

Overwegende dat het nodige krediet, te weten 950.000,00 EUR BTW incl. (afgerond bedrag), voorzien werd op art. 1040/724/60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2013 ;

Gelet op art. 117 van de Nieuwe Gemeentewet ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen d. d. 13.03.2013 ;

Met 39 JA, 1 onthouding, besluit :

Onder voorbehoud van de goedkeuring van de begroting 2013 door de Toezichthoudende Overheid :

#### Artikel 1

zijn beslissing d.d. 24.02.2011 in stand te houden ;

## Artikel 2

de uitgave ad. 950.000,00 EUR BTW incl. (afgerond bedrag) te boeken op art 1040/724/60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2013 en ze te dekken met eventueel subsidies toegekend door de Monumenten en Landschappen en het saldo met leningsgelden.

Verzending van de onderhavige beraadslaging zal aan de toezichhoudende overheid overgemaakt worden.

## **31. Objet : Travaux publics - PTI 2010-2012 - Utilisation rationnelle de l'énergie - Construction de logements sis rue Ransfort, 40 (projet n°12) - Projet - Imputation budgétaire.**

Le Conseil communal,

Vu sa décision en date du 19.04.2012 décidant e.a.

### Article 1

d'approuver le projet relatif à la construction de logements rue Ransfort 40 à Molenbeek-Saint-Jean, ainsi que le cahier spécial des charges, les métrés et les plans établis à cet effet par l'auteur de projet ;

### Article 2

d'approuver la dépense globale estimée à 967.000,00 EUR TVAC ;

### Article 3

d'engager cette dépense à l'art. 9220/724/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2012 et de la couvrir par les éventuels subsides octroyés dans le cadre du plan triennal 2010 - 2011 - 2012 et le solde par fonds d'emprunt ;

### Article 4

de solliciter, dans le cadre du plan triennal 2010 - 2011 - 2012, l'accord de principe d'octroi de subside réservé au projet n° 12 : Construction de logements rue Ransfort 40 ;

### Article 5

de recourir à la procédure de l'adjudication publique ;

Vu le courrier de l'autorité de Tutelle approuvant le dossier en date du 26.11.2012 ;

Considérant par conséquent que toutes les conditions sont réunies pour mettre le dossier en adjudication publique en faisant paraître un avis de marché au Bulletin des Adjudications ;  
Considérant que les crédits réservés en 2012 lors de l'approbation du projet par le Conseil communal n'ont jamais été engagés faute d'attribution des travaux lors du même exercice budgétaire et que par conséquent ceux-ci n'existent plus ;

Considérant que les crédits nécessaires, à savoir 967.000,00 EUR TVA (montant arrondi) comprise ont été prévus à l'art. 9220/724/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2013 ;

Vu l'art. 117 de la Nouvelle Loi communale ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 13.03.2013 ;

à l'unanimité, décide :

Sous réserve d'approbation du budget communal 2013 par l'Autorité de Tutelle ;

### Article 1

de maintenir sa décision en date du 19.04.2012 ;

## Article 2

d'imputer la dépense d'un montant de 967.000,00 EUR TVA (montant arrondi) comprise à l'art. 12/9220/724/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2013 et de la couvrir par les éventuels subsides octroyés dans le cadre du plan triennal 2010 - 2011 – 2012 et le solde par fonds d'emprunt.

Expédition de la présente délibération sera transmise à l'Autorité de tutelle.

### **31. Betreft: Openbare werken - DIP 2010-2012 - Rationeel energie gebruik - Constructie van woningen gelegen Ransfortstraat, 40 (Ontwerp n°12) - Ontwerp - Begrotingsaanrekening.**

De Gemeenteraad,

Gelet op zijn beraadslaging d.d. 19.04.2012 waarbij o.a. besloten werd :

#### Artikel 1

over te gaan tot de goedkeuring van het ontwerp m.b.t. de constructie van woningen, Ransfortstraat, 40 te Sint-Jans-Molenbeek, alsook van het bestek, de meetstaten en de plannen hiertoe opgesteld door de ontwerper ;

#### Artikel 2

de globale uitgave geraamd ad. 967.000,00 EUR BTW inbegrepen goed te keuren ;

#### Artikel 3

deze uitgave aan te rekenen op art. 9220/724/60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2012 en ze te dekken met de eventuele subsidies toegekend in het kader van het driejarenplan 2010 - 2011 – 2012 en het saldo met leningsgelden ;

#### Artikel 4

in het kader van het driejarenplan 2010 - 2011 – 2012 het principe akkoord voor toekenning van subsidies voorzien voor het ontwerp nr. 12 : Constructie van woningen Ransfortstraat, 40, aan te vragen ;

#### Artikel 5

gebruik te maken van de procedure van openbare aanbesteding;

Gelet op de brief d.d. 26.11.2011 van de Toezichthoudende Overheid waarbij het dossier goedgekeurd wordt ;

Overwegende dat bijgevolg alle voorwaarden vervuld zijn opdat het dossier in openbare aanbesteding kan worden gebracht door een publicatie van een aankondiging van opdracht in het Bulletin der Aanbestedingen ;

Overwegende dat de kredieten voorzien in 2012, bij de goedkeuring van het ontwerp door de Gemeenteraad, nooit aangewend werden bij gebrek van gunning van de werken tijdens hetzelfde begrotingsdienstjaar en dat deze bijgevolg niet meer bestaan ;

Overwegende dat het nodige krediet, te weten 967.000,00 EUR BTW incl. (afgerond bedrag), voorzien werd op art. 9220/724/60 van de buitengewone begroting van het diensjaar 2013 ;

Gelet op art. 117 van de Nieuwe Gemeentewet ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen d. d. 13.03.2013 ;

Besluit eenparig:

Onder voorbehoud van de goedkeuring van de begroting 2013 door de Toezichthoudende Overheid :



Artikel 1

zijn beslissing d.d. 19.04.2012 in stand te houden ;

Artikel 2

de uitgave ad. 967.000,00 EUR BTW incl. (afgerond bedrag) aan te rekenen op art 12/9220/724/60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2013, ze te dekken met de subsidies toegekend door in het kader van het driejarenplan 2010 - 2011 – 2012 het principe akkoord voor toekenning van subsidies en het saldo met leningsgelden.

Verzending van de onderhavige beraadslaging zal aan de toezichthoudende overheid overgemaakt worden.

**32. *Objet : Travaux publics - Travaux de Restauration de la galerie funéraire du cimetière communal - Projet - Imputation budgétaire.***

Le Conseil communal,

Vu sa décision en date du 25.08.2011 décidant e.a.

Article 1

d'approuver le projet, le cahier spécial des charges, les métrés et les plans établis par le bureau d'architecture, auteur de projet relatifs à la restauration de la Galerie Funéraire du Cimetière Communal sis chaussée de Gand, 537 ;

Article 2

d'approuver la dépense estimée à € 2.929.000,00 TVAC (montant arrondi) ;

Article 3

d'imputer la dépense à l'art. 8780/725/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2011, de la couvrir par les subsides octroyés par la Région de Bruxelles-Capitale (AATL – service des Monuments et des Sites) et le solde par des fonds d'emprunt ;

Article 4

de recourir à la procédure d'adjudication publique ;

Vu le courrier de l'autorité de Tutelle approuvant le dossier en date du 07.11.2011 ;

Considérant par conséquent que toutes les conditions sont réunies pour procéder à l'attribution du marché ;

Considérant que les crédits réservés en 2012 lors de l'approbation du projet par le Conseil communal n'ont jamais été engagés faute d'attribution des travaux lors du même exercice budgétaire et que par conséquent ceux-ci n'existent plus ;

Considérant que les crédits nécessaires, à savoir 2.929.000,00 EUR TVAC (montant arrondi) EUR TVA comprise ont été prévus à l'art. 8780/725/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2013 ;

Vu l'art. 117 de la Nouvelle Loi communale ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 13.03.2013 ;

à l'unanimité, décide :

Sous réserve d'approbation du budget communal 2013 par l'Autorité de Tutelle ;

Article 1

de maintenir sa décision en date du 25.08.2011 ;

## Article 2

D'engager la dépense d'un montant de 2.929.000,00 EUR TVA comprise (montant arrondi) à l'art. 8780/725/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2013 et de la couvrir par les subsides octroyés par la Région de Bruxelles-Capitale (AATL – service des Monuments et des Sites) et le solde par des fonds d'emprunt.

Expédition de la présente délibération sera transmise à l'Autorité de tutelle.

### **32. Betreft: Openbare werken - Werken van restauratie van de graf galerij van de Gemeentelijke begraafplaats - Ontwerp - Begrotingsaanrekening.**

De Gemeenteraad,

Gelet op zijn beraadslaging d.d. 25.08.2011 waarbij o.a. besloten werd :

#### Artikel 1

over te gaan tot de goedkeuring van het ontwerp, het bestek, de meetstaten en de plannen hiertoe opgesteld door het architecten bureau, ontwerper, m.b.t. restauratie van de Graf galerij van de Gemeentelijke begraafplaats, gelegen Gentsesteeweg, 537 ;

#### Artikel 2

over te gaan tot de goedkeuring van de uitgave geraamd op € 2.929.000,00 BTW inbegrepen (afgerond bedrag) ;

#### Artikel 3

deze uitgave aan te rekenen art. 8780/725/60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2011, ze te dekken met de subsidies toegekend door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (BROH – dienst Monumenten en Landschappen) en het saldo met leningsgelden ;

#### Artikel 4.

gebruik te maken van de procedure van openbare aanbesteding ;

Gelet op de brief d.d. 07.11.2011 van de Toezichthoudende Overheid waarbij het dossier goedgekeurd wordt ;

Overwegende dat bijgevolg alle voorwaarden vervuld zijn om over te gaan tot de gunning van de opdracht;

Overwegende dat de kredieten voorzien in 2012, bij de goedkeuring van het ontwerp door de Gemeenteraad, nooit aangewend werden bij gebrek van gunning van de werken tijdens hetzelfde begrotingsdienstjaar en dat deze bijgevolg niet meer bestaan ;

Overwegende dat het nodige krediet, te weten 2.929.000,00 EUR BTW incl. (afgerond bedrag), voorzien werd op art. 8780/725/60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2013 ;

Gelet op art. 117 van de Nieuwe Gemeentewet ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen d. d. 13.03.2013 ;

Besluit eenparig:

Onder voorbehoud van de goedkeuring van de begroting 2013 door de Toezichthoudende Overheid :

#### Artikel 1

zijn beslissing d.d. 25.08.2012 in stand te houden ;

#### Artikel 2

de uitgave ad. 2.929.000,00 EUR BTW incl. (afgerond bedrag) te boeken op art 8780/725/60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2013, ze te dekken met de subsidies

toegekend door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (BROH – dienst Monumenten en Landschappen) en het saldo met leningsgelden.

Verzending van de onderhavige beraadslaging zal aan de toezichthoudende overheid overgemaakt worden.

***Le point 33 ayant traité: TP - PTI 2007-2009 - Projet n°09 - Rénovation de l'éclairage public de la rue du Hoogbosch et des avenues Carl Requette, Edmond Candries - Installation de 14 points et 6 points lumineux - Imputation budgétaire, est retiré.***

***Punt 33 met betrekking tot:OW - Driejarenplan 2007- 2009 - Project n°09 - Renovatie van de openbare verlichting van de Hoogboschstraat, Carl Requettelaan en Candrieslaan - Installatie punten lichtgevend - Begrotingsaanrekening, wordt ingetrokken.***

***34. Objet : Travaux publics - Programme triennal d'investissement 2013-2015 - Octroi de subsides par la Région de Bruxelles-Capitale - Proposition de projets à réaliser - CE13.0084.***

Le Conseil communal,

Vu l'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale en date du 16.07.1998 relative à l'octroi de subsides destinés à encourager la réalisation d'investissements d'intérêt public ;

Considérant que le montant du subside alloué à notre commune pour le triennat 2013-2015 est de € 2.345.546,78 ;

Considérant qu'en application des articles 16 1<sup>b</sup> et 2<sup>b</sup>-c de l'ordonnance du 16.07.1998, les investissements subsidiables en matière d'espaces publics sont :

- en ce qui concerne la voirie : l'aménagement, le réaménagement, l'amélioration de la voirie et le renouvellement du revêtement, pour autant que ce dernier implique un renouvellement des fondations et sous-fondations, en ce compris les soutènements indispensables,
- en ce qui concerne l'équipement de la voirie : l'acquisition, le renouvellement et l'installation de mobilier urbain, pour autant que celui-ci ne fasse pas l'objet d'une convention de concession ; ainsi que les plantations et leur renouvellement ;

Considérant que ces travaux en application de l'article 28 al. 1 de l'ordonnance du 16.07.1998, sont subsidiables à concurrence de 50 % du coût des investissements subsidiables ;

Considérant que la commune propose d'inscrire les projets suivant dans le programme triennal 2013-2015 :

- Projet n°01 : « Réaménagement de voirie de l'avenue des Myrtes (tronçon complet entre la rue du Korenbeek et la chaussée de Gand » ;
- Projet n°02 : « Réaménagement des voiries des rues de la Sonatine, de la Sérénade et du Caprice » ;
- Projet n°03 : « Réaménagement des voiries des rues Melpomène et Calliope » ;
- Projet n°04 : « Réaménagement de voirie de la rue Van Soust (située en partie sur le territoire de la commune de Molenbeek-Saint-Jean et sur le territoire de la commune d'Anderlecht) » ;
- Projet n°05 : « Réaménagement de voirie de la rue de la Lys » ;
- Projet n°06 : « Réaménagement de voirie de la rue Montagne aux Angés (située en partie sur le territoire de la commune de Molenbeek-Saint-Jean et sur le territoire de la commune de Koekelberg) » ;
- Projet n°07 : « Réaménagement de voirie de la rue Verheyden » ;
- Projet n°08 : « Réaménagement de voirie de la place Mennekens » ;
- Projet n°09 : « Réaménagement de voirie de la rue Bouvier » ;

- Projet n°10 : « Plantation d'arbres dans les projets de voiries du PTI 2013-2015.

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi communale ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestres et Echevins en date du 06.03.2013 ;

Par 26 OUI, 14 abstentions, décide :

#### Article unique

de présenter les dossiers suivant au Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale dans le cadre du programme triennal d'investissement 2013-2015 :

- Projet n°01 : « Réaménagement de voirie de l'avenue des Myrtes (tronçon complet entre la rue du Korenbeek et la chaussée de Gand » ;
- Projet n°02 : « Réaménagement des voiries des rues de la Sonatine, de la Sérénade et du Caprice » ;
- Projet n°03 : « Réaménagement des voiries des rues Melpomène et Calliope » ;
- Projet n°04 : « Réaménagement de voirie de la rue Van Soust (située en partie sur le territoire de la commune de Molenbeek-Saint-Jean et sur le territoire de la commune d'Anderlecht) » ;
- Projet n°05 : « Réaménagement de voirie de la rue de la Lys » ;
- Projet n°06 : « Réaménagement de voirie de la rue Montagne aux Angés (située en partie sur le territoire de la commune de Molenbeek-Saint-Jean et sur le territoire de la commune de Koekelberg) » ;
- Projet n°07 : « Réaménagement de voirie de la rue Verheyden » ;
- Projet n°08 : « Réaménagement de voirie de la place Mennekens » ;
- Projet n°09 : « Réaménagement de voirie de la rue Bouvier » ;
- Projet n°10 : « Plantation d'arbres dans les projets de voiries du PTI 2013-2015.

#### ***34. Betreft: Openbare werken - Driejaren investeringsprogramma 2013-2015 - Toekenning van subsidies door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest - Voorstel het te realiseren ontwerpen - CE13.0084.***

De Gemeenteraad,

Gelet op de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest d.d. 16.07.1998 betreffende de toekenning van subsidies om investeringen van openbaar nut aan te moedigen;

Overwegende dat het bedrag van de aan onze gemeente toegekende subsidies voor de drie jaren 2013-2015, 2.345.546,78 € bedraagt;

Overwegende dat bij toepassing van de artikelen 16 § 1°b en 2°b-c van de ordonnantie van 16.07.1998 de subsidieerbare investeringen inzake openbare ruimten zijn:

- betreffende de wegeninfrastructuur: de aanleg, de heraanleg, de verbetering van de wegenis en de vernieuwing van het wegdek, voor zover dit laatste een vernieuwing inhoudt van de funderingen en onderfunderingen, met inbegrip van de onmisbare schoringen;
- betreffende de uitrusting van de wegeninfrastructuur: de verwerving, de vernieuwing en de installatie van stadsmeubilair, voor zover hierover geen concessieovereenkomst bestaat, alsook de aanplantingen en de vernieuwing ervan;

Overwegende dat deze werken bij toepassing van artikel 28 al. 1 van de ordonnantie van 16.07.1998, à ratio van 50 % van de kostprijs van de subsidieerbare werken subsidieerbaar zijn;

Overwegende dat de gemeente voorstelt om de volgende ontwerpen op te nemen in het driejarig programma 2013-2015:

- Ontwerp nr. 01: Heraanleg van de wegenis van de Mirtenlaan (het volledige stuk tussen de Korenbeekstraat en de Gentseseesteenweg);
- Ontwerp nr. 02: Heraanleg van de wegenis van de Sonatinesstraat, de Serenadestraat en de Grilstraat;
- Ontwerp nr. 03: Heraanleg van de wegenis van de Melpomenestraat en de Calliopestraat;
- Ontwerp nr. 04: Heraanleg van de wegenis van de Van Souststraat (deels op het grondgebied van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek gelegen en deels op het grondgebied van de gemeente Anderlecht);
- Ontwerp nr. 05: Heraanleg van de wegenis van de Leiestraat;
- Ontwerp nr. 06: Heraanleg van de wegenis van de Engelenbergstraat (deels op het grondgebied van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek gelegen en deels op het grondgebied van de gemeente Koekelberg);
- Ontwerp nr. 07: Heraanleg van de wegenis van de Verheydenstraat;
- Ontwerp nr. 08: Heraanleg van de wegenis van de Mennekensplaats;
- Ontwerp nr. 09: Heraanleg van de wegenis van de Bouvierstraat;
- Ontwerp nr. 10: Aanplanting van bomen in de wegenisontwerpen van het DIP 2013-2015.

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen d.d. 21.03.2013;

Met 26 JA, 14 onthoudingen, besluit :

#### Enig artikel

om de volgende dossiers aan het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor te stellen in het kader van het driejarig investeringsprogramma 2013-2015:

- Ontwerp nr. 01: Heraanleg van de wegenis van de Mirtenlaan (het volledige stuk tussen de Korenbeekstraat en de Gentseseesteenweg);
- Ontwerp nr. 02: Heraanleg van de wegenis van de Sonatinesstraat, de Serenadestraat en de Grilstraat;
- Ontwerp nr. 03: Heraanleg van de wegenis van de Melpomenestraat en de Calliopestraat;
- Ontwerp nr. 04: Heraanleg van de wegenis van de Van Souststraat (deels op het grondgebied van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek en deels op het grondgebied van de gemeente Anderlecht);
- Ontwerp nr. 05: Heraanleg van de wegenis van de Leiestraat;
- Ontwerp nr. 06: Heraanleg van de wegenis van de Engelenbergstraat (deels op het grondgebied van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek en deels op het grondgebied van de gemeente Koekelberg);
- Ontwerp nr. 07: Heraanleg van de wegenis van de Verheydenstraat;
- Ontwerp nr. 08: Heraanleg van de wegenis van de Mennekensplaats;
- Ontwerp nr. 09: Heraanleg van de wegenis van de Bouvierstraat;
- Ontwerp nr. 10: Aanplanting van bomen in de wegenisontwerpen van het DIP 2013-2015.

***Le point 35 relatif à: Travaux publics - Marché de services pour l'entretien et la réparation en cas de panne des installations de chauffage dans les bâtiments communaux - Projet, est retiré.***

***Punt 35 met betrekking tot: Openbare werken - Diensten opdracht voor het onderhoud en de herstelling ingeval van panne van de verwarmingsinstallaties in de gemeentegebouwen - Ontwerp, wordt ingetrokken.***

**36. Objet : Projets subsidiés - Nouvelle Loi communale articles 234 alinéa 3 - Marchés publics - Communication des décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins.**

Le Conseil communal,

Vu la Nouvelle Loi communale notamment l'article 234 alinéa 3 tel que modifié par les ordonnances des 17 juillet 2003 et 9 mars 2006 ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins relative à la passation de marchés par procédure négociée en vertu de l'article 17§ 2 1<sup>a</sup>) de la Loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

**EST INFORME DES DECISIONS DU COLLEGE SUIVANTES :**

- 06/03/2013 - Projets subsidiés - Contrat de Quartier Autour de Leopold - Mission d'auteur de projet pour la rénovation du bâtiment situé Boulevard Léopold II n° 170 à Molenbeek-Saint-Jean - Marché de service par procédure négociée sans publicité - Estimation de la dépense de 55.755,86 € HTVA - cahier spécial des charges et engagement de la dépense - article budgétaire 930/731-60 - Budget extraordinaire 2013 (sous réserve d'approbation du budget par les autorités de Tutelle) - Dépense couverte par les subsides octroyés dans le cadre du contrat de quartier Autour de Léopold et le solde par fonds d'emprunt ;
- 20/02/2013 - Projets subsidiés - Contrat de quartier Cinéma Belle-Vue - Marché de service - Mission complète d'étude et de surveillance des travaux d'assainissement du site « Friche Petite Senne » situé rue Vandermaelen 6-18 et rue Sainte-Marie 21-31 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean - Opérations 4.2, 1.3, 1.4 friche petite senne (droite) - 1.6 et 5a1 friche petite senne (gauche) - Marché de service par procédure négociée sans publicité - Estimation de la dépense de 10.000,00 EUR HTVA - cahier spécial des charges et engagement de la dépense - article budgétaire 9301/122-01 - Budget ordinaire de l'exercice en cours ;
- 27/02/2013 - Projets subsidiés - PGV - Adaptation de la grille de la cour du Centre Communautaire Maritime - Relance - Marché de travaux par procédure négociée sans publicité - Estimation de la dépense de 11.000,00 €HTVA - article budgétaire 9304/731-60 - Budget extraordinaire 2013 (sous réserve d'approbation du budget par les autorités de Tutelle)- Dépense couverte par les subsides octroyés dans le cadre du contrat de la Politique des Grandes Villes et le solde par des fonds d'emprunt ;
- 27/02/2013 - Projets subsidiés - PGV - Pose d'un plexi sur la grille de la cour du Centre Communautaire Maritime - Relance - Marché de travaux par procédure négociée sans publicité - Estimation de la dépense de 5.500,00 €HTVA - article budgétaire 9304/731-60 - Budget extraordinaire 2013 (sous réserve d'approbation du budget par les autorités de Tutelle)- Dépense couverte par les subsides octroyés dans le cadre du contrat de la Politique des Grandes Villes et le solde par des fonds d'emprunt
- 20/02/2013 - Projets Subsidiés - Contrat de quartier Ecluse Saint-Lazare - Op. 1.2, 5a.2 et 5a.4 - Angle du quai de l'Industrie et de la rue de Liverpool - Projet Beliris - Modification du dossier d'adjudication et monitoring pour répondre aux critères Bâtiment exemplaire 2012 - Marché de service par procédure négociée sans publicité - Estimation de la dépense 17.363,50 € - Article budgétaire 9301/731/60 - Budget extraordinaire 2013 (sous réserve d'approbation du budget par les autorités de Tutelle) - Dépense couverte par la prime octroyée par la convention « Bâtiment exemplaire 2012 » ;

**ET**

à l'unanimité, décide :

### Article unique

D'approuver mode de financement des dépenses susvisées.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

### **36. Betreft: Gesubsidieerde projecten - Nieuwe Gemeentewet artikels 234 alinea 3 - Overheidsopdrachten- Mededeling van de beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen.**

De Gemeenteraad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 234 alinea 3 zoals gewijzigd door de ordonnances van 17 juli 2003 en 9 maart 2006;

Gelet op de beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen waarbij opdrachten gegund worden door een onderhandelingsprocedure volgens artikel 17 § 2, 1° a) van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

### **WORDT GEÏNFORMEERD OVER DE VOLGENDE BESLISSINGEN VAN HET COLLEGE:**

- 6/03/2013 – Gesubsidieerde projecten - Wijkcontract Rond Leopold - Opdracht van ontwerper voor het renovatieproject van het gebouw gelegen Boulevard Léopold II laan nr. 170 te Sint-Jans-Molenbeek - Dienstopdracht een onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking - Raming van de uitgave 55.755,86 EUR BTW niet inbegrepen – Bijzonder bestek en aanrekening van de uitgave – Begrotingsartikel 9301/731-60 – Buitengewone begroting 2013 (onder voorbehoud van de goedkeuring van de begroting door de Voogdijoverheid), – Uitgave gedekt door de subsidies in het kader van Wijkcontract Rond Leopold en het saldo door leningsgelden;
- 20/02/2013 – Gesubsidieerde Projecten – Wijkcontract Cinéma Belle-Vue – Dienstopdracht – Volledige studie- en controleopdracht van de site « Zinnekeerterrein » gelegen in de Vandermaelenstraat 6-18 en de Sint-Mariastraat 21-31 te 1080 Sint-Jans-Molenbeek - Ingerepen 4.2, 1.3, 1.4 Zinnekeerterrein (rechts) - 1.6 en 5a1 Zinnekeerterrein (links) - Dienstopdracht met een onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking – Raming van de uitgave: 10.000,00 euro BTW excl. – Bijzonder bestek en aanrekening van de uitgave – begrotingsartikel 9301/122-01 van de Gewone begroting van het lopende dienstjaar;
- 27/02/2013 - Gesubsidieerde Projecten - Grootstedenbeleid – aanpassing van het hek van de binnenplaats van Gemeenschapscentrum Maritiem – Heropstarten - Opdracht van werken via een onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking – Raming van de uitgave 11.000,00 EUR BTW niet inbegrepen - Begrotingsartikel 9304/731-60 – Buitengewone begroting 2013 (onder voorbehoud van de goedkeuring van de begroting door de Voogdijoverheid) - Uitgave gedekt door de subsidies in het kader van Grootstedenbeleid en het saldo door leningsgelden;
- 27/02/2013 - Gesubsidieerde Projecten - Grootstedenbeleid – Plaatsing van een plexi op het hek van de binnenplaats van Gemeenschapscentrum Maritiem – Heropstarten - Opdracht van werken via een onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking – Raming van de uitgave 5.500,00 EUR BTW niet inbegrepen – Begrotingsartikel 9304/731-60 – Buitengewone begroting 2013 (onder voorbehoud van de goedkeuring van de begroting door de Voogdijoverheid) - Uitgave gedekt door de subsidies in het kader van Grootstedenbeleid en het saldo door leningsgelden;
- 20/02/2013 - Gesubsidieerde projecten – Wijkcontract Sluis Sint-Lazarus – Ingereep 1.2, 5a.2 en 5a.4 – Hoek Nijverheidskaai en Liverpoolstraat - Belirisproject - Wijziging van het aanbestedingsdossier en monitoring om te beantwoorden aan de

criteria van Voorbeeldgebouw 2012 - Dienstenopdracht via een onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking – Raming van de uitgave € 17.363,50 – Begrotingsartikel 9301/731/60 - Buitengewone begroting 2013 (onder voorbehoud van de goedkeuring van de begroting door de Voogdijoverheid - Uitgave gedekt door de premie die toegekend is door de overeenkomst “Voorbeeldgebouw 2012»;

**EN**

Besluit eenparig:

Enig artikel

De financieringswijze van de bovenvermelde uitgaven goed te keuren.

Onderhavige beslissing zal overeenkomstig artikel 7 van ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest overgemaakt worden.

**37. Objet : Projets subsidiés - Contrat de Quartier Cinéma Belle-Vue - Réaménagement de la place communale et des rues du Prado et Comte de Flandre : dossier d'adjudication - Projet BELIRIS / Contrat de Quartier Cinéma Belle-Vue - Opérations 4.4 et 4.8 (partiel) / Politique des Grandes Villes - Projet 1 - Engagement de la dépense.**

Le Conseil communal,

Vu l'ordonnance organique du 07 octobre 1993 de la revitalisation des quartiers, telle que modifiée par l'ordonnance du 20 juillet 2000 et leurs arrêts d'application ;

Vu que l'Accord de Coopération du 15.09.1993 et ses Avenants, dénommés BELIRIS, conclus entre l'Etat fédéral et la Région de Bruxelles-Capitale, prévoient plusieurs initiatives destinées à promouvoir le rôle international et la fonction de capitale de Bruxelles ;

Vu la décision du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale en date du 05 février 2009 d'octroyer à la Commune un nouveau contrat de quartier ;

Vu la modification de programme approuvée par décision ministérielle du 23 décembre 2011 dans laquelle sont reprises comme prioritaires les opérations suivantes avec un cofinancement de l'Accord de Coopération dénommé Beliris à hauteur de 2.750.000 EUR:

- « opération 1.1 - construction de logements à l'angle de la chaussée de Gand et de la rue Comte de Flandre »
- et « opération 4.4 - le réaménagement de la Place communale et des rues du Prado et du Comte de Flandre »

Considérant que le marché de travaux relatif à la mise en œuvre de l'opération « 4.4 - réaménagement de la Place communale et des rues du Prado et du Comte de Flandre » doit être confié à l'Accord de Coopération Beliris qui se charge d'organiser un marché conjoint ;

Vu le protocole d'accord rédigé par l'Etat Fédéral rubriqué « 4.1.40.1 Réaménagement de la Place communale et des rues du Prado et du Comte de Flandre à Molenbeek – Saint – Jean dans le cadre du contrat de quartier Cinéma Belle-Vue » et approuvé par le Conseil Communal en date du 5 juillet 2012;

Vu le nouvel estimatif détaillé remis par le bureau d'étude en annexe du dossier d'adjudication, dans lequel la dépense globale est évaluée à 1.993.468,39 EUR TVAC;



Considérant que la part à charge de Beliris est estimée à 1.323.064,60 EUR TVAC correspondant à la quote-part invariable de l'état dans l'opération (1.442.617,71 EUR TVAC) moins le montant global estimé des frais d'études (119.553,11 EUR TVAC);

Considérant que le solde estimé à 670.403,79 EUR TVAC est à charge du contrat de quartier Cinéma Belle-Vue via les opérations 4.4 et 4.8, du programme Politique des Grandes Villes 2012 – projet 1, et le solde par fonds d'emprunt;

Vu la décision du Collège échevinal du 9 mai 2012 approuvant les termes du projet d'avenant à l'avenant « ville durable 2011 » pour l'année 2012 dans le cadre de la Politique des Grandes Villes à introduire à la politique Fédérale des Grandes Villes (SPP intégration Sociale), conventions et avenants dans lesquels est introduit le projet 1 : « amélioration du cadre de vie de la sphère collective » comprenant notamment l'opération « mobilier urbain ».

Considérant que le réaménagement du carrefour Comte de Flandre/Sainte-Marie, initialement prévu dans le cadre de l'opération 4.8 du contrat de quartier Cinéma Belle-Vue, sera finalement réalisé dans le cadre de l'opération 4.4 – réaménagement de la place communale, et que le budget de l'opération 4.8 peut dès lors être partiellement réaffecté au financement de l'opération 4.4 ;

Considérant que les travaux d'assainissement pourront également faire l'objet d'une demande de subvention dans le cadre de l'appel à projet « Brussels Greenfield » et pourraient être financés à concurrence de 75% du montant des travaux d'assainissement.

Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits à l'article 9301/731/60 et à l'article 9304/731/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2012 ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 27 juin 2012 décidant entre autres :

- D'engager le montant de 344.000 euros à l'article 9304/731/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2012 plutôt que sur l'article 9301/731/60 et de couvrir cette dépense par les subsides octroyés dans le cadre de la Politique des Grandes Villes ;

Vu la délibération du Conseil Communal en date du 5 juillet 2012 décidant entre-autres :

- De prendre connaissance du projet de protocole et d'approuver les termes de celui-ci tel que proposé par l'Etat Fédéral, projet rubriqué « 4.1.40.1 Réaménagement de la Place communale et des rues du Prado et du Comte de Flandre à Molenbeek-Saint-Jean dans le cadre du contrat de quartier Cinéma Belle-Vue » ;
- d'approuver le principe d'un marché conjoint et de charger l'Etat fédéral via son administration « Service Public Fédéral Mobilité et Transports » de la passation et du contrôle des marchés au nom de la commune ;
- D'approuver la dépense à charge de la commune estimée à 453.517 EUR TVAC ;
- D'engager un montant de 544.000,00 EUR à l'art. 9304/731/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2012 et de le couvrir par les subsides octroyés dans le cadre des subventions Politique des Grandes Villes et le solde par des fonds d'emprunt ;

Vu la délibération du Conseil Communal en date du 22 novembre 2012 décidant entre-autres :

- De prendre connaissance du dossier d'adjudication pour le marché de travaux 4.1.40.1 Réaménagement de la Place communale et des rues du Prado et du Comte de Flandre à Molenbeek-Saint-Jean dans le cadre du contrat de quartier Cinéma Belle-Vue fourni pour information par Beliris dans le cadre de l'organisation du marché conjoint tel qu'approuvé par décision du Conseil communal du 05 juillet 2012 ;

- D'approuver la nouvelle estimation des travaux de réaménagement de la Place communale et des rues du Prado et du Comte de Flandre à Molenbeek-Saint-Jean pour un montant de 1.993.468,39 EUR TVAC ;
- D'engager un montant supplémentaire de 325.000,00 EUR à l'art. 9301/731/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2012 et de couvrir la dépense par les subsides octroyés dans le cadre du contrat de quartier Cinéma Belle-Vue et le solde par fond d'emprunt;

Considérant que la désignation de l'entrepreneur chargé des travaux n'a pas pu se faire avant le 31 décembre 2012 ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice en cours (sous réserve de l'approbation du budget par les autorités de tutelle), article 9301/731/60 et sera financé par les subsides octroyés dans le cadre du contrat de quartier cinéma Belle-Vue et dans le cadre de la Politique des Grandes Villes et le solde par fonds d'emprunts ;

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu l'article 19 de la loi du 24 décembre 1993 ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 06 mars 2013;

Par 24 OUI, 2 NON, 14 abstentions, décide :

#### Article 1

D'engager un montant de 544.000,00 EUR à l'art. 9304/731/60 du budget extraordinaire de l'exercice en cours (sous réserve de l'approbation du budget par les autorités de tutelle), et de le couvrir par les subsides octroyés dans le cadre des subventions Politique des Grandes Villes et le solde par des fonds d'emprunt ;

#### Article 2

D'engager un montant de 325.000,00 EUR à l'art. 9301/731/60 du budget extraordinaire de l'exercice en cours (sous réserve de l'approbation par les autorités de tutelle) et de couvrir la dépense par les subsides octroyés dans le cadre du contrat de quartier Cinéma Belle-Vue et le solde par fond d'emprunt.

Expédition de la présente délibération sera transmise, pour approbation, à l'Autorité de Tutelle, aux autorités subsidiantes.

**37. Betreft: Gesubsidieerde projecten - Wijkcontract Cinema Belle-Vue - Herinrichting van de gemeentplaats en de Prado- en Graaf van Vlaanderenstraat : aanbestedingsdossier - BELIRIS-Project / Wijkcontract Cinema Belle-Vue - Ingrep 4.4 en 4.8 (gedeeltelijk) / Grootstedenbeleid - Project 1 - Aanrekening van de uitgave.**

De Gemeenteraad,

Gezien de organieke ordonnantie van 07 oktober 1993 betreffende de herwaardering van de wijken, zoals gewijzigd door de ordonnantie van 20 juli 2000 en hun toepassingsbesluiten ;

Gezien het Samenwerkingsakkoord van 15.09.1993 en zijn Aansluitingen, BELIRIS genoemd, die afgesloten zijn tussen de Federale staat en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, en die verscheidene initiatieven voorzien die bestemd zijn om de internationale rol en de hoofdstadfunctie van Brussel te bevorderen ;

Gezien de beslissing van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 5 februari 2009 om aan de Gemeente een nieuw wijkcontract toe te kennen ;

Gezien de door de ministeriële beslissing van 23 december 2011 goedgekeurde programmawijziging waarin de volgende ingrepen als prioritair worden vermeld met een cofinanciering van de Beliris genoemde samenwerkingsakkoord ten belope van 2.750.000 EUR:

- « ingreep 1.1 – bouw van woningen op de hoek van de steenweg op Gent en de Graaf van Vlaanderenstraat »
- en « ingreep 4.4 – de herinrichting van de Gemeenteplaats en de Prado- en de Graaf van Vlaanderenstraat »

Overwegende dat de werken betreffende de uitvoering van ingreep « 4.4 – herinrichting van de Gemeenteplaats en de Prado- en Graaf van Vlaanderenstraat » moet worden toevertrouwd aan het Beliris-samenwerkingsakkoord dat zich belast met het organiseren van een samengevoegde opdracht ;

Gezien het samenwerkingsakkoord opgesteld door de Federale Staat onder rubriek « 4.1.40.1 Herinrichting van de Gemeenteplaats, de Prado- en de Graaf van Vlaanderenstraat te Sint-Jans-Molenbeek in het kader van Wijkcontract Cinema Belle-Vue » en goedgekeurd door de Gemeenteraad op 5 juli 2012;

Gezien de nieuwe gedetailleerde raming ingediend door het studiebureau in de bijlage van het aanbestedingsdossier, waarin de totale uitgave wordt geschat op 1.993.468,39 EUR btw incl.;

Overwegende dat het deel ten laste van Beliris geraamd wordt op 1.323.064,60 EUR btw incl. Overeenkomt met het onveranderlijk aandeel van de staat in de ingreep (1.442.617,71 EUR btw incl.) min het totale geraamde bedrag van de studiekosten (119.553,11 EUR btw incl.);

Overwegende dat het op 670.403,79 EUR btw incl. geraamde saldo ten laste is van wijkcontract Cinema Belle-Vue via de ingreep 4.4 en 4.8, van het programma van het Grootstedenbeleid 2012 – project 1, en het saldo door leningsgelden;

Gezien de beslissing van het Schepencollege van 9 mei 2012 waarin de bepalingen van het ontwerp van aanhangsel aan het aanhangsel « Duurzame Stad 2011 » voor het jaar 2012 werden goedgekeurd, in het kader van het Grootstedenbeleid, in te dienen bij het federale Grootstedenbeleid (POD Maatschappelijke integratie), overeenkomsten en aanhangsels waarin project 1 wordt ingevoerd: “Het leefkader van de openbare ruimte verbeteren” meerbepaald met inbegrip van de ingreep “stadsmeubilair”;

Overwegend dat de herinrichting van het kruispunt Graaf van Vlaanderen/Sint-Maria, die oorspronkelijk voorzien was in het kader van ingreep 4.8 van wijkcontract Cinema Belle-Vue, uiteindelijk zal worden uitgevoerd in het kader van ingreep 4.4 – herinrichting van de Gemeenteplaats, en dat het budget van ingreep 4.8 daarom gedeeltelijk overgeheveld mag worden om ingreep 4.4 te financieren;

Overwegend dat de saneringswerken eveneens het onderwerp kunnen worden van een subsidieaanvraag in het kader van de projectoproep “Brussels Greenfield” en dat deze subsidie tot 75% van het bedrag van de saneringswerken zou kunnen dekken;

Overwegend dat de nodige kredieten ingeschreven zijn op artikel 9301/731/60 en op artikel 9304/731/60 van de buitengewone begroting van dienstjaar 2012;

Gezien de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 27 juni 2012 waarin onder andere werd besloten:

- Een bedrag van 344.000 EUR aan te rekenen op artikel 9304/731/60 van de buitengewone begroting van dienstjaar 2012 in plaats van op artikel 9301/731/60 et deze uitgave te dekken door subsidies toegekend in het kader van het Grootstedenbeleid;

Gezien de beraadslaging van de Gemeenteraad van 5 juli 2012 houdende beslissing o.a. :

- Kennis te nemen van het protocolontwerp en de bepalingen ervan goed te keuren zoals voorgesteld door de Federale staat, project onder de rubriek « 4.1.40.1 Herinrichting van de Gemeenteplaats, de Prado- en Graaf van Vlaanderenstraat te Sint-Jans-Molenbeek in het kader van Wijkcontract Cinema Belle-Vue »,
- Het principe van een samengevoegde opdracht goed te keuren en de Federale staat via zijn administratie « Federale Overheidsdienst Mobiliteit en Vervoer » te belasten met de gunning en de controle van de opdrachten in naam van de gemeente,
- De uitgave ten laste van de gemeente die geraamd is op 453.517 EUR btw incl. goed te keuren;
- Een bedrag van 544.000 EUR in te schrijven op artikel 9304/731/60 van de buitengewone begroting van dienstjaar 2012 en het te dekken door de in het kader van de toelagen van het Grootstedenbeleid toegekende subsidies en het saldo door leningsgelden

Gezien de beraadslaging van de Gemeenteraad van 22 november 2012 houdende beslissing o.a. :

- Kennis te nemen van het aanbestedingsdossier voor de opdracht van werken 4.1.40.1 “Herinrichting van de Gemeenteplaats, de Prado- en Graaf van Vlaanderenstraat te Sint-Jans-Molenbeek in het kader van Wijkcontract Cinema Belle-Vue” geleverd ter informatie door BELIRIS in het kader van een samengevoegde opdracht zoals goedgekeurd door de Gemeenteraad in haar zitting van 5 juli 2012 ;
- De nieuwe raming goed te keuren voor de herinrichtingswerken aan de Gemeenteplaats en aan de Prado- en de Graaf van Vlaanderenstraat te Sint-Jans-Molenbeek voor een bedrag van 1.993.468,39 euro btw incl. ;
- Een bijkomend bedrag van 325.000,00 EUR aan te rekenen op artikel 9301/731/60 van de buitengewone begroting van dienstjaar 2012 en de uitgave te dekken door de in het kader van de toelagen van het Wijkcontract Cinema Belle-Vue en het saldo door leningsgelden;

Gezien de aanduiding van de ondernemer belast met de werken niet is kunnen gebeuren voor 31 december 2012 ;

Overwegende dat het krediet dat deze uitgave mogelijk maakt is ingeschreven op de buitengewone begroting van het lopende dienstjaar (onder voorbehoud van goedkeuring van het budget door de Toezichthoudende overheid), artikel 9301/731/60 en gefinancierd zal worden door de in het kader van het Grootstedenbeleid toegekende subsidies en het saldo door leningsgelden ;

Gezien artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet ;

Gezien artikel 19 van de wet van 24 december 1993 ;

Gezien de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 06 maart 2013 ;

Met 24 JA, 2 NEEN, 14 onthoudingen, besluit :

#### Artikel 1

Een bedrag van 544.000 EUR in te schrijven op artikel 9304/731/60 van de buitengewone begroting van het lopende dienstjaar (onder voorbehoud van de goedkeuring van het budget door de Toezichthoudende overheid) en het te dekken door de in het kader van de toelagen van het Grootstedenbeleid toegekende subsidies en het saldo door leningsgelden ;

## Artikel 2

Een bedrag van 325.000,00 EUR aan te rekenen op artikel 9301/731/60 van de buitengewone begroting van het lopende dienstjaar (onder voorbehoud van de goedkeuring van het budget door de Toezichthoudende overheid) en het te dekken door de in het kader van Wijkcontract Cinema Belle-Vue toegekende subsidies en het saldo door leningsgelden ;

Verzending van de onderhavige beraadslaging zal ter goedkeuring worden overgemaakt aan de toezichthoudende overheid, en de subsidiërende overheden.

**38. Objet : Projets Subsidiés - Contrat de Quartier Autour de Léopold - Opérations 2.8, 3.3, et 4.5 - Convention tripartite entre la Région de Bruxelles-Capitale, Casablanca, asbl, Bonnevie asbl, L.E.S. asbl, ABEF asbl et la Commune de Molenbeek-Saint-Jean.**

Le Conseil communal,

Vu l'ordonnance organique de la revitalisation urbaine du 28 janvier 2010 et son arrêté d'exécution (arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale portant exécution de l'Ordonnance du 28 janvier 2010 organique de la revitalisation urbaine) du 27 mai 2010;

Vu la notification de la décision du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 décembre 2012 (séance du 13 décembre 2012) par laquelle le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale approuve le programme quadriennal du Contrat de Quartier Durable Autour de Léopold II;

Considérant que ledit programme prévoit :

- l'opération 2.8. Axe Energie, portée par Casablanca asbl et Bonnevie asbl,
- l'opération 3.3 animateur de Rue, portée par la L.E.S asbl et
- l'opération 4.5. Soutien scolaire, portée par l'ABEF asbl;

Prend connaissance des conventions tripartites entre la Région de Bruxelles-Capitale et les associations Casablanca, Bonnevie, la L.E.S, l'ABEF et la Commune de Molenbeek-Saint-Jean et de le faire sien ;

Considérant que la Région verse les subsides aux opérateurs ;

Considérant que la Région et la Commune doivent effectuer le contrôle quant à l'utilisation de la subvention et la réalisation effective du programme par les opérateurs ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestres et Echevins en date du 13 mars 2013;

à l'unanimité, décide :

## Article unique

De prendre connaissance des conventions tripartites entre la Région de Bruxelles-Capitale et les associations Casablanca, Bonnevie, la L.E.S, l'ABEF et de les approuver.

Expédition de la présente délibération sera transmise, pour approbation, à l'Autorité de Tutelle, aux autorités subsidiaires.

**38. Betreft: Gesubsidieerde projecten - Wijkcontract Rond Leopold - Ingrepen 2.8, 3.3 en 4.5 - Tripartiete overeenkomst tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, Casablanca vzw Bonnevie vzw, L.E.S. vzw, ABEF vzw en de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek.**

De Gemeenteraad,

Gezien de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 28 januari 2010 houdende organisatie van de stadsherwaardering en zijn uitvoeringsbesluit (besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest houdende uitvoering van de Ordonnantie van 28 januari 2010 houdende organisatie van de stadsherwaardering) van 27 mei 2010;

Gezien de betekening van de beslissing van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 21 december 2012 (zitting van 13 december 2012) waarmee de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest het vierjarenprogramma van Duurzaam Wijkcontract Rond Leopold II goedkeurt;

Overwegende dat dit programma voorziet in :

- ingreep 2.8. As Energie, op initiatief van vzw Casablanca en vzw Bonnevie,
- ingreep 3.3 Straatanimator, op initiatief van de vzw LES, en
- ingreep 4.5. Schoolondersteuning, op initiatief van vzw ABEF;

Neemt kennis van de tripartite-overeenkomsten tussen de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de verenigingen Casablanca, Bonnevie, la L.E.S, ABEF en de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek en maakt ze zich eigen ;

Overwegende dat het Gewest subsidies stort voor de initiatiefnemers;

Overwegende dat het Gewest en de Gemeente de contrôle moeten uitvoeren betreffende het gebruik van de subsidie en de effectieve verwezenlijking van het programma door de initiatiefnemers ;

Gezien de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 13 maart 2013 ;

besluit eenparig :

Enig artikel

Kennis te nemen van de tripartite-overeenkomsten tussen het Brussel Hoofdstedelijk Gewest en de verenigingen Casablanca, Bonnevie, la L.E.S, ABEF en deze goed te keuren.

Verzending van de onderhavige beraadslaging zal ter goedkeuring worden overgemaakt aan de toezichhoudende overheid, en de subsidiërende overheden.



---

## **CONVENTION**

### **CONTRAT DE QUARTIER DURABLE « AUTOUR DE LEOPOLD II » À MOLENBEEK-SAINT-JEAN**

Entre

La Région de Bruxelles-Capitale, représentée par son Gouvernement au nom duquel intervient Madame Evelyne Huytebroeck, Ministre chargée de l'Environnement, de l'Energie, de la Politique de l'eau et de la Rénovation urbaine, dénommée ci-après « la Région » ;

Et

L'ASBL A.B.E.F., établie à 1080 Molenbeek-Saint-Jean, rue de la Colonne, 54 et représentée valablement par Monsieur Ahmed GHIRI, Administrateur – Président, dénommée ci-après « le bénéficiaire » ;

Et

La Commune de Molenbeek-Saint-Jean, représentée par le Collège des Bourgmestre et Échevins, au nom de laquelle agissent Madame Françoise SCHEPMANS, Bourgmestre, et Monsieur Jacques DE WINNE, Secrétaire communal, dénommée ci-après « la Commune » ,

Il a été convenu ce qui suit :

---

#### **Article 1<sup>er</sup> : Textes applicables à la convention**

Cette convention est régie par :

- L'ordonnance du 28 janvier 2010 organique de la revitalisation urbaine ;
- L'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 27 mai 2010 portant exécution de l'ordonnance du 28 janvier 2010 organique de la revitalisation urbaine ;
- La nouvelle loi communale du 26 mai 1989 ;
- L'ordonnance organique du 23 février 2006 portant les dispositions applicables au budget, à la comptabilité et au contrôle ;
- La décision du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 13 décembre 2012 approuvant le programme du contrat de quartier durable « Autour de Léopold II », notifiée à la Commune le 21 décembre 2012 ;
- La décision du 28 février 2013 du Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale en charge de la revitalisation urbaine notifiant au bénéficiaire le montant total de la subvention qui lui est octroyée pour l'exécution de son projet ;
- La loi du 27 juin 1921 modifiée par la loi du 2 mai 2002 accordant la personnalité civile aux associations sans but lucratif et aux établissements d'utilité publique.

Par ailleurs, il y a lieu de se référer également au « guide pratique des actions socio-économiques » rédigé par la Région.

## Article 2 : Objet de la convention

a) La présente convention vise à régler les modalités d'octroi et de contrôle de la subvention octroyée au bénéficiaire par décision ministérielle mentionnée à l'article 1<sup>er</sup>.

Cette subvention est octroyée au bénéficiaire au titre de soutien à la réalisation de son projet consistant en l'organisation de soutien méthodologique et d'accompagnement scolaire pour les rhétoriciens et les universitaires en première année.

Des modifications du projet ne sont possibles qu'à partir du 21 décembre 2013 (soit la date anniversaire de la notification à la Commune du contrat de quartier durable), durant un an, moyennant l'autorisation du Ministre ; elles devront faire l'objet d'un avenant à cette convention.

b) En annexe de la présente convention, une fiche de projet établie par le bénéficiaire détaille les missions susmentionnées au point a).

Cette fiche de projet pourra être actualisée, chaque année, par la Région après remise par le bénéficiaire des documents visés à l'article 4 a) de la présente convention.

Toute modification de la fiche réalisée par la Région doit être communiquée par écrit aux deux autres parties. A défaut de réaction dans les 15 jours qui suivent sa notification, la modification est réputée approuvée.

La fiche de projet initiale ainsi que ses actualisations font parties intégrantes de la présente convention.

## Article 3 : Financement

a) Montants du financement :

Une subvention d'un montant total de 132.000,00 € est octroyée au bénéficiaire.

La subvention est liquidée de la manière suivante :

	année 1	année 2	année 3	année 4	Total
Rémunérations	33.000,00 €	33.000,00 €	33.000,00 €	33.000,00 €	132.000,00 €
Autres frais de fonctionnement	[Plan financier indicatif détaillé : voir fiche projet jointe en annexe]				-
Frais d'investissement					-

b) Détermination des montants dus et modalités de paiement :

Annuellement, la Région liquide un acompte à concurrence de 70% du montant de son intervention.

Le premier acompte est versé dès l'entrée en vigueur de présente convention pour autant que l'exécution du projet débute durant l'année en cours.

En vue de la liquidation du solde de l'année écoulée, le bénéficiaire transmet à la Région et à la Commune les pièces justificatives visées à l'article 4 a) de la présente convention.

Si le bénéficiaire est assujéti à la T.V.A., les montants hors T.V.A. doivent être pris en compte sauf la quotité non-récupérable de la T.V.A.

La Région dispose d'un délai de 60 jours à compter du premier jour ouvrable suivant la réception des documents susmentionnés pour notifier sa décision quant au paiement ou non du subside.

Ayant fixé, sur base des pièces justificatives transmises, l'acompte pour l'année qui suit ainsi que, le cas échéant, le solde de la subvention due, la Région demande au bénéficiaire d'établir une déclaration de créance. La liquidation interviendra après réception de ladite déclaration.



Les différentes tranches du subside sont versées sur le compte n° BE31 3101 0213 7955 du bénéficiaire.

c) Clôture de financement :

Les pièces justifiant le montant total des dépenses doivent être en possession de la Région au plus tard le 21 juin 2017.

A défaut, la Région clôture les comptes sur base des documents en sa possession à cette date.

---

**Article 4 : Documents requis pour la liquidation du subside**

Le bénéficiaire remet à la Région et à la Commune, au plus tard le 30 avril de chaque année, les documents suivants :

a) un rapport financier et de gestion

Le bénéficiaire s'engage à transmettre un rapport annuel qui définit l'avancement et le financement du projet.

Toute dépense doit être justifiée par une facture dûment acquittée (ou une copie de la facture et de l'extrait de compte correspondant) ou par tout autre document probant (ex.: contrat de travail, déclarations trimestrielles à l'ONSS, ...). Ces pièces justificatives doivent être numérotées et reprises sur une liste certifiée « vraie et sincère » par une personne habilitée.

Le cas échéant, le rapport doit laisser entrevoir la volonté de pérenniser le projet au-delà du 21 décembre 2016.

La Commune s'engage à convoquer une commission de quartier afin qu'elle rende son avis sur le rapport financier et de gestion. Cette commission est convoquée dans des délais lui permettant de transmettre cet avis dans les 45 jours qui suivent la réception du rapport et pour le 31 mai au plus tard.

b) Le bilan et le compte de résultat

Le bénéficiaire s'engage à fournir annuellement le bilan – le cas échéant consolidé – et le compte de résultats afférents à ses activités, conformément aux dispositions légales en la matière.

c) L'attestation de l'ONSS

Le bénéficiaire doit transmettre annuellement une attestation de l'Office National de la Sécurité Sociale détaillant les arriérés éventuels, les créances et/ou les litiges en souffrance.

d) Les statuts de l'ASBL

Le bénéficiaire s'engage à transmettre, lors de la signature de la présente convention, la dernière version des statuts coordonnés en vigueur telle que publiée au Moniteur belge.

Le bénéficiaire doit avertir la Région et la Commune de toute modification ultérieure de ceux-ci.

---

**Article 5 : Contrôle**

Le bénéficiaire s'engage à utiliser le subside pour réaliser le projet visé dans la présente convention et accepte que des contrôles aient lieu afin de le vérifier. Ces contrôles sont effectués par les autorités mandatées pour le contrôle de l'utilisation des subsides, notamment le Ministère de la Région de Bruxelles et la Cour des comptes.

Lors du décompte final, les subventions non utilisées ou utilisées à des fins autres que celles pour lesquelles elles avaient été octroyées doivent être remboursées à la Région.

Le bénéficiaire s'engage à informer la Région de toute autre source de financement du projet, que celui-ci soit en nature ou monétaire, en provenance de l'Union Européenne, des autorités publiques belges ou de personnes privées.

---

#### **Article 6 : Envoi de documents**

Toutes notifications effectuées sur la base de cette convention et tout document requis doivent être adressés valablement aux adresses suivantes :

- Pour la Région :  
Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale  
A.A.T.L. – Direction Rénovation urbaine  
CCN – 7<sup>ème</sup> étage  
Rue du Progrès 80 boîte 1  
1035 Bruxelles
- Pour le bénéficiaire :  
Asbl A.B.E.F.  
A l'attention de Monsieur Ahmed GHIRI, Administrateur - Président  
Rue de la Colonne, 54  
1080 Molenbeek-Saint-Jean
- Pour la Commune:  
Collège des Bourgmestre et Échevins de la commune de Molenbeek-Saint-Jean  
Maison Communale  
Rue du Comte de Flandre, 20  
1080 Molenbeek-Saint-Jean

---

#### **Article 7 : Information et publicité**

Tout document destiné au public dans le cadre du projet faisant l'objet de la présente convention doit se référer nécessairement à l'intervention financière de la Région.

Le logo de la Région, mis à la disposition du bénéficiaire sur simple demande, doit figurer sur ces documents.

Tout document doit être transmis à la Région dès sa réalisation.

En outre, tout événement organisé dans ce contexte doit obligatoirement faire référence à l'aide financière précitée et être renseigné au moins un mois à l'avance à la Région et à la Commune.

---

#### **Article 8 : Évaluation**

Les différentes parties s'engagent à participer pleinement à l'évaluation du projet qui se fera au cours de sa mise en œuvre, selon une méthode qui sera établie dans un avenant à la présente convention. Le bénéficiaire s'engage notamment, le cas échéant, à adresser annuellement à la Région et à la Commune une mise à jour des grilles d'Indicateurs relatives à l'opération et qui seront définies ultérieurement.

---

**Article 9 : Responsabilité**

La Région et la Commune ne peuvent aucunement être tenues responsables pour les dommages causés aux personnes et aux biens, résultant directement ou indirectement de l'exécution de cette convention par le bénéficiaire.

---

**Article 10 : Litiges**

Les cours et tribunaux de l'arrondissement judiciaire de Bruxelles sont exclusivement compétents pour les litiges relatifs à la présente convention.

---

**Article 11 : Entrée en vigueur et durée de cette convention**

Cette convention entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2013 et est valable jusqu'au 21 décembre 2016.

Etablie à Bruxelles en trois exemplaires le \_\_\_\_\_, chacune des parties reconnaissant avoir reçu un exemplaire.

Pour la Région de Bruxelles – Capitale,

Pour l'ASBL A.B.E.F.,

Evelyne HUYTEBROECK,  
Ministre chargée de l'Environnement, de l'Energie,  
de la Politique de l'eau et de la Rénovation urbaine

Ahmed GHIRI,  
Administrateur - Président

Pour la Commune de Molenbeek-Saint-Jean,

Françoise SCHEPMANS,  
Bourgmestre

Jacques DE WINNE,  
Secrétaire communal



---

**CONVENTION**  
**CONTRAT DE QUARTIER DURABLE « AUTOUR DE LÉOPOLD II »**  
**À MOLENBEEK-SAINT-JEAN**

Entre

La Région de Bruxelles-Capitale, représentée par son Gouvernement au nom duquel intervient Madame Evelyne Huytebroeck, Ministre chargée de l'Environnement, de l'Energie, de la Politique de l'eau et de la Rénovation urbaine, dénommée ci-après « la Région » ;

Et

La Commune de Molenbeek-Saint-Jean, représentée par le Collège des Bourgmestre et Échevins, au nom de laquelle agissent Madame Françoise SCHEPMANS, Bourgmestre, et Monsieur Jacques DE WINNE, Secrétaire communal, dénommée ci-après « la Commune » ;

Et

Les 2 entités suivantes dénommées ci-après « les bénéficiaires » :

L'ASBL Maison de Quartier Bonnevie, établie à 1080 Molenbeek-Saint-Jean, rue Bonnevie, 40 et représentée valablement par Madame Marie-Claire MIGERODE, Coordinatrice ;

L'ASBL Casabianco, établie à 1070 Anderlecht, avenue François Malherbe, 42 et représentée valablement par Monsieur Pieter DEHON, Directeur ;

Il a été convenu ce qui suit :

---

**Article 1<sup>er</sup> : Textes applicables à la convention**

Cette convention est régie par :

- L'ordonnance du 28 janvier 2010 organique de la revitalisation urbaine ;
- L'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 27 mai 2010 portant exécution de l'ordonnance du 28 janvier 2010 organique de la revitalisation urbaine ;
- La nouvelle loi communale du 26 mai 1989 ;
- L'ordonnance organique du 23 février 2006 portant les dispositions applicables au budget, à la comptabilité et au contrôle ;
- La décision du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 13 décembre 2012 approuvant le programme du contrat de quartier durable « Autour de Léopold II », notifiée à la Commune le 21 décembre 2012 ;
- La décision du \_\_\_\_\_ du Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale en charge de la revitalisation urbaine notifiant aux bénéficiaires le montant total de la subvention qui lui est octroyée pour l'exécution de son projet ;
- La loi du 27 juin 1921 modifiée par la loi du 2 mai 2002 accordant la personnalité civile aux associations sans but lucratif et aux établissements d'utilité publique.

Par ailleurs, il y a lieu de se référer également au « guide pratique des actions socio-économiques » rédigé par la Région.

## Article 2 : Objet de la convention

a) La présente convention vise à régler les modalités d'octroi et de contrôle de la subvention octroyée aux bénéficiaires par décision ministérielle mentionnée à l'article 1<sup>er</sup>.

Cette subvention est octroyée aux bénéficiaires au titre de soutien à la réalisation de leur projet consistant en la formation dans les domaines de l'isolation, l'éco-construction et la rénovation de façades et la mise à l'emploi d'environ 12 à 16 personnes, à l'amélioration du cadre de vie des habitants du quartier par l'embellissement des façades et à l'amélioration des performances énergétiques et du confort des logements par leur isolation.

Des modifications du projet ne sont possibles qu'à partir du 21 décembre 2013 (soit la date anniversaire de la notification à la Commune du contrat de quartier durable), durant un an, moyennant l'autorisation du Ministre ; elles devront faire l'objet d'un avenant à cette convention.

b) En annexe de la présente convention, des fiches de projet établies par les bénéficiaires détaillent les missions susmentionnées au point a).

Ces fiches de projet pourront être actualisées, chaque année, par la Région après remise par les bénéficiaires des documents visés à l'article 4 a) de la présente convention.

Toute modification des fiches réalisées par la Région doit être communiquée par écrit aux deux autres parties. A défaut de réaction dans les 15 jours qui suivent sa notification, la modification est réputée approuvée.

Les fiches de projet initiales ainsi que ses actualisations font parties intégrantes de la présente convention.

## Article 3 : Financement

a) Montants du financement :

Une subvention d'un montant total de 550.000,00 € est octroyée aux bénéficiaires.

La subvention est liquidée de la manière suivante :

Asbl Maison de Quartier Bonnevie	année 1	année 2	année 3	année 4	Total
Rémunérations	41.750,00 €	51.750,00 €	51.750,00 €	51.750,00 €	197.000,00 €
Autres frais de fonctionnement	[Plan financier indicatif détaillé : voir fiche projet jointe en annexe]				43.612,50 €
Frais d'investissement					3000,00 €

Asbl Casablanca	année 1	année 2	année 3	année 4	Total
Rémunérations	70.080,00 €	92.950,00 €	94.270,00 €	95.700,00 €	353.000,00 €
Autres frais de fonctionnement	[Plan financier indicatif détaillé : voir fiche projet jointe en annexe]				33.454,00 €
Frais d'investissement					0,00 €

Total	année 1	année 2	année 3	année 4	Total
	111.830,00 €	144.700,00 €	146.020,00 €	147.450,00 €	550.000,00 €
Rémunérations					469.933,50 €
Autres frais de fonctionnement	[Plan financier indicatif détaillé : voir fiches projet jointes en annexe]				77.068,50 €
Frais d'investissement					3.000,00 €

b) Détermination des montants dus et modalités de paiement :

Annuellement, la Région liquide un acompte à concurrence de 70% du montant de son intervention.

Le premier acompte est versé dès l'entrée en vigueur de présente convention pour autant que l'exécution du projet débute durant l'année en cours.

En vue de la liquidation du solde de l'année écoulée, les bénéficiaires transmettent à la Région et à la Commune les pièces justificatives visées à l'article 4 a) de la présente convention.

Si les bénéficiaires sont assujettis à la T.V.A., les montants hors T.V.A. doivent être pris en compte sauf la quotité non-récupérable de la T.V.A.

La Région dispose d'un délai de 60 jours à compter du premier jour ouvrable suivant la réception des documents susmentionnés pour notifier sa décision quant au paiement ou non du subside.

Ayant fixé, sur base des pièces justificatives transmises, l'acompte pour l'année qui suit ainsi que, le cas échéant, le solde de la subvention due, la Région demande aux bénéficiaires d'établir une déclaration de créance. La liquidation interviendra après réception de ladite déclaration.

Les différentes tranches du subside sont versées sur le compte n° BE34 0010 5585 4090 de l'Asbl Maison de Quartier Bonnevie et sur le compte n° 001 -3409247-64 de l'asbl Casablanca.

c) Clôture de financement :

Les pièces justifiant le montant total des dépenses doivent être en possession de la Région au plus tard le 21 juin 2017.

A défaut, la Région clôture les comptes sur base des documents en sa possession à cette date.

**Article 4 : Documents requis pour la liquidation du subside**

Les bénéficiaires remettent à la Région et à la Commune, au plus tard le 30 avril de chaque année, les documents suivants :

a) un rapport financier et de gestion

Les bénéficiaires s'engagent à transmettre un rapport annuel qui définit l'avancement et le financement du projet.

Toute dépense doit être justifiée par une facture dûment acquittée (ou une copie de la facture et de l'extrait de compte correspondant) ou par tout autre document probant (ex.: contrat de travail, déclarations trimestrielles à l'ONSS, ...). Ces pièces justificatives doivent être numérotées et reprises sur une liste certifiée « vraie et sincère » par une personne habilitée.

Le cas échéant, le rapport doit laisser entrevoir la volonté de pérenniser le projet au-delà du 21 décembre 2016.

La Commune s'engage à convoquer une commission de quartier afin qu'elle rende son avis sur le rapport financier et de gestion. Cette commission est convoquée dans des délais lui permettant de transmettre cet avis dans les 45 jours qui suivent la réception du rapport et pour le 31 mai au plus tard.

b) Le bilan et le compte de résultat

Les bénéficiaires s'engagent à fournir annuellement le bilan – le cas échéant consolidé – et le compte de résultats afférents à ses activités, conformément aux dispositions légales en la matière.

c) L'attestation de l'ONSS

Les bénéficiaires doivent transmettre annuellement une attestation de l'Office National de la Sécurité Sociale détaillant les arriérés éventuels, les créances et/ou les litiges en souffrance.

d) Les statuts de l'ASBL

Les bénéficiaires s'engagent à transmettre, lors de la signature de la présente convention, la dernière version des statuts coordonnés en vigueur telle que publiée au Moniteur belge.

Les bénéficiaires doivent avertir la Région et la Commune de toute modification ultérieure de ceux-ci.

---

**Article 5 : Contrôle**

Les bénéficiaires s'engagent à utiliser le subside pour réaliser le projet visé dans la présente convention et accepte que des contrôles aient lieu afin de le vérifier. Ces contrôles sont effectués par les autorités mandatées pour le contrôle de l'utilisation des subsides, notamment le Ministère de la Région de Bruxelles et la Cour des comptes.

Lors du décompte final, les subventions non utilisées ou utilisées à des fins autres que celles pour lesquelles elles avaient été octroyées doivent être remboursées à la Région.

Les bénéficiaires s'engagent à informer la Région de toute autre source de financement du projet, que celui-ci soit en nature ou monétaire, en provenance de l'Union Européenne, des autorités publiques belges ou de personnes privées.

---

**Article 6 : Envoi de documents**

Toutes notifications effectuées sur la base de cette convention et tout document requis doivent être adressés valablement aux adresses suivantes :

▪ Pour la Région :

Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale  
A.A.T.L. – Direction Rénovation urbaine  
CCN – 7<sup>ème</sup> étage  
Rue du Progrès 80 boîte 1  
1035 Bruxelles

▪ Pour les bénéficiaires :

Asbl Maison de Quartier Bonnevie  
A l'attention de Madame Marie-Claire MIGERODE, Coordinatrice  
Rue Bonnevie, 40  
1080 Molenbeek-Saint-Jean

Asbl Casablanca  
A l'attention de Monsieur Pieter DEHON, Directeur  
Avenue François Malherbe, 42  
1070 Anderlecht

▪ Pour la Commune:

Collège des Bourgmestre et Échevins de la commune de Molenbeek-Saint-Jean  
Maison Communale  
Rue du Comte de Flandre, 20  
1080 Molenbeek-Saint-Jean

---

**Article 7 : Information et publicité**

Tout document destiné au public dans le cadre du projet faisant l'objet de la présente convention doit se référer nécessairement à l'intervention financière de la Région.  
Le logo de la Région, mis à la disposition des bénéficiaires sur simple demande, doit figurer sur ces documents.

Tout document doit être transmis à la Région dès sa réalisation.

En outre, tout événement organisé dans ce contexte doit obligatoirement faire référence à l'aide financière précitée et être renseigné au moins un mois à l'avance à la Région et à la Commune.

---

**Article 8 : Évaluation**

Les différentes parties s'engagent à participer pleinement à l'évaluation du projet qui se fera au cours de sa mise en œuvre, selon une méthode qui sera établie dans un avenant à la présente convention. Les bénéficiaires s'engagent notamment, le cas échéant, à adresser annuellement à la Région et à la Commune une mise à jour des grilles d'indicateurs relatives à l'opération et qui seront définies ultérieurement.

---

**Article 9 : Responsabilité**

La Région et la Commune ne peuvent aucunement être tenues responsables pour les dommages causés aux personnes et aux biens, résultant directement ou indirectement de l'exécution de cette convention par les bénéficiaires.

---

**Article 10 : Litiges**

Les cours et tribunaux de l'arrondissement judiciaire de Bruxelles sont exclusivement compétents pour les litiges relatifs à la présente convention.

---

**Article 11 : Entrée en vigueur et durée de cette convention**

Cette convention entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2013 et est valable jusqu'au 21 décembre 2016.



Etablie à Bruxelles en quatre exemplaires le  
avoir reçu un exemplaire.

, chacune des parties reconnaissant

Pour la Région de Bruxelles – Capitale,

Pour l'ASBL Maison de Quartier Bonnevie,

Evelyne HUYTEBROECK,  
Ministre chargée de l'Environnement, de l'Energie,  
de la Politique de l'eau et de la Rénovation urbaine

Marie-Claire MIGERODE,  
coordinatrice

Pour l'ASBL Casablanca,

Pieter DEHON,  
Directeur

Pour la Commune de Molenbeek-Saint-Jean,

Françoise SCHEPMANS,  
Bourgmestre

Jacques DE WINNE,  
Secrétaire communal



---

## CONVENTION CONTRAT DE QUARTIER DURABLE « AUTOUR DE LÉOPOLD II » À MOLENBEEK-SAINT-JEAN

Entre

La Région de Bruxelles-Capitale, représentée par son Gouvernement au nom duquel intervient Madame Evelyne Huytebroeck, Ministre chargée de l'Environnement, de l'Energie, de la Politique de l'eau et de la Rénovation urbaine, dénommée ci-après « la Région » ;

Et

L'ASBL Lutte contre l'Exclusion Sociale à Molenbeek (LES), établie à 1080 Molenbeek-Saint-Jean, rue du Comte de Flandre, 15 et représentée valablement par Madame Sylvie LAHY, Administratrice-Déléguée, dénommée ci-après « le bénéficiaire » ;

Et

La Commune de Molenbeek-Saint-Jean, représentée par le Collège des Bourgmestre et Échevins, au nom de laquelle agissent Madame Françoise SCHEPMANS, Bourgmestre, et Monsieur Jacques DE WINNE, Secrétaire communal, dénommée ci-après « la Commune » ;

Il a été convenu ce qui suit :

---

### Article 1<sup>er</sup> : Textes applicables à la convention

Cette convention est régie par :

- L'ordonnance du 28 janvier 2010 organique de la revitalisation urbaine ;
- L'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 27 mai 2010 portant exécution de l'ordonnance du 28 janvier 2010 organique de la revitalisation urbaine ;
- La nouvelle loi communale du 26 mai 1989 ;
- L'ordonnance organique du 23 février 2006 portant les dispositions applicables au budget, à la comptabilité et au contrôle ;
- La décision du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 13 décembre 2012 approuvant le programme du contrat de quartier durable « Autour de Léopold II », notifiée à la Commune le 21 décembre 2012 ;
- La décision du 28 février 2013 du Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale en charge de la revitalisation urbaine notifiant au bénéficiaire le montant total de la subvention qui lui est octroyée pour l'exécution de son projet ;
- La loi du 27 juin 1921 modifiée par la loi du 2 mai 2002 accordant la personnalité civile aux associations sans but lucratif et aux établissements d'utilité publique.

Par ailleurs, il y a lieu de se référer également au « guide pratique des actions socio-économiques » rédigé par la Région.

## Article 2 : Objet de la convention

a) La présente convention vise à régler les modalités d'octroi et de contrôle de la subvention octroyée au bénéficiaire par décision ministérielle mentionnée à l'article 1<sup>er</sup>.

Cette subvention est octroyée au bénéficiaire au titre de soutien à la réalisation de son projet consistant en l'engagement d'un animateur de rue pour travailler avec les jeunes de 16 à 25 ans occupant le parc Saint-Rémy.

Des modifications du projet ne sont possibles qu'à partir du 21 décembre 2013 (soit la date anniversaire de la notification à la Commune du contrat de quartier durable), durant un an, moyennant l'autorisation du Ministre ; elles devront faire l'objet d'un avenant à cette convention.

b) En annexe de la présente convention, une fiche de projet établie par le bénéficiaire détaille les missions susmentionnées au point a).

Cette fiche de projet pourra être actualisée, chaque année, par la Région après remise par le bénéficiaire des documents visés à l'article 4 a) de la présente convention.

Toute modification de la fiche réalisée par la Région doit être communiquée par écrit aux deux autres parties. A défaut de réaction dans les 15 jours qui suivent sa notification, la modification est réputée approuvée.

La fiche de projet initiale ainsi que ses actualisations font parties intégrantes de la présente convention.

## Article 3 : Financement

a) Montants du financement :

Une subvention d'un montant total de 158.000,00 € est octroyée au bénéficiaire.

La subvention est liquidée de la manière suivante :

	année 1	année 2	année 3	année 4	Total
Rémunérations	38.000,00 €	39.000,00 €	40.000,00 €	41.000 €	158.000,00 €
Autres frais de fonctionnement	<i>[Plan financier indicatif détaillé : voir fiche projet jointe en annexe]</i>				
Frais d'investissement					

b) Détermination des montants dus et modalités de paiement :

Annuellement, la Région liquide un acompte à concurrence de 70% du montant de son intervention.

Le premier acompte est versé dès l'entrée en vigueur de présente convention pour autant que l'exécution du projet débute durant l'année en cours.

En vue de la liquidation du solde de l'année écoulée, le bénéficiaire transmet à la Région et à la Commune les pièces justificatives visées à l'article 4 a) de la présente convention.

Si le bénéficiaire est assujéti à la T.V.A., les montants hors T.V.A. doivent être pris en compte sauf la quotité non-récupérable de la T.V.A.

La Région dispose d'un délai de 60 jours à compter du premier jour ouvrable suivant la réception des documents susmentionnés pour notifier sa décision quant au paiement ou non du subside.

Ayant fixé, sur base des pièces justificatives transmises, l'acompte pour l'année qui suit ainsi que, le cas échéant, le solde de la subvention due, la Région demande au bénéficiaire d'établir une déclaration de créance. La liquidation interviendra après réception de ladite déclaration.

Les différentes tranches du subside sont versées sur le compte n°BE11 0012-7347-9048 du bénéficiaire.

c) Clôture de financement :

Les pièces justifiant le montant total des dépenses doivent être en possession de la Région au plus tard le 21 juin 2017.

A défaut, la Région clôture les comptes sur base des documents en sa possession à cette date.

---

**Article 4 : Documents requis pour la liquidation du subside**

Le bénéficiaire remet à la Région et à la Commune, au plus tard le 30 avril de chaque année, les documents suivants :

a) un rapport financier et de gestion

Le bénéficiaire s'engage à transmettre un rapport annuel qui définit l'avancement et le financement du projet.

Toute dépense doit être justifiée par une facture dûment acquittée (ou une copie de la facture et de l'extrait de compte correspondant) ou par tout autre document probant (ex.: contrat de travail, déclarations trimestrielles à l'ONSS, ...). Ces pièces justificatives doivent être numérotées et reprises sur une liste certifiée « vraie et sincère » par une personne habilitée.

Le cas échéant, le rapport doit laisser entrevoir la volonté de pérenniser le projet au-delà du 21 décembre 2016.

La Commune s'engage à convoquer une commission de quartier afin qu'elle rende son avis sur le rapport financier et de gestion. Cette commission est convoquée dans des délais lui permettant de transmettre cet avis dans les 45 jours qui suivent la réception du rapport et pour le 31 mai au plus tard.

b) Le bilan et le compte de résultat

Le bénéficiaire s'engage à fournir annuellement le bilan – le cas échéant consolidé – et le compte de résultats afférents à ses activités, conformément aux dispositions légales en la matière.

c) L'attestation de l'ONSS

Le bénéficiaire doit transmettre annuellement une attestation de l'Office National de la Sécurité Sociale détaillant les arriérés éventuels, les créances et/ou les litiges en souffrance.

d) Les statuts de l'ASBL

Le bénéficiaire s'engage à transmettre, lors de la signature de la présente convention, la dernière version des statuts coordonnés en vigueur telle que publiée au Moniteur belge.

Le bénéficiaire doit avertir la Région et la Commune de toute modification ultérieure de ceux-ci.

---

**Article 5 : Contrôle**

Le bénéficiaire s'engage à utiliser le subside pour réaliser le projet visé dans la présente convention et accepte que des contrôles aient lieu afin de le vérifier. Ces contrôles sont effectués par les autorités mandatées pour le contrôle de l'utilisation des subsides, notamment le Ministère de la Région de Bruxelles et la Cour des comptes.

Lors du décompte final, les subventions non utilisées ou utilisées à des fins autres que celles pour lesquelles elles avaient été octroyées doivent être remboursées à la Région.

Le bénéficiaire s'engage à informer la Région de toute autre source de financement du projet, que celui-ci soit en nature ou monétaire, en provenance de l'Union Européenne, des autorités publiques belges ou de personnes privées.

---

#### **Article 6 : Envoi de documents**

Toutes notifications effectuées sur la base de cette convention et tout document requis doivent être adressés valablement aux adresses suivantes :

- Pour la Région :  
Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale  
A.A.T.L. – Direction Rénovation urbaine  
CCN – 7<sup>ème</sup> étage  
Rue du Progrès 80 boîte 1  
1035 Bruxelles
- Pour le bénéficiaire :  
Asbl Lutte contre l'Exclusion Sociale à Molenbeek (LES)  
A l'attention de Madame Sylvie LAHY, Administratrice-Déléguée  
Rue du Comte de Flandre, 20  
1080 Molenbeek-Saint-Jean
- Pour la Commune:  
Collège des Bourgmestre et Échevins de la commune de Molenbeek-Saint-Jean  
Maison Communale  
Rue du Comte de Flandre, 20  
1080 Molenbeek-Saint-Jean

---

#### **Article 7 : Information et publicité**

Tout document destiné au public dans le cadre du projet faisant l'objet de la présente convention doit se référer nécessairement à l'intervention financière de la Région.  
Le logo de la Région, mis à la disposition du bénéficiaire sur simple demande, doit figurer sur ces documents.

Tout document doit être transmis à la Région dès sa réalisation.

En outre, tout événement organisé dans ce contexte doit obligatoirement faire référence à l'aide financière précitée et être renseigné au moins un mois à l'avance à la Région et à la Commune.

---

#### **Article 8 : Évaluation**

Les différentes parties s'engagent à participer pleinement à l'évaluation du projet qui se fera au cours de sa mise en œuvre, selon une méthode qui sera établie dans un avenant à la présente convention. Le bénéficiaire s'engage notamment, le cas échéant, à adresser annuellement à la Région et à la Commune une mise à jour des grilles d'indicateurs relatives à l'opération et qui seront définies ultérieurement.

---

**Article 9 : Responsabilité**

La Région et la Commune ne peuvent aucunement être tenues responsables pour les dommages causés aux personnes et aux biens, résultant directement ou indirectement de l'exécution de cette convention par le bénéficiaire.

---

**Article 10 : Litiges**

Les cours et tribunaux de l'arrondissement judiciaire de Bruxelles sont exclusivement compétents pour les litiges relatifs à la présente convention.

---

**Article 11 : Entrée en vigueur et durée de cette convention**

Cette convention entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2013 et est valable jusqu'au 21 décembre 2016.

Etablie à Bruxelles en trois exemplaires le \_\_\_\_\_, chacune des parties reconnaissant avoir reçu un exemplaire.

Pour la Région de Bruxelles – Capitale,

Pour l'ASBL Lutte contre l'Exclusion Sociale à Molenbeek (LES),

Evelyne HUYTEBROECK,  
Ministre chargée de l'Environnement, de l'Energie,  
de la Politique de l'eau et de la Rénovation urbaine

Sylvie LAHY,  
Administratrice-Déléguée

Pour la Commune de Molenbeek-Saint-Jean,

Françoise SCHEPMANS,  
Bourgmestre

Jacques DE WINNE,  
Secrétaire communal

**39. Objet : Projets subsidiés - Contrat de Quartier Cinéma - Bellevue - Opération 5b.6 - Fête de quartier - Approbation de la convention tripartite entre la Région de Bruxelles-Capitale et l'association de Schouder.**

Le Conseil communal,

Vu la notification de la décision du Gouvernement de la Région de Bruxelles - Capitale du 05 février 2009 par laquelle le Gouvernement de la Région de Bruxelles - Capitale approuve le programme quadriennal du contrat de quartier « Cinéma - Bellevue » ;

Considérant que ledit programme prévoit l'opération 5b.6 – Fête de Quartier ;

Considérant que l'association De Schouder a été désignée lors des CLDI du 29 janvier 2013 comme porteuse de projet pour l'organisation d'une fête de quartier en 2013 ;

Considérant que la Région verse le subside directement aux opérateurs ;

Considérant que la Région et la Commune doivent effectuer le contrôle quant à l'utilisation de la subvention et la réalisation effective du programme par les opérateurs ;

Prend connaissance de la convention tripartite entre la Région de Bruxelles-Capitale et l'association de Schouder et la Commune de Molenbeek-Saint-Jean ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 20 mars 2013;

à l'unanimité, décide :

Article unique

D'approuver les termes de la convention tripartite entre la Région de Bruxelles-Capitale et l'association de Schouder et la Commune de Molenbeek-Saint-Jean.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.



---

CONVENTION

CONTRAT DE QUARTIER « Cinéma Belle-Vue » À MOLENBEEK-SAINT-JEAN

Entre

La Région de Bruxelles-Capitale, représentée par son Gouvernement au nom duquel intervient Madame Evelyne Huytebroeck, Ministre chargée de l'Environnement, de l'Energie, de la Politique de l'eau et de la Rénovation urbaine, dénommée ci-après « la Région » ;

Et

L'ASBL de Schouder, établie rue de la Borne, 61, 1080 Molenbeek et représentée valablement par Madame Wendy Braeken, présidente, dénommée ci-après « la bénéficiaire » ;

Et

La Commune de Molenbeek-Saint-Jean, représentée par le Collège des Bourgmestre et Échevins, au nom de laquelle agissent Madame Françoise Schepmans, Bourgmestre, et Monsieur Jacques De Winne, Secrétaire communal, dénommée ci-après « la Commune » ,

Il a été convenu ce qui suit :

---

Article 1<sup>er</sup> : Textes applicables à la convention

Cette convention est régie par :

- L'ordonnance du 7 octobre 1993 organique de la revitalisation des quartiers ;
- L'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 3 février 1994 portant exécution de l'ordonnance du 7 octobre 1993 organique de la revitalisation des quartiers ;
- La nouvelle loi communale du 26 mai 1989 ;
- L'ordonnance organique du 23 février 2006 portant les dispositions applicables au budget, à la comptabilité et au contrôle ;
- La décision du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 10 décembre 2009 approuvant le programme du contrat de quartier « Cinéma Belle-Vue », notifiée à la Commune le 11 janvier 2010 ;
- La décision du \_\_\_\_\_ du Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale en charge de la revitalisation des quartiers notifiant au bénéficiaire le montant total de la subvention qui lui est octroyée pour l'exécution de son projet ;
- La loi du 27 juin 1921 modifiée par la loi du 2 mai 2002 accordant la personnalité civile aux associations sans but lucratif et aux établissements d'utilité publique.

Par ailleurs, il y a lieu de se référer également au « guide pratique du volet 5 » rédigé par la Région et joint à la présente convention.

---

Article 2 : Objet de la convention

a) La présente convention vise à régler les modalités d'octroi et de contrôle de la subvention octroyée au bénéficiaire par décision ministérielle mentionnée à l'article 1<sup>er</sup>



Cette subvention est octroyée au bénéficiaire au titre de soutien à la réalisation de son projet consistant en l'organisation d'une fête de quartier dans la rue de la Borne aux alentours de l'école Klimpaal.

b) En annexe de la présente convention, une fiche de projet établie par le bénéficiaire détaille les missions susmentionnées au point a).

Toute modification de la fiche réalisée par la Région doit être communiquée par écrit aux deux autres parties. A défaut de réaction dans les 15 jours qui suivent sa notification, la modification est réputée approuvée.

La fiche de projet initiale ainsi que ses actualisations font parties intégrantes de la présente convention.

---

### Article 3 : Financement

#### a) Montants du financement :

Une subvention d'un montant total de **1500 euro** est octroyée au bénéficiaire.

La subvention est liquidée de la manière suivante :

	<b>2010</b>	<b>2011</b>	<b>2012</b>	<b>2013</b>	<b>Total</b>
	€ 0,00	€ 0,00	€ 0	€ 1500,00	€ 1500,00
Rémunérations					€ 1000,00
Autres frais de fonctionnement					€ 500,00
Frais d'investissement					€ 0,00

#### b) Détermination des montants dus et modalités de paiement :

Annuellement, la Région liquide un acompte à concurrence de 70% du montant de son intervention.

Le premier acompte est versé dès l'entrée en vigueur de présente convention pour autant que l'exécution du projet débute durant l'année en cours.

En vue de la liquidation du solde de l'année écoulée, le bénéficiaire transmet à la Région et à la Commune les pièces justificatives visées à l'article 4 a) de la présente convention.

Si le bénéficiaire est assujetti à la T.V.A., les montants hors T.V.A. doivent être pris en compte sauf la quotité non-récupérable de la T.V.A.

La Région dispose d'un délai de 60 jours à compter du premier jour ouvrable suivant la réception des documents susmentionnés pour notifier sa décision quant au paiement ou non du subside.

Ayant fixé, sur base des pièces justificatives transmises, l'acompte pour l'année qui suit ainsi que, le cas échéant, le solde de la subvention due, la Région demande au bénéficiaire d'établir une déclaration de créance. La liquidation interviendra après réception de ladite déclaration.

Les différentes tranches du subside sont versées sur le compte n° BE34 0010 5585 4090 du bénéficiaire.

c) Clôture de financement :

Les pièces justifiant le montant total des dépenses doivent être en possession de la Région au plus tard le 30 avril 2014.

A défaut, la Région clôture les comptes sur base des documents en sa possession à cette date.

---

Article 4 : Documents requis pour la liquidation du subside

Le bénéficiaire remet à la Région et à la Commune, au plus tard le 30 avril de chaque année, les documents suivants :

a) un rapport financier et de gestion

Le bénéficiaire s'engage à transmettre un rapport annuel qui définit l'avancement et le financement du projet.

Toute dépense doit être justifiée par une facture dûment acquittée (ou une copie de la facture et de l'extrait de compte correspondant) ou par tout autre document probant (ex.: contrat de travail, déclarations trimestrielles à l'ONSS, ...). Ces pièces justificatives doivent être numérotées et reprises sur une liste certifiée « vraie et sincère » par une personne habilitée.

Le cas échéant, le rapport doit laisser entrevoir la volonté de pérenniser le projet au-delà du 31 décembre 2013.

La Commune s'engage à convoquer une commission locale de développement intégré afin qu'elle rende son avis sur le rapport financier et de gestion. Cette commission est convoquée dans des délais lui permettant de transmettre cet avis dans les 45 jours qui suivent la réception du rapport et pour le 31 mai au plus tard.

b) Le bilan et le compte de résultat

Le bénéficiaire s'engage à fournir annuellement le bilan – le cas échéant consolidé – et le compte de résultats afférents à ses activités, conformément aux dispositions légales en la matière.

c) L'attestation de l'ONSS

Le bénéficiaire doit transmettre annuellement une attestation de l'Office National de la Sécurité Sociale détaillant les arriérés éventuels, les créances et/ou les litiges en souffrance.

d) Les statuts de l'ASBL

Le bénéficiaire s'engage à transmettre, lors de la signature de la présente convention, la dernière version des statuts coordonnés en vigueur telle que publiée au Moniteur belge.

Le bénéficiaire doit avertir la Région et la Commune de toute modification ultérieure de ceux-ci.

---

Article 5 : Contrôle

Le bénéficiaire s'engage à utiliser le subside pour réaliser le projet visé dans la présente convention et accepte que des contrôles aient lieu afin de le vérifier. Ces contrôles sont

effectués par les autorités mandatées pour le contrôle de l'utilisation des subsides, notamment le Ministère de la Région de Bruxelles et la Cour des comptes.

Lors du décompte final, les subventions non utilisées ou utilisées à des fins autres que celles pour lesquelles elles avaient été octroyées doivent être remboursées à la Région.

Le bénéficiaire s'engage à informer la Région de toute autre source de financement du projet, que celui-ci soit en nature ou monétaire, en provenance de l'Union Européenne, des autorités publiques belges ou de personnes privées.

---

#### Article 6 : Envoi de documents

Toutes notifications effectuées sur la base de cette convention et tout document requis doivent être adressés valablement aux adresses suivantes :

- Pour la Région :

Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale  
A.A.T.L. – Direction Rénovation urbaine  
CCN – 7<sup>ème</sup> étage  
Rue du Progrès 80 boîte 1  
1035 Bruxelles

- Pour la bénéficiaire :

Asbl Schouder  
Wendy Braeken  
Rue de la Borne,61  
1080 Molenbeek

- Pour la Commune:

Au Collège des Bourgmestre et Echevins de Molenbeek-Saint-Jean  
Rue du Comte de Flandre 20  
1080 Molenbeek.

---

#### Article 7 : Information et publicité

Tout document destiné au public dans le cadre du projet faisant l'objet de la présente convention doit se référer nécessairement à l'intervention financière de la Région.

Le logo de la Région, mis à la disposition du bénéficiaire sur simple demande, doit figurer sur ces documents.

Tout document doit être transmis à la Région dès sa réalisation.

En outre, tout événement organisé dans ce contexte doit obligatoirement faire référence à l'aide financière précitée et être renseigné au moins un mois à l'avance à la Région et à la Commune.

---

#### Article 8 : Evaluation

Les différentes parties s'engagent à participer pleinement à l'évaluation du projet qui se fera au cours de sa mise en œuvre, selon une méthode qui sera établie dans un avenant à la présente convention. Le bénéficiaire s'engage notamment, le cas échéant, à adresser

annuellement à la Région et à la Commune une mise à jour des grilles d'indicateurs relatives à l'opération et qui seront définies ultérieurement.

---

Article 9 : Responsabilité

La Région et la Commune ne peuvent aucunement être tenues responsables pour les dommages causés aux personnes et aux biens, résultant directement ou indirectement de l'exécution de cette convention par le bénéficiaire.

---

Article 10 : Litiges

Les cours et tribunaux de l'arrondissement judiciaire de Bruxelles sont exclusivement compétents pour les litiges relatifs à la présente convention.

---

Article 11 : Entrée en vigueur et durée de cette convention

CETTE CONVENTION ENTRE EN VIGUEUR À LA DATE DE SA SIGNATURE ET EST VALABLE JUSQU'AU 31 DÉCEMBRE 2013.

Etablie à Bruxelles en trois exemplaires le  
, chacune des parties reconnaissant avoir reçu  
un exemplaire. Pour la Région de Bruxelles –  
Capitale,

Pour l'ASBL de Schouder,

Evelyne HUYTEBROECK,  
Ministre chargée de l'Environnement, de  
l'Energie, de la Politique de l'eau et de la  
Rénovation urbaine

Wendy Braeken, présidente

Pour la Commune de Molenbeek-Saint-Jean,

Françoise Schepmans,  
Bourgmestre,

Jacques DE WINNE,  
Secrétaire communal

**39. Betreft: Gesubsidieerde projecten - Wijkcontract Cinema - Bellevue - Ingrep 5b.6 - Wijkfeest - Goedkeuring van de tripartiete overeenkomst tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Schouder vzw en de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek.**

De Gemeenteraad,

Gelet op de kennisgeving van de beslissing van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 5 februari 2009, waarmee de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest het vierjarig programma van het wijkcontract « Cinema - Bellevue » goedkeurt ;

Overwegende dat genoemd programma voorziet in ingrep 5b.6 – Wijkfeest ;

Overwegende dat de Schouder vzw door de PCGO 29 januari 2013 werd aangeduid als projectleider van een wijkfeest die voor de jaar 2013 gepland is;

Overwegende dat het Gewest en de Gemeente de subsidie rechtstreeks uitkeren aan de projectoperatoren ;

Overwegende dat het Gewest en de Gemeente controle moeten uitoefenen inzake de aanwending van de subsidie en de effectieve uitvoering van het programma door de projectoperatoren ;

Neemt kennis van de tripartiete overeenkomst tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Schouder vzw en de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 20 maart 2013 ;

besluit eenparig :

Enig artikel

De bewoordingen van de tripartiete overeenkomst tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Schouder vzw en de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek goed te keuren.

De onderhavige beslissing zal overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest aan de voogdijoverheid worden overgemaakt.



---

OVEREENKOMST

WIJKCONTRACT « Cinéma Belle-Vue » TE MOLENBEEK

Door

Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, vertegenwoordigd door zijn Regering, in wiens naam Mevrouw Evelyne Huytebroeck, Minister belast met Leefmilieu, Energie, Waterbeleid en Stadsvernieuwing handelt, hierna genoemd « het Gewest » ;

En

De VZW Schouder, gevestigd te Paalstraat 61, 1080 Molenbeek, en wettelijk vertegenwoordigd door Mevrouw Wendy Braeken, voorzitter, hierna genoemd « de begunstigde » ;

En

De Gemeente Molenbeek, daarbij vertegenwoordigd door het College van Burgemeester en Schepenen, in wiens naam Mevrouw Françoise Schepmans, Burgemeester en De heer Jacques De Winne, Gemeentesecretaris handelen, hierna genoemd « de Gemeente »

Werd het volgende overeengekomen :

---

Artikel 1 : Wettteksten die op de overeenkomst toepasselijk zijn

Voor deze overeenkomst zijn van toepassing :

- de ordonnantie van 7 oktober 1993 houdende organisatie van de herwaardering van de wijken;
- het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 3 februari 1994 tot uitvoering van de ordonnantie van 7 oktober 1993 houdende organisatie van de herwaardering van de wijken;
- de nieuwe Gemeentewet van 26 mei 1989 ;
- de organieke ordonnantie van 23 februari 2006 houdende de bepalingen die van toepassing zijn op de begroting, de boekhouding en de controle ;
- het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 10 december 2009 houdende de goedkeuring van het programma van het wijkcontract « Cinéma Belle-Vue » waarvan de Gemeente kennis gegeven werd op 11 januari 2010 ;
- de beslissing van \_\_\_\_\_ van de Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest belast met de herwaardering van de wijken waarbij aan de begunstigde het totaal bedrag van de toelage die hem wordt toegekend voor de uitvoering van zijn project wordt bekendgemaakt;
- de wet van 27 juni 1921 zoals gewijzigd door de wet van 2 mei 2002, waarbij aan verenigingen zonder winstgevend doel en aan instellingen van openbaar nut rechtspersoonlijkheid wordt verleend.

Men dient ook te verwijzen naar de “praktische gids van luik 5” opgesteld door het Gewest en gevoegd bij deze overeenkomst.

---

Artikel 2 : Voorwerp van de overeenkomst

a) Deze overeenkomst heeft betrekking op de regeling van de modaliteiten voor de toekenning en de controle van de toelage toegekend aan de begunstigde bij ministeriële beslissing bedoeld in artikel 1.

Deze toelage wordt toegekend aan de begunstigde als tussenkomst bij de uitvoering van zijn project dat bestaat uit de voorbereiding en de organisatie van een wijkfeest rond het school Klimpaal in de paalstraat.

b) Als bijlage bij deze overeenkomst detailleert een projectfiche opgesteld door de begunstigde de opdrachten vermeld in punt a).

Deze projectfiche kan ieder jaar geactualiseerd worden door het Gewest na overhandiging door de begunstigde van de documenten bedoeld in artikel 4 a) van deze overeenkomst.

Iedere wijziging van de fiche door het Gewest dient schriftelijk te worden meegedeeld aan de twee andere partijen. Bij uitblijven van een reactie binnen de 15 dagen volgende op de notificatie, wordt de wijziging als goedgekeurd geacht.

De oorspronkelijke projectfiche evenals de actualiseringen maken deel uit van deze overeenkomst.

---

### Artikel 3 : Financiering

#### d) Bedragen van de financiering :

Een toelage voor een totaal bedrag van **in te vullen** euro wordt toegekend aan de begunstigde.

De toelage wordt op de volgende wijze vereffend :

	<b>2010</b>	<b>2011</b>	<b>2012</b>	<b>2013</b>	<b>Totaal</b>
	€ 0,00	€ 0,00	€ 0,00	€ 1.500,00	€ <b>1500,00</b>
Personeelskosten					€ 1.000,00
Andere werkkingskosten					€ 500,00
Investeringskosten					€ 0,00

#### e) Vaststelling van de verschuldigde bedragen en betalingsmodaliteiten :

Ieder jaar wordt een voorschot van 70% van de toelage uitbetaald door het Gewest betaald.

Het eerste voorschot zal gestort worden zodra deze overeenkomst in werking treedt voor zo ver de uitvoering van het project aanvangt in het lopend jaar.

Met het oog op de vereffening van het saldo van het afgelopen jaar, maakt de begunstigde aan het Gewest en aan de Gemeente de bewijsstukken over bedoeld in artikel 4, a) van deze overeenkomst.

Indien de begunstigde onderworpen is aan de B.T.W. dan dient er, met uitzondering tot het niet invorderbaar gedeelte van de B.T.W., rekening gehouden te worden met de bedragen exclusief B.T.W.

Het Gewest beschikt over een termijn van 60 dagen vanaf de eerste werkdag volgend op de ontvangst van bovenvermelde documenten, om hun beslissing om de toelage al dan niet uit te betalen, kenbaar te maken.

Na vaststelling, op grond van de overgemaakte verantwoordingsstukken, van het voorschot voor het volgende jaar evenals, desgevallend het saldo van de verschuldigde toelage, vraagt het Gewest aan de begunstigde om een schuldvordering op te stellen. De vereffening zal gebeuren na ontvangst van deze vordering.

De verschillende schijven van de toelage zullen gestort worden op rekeningnummer BE75 7350 1303 3451 van de begunstigde.

f) Afsluiting van de financiering :

De verantwoordingsstukken tot rechtvaardiging van het totaal bedrag van de uitgave dienen ten laatste bij het Gewest ingediend te zijn tegen 30 april 2014.

Bij gebrek hieraan sluit zij de rekeningen af op basis van de documenten die op die datum in haar bezit zijn.

---

Artikel 4 : Vereiste documenten voor de vereffening van de toelage

De begunstigde overhandigt het Gewest en de Gemeente uiterlijk tegen 30 april van ieder jaar, de volgende documenten :

e) Een financieel en beheersverslag

De begunstigde verbindt zich ertoe een jaarverslag in te dienen dat wijst op de vordering en de financiering van het project.

Elke uitgave dient gerechtvaardigd te worden door een behoorlijk vereffende factuur (of door een afschrift van een factuur met bijhorende rekeninguittreksel) of alle rechtsgeldige bewijsstukken (vb. een arbeidscontract, driemaandelijks aangiften bij de RSZ, ...). De bewijsstukken dienen genummerd en opgesomd te worden op een "voor waar en oprecht" verklaarde lijst door een daartoe bevoegde persoon.

De Gemeente verbindt er zich toe om een plaatselijke commissie van geïntegreerde ontwikkeling bijeen te roepen, die zich uitsprekt over het financieel en het werkingsverslag. Deze commissie komt samen binnen de termijnen die het haar mogelijk maken dit advies ten laatste binnen de 45 dagen volgend op de ontvangst van het verslag en tegen uiterlijk 31 mei uit te brengen.

f) De balans en de resultatenrekening

De begunstigde verbindt zich ertoe om jaarlijks een balans voor te leggen – desgevallend geconsolideerd- en de resultatenrekening inzake zijn activiteiten, in overeenkomst met de wettelijke bepalingen ter zake.

g) Het attest van de RSZ

De begunstigde verbindt zich ertoe om jaarlijks een attest over te maken van de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid met vermelding van de eventuele achterstallen, de tegoeden en/of de betwistingen die hangend zijn.

h) De statuten van de VZW

De begunstigde verbindt zich ertoe om bij de ondertekening van deze overeenkomst, de laatste versie over te maken van de geldende gecoördineerde statuten zoals gepubliceerd in het Belgisch Staatsblad.

De begunstigde moet het Gewest en de Gemeente verwittigen van iedere latere wijziging.

---

Artikel 5 : Toezicht

De begunstigde verbindt zich ertoe de toelage te gebruiken voor de uitvoering van het project dat het voorwerp uitmaakt van deze overeenkomst en aanvaard dat er toezicht wordt



gedaan om dit na te gaan. Dit toezicht wordt uitgevoerd door de overheden die gemachtigd zijn voor het toezicht van het gebruik van de toelagen, meer bepaald het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en het Rekenhof.

Bij de eindafrekening dienen de niet gebruikte toelagen of deze die werden gebruikt voor andere doeleinden dan deze waarvoor zij werden toegekend, terugbetaald te worden aan het Gewest.

De begunstigde verbindt zich ertoe het Gewest op de hoogte te brengen van om het even welke andere financieringsbron voor het project, in natura of in geld, komend van de Europese Unie, van Belgische openbare overheden of van private personen.

---

#### Artikel 6 : De verzending van documenten

Alle notificaties die op basis van deze overeenkomst geschieden en alle vereiste documenten dienen op een geldige wijze naar de volgende geadresseerden verzonden te worden :

- Voor het Gewest :

Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest  
B.R.O.H. – Directie Stadsvernieuwing  
CCN – 7<sup>de</sup> verdieping  
Vooruitgangsstraat 80, bus 1  
1035 Brussel

- Voor de begunstigde :

VZW Schouder  
T.a.v. Wendy Braeken  
Paalstraat 61  
1080 Molenbeek

- Voor de Gemeente :

Aan de College van Burgemeester en Schepenen van Molenbeek  
Graaf van Vlaanderenstraat 20  
1080 Molenbeek

---

#### Artikel 7 : Reclame en informatieverstoring

Alle documenten bestemd voor het publiek in het raam van dit project moeten verplicht melding maken van de financiële tegemoetkoming van het Gewest.

Het logo van het Gewest, op verzoek ter beschikking van gesteld van de begunstigde, moet voorkomen op deze documenten.

Ieder Document moet overgemaakt worden aan het Gewest van zodra het werd uitgevoerd.

Overigens dienen alle in deze context georganiseerde evenementen verplicht melding te maken van voornoemde financiële tegemoetkoming en minstens een maand op voorhand gemeld te worden aan het Gewest en aan de Gemeente.

---

#### Artikel 8 : Evaluatie

De verschillende partijen verbinden zich ertoe om volledig mee te werken aan de evaluatie van het project, die plaats zal vinden tijdens de uitvoering van dit project volgens een methode die vastgelegd zal worden in een addendum bij de huidige overeenkomst.

De begunstigde verbindt zich er in het bijzonder toe om, indien het geval zich voordoet, het Gewest jaarlijks een aangepaste versie over te maken van de indicatoren tabellen die betrekking hebben op de operatie en die later nader bepaald zullen worden.

---

#### Artikel 9 : Aansprakelijkheid

Het Gewest en de Gemeente kunnen geenszins aansprakelijk gesteld worden voor schade aan personen en aan goederen als rechtstreeks of onrechtstreeks resultaat van de uitvoering van deze overeenkomst door begunstigde.

---

#### Artikel 10 : Geschillen

De regeling van geschillen voortvloeiend uit deze overeenkomst berust uitsluitend bij de Hoven en Rechtbanken van het gerechtelijk arrondissement Brussel.

---

#### Artikel 11 : Inwerkingtreding en duur van deze overeenkomst

DEZE OVEREENKOMST TREEDT IN WERKING OP DE  
DATUM VAN ONDERTEKENING EN IS GELDIG TOT 31  
DECEMBER 2013.

---

Opgemaakt te Brussel in drievoud op  
een exemplaar te hebben ontvangen.

, waar bij elk van de partijen erkent

Voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest,  
Evelyne HUYTEBROECK,  
Minister belast met Leefmilieu, Energie,  
Waterbeleid en Stadsvernieuwing

Voor de VZW Schouder,  
Wendy Braeken, voorzitter

Voor de Gemeente Molenbeek,  
Françoise Schepmans,  
Burgemeester

Jacques De Winne,  
Gemeentesecretaris

---

**40. Objet : Propriétés communales - Approbation de la convention d'occupation précaire d'un terrain communal sis rue de la Flûte Enchantée, cadastré 76a - 4e division - Section C.**

Le Conseil communal,

Considérant la demande d'occupation d'un terrain communal sis rue de la Flûte Enchantée, cadastré 76a– 4e division – section C;

Considérant la volonté du futur locataire d'y installer des animaux et de les y faire paître ;

Considérant que la parcelle n°76a, cadastrée en 4ème Division, Section C fera l'objet d'un projet de construction d'une école communale ;

Considérant que le futur locataire s'engage à entretenir le terrain jusqu'à la réalisation du projet et que dès lors l'occupation peut se faire à titre gratuit ;

Vu le projet de convention d'occupation précaire établi par le service des Propriétés communales et soumis au service des Affaires juridiques ;

Considérant que cette convention vise à valoriser le terrain jusqu'à la réalisation effective du projet;

Vu les articles 117 et 232 de la Nouvelle Loi Communale ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 06 mars 2013 ;

à l'unanimité, décide :

Article unique

D'approuver le projet de convention d'occupation précaire du terrain communal sis rue de la Flûte Enchantée, cadastré 76a– 4<sup>e</sup> division – section C.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

<b>CONVENTION D'OCCUPATION PRÉCAIRE</b>
---

Entre les soussignés:

De première part, la Commune de Molenbeek-Saint-Jean, dont l'hôtel communal est sis à 1080 Bruxelles, rue du Comte de Flandre, n° 20, ici représentée par Monsieur Karim MAJOROS, Echevin des Propriétés communales délégué, et Monsieur Jacques DE WINNE, Secrétaire communal, agissant en exécution de la délibération du Conseil communal du 21.03.2013 et en vertu de l'article 109 de la Nouvelle Loi communale,

**Ci-après dénommée " La Commune",**

**Et**

D'autre part, Monsieur LOPEZ-MENDEZ José domicilié à 1740 Ternat, Heikenlaan 24,

**Ci-après dénommé "L'occupant",**

## IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

### Article 1 : Objet de l'occupation

La Commune déclare être propriétaire du terrain sis à Molenbeek-Saint-Jean, rue de la Flûte Enchantée n° , ce terrain étant répertorié au Cadastre dans la 4<sup>ième</sup> Division, Section C, n° 76A.

Ce terrain est d'une superficie totale de 37a58ca. Il apparaît hachuré sur le plan ci-annexé destiné à faire partie intégrante de la présente convention.

Par la présente la Commune concède à l'occupant le droit d'occuper le terrain susvisé dans les conditions définies ci-après.

### Article 2 : Affectation

Il est expressément convenu que la présente occupation n'est, et ne sera en aucun cas, régie par les dispositions relatives au bail commercial, au bail de résidence principale ou au bail à ferme.

**LE TERRAIN EST MIS A LA DISPOSITION DE L'OCCUPANT AFIN D'Y INSTALLER DES ANIMAUX ET DE LES Y FAIRE PAITRE, EN DEHORS DE TOUTE EXPLOITATION AGRICOLE. L'OCCUPATION CONCERNE L'ENTIERETE DU TERRAIN VISE A L'ARTICLE 1<sup>ER</sup>.**

Le terrain visé à l'article 1<sup>er</sup> fait l'objet d'un projet communal.

### Article 3 : Durée

La présente convention est conclue pour une durée déterminée d'un an. Elle prend cours à la date de la signature du présent contrat.

La convention pourra toutefois être prolongée par période d'un an au-delà de la période initiale.

Chaque partie peut mettre fin à la présente convention à tout moment et sans indemnité moyennant un préavis de deux mois adressé par envoi recommandé à la poste.

Si l'occupant manque gravement aux obligations visées à l'art.6, le propriétaire peut mettre un terme à l'occupation moyennant un préavis de sept jours, En aucun cas une indemnité de rupture ne sera due.

### Article 4 : Droit d'occupation

La présente occupation est consentie à titre gratuit.

Aucune charge n'est imposée à l'occupant.

#### Article 5 : Etat du bien

**LES LIEUX SONT MIS A LA DISPOSITION DE L'OCCUPANT DANS L'ETAT OU ILS SE TROUVENT, BIEN CONNUS DE CE DERNIER QUI DECLARE LES AVOIR EXAMINES DANS TOUS LES DETAILS.**

L'état des lieux d'entrée sera dressé contradictoirement par un géomètre communal accompagné d'une personne déléguée par l'occupant à cette occasion, sans qu'aucune hiérarchie entre ces deux personnes ne puisse prévaloir. Dans l'hypothèse où celles-ci ne parviendraient pas à un accord, il sera fait appel à une tierce personne indépendante et, le cas échéant, à la désignation, par le Juge de Paix du Canton de Molenbeek-Saint-Jean, d'un expert judiciaire.

A l'expiration de la présente convention, l'occupant devra remettre les lieux dans l'état où il les a trouvés au départ, compte tenu de ce qui aurait été dégradé par l'usage normal ou la vétusté.

Un état des lieux de sortie sera dressé, dans les mêmes conditions que l'état des lieux d'entrée.

#### Article 6 : Entretien

L'occupant déclare bien connaître les lieux.

Tous travaux nécessités pour le bon entretien des lieux devront être exécutés par l'occupant à ses frais.

L'occupant entretiendra le terrain de manière à assurer la conservation de son état initial.

L'occupant reconnaît avoir reçu le bien en bon état d'entretien et s'engage, à la fin de la convention, à le restituer dans le même état au propriétaire.

#### Article 7 : Modifications

Il est formellement interdit à l'occupant d'effectuer toute modification ou tous travaux sur le terrain visé à l'article 1, sans l'accord préalable et exprès de la Commune, exprimé par la voie de son Collège des Bourgmestre et Echevins.

En cas de manquement à cette disposition, la Commune réclamera à charge de l'occupant en fin de contrat la remise des lieux dans leur état premier. L'occupant ne pourra réclamer aucun dédommagement de ce fait à charge de la Commune.

Les aménagements des lieux imposés par l'application de règlements existants ou à venir édictés par les autorités publiques sont à la charge exclusive du propriétaire.

#### Article 8 : Responsabilités

L'occupant assume la responsabilité pour tout dommage pouvant survenir aux tiers du fait de ses animaux.

Article 9 : Informations à donner

Le bénéficiaire s'engage à informer dans les plus brefs délais la Commune des dégradations, détériorations et usurpations qui interviendraient durant l'occupation.

A défaut d'avoir accompli toutes les diligences voulues pour informer la Commune de ces situations d'urgence, il ne pourra exercer de recours contre la Commune pour obtenir le versement d'indemnités pour la réparation de tout préjudice qu'il pourrait encourir du fait d'un sinistre consécutif à de telles situations.

Article 10 : Cession du bien

Toute cession ou sous-occupation totale ou partielle du terrain est interdite.

Article 11 : Impositions

Tous les impôts et taxes quelconques mis ou à mettre sur les lieux par l'Etat, la Région de Bruxelles-Capitale, la Commune ou toute autre autorité publique, excepté le précompte immobilier, seront pris en charge par l'occupant.

Article 12 : Enregistrement

L'enregistrement de la présente convention et les frais y afférents sont à charge de l'occupant qui supportera seul tous droits et amendes auxquels cette convention donnerait lieu.

Article 13 : Attribution de compétence

Tout différend relatif à l'interprétation, à l'exécution de la présente convention et à ses suites sera tranché exclusivement par les Tribunaux de l'Arrondissement judiciaire de Bruxelles.

Fait en quatre exemplaires à Molenbeek-Saint-Jean, le ....., chacune des parties reconnaissant avoir reçu le sien.

**L'occupant,**

José LOPEZ-MENDEZ

**Pour la Commune,**

Par Ordonnance,  
Le Secrétaire Communal,

Jacques DE WINNE

Pour la Bourgmestre  
L'Echevin du Logement délégué,

Karim MAJOROS

**40. Betreft: Gemeentelijke eigendommen - Goedkeuring van de  
bruikleenovereenkomst van een gemeentelijk terrein gelegen in de Toverfluitstraat,  
gekadastraerd 76a - afdeling 4 - Sectie C.**

De Gemeenteraad,

Gezien de vraag voor het bruikleen van een gemeentelijk terrein gelegen in de Toverfluitstraat, gekadastraerd 76a - 4<sup>e</sup> Afdeling – Sectie C;

Overwegende dat de toekomstige eigenaar hier dieren wil plaatsen om ze er te laten grazen;

Overwegende dat perceel nnr.76a, gekadastraerd in de 4<sup>e</sup> Afdeling, Sectie C het voorwerp zal uitmaken van een bouwproject van een gemeenteschool;

Overwegende dat de toekomstige gebruiker zich ertoe verbindt het terrein te onderhouden tot de uitvoering van het project en het gebruik dus volledig gratis mag worden gebeuren;

Gezien het ontwerp voor deze bruikleenovereenkomst is opgesteld door de dienst Gemeentekijk eigendommen en voorgelegd werd aan de dienst juridische zaken;

Overwegende dat deze overeenkomst beoogt het terrein zijn waarde te laten behouden tot de effectieve uitvoering van het project;

Gezien op artikel 117 en 232 van de Nieuwe Gemeentewet;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen d.d. 6 maart 2013 23 januari 2013;

Besluit eenparig

Enig artikel

Het ontwerp voor de bruikleenovereenkomst van het gemeentelijk terrein gelegen in de Toverfluitstraat gekadastraerd 76a – 4<sup>e</sup> afdeling – sectie C goed te keuren.

Onderhavige beslissing zal overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest aan de toezichthoudende overheid overgemaakt worden.

<b>BRUIKLEENOVEREENKOMST</b>
------------------------------

Tussen de ondergetekenden:

Enerzijds, de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek, waarvan het Gemeentehuis gelegen is te 1080 Brussel, Graaf van Vlaanderenstraat 20, hier vertegenwoordigd door de Heer Karim MAJOROS, afgevaardigde Schepen van Huisvesting, bijgestaan door de heer Jacques DE WINNE, Gemeentesecretaris, handelend in uitvoering van de beraadslaging die aangenomen werd door de Gemeenteraad in zijn zitting van 21.03.2011 en krachtens artikel 109 van de Nieuwe Gemeentewet,

hierna « **De Gemeente** » genoemd,

en

Anderzijds, de Heer LOPEZ-MENDEZ José, woonachtig te 1740 Ternat, Heikenlaan 24,

Hierna « **De gebruiker** » genoemd,

## WERD OVEREENGEKOMEN WAT VOLGT:

### Artikel 1 : Voorwerp van het bruikleen

De Gemeente verklaart eigenaar te zijn van een terrein dat gelegen is te Sint-Jans-Molenbeek, Toverfluitstraat. Dit terrein is bij het kadaster gerepertorieerd onder Afdeling 4, Sectie C, nr. 76A.

Dit terrein beschikt over een totale oppervlakte van 37a58ca. Op het bijgevoegde plan, dat bestemd is om integraal deel uit te maken van de onderhavige conventie, is het gearceerd weergegeven.

De Gemeente verleent aan de gebruiker het bruikleenrecht van een gedeelte van het vermelde terrein onder de voorwaarden die hieronder worden vastgelegd.

### Artikel 2 : Bestemming

**ER WORDT UITDRUKKELIJK OVEREENGEKOMEN DAT DE ONDERHAVIGE OVEREENKOMST NIET, EN IN GEEN ENKEL GEVAL, GEREGLD WORDT DOOR DE BESCHIKKINGEN BETREFFENDE DE HANDELSHUREN, DE HUURWONINGOVEREENKOMSTEN, OF DE PACHTOVEREENKOMSTEN.**

**HET TERREIN WORDT TER BESCHIKKING GESTELD VAN DE GEBRUIKER OM ER DIEREN TE PLAATSEN EN ZE ER TE DOEN GRAZEN, BUITEN ELKE LANDBOUWEXPLOITATIE OM. HET GEBRUIK BETREFT HET GEHEEL VAN HET TERRAIN BEDOELD IN HET 1E ARTIKEL.**

Het in artikel 1 bedoelde terrein vormt het voorwerp van een gemeentelijk project.

### Artikel 3 : Duur

De huidige overeenkomst wordt afgesloten voor een beperkte duur van een jaar. Deze periode vangt aan op de datum van de ondertekening van de onderhavige overeenkomst.

De overeenkomst kan echter verlengd worden met een periode van een jaar bovenop de oorspronkelijke periode.

Beide partijen mogen de overeenkomst op ieder ogenblik stopzetten mits een opzegtermijn van 2 maand via aangetekend schrijven betekend wordt.

Indien de gebruiker ernstig in gebreke blijft met betrekking tot de in artikel 6 bedoelde verplichtingen, kan de eigenaar onmiddellijk een einde stellen mits een vooropzeg van zeven dagen gegeven wordt. In geen enkel geval zal er een schadevergoeding verschuldigd zijn.

### Artikel 4 : Bruikleenrecht

Het onderhavige bruikleen wordt gratis toegekend.

Er wordt geen enkele last opgelegd aan de gebruiker.

### Artikel 5 : Plaatsbeschrijving

Het terrein wordt ter beschikking van de gebruiker gesteld in de staat waarin het zich bevindt, goed gekend door laatstgenoemde die verklaart het bezocht en in alle details onderzocht te hebben.



De plaatsbeschrijving wordt opgesteld door een landmeter van de gemeente vergezeld van een persoon die voor deze gelegenheid afgevaardigd is door de Gebruiker, zonder dat er enige hiërarchie tussen deze twee personen kan gelden. In de veronderstelling dat deze personen niet tot een akkoord kunnen komen, zal er een beroep worden gedaan op een onafhankelijke derde persoon, en in voorkomend geval op de aanduiding van een gerechtelijk expert door de Vrederechter van het Kanton Sint-Jans-Molenbeek.

Bij het verstrijken van deze overeenkomst moet de gebruiker de ruimten achterlaten in de staat waarin ze deze bij het begin hadden gevonden, rekening houdend met sleet die het gevolg is van een normaal gebruik of ouderdom.

Bij vertrek moet door de twee partijen samen een tegensprekelijke plaatsbeschrijving opgesteld worden onder dezelfde voorwaarden als bij de aanvang.

#### Artikel 6 : Onderhoud

De gebruiker verklaart het terrein goed te kennen.

Al de werken die nodig zijn voor een degelijk onderhoud van het terrein moeten door de gebruiker op zijn kosten worden uitgevoerd.

De gebruiker onderhoudt het terrein op een dergelijke manier dat het behoud in de oorspronkelijke staat ervan verzekerd blijft.

De gebruiker erkent het terrein in goede staat van onderhoud te hebben verkregen en verbindt er zich toe om op het einde van de overeenkomst het in dezelfde staat aan de eigenaar terug te bezorgen.

#### Artikel 7 : Wijzigingen

Het is voor de gebruiker formeel verboden om het even welke wijziging of werken uit te voeren op het in artikel 1 bedoelde terrain, zonder voorafgaandelijk en uitdrukkelijk akkoord tot uiting gebracht door het College van Burgemeester en Schepenen.

Indien deze beschikking niet wordt nageleefd, zal de Gemeente op het einde van de overeenkomst ten laste van de gebruiker kunnen eisen dat de ruimten in hun oorspronkelijke staat worden hersteld. De gebruiker zal in dit verband geen enkele vergoeding van de Gemeente kunnen eisen.

De inrichting van het gebruikte terrein die opgelegd wordt door toepassing van bestaande of toekomstige regelgeving vanwege de overheid, zal uitsluitend ten laste van de Gemeente uitgevoerd worden.

#### Artikel 8 : Verantwoordelijkheden

De gebruiker draagt de verantwoordelijkheid voor om het even welke schade die derden overkomen kan omwille van het feit van het gebruik door eerstgenoemde.

#### Artikel 9 : Informatie die moet worden gegeven

De begunstigde verbindt er zich toe de Gemeente zo snel mogelijk op de hoogte te brengen van de gebreken, vormen van schade en wederrechtelijke inbezittingen die zouden voorvallen.

Indien niet snel genoeg al het nodige wordt gedaan om de Gemeente in te lichten over deze noodsituaties, zal de gebruiker geen beroep kunnen uitoefenen tegen de Gemeente om de

storting van vergoedingen te verkrijgen voor om het even welke vorm van schadeherstel m.b.t. schade die opgelopen werd ten gevolge van dergelijke situaties.

Artikel 10 : Overdracht van het goed

Om het even welke overdracht of volledige of gedeeltelijke afstand van het gebruik is verboden.

Artikel 11 : Belastingen

Elke belasting en elke taks die op het goed geheven wordt of zal worden door de Staat, het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Gemeente of gelijk welke andere Openbare overheid, met uitzondering van de onroerende voorheffing, wordt door de gebruiker ten laste genomen.

Artikel 12 : Registratie

De registratie van deze overeenkomst en de desbetreffende kosten zijn ten laste van de Gemeente die als enige alle rechten en boetes zal dragen waartoe deze overeenkomst aanleiding zou geven.

Artikel 13 : Toekenning van bevoegheden

Ieder geschil omtrent de interpretatie, de uitvoering en de gevolgen van deze overeenkomst, wordt uitsluitend door de Rechtbanken van het Gerechtelijk arrondissement van Brussel beslecht.

Opgemaakt in vier exemplaren te Sint-Jans-Molenbeek op ..... Iedere partij erkent haar exemplaar te hebben ontvangen.

**De gebruiker,**

De Heer LOPEZ-MENDEZ, José

**Voor de Gemeente,**

In Opdracht,  
De Gemeentesecretaris,

Jacques DE WINNE

Voor de Burgemeester,  
De afgevaardigde Schepenen van de  
Gemeentelijke Eigendommen

Karim MAJOROS

***Monsieur Chahid quitte la séance.  
Mijnheer Chahid verlaat de zitting.***

***41. Objet : Jeunesse - Octroi d'une subvention exceptionnelle à D'Broej Centrum West pour le projet - Une main tendue.***

Le Conseil communal,

Vu la demande d'aide financière de l'association de jeunes «D'Broej Centrum West», située rue de Menin, 24 à Molenbeek, titulaire du compte bancaire n°523-0802992-04, concernant le projet «Une main tendue»;

Considérant que dans le cadre de ce projet une trentaine de jeunes de l'association âgés de 12 à 18 ans partageront des activités et des sorties avec des résidents du hôte Fuschias;

Considérant que ledit projet a débuté en novembre 2012 et se terminera en juin 2013;

Considérant qu'une aide financière de 400,00 EUR pourrait être octroyée;

Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits à l'article budgétaire 7610/332/02 de l'exercice 2013;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins en sa séance du 6 mars 2013.

Par 38 OUI, 1 abstention, décide :

#### Article 1

d'approuver l'octroi d'une aide financière de 400,00 EUR à l'association de jeunes «D'Broej Centrum West», située rue de Menin, 24 à Molenbeek, n° d'entreprise 0807.407.808 - titulaire du compte bancaire n°523-0802992-04 pour le projet « Une main tendue »;

#### Article 2

d'imputer ladite somme de 400,00 EUR à l'article budgétaire 7610/332/02 de l'exercice 2013. La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

### **41. Betreft: Jeugd - Toekenning van een buitengewone subsidie aan D'Broej Centrum West voor het project - Une main tendue.**

De Gemeenteraad,

Gelet op het verzoek om financiële ondersteuning van de jongerenvereniging D'Broej Centrum West, gevestigd in de Menenstraat 24 te Molenbeek, houder van de bankrekening 523-0802992-04, voor het project «Une main tendue»;

Overwegende dat, in het kader van dit project, een dertigtal jongeren van de vereniging in de leeftijd van 12 tot 18 jaar activiteiten en uitstappen zullen doen met bewoners van het rusthuis Les Fuschias;

Overwegende dat het genoemd project in november 2012 van start gegaan is, en dat het in juni 2013 zal aflopen;

Overwegende dat er een financiële steun van 400,00 EUR zou kunnen worden toegekend;

Overwegende dat de benodigde kredieten ingeschreven zijn in de begrotingsartikelen 7610/332/02 van het boekjaar 2013;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen in de zitting van 6 maart 2013.

Met 38 JA, 1 onthouding, besluit :

#### Artikel 1

om de toekenning goed te keuren van financiële ondersteuning van 400,00 EUR van de jongerenvereniging D'Broej Centrum West (n°0807.407.808), die gevestigd is in de Menenstraat 24, te Molenbeek, houder van het rekeningnummer 523-0802992-04, betreffende een verzoek om financiële steun voor het project "Une main tendue";

## Artikel 2

om de uitgave van 400,00 EUR te boeken op het begrotingsartikel 7610/332/02 van het boekjaar 2013.

Onderhavige beslissing zal overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest overgemaakt worden.

### **42. *Objet : Jeunesse - Octroi d'une subvention exceptionnelle à D'Broej Centrum West pour le voyage à Istanbul.***

Le Conseil communal,

Vu le courrier du 19 décembre 2012 de l'association de jeunes «D'Broej Centrum West», située rue de Menin, 24 à Molenbeek, titulaire du compte bancaire n°523-0802992-04, concernant une demande d'aide financière pour un voyage rencontre-échange à Istanbul;

Considérant qu'une dizaine de jeunes molenbeekois âgés de 13 à 18 ans participeront à ce voyage pour une rencontre-échange avec une association de jeunes d'Istanbul;

Considérant que cette rencontre se déroulera du 9 au 12 mai 2013;

Considérant qu'une aide financière de 350,00 EUR pourrait être octroyée;

Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits à l'article budgétaire 7610/332/02 de l'exercice 2013;

Sur proposition du Collège des Bourgmestres et Echevins en sa séance du 6 mars 2013.

Par 38 OUI, 1 abstention, décide :

### Article 1

d'approuver l'octroi d'une aide financière de 350,00 EUR à l'association de jeunes «D'Broej Centrum West», située rue de Menin, 24 à Molenbeek, n° d'entreprise 0807.407.808 - titulaire du compte bancaire n°523-0802992-04 pour un voyage rencontre-échange à Istanbul;

### Article 2

d'imputer la somme de 350,00 EUR à l'article budgétaire 7610/332/02 de l'exercice 2013.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

### **42. *Betreft: Jeugd - Toekenning van een buitengewone subsidie aan D'Broej Centrum West voor de reis naar Istanboel.***

De Gemeenteraad,

Gelet op het schrijven van 19 december 2012 van de jongerenvereniging «D'Broej Centrum West», gevestigd in de Menenstraat 24 te Molenbeek, houder van de bankrekening 523-0802992-04, betreffende een verzoek om financiële ondersteuning van een reis met ontmoeting en uitwisseling in Istanboel;

Overwegende dat een tiental Molenbeekse jongeren van 13 tot 18 jaar zullen deelnemen aan deze reis, waarbij men zich richt op ontmoeting en uitwisseling met een jongerenvereniging van Istanboel;

Overwegende dat deze ontmoeting zal plaatsvinden van 9 tot 12 mei 2013;

Overwegende dat er een financiële steun van 350,00 EUR zou kunnen worden toegekend;

Overwegende dat de benodigde kredieten ingeschreven zijn in de begrotingsartikelen 7610/332/02 van het boekjaar 2013;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen in de zitting van 6 maart 2013.

Met 38 JA, 1 onthouding, besluit :

#### Artikel 1

om de toekenning goed te keuren van financiële ondersteuning van 350,00 EUR van de jongerenvereniging D'Broej Centrum West (n°0807.407.808), die gevestigd is in de Menenstraat 24, te Molenbeek, houder van het rekeningnummer 523-0802992-04, betreffende een verzoek om financiële steun voor de reis naar Istanboel;

#### Artikel 2

om de uitgave van 350,00 EUR te boeken op het begrotingsartikel 7610/332/02 van het boekjaar 2013.

Onderhavige beslissing zal overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest overgemaakt worden.

### **43. Objet : Mobilité - Approbation des règlements de stationnement payant.**

Le Conseil communal,

Vu l'article 170, §4, de la Constitution ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 24 décembre 1996 relative à l'établissement et au recouvrement des taxes communales ;

Vu la loi du 15 mars 1999 relative au contentieux en matière fiscale, modifiée par la loi du 17 février 2000, et l'A.R. du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le Gouverneur ou devant le Collège des Bourgmestres et Echevins en matière de réclamation dans les provinces et les communes ;

Vu le règlement-taxe relatif au stationnement payant adopté par le Conseil communal le 25 août 2011 ;

Vu le règlement-taxe relatif à la taxe sur la carte ou vignette communale de stationnement adopté par le Conseil Communal en sa séance du 25 août 2011 ;

Vu le règlement-taxe relatif au stationnement en zone bleue adopté par le Conseil Communal en sa séance du 25 août 2011 ;

Vu le projet de Plan régional de Politique du Stationnement ;

Considérant que la politique de stationnement a pour objectif de dynamiser les zones commerciales de la commune, diminuer la pression automobile et assurer un meilleur accès au profit des habitants ;

Considérant que le diagnostic de la mise à jour du plan communal de mobilité (PCM 2) indique de manière précise une augmentation de la pression en matière de stationnement ;

Considérant qu'il y a lieu prendre de nouvelles dispositions pour diminuer cette pression ;

Considérant que le diagnostic de la mise à jour du Plan communal de mobilité (PCM 2) révèle que la rotation en zone rouge, bien que plus élevée qu'en zone verte, reste relativement faible ;

Considérant qu'il convient d'augmenter le tarif forfaitaire ainsi que les frais administratifs, ce afin d'inciter davantage les automobilistes à opter pour les modes de paiement les plus rapides et les plus légers en terme de gestion de la part de la commune ;

Considérant qu'il convient d'adapter le nombre maximal de cartes de stationnement à la taille du ménage.

Considérant que le recours à une carte de stationnement virtuelle conduit à une simplification des démarches administratives.

Par 24 OUI, 14 NON, 1 abstention, décide :

Article unique  
d'adopter :

- le Règlement de la taxe du stationnement payant ;
- le Règlement-taxe relatif au stationnement en zone bleue ;
- le Règlement-taxe relatif à la taxe sur la carte ou vignette communale de stationnement.

### **Règlement de la taxe du stationnement payant**

#### **Article 1**

Il est établi, pour la période 2013 à 2015 inclus, une taxe payable au comptant pour le stationnement de véhicules à moteur immatriculés, à l'exception des deux-roues, sur la voie publique aux endroits et moments où ce stationnement est autorisé.

Est visé le stationnement d'un véhicule à moteur sur les lieux où ce stationnement est autorisé et dans lesquels l'usage régulier des appareils dits « horodateurs » ou tout autre système de stationnement réglementé est imposé.

Par voie publique, il y a lieu d'entendre les voies et leurs trottoirs ou accotements immédiats qui appartiennent aux autorités communale, provinciale ou régionale.

Par lieux assimilés à une voie publique, il y a lieu d'entendre les parkings situés sur la voie publique, tels qu'énoncés à l'article 4, §2, de la loi du 25 juin 1993 sur l'exercice d'activités ambulantes et l'organisation des marchés publics.

#### **Article 2**

§1<sup>er</sup>. La taxe pour le stationnement des usagers d'un véhicule à moteur est fixée comme suit :

##### **2. A. Zone « rouge » et « verte »**

En zone « rouge » et « verte », le tarif est fixé comme suit :

Temps	Tarif zone rouge	Tarif zone verte
15 minutes	0,00 €	0,00 € <sup>2</sup>
30 minutes	0,50 €	0,50 €
1 heure	2,00 €	1,00 €
1h30min	3,50 €	2,00 €
2 heures	5,00 €	3,00 €
2h30min		3,80 €
3 heures		4,5 €
3h30min		5,20 €
4 heures		6,00 €
4h30min		6,80 €
5 heures		7,50 €
5h30min		8,20 €
6 heures		9,00 €
6h30min		9,80 €
7 heures		10,50 €
7h30min		11,20 €
8 heures		12,00 €
8h30min		12,80 €
9 heures		13,50 €

#### 2.A.1 Zone rouge

En zone dite « rouge », les usagers s'acquittent de la taxe comme indiqué sur le plastron de l'horodateur. Cet acquittement se manifeste par l'apposition du billet délivré par l'horodateur derrière le pare-brise. La durée maximale du stationnement est limitée à 2 heures. La gratuité est accordée au stationnement des véhicules des usagers à mobilité réduite.

#### 2.A.2. Zone verte

En zone dite « verte » les usagers s'acquittent de la taxe comme indiqué sur le plastron de l'horodateur. La durée maximale du stationnement est limitée à 4h30, excepté pour les usagers disposant de la carte de stationnement communale. Dans cette zone, la gratuité sera accordée au stationnement des véhicules des usagers à mobilité réduite.

Le statut de personne à mobilité réduite se constate au moment du stationnement par l'apposition, de manière visible et derrière le pare-brise de son véhicule, de la carte délivrée conformément à l'arrêté ministériel du 7 mai 1999.

Dans les zones verte et rouge, l'utilisateur aura toujours la possibilité d'opter pour le système forfaitaire suivant :

1. 25 euros pour la matinée, soit de 9 heures à 13h30 ;
2. 25 euros pour l'après-midi, soit de 13h30 à 18 heures.

La durée de stationnement souhaitée par l'utilisateur sera constatée par l'apposition, de façon visible et derrière le pare-brise de son véhicule soit du billet que l'appareil « horodateur » délivre suite au paiement de la taxe susvisée, soit toute autre preuve qu'il a acquitté la taxe.

<sup>2</sup> Dans les rues Heyvaert, du Bateau, de Gosselies, de Liverpool et sur le quai de l'Industrie, le tarif de 15 minutes est fixé à 0,40 €.

Sauf dans les voies suivantes :

1. rue Heyvaert ;
2. rue du Bateau ;
3. rue de Gosselies ;
4. rue de Liverpool ;
5. quai de l'Industrie,

le conducteur a, s'il le souhaite, la possibilité de se garer gratuitement pendant un quart d'heure, ce une fois par demi-journée. Ce souhait sera constaté par l'apposition, de façon visible et derrière le pare-brise de son véhicule, du billet « 15 min. gratuites » que l'appareil « horodateur » délivre. Ce billet n'est pas valable si la durée de stationnement du véhicule dépasse les 15 minutes.

§2. Il sera toujours considéré que l'utilisateur d'un véhicule à moteur en défaut de paiement de « la taxe de stationnement » a opté pour le paiement du tarif forfaitaire de 25 euros par demi-journée (matinée et après-midi).

Le défaut de paiement de « la taxe de stationnement » est constaté lorsque:

- le billet que l'appareil « horodateur » délivre ou toute autre preuve de paiement, suite au paiement de la taxe visée à l'article §1er, n'est pas visible derrière le pare-brise du véhicule ;
- la période de validité indiquée sur le billet délivré par l'appareil « horodateur » ou sur toute autre preuve de paiement, s'est écoulée ;
- dans le cas de l'utilisation du billet « 15 min. gratuites », le véhicule est resté plus d'un quart d'heure au même emplacement.

#### 2.B. Zone « jaune »

En zone « jaune », la taxe est fixée à 100 € par demi-journée pour tout véhicule en stationnement, comme indiqué sur le panneau d'information. La gratuité n'est pas accordée au stationnement des véhicules des usagers à mobilité réduite.

#### **Article 3**

La taxe est due dès le moment où le véhicule est stationné et est payable soit par insertion dans les appareils de pièces de monnaie ou de cartes magnétiques admises par ceux-ci, soit par tout autre moyen de paiement appliqué à la zone de stationnement en question.

#### **Article 4**

La taxe est due par le titulaire de la marque d'immatriculation du véhicule.

#### **Article 5**

Le stationnement d'un véhicule à moteur sur un emplacement pourvu d'horodateurs se fait au risque de l'utilisateur ou de celui au nom duquel le véhicule est immatriculé. Le paiement de la taxe donne droit au stationnement mais non à une quelconque surveillance. L'administration communale ne peut être rendue responsable des faits de dégradations ou de perte du véhicule.

#### **Article 6**

Le stationnement au tarif forfaitaire est payable dans les cinq jours à l'administration communale. A défaut de paiement dans les 5 jours, un rappel est adressé par courrier ordinaire. En cas de non-paiement dans un nouveau délai de 5 jours, un 2<sup>e</sup> rappel est adressé par courrier ordinaire. Le cas échéant, 10 € supplémentaires sont dus par le redevable à titre de frais administratifs. En cas de non-paiement persistant dans un nouveau délai de 5 jours, la taxe est enrôlée et rendue exécutoire par le Collège des Bourgmestres et Échevins. En cas d'enrôlement, 15 € supplémentaires sont dus par le redevable à titre de frais administratifs.



### **Article 7**

Les véhicules prioritaires dans le cadre d'une mission d'urgence, les véhicules des administrations régionales de la Région de Bruxelles-Capitale, de la *STIB* (Société des transports intercommunaux de Bruxelles) de l'administration communale de Molenbeek, du CPAS de Molenbeek, du *Logement molenbeekois*, de la *LES* (Lutte contre l'exclusion sociale à Molenbeek), de *Molenbeek sports* ainsi que les véhicules des concessionnaires ou impétrants repris dans la liste officielle établie par le Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale et clairement identifiables sont exonérés de la taxe durant la période d'intervention sur chantier.

### **Article 8**

Les véhicules d'associations de voitures partagées officielles et clairement identifiables sont exonérés de la taxe en zone dite « verte » et « rouge ».

### **Article 9**

L'usager supporte les conséquences qui pourraient résulter d'un usage irrégulier de l'appareil ou des détériorations qu'il lui aurait fait subir.

### **Article 10**

Lorsque l'horodateur est défectueux, le disque de stationnement visé à l'article 27.1.1. de l'arrêté royal du 1<sup>er</sup> décembre 1975 est utilisé conformément à l'article 27.1. du même arrêté royal. Celui-ci doit être visiblement apposé sur la face interne du pare-brise.

### **Article 11**

Le véhicule doit avoir quitté l'emplacement de stationnement au plus tard à l'expiration du temps de stationnement autorisé.

### **Article 12**

La taxe est recouvrée par le Receveur communal conformément aux dispositions de la loi du 24 décembre 1996 relative à l'établissement et au recouvrement des taxes provinciales et communales.

### **Article 13**

Les règles relatives à l'établissement et au recouvrement des taxes communales fixées par la loi du 24 décembre 1996 et par l'A.R. du 12 avril 1999 sont applicables dans leur intégralité.

Le réclamant ne doit pas justifier du paiement de la taxe. Cependant, l'introduction de la réclamation ne dispense pas de l'obligation de payer celle-ci dans le délai imparti.

### **Article 14**

Le présent règlement abroge le règlement de la taxe du stationnement payant adopté par le Conseil en sa séance du 25 août 2011.

### **Article 15**

Le présent règlement entrera en vigueur le 5<sup>e</sup> jour suivant sa publication conformément à l'article 112 de la Nouvelle Loi communale.

## **Règlement-taxe relatif à la taxe sur la carte ou vignette communale de stationnement**

### **Article 1**

Il est établi, pour la période 2013 à 2015 inclus, une taxe pour le stationnement de véhicules à moteur immatriculés, à l'exception des deux-roues, sur la voie publique ou sur les lieux assimilés à la voie publique.

Est visé le stationnement de véhicules à moteur sur les lieux où ce stationnement est autorisé et géré par l'autorité communale.

Par voie publique, il y a lieu d'entendre les voies et leurs trottoirs ou accotements immédiats qui appartiennent aux autorités communale, provinciale ou régionale.

Par lieux assimilés à une voie publique, il y a lieu d'entendre les parkings situés sur la voie publique, tels qu'énoncés à l'article 4, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, de la loi du 25 juin 1993 sur l'exercice et l'organisation des activités ambulantes et foraines.

## **Article 2**

Toute personne désirant s'acquitter de la taxe sur le stationnement d'un véhicule à moteur peut se procurer une carte ou vignette de stationnement virtuelle sauf si la masse maximale autorisée du véhicule est supérieure à 3,5 tonnes.

## **Article 3**

Sous réserve des articles 2 et 4, la vignette ou carte de stationnement peut être obtenue pour 600 €/an ou 20 €/ semaine.

## **Article 4**

Pour certaines personnes et sous certaines conditions, il sera accordé une réduction sur le prix de la taxe dans les cas et conditions exposés dans cet article. Cette réduction ne sera pas accordée dans le cas où le demandeur n'a pas payé les taxes relatives au stationnement payant dont il est redevable.

### **A) Entreprises disposant d'un site sur le territoire molenbeekois**

§.1. Les entreprises disposant d'un site sur le territoire molenbeekois pourront disposer de vignettes de stationnement pour les véhicules de l'entreprise et de son personnel au prix de 300 €/an suivant le mode de calcul énoncé au §.3 et §.4 de ce point A.

§.2. Par entreprise, il y a lieu de considérer toute personne morale, quel que soit son statut (institution publique, privée, asbl, SA, SPRL, indépendant).

§.3. Le nombre de voitures tolérable (10% du nombre de travailleurs) détermine le nombre d'abonnements qui peuvent être octroyés par entreprise.

§.4. Par dérogation au §.3, les entreprises disposant d'un site sur le territoire molenbeekois et comptant moins de 24 personnes pourront disposer de deux vignettes à 300 €.

§.5. L'entreprise désigne un responsable unique pour introduire la demande de vignette(s) et la/les retirer. Elle joindra à cette demande :

- une attestation justifiant de son activité sur le territoire.
- une liste des employés approuvée par son bureau social.

### **B) Personnel de la commune, de la police et assimilé**

Le personnel de la police, du CPAS de Molenbeek-Saint-Jean, de la LES, de Molenbeek Sports, du *Logement molenbeekois* et de l'Administration communale de Molenbeek-Saint-Jean, à l'exception des enseignants, pourront, s'ils ne sont pas domiciliés à Molenbeek-Saint-Jean, disposer d'une vignette communale de stationnement valable un an pour un montant de 75 €.

Le personnel de l'Administration communale bénéficiant d'une intervention dans les frais de déplacement (transport en commun, vélo, marche) ne peut obtenir ce type de vignette. Il peut en revanche obtenir une carte de stationnement gratuite comptabilisant 10 jours de stationnement pour une période d'un an.

### **C) Résidents molenbeekoïes**

Pour les résidents molenbeekoïes:

- le ménage pourra disposer d'une vignette au prix de 20 €/an ;
- le ménage se composant d'au moins 2 membres âgés de plus de 18 ans pourra disposer d'une 2<sup>e</sup> vignette au prix de 50 €/an ;
- le ménage se composant d'au moins 5 membres de plus de 18 ans pourra disposer d'une 3<sup>e</sup> vignette au prix de 200 €/an ;

Par dérogation à l'article 2, les vignettes « résidents molenbeekoïes » peuvent être délivrées aux titulaires de véhicules dont la masse autorisée est supérieure à 3,5 tonnes et inférieure à 7,5 tonnes.

### **D) Personnel médical et paramédical**

Le personnel médical et paramédical prodiguant des soins à domicile ainsi que les médecins-vérificateurs de décès peuvent disposer, s'ils ne sont pas domiciliés à Molenbeek-Saint-Jean, d'une vignette « personnel médical et paramédical » pour le montant de 75 €. En vertu de l'article 22, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 20 juillet 1971 sur les Funérailles et Sépultures, modifiée par la loi du 20 septembre 1998 et par la loi du 8 février 2001, la commune rembourse les médecins-vérificateurs de décès du montant de 75 €.

Cette vignette permet à son détenteur de se garer gratuitement dans la zone verte pendant une durée maximale de 2 heures. La durée du stationnement sera constatée par l'apposition, de façon visible et derrière le pare-brise du véhicule, du disque de stationnement visé à l'article 27.1.1 de l'arrêté royal du 1<sup>er</sup> décembre 1975, utilisé conformément aux articles 27.1.2 et 27.1.3 du même arrêté royal.

Dès le moment où cette durée de 2 heures a été dépassée, les conditions visées à l'article 2 et 5 du « Règlement de la taxe du stationnement payant » sont d'application.

### **E) Personnel enseignant**

Les enseignants relevant d'un établissement situé sur le territoire de la commune et appartenant à un réseau d'enseignement dont les diplômes sont reconnus pourront, s'ils ne sont pas domiciliés à Molenbeek-Saint-Jean, disposer d'une vignette communale de stationnement pour un montant de 75 €/an.

L'établissement scolaire est tenu de fournir la preuve que chaque bénéficiaire de l'abonnement dispense des cours sur le territoire de la Commune.

### **F) Associations sans but lucratif se consacrant au transport de personnes à mobilité réduite**

Les A.S.B.L. se consacrant au transport de personnes à mobilité réduite agréées par la Commune peuvent disposer, s'ils ne sont pas domiciliés à Molenbeek-Saint-Jean, d'une vignette « transport de personnes à mobilité réduite » pour le montant de 75 €/an.

Cette vignette permet à son détenteur de se garer gratuitement dans la zone verte pendant une durée maximale de 2 heures. La durée du stationnement sera constatée par l'apposition, de façon visible et derrière le pare-brise du véhicule, du disque de stationnement visé à l'article 27.1.1 de l'arrêté royal du 1<sup>er</sup> décembre 1975, utilisé conformément aux articles 27.1.2 et 27.1.3 du même arrêté royal.

Dès le moment où cette durée de 2 heures a été dépassée, les conditions visées à l'article 2 et 5 du « Règlement de la taxe du stationnement payant » sont d'application.

### **G) Cartes de stationnement au jour**

Dans le cadre de festivités organisées ou soutenues par la commune, il est possible d'obtenir une carte de stationnement pour un ou plusieurs jour(s). Le prix de la carte de stationnement est fixé comme suit :

5€ + (600€/ 365jours \* le nombre de jour de la festivité) = prix de la carte - arrondi au dixième de cents supérieur. La Croix-Rouge peut obtenir une carte de stationnement au jour gratuite.

Par festivité organisée ou soutenue par la commune, il y a lieu de comprendre toutes les festivités pour lesquelles le collège des Bourgmestre et Échevins décide d'engager gracieusement les moyens logistiques nécessaires au bon déroulement de la festivité.

Une liste comprenant le numéro d'immatriculation et le nom des ayants-droit sera transmise aux guichets de la mobilité par le fonctionnaire coordinateur de l'événement.

### **H) Visiteurs**

Tout résident molenbeekois âgé de plus de 70 ans domicilié en zone verte ou rouge et dont le ménage ne dispose pas de carte résident peut obtenir, sans déplacement tous les trois mois, 16 cartes de stationnement pour visiteurs. Ces cartes octroient la gratuité du stationnement en zone verte pour une période de 2h15 chacune.

Lors d'une nouvelle demande de cartes, le demandeur devra rapporter les cartes utilisées pour en obtenir de nouvelles.

Pour que la validité de la carte visiteur soit constatée, celle-ci doit être visible derrière le pare-brise, côté intérieur du véhicule, dans le coin inférieur droit. Les cases doivent être grattées comme indiqué sur la carte.

#### **Article 5**

Les demandes de vignette(s) sont adressées par écrit à l'administration communale. Lors de l'introduction d'une demande, le demandeur fournit une copie du certificat d'immatriculation du véhicule visé par la demande.

#### **Article 6**

L'usager désirant obtenir une réduction de la taxe de stationnement doit être le titulaire de la marque d'immatriculation du véhicule pour lequel la réduction est demandée ou membre de son ménage. Dans le cas d'un véhicule immatriculé au nom d'une personne morale, le demandeur doit en être l'utilisateur principal.

#### **Article 7**

L'usager désirant obtenir une réduction de la taxe de stationnement doit fournir les éléments permettant de prouver qu'il entre bien dans une des catégories figurant aux articles 4 et 6.

#### **Article 8**

L'entreprise ou l'établissement scolaire organise, suivant ses propres règles internes, les modalités de distribution de ces abonnements à son personnel.

#### **Article 9**

La vignette et la carte de stationnement communale ne couvrent la taxe communale de stationnement que pour les zones dites vertes et bleues.

#### **Article 10**

Cette vignette de stationnement communale ne sera en aucun cas remboursable.

### **Article 11**

Le présent règlement abroge le règlement-taxe relatif à la taxe sur la carte ou vignette communale de stationnement adopté par le Conseil en sa séance du 25 août 2011.

### **Article 12**

Le présent règlement entrera en vigueur le 5<sup>e</sup> jour suivant sa publication conformément à l'article 112 de la Nouvelle Loi communale.

## **Règlement-taxe relatif au stationnement en zone bleue**

### **Article 1 :**

Il est établi, pour les exercices 2013 à 2015 inclus, une taxe au comptant pour le stationnement de véhicules à moteur immatriculés, à l'exception des deux-roues, sur la voie publique ou sur les lieux assimilés à la voie publique.

Est visé le stationnement d'un véhicule à moteur sur les lieux où ce stationnement est autorisé et dans lesquels une zone bleue ou une voie publique où s'applique la réglementation de la zone bleue est en vigueur.

Par voie publique, il y a lieu d'entendre les voies et leurs trottoirs ou accotements immédiats qui appartiennent aux autorités communale, provinciale ou régionale.

Par lieux assimilés à une voie publique, il y a lieu d'entendre les parkings situés sur la voie publique, tels qu'énoncés à l'article 4, §2, de la loi du 25 juin 1993 sur l'exercice d'activités ambulantes et l'organisation des marchés publics.

### **Article 2 :**

La taxe est fixée comme suit :

- gratuité pour la durée maximale autorisée par la signalisation routière ;
- un forfait de 30 euros par jour pour toute durée supérieure à la gratuité.

La durée de stationnement souhaitée par l'utilisateur sera constatée par l'apposition, de façon visible et derrière le pare-brise de son véhicule, du disque de stationnement, conformément à l'article 27.1.1 de l'arrêté royal du 1<sup>er</sup> décembre 1975.

Ces tarifs sont applicables de 9 heures à 18 heures (à l'exception des dimanches et jours fériés légaux).

Cette réglementation n'est pas applicable aux usagers qui disposent d'un, de la vignette officielle de stationnement délivrée par la commune, conformément à l'arrêté ministériel du 9 janvier 2007.

La gratuité sera accordée au stationnement des véhicules des usagers à mobilité réduite.

Le statut de personne à mobilité réduite se constate au moment du stationnement par l'apposition, de manière visible et derrière le pare-brise de son véhicule, de la carte délivrée conformément à l'arrêté ministériel du 7 mai 1999.

### **Article 3 :**

La taxe est due dès le moment où le véhicule a dépassé la durée de gratuité et est payable par virement au compte de la commune, cette dernière possibilité n'étant offerte uniquement que si l'utilisateur opte pour l'application du tarif forfaitaire.

### **Article 4 :**

Lorsque le disque de stationnement n'est pas apposé de façon visible derrière le pare-brise du véhicule, ou lorsque l'utilisateur n'a pas positionné la flèche du disque de stationnement

sur le trait qui suit celui du moment de son arrivée ou lorsque l'utilisateur modifie les indications sans avoir quitté l'emplacement de stationnement, il sera toujours considéré que l'utilisateur d'un véhicule à moteur a opté pour le paiement du tarif forfaitaire, visé à l'article 2.

Lors de l'application du système forfaitaire en raison de ce qui est défini à l'alinéa 1 du présent article, il sera apposé, par le préposé de la commune, sur le pare-brise du véhicule une invitation à acquitter la taxe dans les cinq jours.

**Article 5 :**

La taxe est due par le titulaire de la marque d'immatriculation du véhicule.

**Article 6:**

Le stationnement au tarif forfaitaire est payable dans les cinq jours à l'administration communale. A défaut de paiement dans les 5 jours, un rappel est adressé par courrier ordinaire. En cas de non-paiement dans un nouveau délai de 5 jours, un 2<sup>e</sup> rappel est adressé par courrier ordinaire. Le cas échéant, 10 € supplémentaires sont dus par le redevable à titre de frais administratifs. En cas de non-paiement persistant dans un nouveau délai de 5 jours, la taxe est enrôlée et rendue exécutoire par le Collège des Bourgmestres et Échevins. En cas d'enrôlement, 15 € supplémentaires sont dus par le redevable à titre de frais administratifs.

**Article 7 :**

Les véhicules prioritaires dans le cadre d'une mission d'urgence, les véhicules communaux et régionaux, ainsi que les véhicules des concessionnaires ou impétrants, repris dans la liste officielle établie par le Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale et clairement identifiables sont exonérés de la taxe durant la période d'intervention sur chantier.

**Article 8 :**

Les véhicules d'associations de voitures partagées officielles et clairement identifiables sont exonérés de la taxe.

**Article 9 :**

La taxe est recouvrée par le Receveur communal conformément aux dispositions de la loi du 24 décembre 1996 relative à l'établissement et au recouvrement des taxes provinciales et communales.

**Article 10 :**

Les règles relatives à l'établissement et au recouvrement des taxes communales fixées par la loi du 24 décembre 1996 et par l'A.R. du 12 avril 1999 sont applicables dans leur intégralité.

Le réclamant ne doit pas justifier du paiement de la taxe. Cependant, l'introduction de la réclamation ne dispense pas de l'obligation de payer celle-ci dans le délai imparti.

**Article 11**

Le présent règlement abroge le Règlement-taxe relatif au stationnement en zone bleue adopté par le Conseil en sa séance du 25 août 2011.

**Article 12**

Le présent règlement entrera en vigueur le 5<sup>e</sup> jour suivant sa publication conformément à l'article 112 de la Nouvelle Loi communale.

### **43. Betreft: Mobiliteit - Goedkeuring van de reglementen op het betalend parkeren.**

De Gemeenteraad,

Gelet op artikel 170, §4, van de Grondwet;

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de wet van 24 december 1996 betreffende de vestiging en de invordering van de gemeentebelastingen;

Gelet op de wet van 15 maart 1999 betreffende de beslechting van fiscale geschillen, gewijzigd door de wet van 17 februari 2000 en het K.B. van 12 april 1999, die de procedure bepaalt voor de gouverneur of voor het college van burgemeester en schepenen betreffende klachten in de provincies of gemeenten ;

Gelet op het reglement voor taksen betreffende het betalend parkeren aangenomen door de Gemeenteraad van 25 augustus 2011;

Gelet op het reglement voor taksen betreffende de taks op de gemeentelijke kaart of vignet voor het parkeren aangenomen door de Gemeenteraad van 25 augustus 2011;

Gelet op het reglement voor taksen betreffende het parkeren in een blauwe zone aangenomen door de Gemeenteraad van 25 augustus 2011;

Gelet op het project van het Gewestelijk Parkeerbeleidsplan;

Overwegende dat het parkeerbeleid tot doel heeft de commerciële zones in de Gemeente te dynamiseren, de druk van het autoverkeer te verminderen en een betere toegang ten voordele van de inwoners te verzekeren;

Overwegende dat de diagnose in het kader van de update van het gemeentelijk mobiliteitsplan (GMP 2) duidt op een verhoging van de druk betreffende het parkeren;

Overwegende dat het nodig is nieuwe maatregelen te nemen om deze druk te verminderen ;

Overwegende dat de diagnose in het kader van de update van het gemeentelijk mobiliteitsplan (GMP 2) aan het licht brengt dat de rotatie in de rode zone, alhoewel duidelijk hoger dan in de groene zone, toch relatief laag blijft;

Overwegende dat het nodig is om het forfaitair tarief te verhogen evenals de administratieve kosten ten gevolge van de inkohiering, en dit om zoveel mogelijk automobilisten aan te zetten om te kiezen voor de snelste en de, op gebied van het beheer door de gemeente, minst arbeidsintensieve betaalmodaliteiten ;

Overwegende dat het nodig is het maximaal aantal parkeerkaarten aan te passen aan de gezinssamenstelling.

Overwegende dat het gebruik van een virtuele parkeerkaart leidt tot een vereenvoudiging van de administratieve formaliteiten;

Met 24 JA, 14 NEEN, 1 onthouding, besluit :

#### Enig artikel

Aan de Gemeenteraad de aanpassing voor te stellen van:

- Het reglement voor taksen betreffende het betalend parkeren;

- Het reglement voor taksen betreffende het parkeren in blauwe zone;
- Het reglement voor taksen betreffende de taksen op de gemeentelijke parkeerkaart of vignet.

### **Reglement betreffende de belasting voor het betalend parkeren.**

#### **Artikel 1 :**

Voor de dienstjaren 2013 tot en met 2015 wordt er een gemeentebelasting gevestigd voor het parkeren van geregistreerde motorvoertuigen, met uitzondering van tweewielers, op de openbare weg of op de plaatsen gelijkgesteld aan de openbare weg.

Wordt beoogd het parkeren van een motorvoertuig op de plaatsen waar dit parkeren toegestaan is en waar het regelmatig gebruik van de apparaten « parkeerautomaten » genoemd of eender welk ander gereguleerd parkeersysteem opgelegd wordt.

Onder openbare weg dient men te verstaan de wegen en hun voetpaden of bermen in de onmiddellijke nabijheid die aan de gemeentelijke, provinciale of regionale overheid toebehoren.

Onder plaatsen gelijkgesteld aan de openbare weg dient men te verstaan de parkings gelegen op de openbare weg, zoals opgenoemd in artikel 4, §2, van de wet van 25 juni 1993 betreffende de uitoefening en de organisatie van ambulante activiteiten en de organisatie van de openbare markten.

#### **Artikel 2 :**

§1<sup>er</sup>. Voor de gebruikers van een te parkeren motorvoertuig wordt de belasting als volgt vastgelegd :

##### **2. A. “Rode” en “groene” zone**

In de “rode” en “groene” zone, is het tarief als volgt vastgesteld:

Tijd	Tarief rode zone	Tarief groene zone
15 minuten	0,00 €	0,00 € <sup>3</sup>
30 minuten	0,50 €	0,50 €
1 uur	2,00 €	1,00 €
1u30min	3,50 €	2,00 €
2 uren	5,00 €	3,00 €
2u30min		3,80 €
3 uren		4,50 €
3u30min		5,20 €
4 uren		6,00 €
4u30min		6,80 €
5 uren		7,50 €
5u30min		8,20 €
6 uren		9,00 €
6u30min		9,80 €
7 uren		10,50 €
7u30min		11,20 €
8 uren		12,00 €
8u30min		12,80 €

<sup>3</sup> In de Heyvaertstraat, de Bootstraat, de Gosseliesstraat, de Liverpoolstraat en op de Nijverheidskaai is het tarief van 15 minuten vastgelegd op 0,40 €.



9 uren		13,50 €
--------	--	---------

## 2. A.1 Rode zone

In de « rode » zone, betalen alle gebruikers de belasting zoals aangeduid op het voorpand van de parkeerautomaat. Deze betaling is zichtbaar door het parkeerticket achter de voorruit van het voertuig te plaatsen. De parkeertijd bedraagt maximum 2 uur. In deze zone is het parkeren van voertuigen gebruikt door personen met beperkte mobiliteit gratis.

## 2. A.2 Groene zone

In de « groene » zone betalen alle gebruikers de belasting zoals aangeduid op het voorpand van de parkeerautomaat. De maximale parkeertijd bedraagt 4u30, behalve voor de gebruikers die beschikken over een gemeentelijke parkeerkaart. In deze zone is het parkeren van voertuigen gebruikt door personen met beperkte mobiliteit gratis.

Het statuut van “persoon met beperkte mobiliteit” wordt beoordeeld op het ogenblik van het parkeren door het aanbrengen op een zichtbare plaats achter de voorruit van het voertuig van de kaart uitgereikt overeenkomstig het ministerieel besluit van 7 mei 1999

In de groene en rode zones kan de gebruiker steeds kiezen voor het volgend forfaitair systeem :

1. 25 euro voor de voormiddag, dwz van 9u00 tot 13u30;
2. 25 euro voor de namiddag, dwz van 13u30 tot 18u00.

De door de gebruiker gewenste parkeerduur wordt vastgesteld door het zichtbaar aanbrengen achter de voorruit van het voertuig van hetzij het ticket dat de “parkeerautomaat” afprint na de betaling van bovenvermelde belasting, hetzij elk ander bewijs dat aan de belasting werd voldaan.

Behalve in de volgende straten

1. Heyvaertstraat
2. Bootstraat
3. Gosseliesstraat
4. Liverpoolstraat
5. Nijverheidskaai

De bestuurder die voor een kwartier gratis wenst te parkeren moet het ticket voorleggen dat de « parkeerautomaat » aflevert. Dit zal vastgesteld worden door het ticket (15 min gratis) dat de parkeermeter aflevert op een zichtbare plaats achter de voorruit te leggen. Dit ticket mag maar één keer per halve dag gebruikt worden en is niet geldig indien men de 15 minuten overschrijdt.

§2. Er wordt steeds aangenomen dat de bestuurder van een motorvoertuig zonder geldig bewijs van de betaling van de parkeerbelasting gekozen heeft voor het betalen van het forfaitair tarief van 25 euro per halve dag (voormiddag en namiddag).

Het gebrek aan betaling van “de parkeerbelasting” wordt vastgesteld indien :

- Het parkeerticket, afgeleverd door de “parkeerautomaat” of eender welk ander bewijs van betaling van de belasting voorzien in artikel §1<sup>er</sup>, niet op een duidelijk zichtbare plaats achter de voorruit van het voertuig gelegd is;
- de tijd op het parkeerticket, afgeleverd door de parkeerautomaat of op eender welk ander bewijs van betaling, voorbij is;
- indien men met het ticket “15 min gratis” langer dan een kwartier op dezelfde plaats blijft staan.

## 2.B. "Gele" zone

In een "gele" zone, is de belasting vastgesteld op een bedrag van 100€ per halve dag voor elk geparkeerd voertuig, zoals vastgesteld op het informatiebord. Het parkeren voor voertuigen van "personen met beperkte mobiliteit" is hier niet gratis.

### Artikel 3 :

De belasting is verschuldigd op het moment dat het voertuig geparkeerd staat en is betaalbaar of door het invoeren van muntstukken in het apparaat, magnetische kaarten die het apparaat aanvaard of door eender welk ander betaalmiddel van toepassing in de parkeerzone in kwestie.

### Artikel 4 :

De belasting wordt betaald door de eigenaar van het inschrijvingsbewijs van het voertuig.

### Artikel 5 :

Het parkeren van een motorvoertuig op een parkeerplaats voorzien van parkeerautomaten gebeurt op risico van de gebruiker of in naam van diegene op wiens naam het voertuig ingeschreven is. De betaling van de belasting geeft recht op parkeren maar niet op het bewaken van het voertuig. Het gemeentebestuur kan in geen geval aansprakelijk gesteld worden voor de beschadiging of het verlies van het voertuig.

### Artikel 6 :

Parkeren tegen het forfaitair tarief is betaalbaar binnen de vijf dagen bij het Gemeentebestuur. Indien dit niet binnen de 5 dagen gebeurt, wordt een herinneringsbrief per post verstuurd.

In geval van niet-betaling van de belasting binnen de volgende termijn van 5 dagen, zal een 2<sup>de</sup> herinneringsbrief per post verstuurd worden. Hierbij zal € 10 extra aan administratieve kosten aangerekend worden. In geval van niet-betaling van de belasting binnen een nieuwe periode van 5 dagen, wordt de belasting ingekohierd en wordt ze uitvoerbaar verklaard door het College van Burgemeester en Schepenen. Als de belasting ten kohier gebracht is, dient de schuldenaar € 15 bijkomende kosten te betalen voor administratieve kosten.

### Artikel 7 :

Prioritaire voertuigen in het kader van een dringende opdracht, de gemeentelijke en gewestelijke voertuigen, van de MIVB (Maatschappij voor intercommunaal vervoer te Brussel), van het gemeentebestuur van Molenbeek, het OCMW van Molenbeek, van de *Molenbeekse huisvesting*, van de C.B.S.U. (Cel ter Bestrijding tegen Sociale Uitrusting van Molenbeek), van *Molenbeek sport* evenals de voertuigen van concessiehouders, die opgenomen zijn in de officiële lijst opgesteld door het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, en duidelijk herkenbaar zijn, worden vrijgesteld van de belasting tijdens de periode van interventie.

### Artikel 8 :

De voertuigen van bedrijven die officieel aan autodelen doen en duidelijk herkenbaar zijn, worden vrijgesteld van de belasting in de "groene" en "rode" zones.

### Artikel 9 :

De gebruiker is verantwoordelijk voor de gevolgen die kunnen voortvloeien uit het ontregelen van de parkeerautomaat of de beschadigingen die hij aangebracht heeft.

### Artikel 10 :

Indien de parkeerautomaat defect is, moet de parkeerschijf bedoeld in artikel 27.1.1. van het Koninklijk Besluit van 1 december 1975 en conform gebruikt in artikel 27.1. van hetzelfde Koninklijk Besluit op een zichtbare manier achter de voorruit van het voertuig liggen.

### **Artikel 11 :**

Het voertuig moet de parkeerplaats ten laatste op het einde van de parkeertijd verlaten hebben.

### **Artikel 12 :**

De belasting wordt door de gemeenteontvanger ingevorderd overeenkomstig de bepalingen van de wet van 24 december 1996 betreffende de vestiging en de invordering van de provincie- en gemeentebelastingen.

### **Artikel 13 :**

De regels met betrekking tot de vaststelling en de inning van de gemeentelijke belastingen, aangeduid door de wet van 24 december 1996 en het K.B. van 12 april 1999, zijn in hun geheel toepasbaar.

De bezwaarnemer moet de betaling van de taks niet bevestigen. Niettegenstaande, de indiening van een klacht, wordt hij niet vrijgesteld van de verplichting om de betaling binnen een bepaalde periode uit te voeren.

### **Artikel 14 :**

Het huidig aangenomen reglement herroept het reglement van taks op het betalend parkeren goedgekeurd door de Gemeenteraad in zijn zitting van 25 augustus 2011.

### **Artikel 15 :**

Het huidige reglement zal in gebruik worden genomen vanaf de 5<sup>de</sup> dag volgend op de publicatie volgens het artikel 112 van de Nieuwe Gemeentewet.

## **Reglement voor taksen op de gemeentelijke parkeerkaart of vignet.**

### **Artikel 1**

Voor de dienstjaren 2013 tot en met 2015, wordt er een gemeentebelasting gevestigd voor het parkeren van motorvoertuigen, met uitzondering van tweewielers, op de openbare weg of op de plaatsen gelijkgesteld aan de openbare weg.

Dit reglement beoogt het parkeren van motorvoertuigen op plaatsen waar dat parkeren toegelaten is en door de gemeentelijke macht beheerd wordt.

Onder openbare weg verstaat men de wegen en hun voetpaden of nabijgelegen bermen die eigendom zijn van de gemeentelijke, provinciale of gewestelijke overheden.

Onder met een openbare weg gelijkgestelde plaatsen verstaat men de parkeerplaatsen gelegen op de openbare weg, zoals vermeld in artikel 4, § 1, 2<sup>e</sup> lid, van de wet van 25 juni 1993 betreffende de **uitoefening en de organisatie van ambulante en kermisactiviteiten**.

### **Artikel 2 :**

Iedere persoon die zich van de taks op het parkeren van een gemotoriseerd voertuig wil vereffenen kan een kaart of virtueel parkeervignet bekomen, behalve wanneer het maximale toegelaten gewicht van het voertuig hoger is dan 3,5 ton.

### **Artikel 3:**

Onder voorbehoud van artikels 2 en 4, kan het vignet of de parkeerkaart worden aangeschaft voor 600 €/per jaar of 20 €/ week.

### **Artikel 4:**

Er wordt een prijsvermindering op het gemeentelijk parkeervignet toegestaan voor bepaalde personen en onder bepaalde voorwaarden in de gevallen en voorwaarden beschreven in dit artikel. Deze vermindering zal niet worden toegestaan indien de aanvrager de taksen die hij verschuldigd is met betrekking tot het betalend parkeren nog niet vereffend heeft.

### **A) Bedrijven met een site gelegen op het grondgebied van Molenbeek**

§.1. De bedrijven met een site gelegen op het grondgebied van Molenbeek kunnen over het gemeentelijk parkeervignet beschikken tegen 300€/jaar en dit volgens de berekeningsvoorwaarden vermeld in §.3en §.4. van dit punt A.

§.2. Onder bedrijf, dient men te verstaan alle morele personen, met eender welk statuut ( openbare instelling, private instelling, vzw, NV, BVBA, zelfstandige).

§.3. Het aantal toegestane voertuigen (10% van het aantal werknemers) bepaalt het aantal abonnementen dat toegekend mag worden per bedrijf.

§.4. In afwijking van §.3, zal een minimum van twee vignetten aan de prijs van € 300 worden toegekend aan bedrijven met een site gelegen op het grondgebied van Molenbeek met minder dan 24 personen.

§.5. Het bedrijf duidt slechts één verantwoordelijke aan om de aanvragen in te dienen voor het bekomen van de gemeentelijke parkeervignetten en ze te komen afhalen. Het bedrijf voegt hierbij :

- een attest van de activiteit op het grondgebied;
- een personeelslijst bevestigd door haar sociale groep.

### **B) Gemeentepersoneel, politie en gelijkgestelden**

Het personeel van de politie, van het OCMW van de gemeente van Sint-Jans-Molenbeek, de B.S.U., van Molenbeek Sport, van de Molenbeekse huisvesting en het gemeentebestuur van Sint-Jans-Molenbeek, met uitzondering van het onderwijzend personeel, kunnen, indien ze niet op het grondgebied van Sint-Jans-Molenbeek gedomicilieerd zijn, over een gemeentelijk parkeervignet tegen de som van € 75 per jaar beschikken.

Het gemeentepersoneel dat van een tussenkomst van het Gemeentebestuur in de verplaatsingskosten (openbaar transport, fiets, te voet) geniet, kan geen gebruik maken van dit soort type van vignet. Hij kan wel een gratis parkeerkaart voor een periode van 10 dagen per jaar bekomen.

### **C) Inwoners van Molenbeek**

Voor de inwoners van Molenbeek :

- het gezin kan over een parkeervignet beschikken tegen de som van € 20/jaar;
- het gezin bestaande uit minstens 2 leden ouder dan 18 jaar kunnen over een 2<sup>de</sup> parkeervignet beschikken tegen de som van € 50/jaar ;
- het gezin bestaande uit minstens 5 leden ouder dan 18 jaar kunnen over een 3<sup>de</sup> parkeervignet beschikken tegen de som van € 200/jaar ;

In afwijking van artikel 2, kunnen de vignetten "Molenbeekse inwoner" verkregen worden door de eigenaar van een voertuig waarvan het maximale toegelaten gewicht hoger is dan 3,5 ton en lager dan 7,5 ton.

### **D) Medisch en paramedisch personeel**

Het medisch en paramedisch personeel dat zorgen aan huis verstrekt evenals de beëdigde geneesheren die het overlijden vaststellen kunnen, indien ze niet in de gemeente Sint-Jans-Molenbeek gedomicilieerd zijn, beschikken over een vignet « medisch en paramedisch personeel » tegen een bedrag van € 75 per jaar . Op basis van artikel 22, § 1; van de wet van 20 juli 1971 op de begraafplaatsen en de lijkbezorging gewijzigd door de wet van 20

september 1998 en de wet van 8 februari 2001 betaalt het gemeentebestuur het bedrag van € 75 terug aan de beëdigde geneesheren die het overlijden vaststellen.

Dit vignet laat aan de houder van het vignet toe om gratis te parkeren in de groene zone en dit voor een duur van 2 uur. De parkeertijd zal vastgesteld worden door de parkeerschijf, bedoeld in artikel 27.1.1 van het Koninklijk Besluit van 1 december 1975 en waarvan het gebruik conform is aan artikel 27.1.2 en 27.1.3 van dit Koninklijk Besluit, op een duidelijk zichtbare plaats achter de voorruit aan te brengen.

Van zodra de termijn van 2 uur verstreken is zijn de voorwaarden, vermeld in artikel 2 en 5 van "het reglement voor de belasting op het betalend parkeren", van kracht.

### **E) Onderwijzend personeel**

De leden van het onderwijzend personeel van een instelling op het grondgebied van Molenbeek die tot een schoolgemeenschap behoort waarvan de diploma's erkend zijn, kunnen, indien ze niet op het grondgebied van de gemeente van Sint-Jans-Molenbeek gedomicilieerd zijn, een gemeentelijk parkeervignet voor een bedrag van € 75 per jaar bekomen.

De schoolgemeenschap is gebonden om een bewijs te overhandigen waaruit blijkt dat de begunstigde van het abonnement op het grondgebied van de gemeente les geeft.

### **F) Verenigingen zonder winstoogmerk; die zich bezig houden met het verplaatsen van personen met beperkte mobiliteit**

De v.z.w.'s die zich met het transport van personen met beperkte mobiliteit bezighouden en erkend zijn door de Gemeente kunnen, indien ze niet gedomicilieerd zijn in Sint-Jans-Molenbeek, beschikken over een parkeervignet "transport voor personen met beperkte mobiliteit" voor een bedrag van € 75 per jaar.

Dit vignet laat aan de houder van het vignet toe om gratis te parkeren in de groene zone en dit voor een duur van 2 uur. De parkeertijd zal vastgesteld worden door de parkeerschijf, bedoeld in artikel 27.1.1 van het Koninklijk Besluit van 1 december 1975 en waarvan het gebruik conform is aan artikel 27.1.2 en 27.1.3 van dit Koninklijk Besluit, op een duidelijk zichtbare plaats achter de voorruit aan te brengen.

Van zodra de termijn van 2 uur verstreken is, zijn de voorwaarden, vermeld in artikel 2 en 5 van "het reglement voor de belasting op het betalend parkeren", van kracht.

### **G) Parkeerkaarten per dag**

In het kader van festiviteiten, georganiseerd of gesteund door de Gemeente, kan men een parkeervignet voor 1 of meerdere dagen verkrijgen. De prijs van deze parkeerkaarten wordt als volgt bepaald:

€ 5 + (€ 600/365 dagen \* het aantal dagen dat de festiviteiten duren) = de prijs van de kaart – op een tiende van de cent naar boven afgerond. Het Rode Kruis kan per dag een gratis parkeerkaart verkrijgen.

Per festiviteit die georganiseerd of door de Gemeente gesteund wordt, dient men te verstaan alle festiviteiten waarvoor het College van Burgemeester en Schepenen de nodige logistieke middelen inzet zodat deze festiviteiten degelijk kunnen verlopen.

Een lijst met de inschrijvingsnummers en de namen van de rechthebbenden zal aan de loketten van de Mobiliteit overgemaakt worden door de ambtenaar-coördinator van de evenementen.

## **H) Bezoekers**

Iedere inwoner van Molenbeek van boven de 70 jaar gedomicilieerd in een groene of rode zone en waarvan het gezin geen parkeerkaart heeft, kan, zonder verplaatsing, elke drie maanden over 16 bezoekerskaarten beschikken. Deze kaarten laten het gratis parkeren in een groene zone voor een periode van elk 2u15 toe.

Bij een nieuwe aanvraag voor de kaarten, zal de aanvrager de reeds gebruikte kaarten moeten terugbrengen om de nieuwe te bekomen.

Opdat de geldigheid van de bezoekersparkeerkaart vastgesteld zou kunnen worden, moet het vignet of de kaart op een duidelijk zichtbare plaats, aan de binnenkant van het voertuig, in de hoek van passagierskant, achter de voorruit worden aangebracht. De vakjes moeten weggekrabd worden zoals aangegeven op de kaart.

### **Artikel 5:**

De aanvraag voor vignet(ten) zal schriftelijk ingediend worden bij het Gemeentebestuur. Wanneer de aanvrager zijn verzoek voor een gemeentelijke parkeerkaart indient, levert hij een kopie van het inschrijvingsbewijs van het voertuig waarop de aanvraag betrekking heeft.

### **Artikel 6:**

De gebruiker die een vermindering van de belasting op het parkeren wenst te bekomen, moet titularis zijn van het kenteken van het voertuig voor dewelke de vermindering is aangevraagd of, in het geval van een voertuig met een nummerplaat op naam van een morele persoon, de voornaamste gebruiker ervan zijn.

### **Artikel 7:**

De gebruiker die een vermindering op de belasting op het parkeren wenst te bekomen, moet de volgende elementen bevatten die bewijst dat hij deel uitmaakt van één van de categorieën die in de artikels 4 en 6 worden besproken.

### **Artikel 8:**

Het bedrijf of de schoolgemeenschap organiseert, volgens zijn eigen interne regelgeving, de modaliteiten van overhandiging van deze abonnementen aan zijn personeel.

### **Artikel 9:**

Het vignet en de gemeentelijke parkeerkaart dekken enkel de gemeentelijke belastingen op het parkeren in de groene en blauwe zones.

### **Artikel 10:**

Dit gemeentelijk parkeervignet wordt in geen enkel geval terugbetaald.

### **Artikel 11:**

Dit reglement vernietigt het reglement voor taksen op de gemeentelijke parkeerkaart of vignet goedgekeurd door de Gemeenteraad in zijn zitting van 25 augustus 2011.

### **Artikel 12:**

Het huidige reglement gaat in voege vanaf de 5<sup>de</sup> dag volgend op de publicatie overeenkomstig het artikel 112 van de Nieuwe Gemeentewet.

## **Het reglement voor taksen betreffende het parkeren in blauwe zone.**

### **Artikel 1 :**

Voor de dienstjaren 2013 tot en met 2015 wordt er een gemeentebelasting gevestigd voor het parkeren van motorvoertuigen met uitzondering van tweewielers, op de openbare weg of op de plaatsen gelijkgesteld aan de openbare weg.

Dit reglement beoogt het parkeren van een motorvoertuig op plaatsen waar dat parkeren toegelaten is én waar een blauwe zone of een openbare weg waar een blauwe zone-reglementering van toepassing is, van kracht is.

Onder openbare weg verstaat men de wegen en hun trottoirs of nabijgelegen bermen die eigendom zijn van de gemeentelijke, provinciale of gewestelijke overheden.

Onder met een openbare weg gelijkgestelde plaatsen verstaat men de parkeerplaatsen gelegen op de openbare weg, zoals vermeld in artikel 4, § 1, 2<sup>e</sup> lid, van de wet van 25 juni 1993 betreffende de **uitoefening en de organisatie van ambulante en kermisactiviteiten**.

### **Artikel 2 :**

De belasting wordt als volgt vastgesteld :

- Gratis voor de maximale duur die toegelaten is door de verkeersborden ;
- Een forfaitair bedrag van 30 euro per dag voor elke periode die langer is dan deze die gratis is.

De door de gebruiker gewenste parkeerduur wordt vastgesteld door het zichtbaar aanbrengen achter de voorruit van het voertuig van de parkeerschijf, overeenkomstig artikel 27.1.1 van het Koninklijk Besluit van 1 december 1975.

Deze tarieven zijn van toepassing van 9 uur tot 18 uur (met uitzondering van zon- en wettelijke feestdagen).

Deze reglementering is niet van toepassing op de gebruikers die een parkeervignet bezitten dat door de gemeente uitgereikt wordt, overeenkomstig het ministerieel besluit van 9 januari 2007.

Het parkeren van voertuigen gebruikt door personen met beperkte mobiliteit is gratis.

Het statuut van "persoon met beperkte mobiliteit" wordt beoordeeld op het ogenblik van het parkeren door het aanbrengen op een zichtbare plaats achter de voorruit van het voertuig van de kaart uitgereikt overeenkomstig het ministerieel besluit van 7 mei 1999.

### **Artikel 3 :**

De belasting is verschuldigd zodra het voertuig de tijd heeft overschreden die gratis is en is betaalbaar door overschrijving op de rekening van de gemeente; deze laatste mogelijkheid wordt enkel aangeboden als de gebruiker opteert voor de toepassing van het forfaitaire tarief.

### **Artikel 4 :**

Als de parkeerschijf niet zichtbaar achter de voorruit is geplaatst of indien de gebruiker de wijzer van de parkeerschijf niet op de lijn zet die volgt op diegene na zijn aankomst of indien de gebruiker de aanwijzingen wijzigt zonder zijn parkeerplaats te verlaten, wordt de gebruiker van een motorvoertuig steeds geacht te kiezen voor de betaling van het in artikel 2 bedoelde forfaitaire tarief.

Bij toepassing van het forfaitaire systeem met reden zoals in alinea 1 van het huidig artikel, zal door de aflevering van de gemeente, op de voorruit van het voertuig, de uitnodiging om een belasting binnen de vijf dagen te betalen, aangebracht worden.

### **Artikel 5 :**

De belasting is verschuldigd door de eigenaar van de nummerplaat van het voertuig.

**Artikel 6 :**

Parkeren tegen het forfaitair tarief moet binnen de vijf dagen aan het Gemeentebestuur betaald worden. Indien dit niet binnen de 5 dagen gebeurt, wordt een herinneringsbrief per post verstuurd. In geval van niet-betaling van de belasting binnen de volgende termijn van 5 dagen zal een 2<sup>de</sup> herinneringsbrief per post verstuurd worden. In voorkomend geval, zal er 10 € bijkomend te betalen zijn aan administratieve kosten. In geval van niet-betaling van de belasting binnen een nieuwe periode van 5 dagen,, wordt de belasting ingekohierd en wordt ze uitvoerbaar verklaard door het College van Burgemeester en Schepenen. Als de belasting ten kohier gebracht is, dient de schuldenaar € 15 bijkomende kosten te betalen voor administratieve kosten.

**Artikel 7 :**

Prioritaire voertuigen in het kader van een dringende opdracht, de gemeentelijke en gewestelijke voertuigen evenals de voertuigen van concessiehouders, die opgenomen zijn in de officiële lijst opgesteld door het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, en duidelijk herkenbaar zijn, worden vrijgesteld van de belasting tijdens de periode van interventie van de werken.

**Artikel 8 :**

De voertuigen van bedrijven die officieel aan autodelen doen en duidelijk herkenbaar zijn worden vrijgesteld van de belasting.

**Artikel 9 :**

De belasting wordt door de gemeenteontvanger ingevorderd overeenkomstig de bepalingen van de wet van 24 december 1996 betreffende de vaststelling en de inning van de provinciale en gemeentelijke belastingen.

**Artikel 10 :**

De reglementering aangaande de vaststelling en het innen van de gemeentebelastingen vastgesteld door de wet van 24 december 1996 en door het K.B. van 12 april 1999 zijn in hun geheel uitvoerbaar.

De bezwaarnemer moet de betaling van de taks niet bevestigen. Niettegenstaande, de indiening van een klacht, wordt hij niet vrijgesteld van de verplichting om de betaling binnen een bepaalde periode uit te voeren.

**Artikel 11 :**

Het huidig reglement vernietigt het Reglement voor taksen betreffende het parkeren in blauwe zone goedgekeurd door de Gemeenteraad in zijn zitting van 25 augustus 2011.

**Artikel 12 :**

Het huidig reglement gaat in voege vanaf de 5<sup>de</sup> dag volgend op de publicatie overeenkomstig het artikel 112 van de Nieuwe Gemeentewet.

***Le point 44, ayant trait à: Mobilité - Police de la circulation routière - Règlement général complémentaire - Approbation, est retiré.***

***Punt 44, met betrekking tot: Mobiliteit - Politie op het wegverkeer - Aanvullend algemeen reglement - Goedkeuring, wordt ingetrokken.***

***98. Objet : Propreté publique - Approbation de l'avenant à la convention bulles à verres enterrées du 03 mars 2009.***

Le Conseil communal,

Après avoir admis l'urgence par un vote à l'unanimité, ce point ne figurant pas à l'ordre du jour ;



Vu la convention pour le placement de bulles à verre enterrées entre la Commune et l'Agence régionale « Bruxelles-Propreté » datée du 3 mars 2009 ;

Vu la délibération du Collège du 8 février 2012 relative à l'approbation de l'avant-projet des volets 4.5a, 4.5b, 4.7 et 5a.6 devenus 4.8 et 4.9 du contrat de quartier Cinéma Belle-Vue ;

Considérant que cet avant-projet prévoyait le placement de bulles à verre enterrées rue du Facteur ;

Considérant qu'une canalisation de Vivaqua passe à l'endroit initialement prévu pour les bulles à verre enterrées ;

Considérant que la place de stationnement située à côté de l'endroit initialement prévu est libre de tout impétrant et pourrait, dès lors, être supprimée et abriter les bulles à verre enterrées ;

Considérant la nécessité de signer un avenant à la Convention entre les deux parties ;  
Considérant que le texte a été soumis pour examen au service des Affaires juridiques ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins du 6 mars 2013 ;

à l'unanimité, décide :

Article unique

De prendre acte de la signature de l'avenant à la Convention portant installation de bulles à verre enterrées supplémentaires.

Expédition de la présente délibération sera transmise à l'Autorité de tutelle.

**AVENANT À LA CONVENTION BULLES À VERRE ENTERRÉES DU 3 MARS 2009**

Entre l'Agence Régionale pour la Propreté, « Agence Bruxelles-Propreté » établie à 1150 WOLUWE-SAINT-PIERRE, Avenue de Broqueville 12, Organisme d'Intérêt Public, représentée par son Directeur-Général, Monsieur Vincent JUMEAU, ir, dénommée ci-après « Bruxelles-Propreté ».

**ET**

La commune de Molenbeek-Saint-Jean,  
représentée par son Collège des Bourgmestre et Echevins, dénommée ci-après  
«la commune»;

**IL EST CONVENU CE QUI SUIT :**

**Article 1 : Localisation de l'implantation des bulles enterrées**

Le site suivant est ajouté à l'article 1 de la convention: rue du facteur

Fait à Bruxelles le.....,

Pour l'Agence Bruxelles-Propreté,	Pour la commune,	
	Par ordonnance	Pour le Collège,
Le Directeur-Général	Le Secrétaire communal	L'Echevin de la
		Propreté publique délégué
Vincent JUMEAU, ir.	Jacques DE WINNE	Olivier MAHY

**98. Betreft: Openbare netheid - Goedkeuring van het bijvoegsel bij de overeenkomst ondergrondse glascontainers van 3 maart 2009.**

De Gemeenteraad,

Na aanvaarding van de dringendheid, bij eenparige stemming daar dit punt niet op de agenda verschijnt;

Gelet op de overeenkomst voor het plaatsen van ingegraven glascontainers tussen de Gemeente en het gewestelijk Agentschap « Net Brussel » van 3 maart 2009 ;

Gelet op de beraadslaging van het College van 8 februari 2012 betreffende de goedkeuring van het voorontwerp van de luiken 4.5a, 4.5b, 4.7 en 5a.6, die 4.8 en 4.9 geworden zijn, van het wijkcontract "Cinema Belle-Vue" ;

Overwegende dat dit voorontwerp voorzag in het plaatsen van ondergrondse glascontainers in de Briefdragerstraat ;

Overwegende dat er een leiding van Vivaqua door de plaats loopt waar het ingraven van de glascontainers oorspronkelijk gepland werd ;

Overwegende dat er voor de parkeerplaats die zich bevindt naast de plaats die oorspronkelijk gepland werd, geen enkele concessiehouder is, en dat deze bijgevolg kan worden gesupprimeerd, en de glascontainers er kunnen worden ingegraven ;

Gelet op de noodzaak om een bijvoegsel te ondertekenen bij de Overeenkomst tussen de twee partijen ;

Overwegende dat de tekst voor onderzoek werd voorgelegd aan de dienst Juridische zaken ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen van 6 maart 2013 ;

besluit eenparig :

Enig artikel

om akte te nemen van de ondertekening van het bijvoegsel bij de Overeenkomst tot plaatsing van bijkomende ondergrondse glascontainers.

De onderhavige beraadslaging wordt overgemaakt aan de Voogdijoverheid.

**BIJVOEGSEL BIJ DE OVEREENKOMST ONDERGRONDSE GLASCONTAINERS VAN 3 MAART 2009**

Tussen het Gewestelijk Agentschap voor Netheid, « Agentschap Net Brussel » gevestigd te 1150 SINT-PIETERS-WOLUWE, De Broquevillelaan 12, Instelling van openbaar nut, vertegenwoordigd door de Directeur-Generaal, de Heer Vincent JUMEAU, ir., hierna « Net Brussel » genoemd

**EN**

De gemeente Sint-Jans-Molenbeek, vertegenwoordigd door het College van Burgemeester en Schepenen, hierna « de gemeente » genoemd;

**WORDT OVEREENGEKOMEN HETGEEN VOLGT :**

**Artikel 1 : Vaststelling van de plaats waar de ondergrondse containers zullen worden ingegraven**

De volgende locatie wordt toegevoegd aan artikel 1 van de overeenkomst: Briefdragerstraat.

Opgemaakt te Brussel op.....,

Voor het Agentschap Net Brussel,

Voor de gemeente,

Op last

Voor het College,

Vincent JUMEAU, ir.  
Directeur-generaal

Jacques DE WINNE  
Gemeentesecretaris

Olivier MAHY  
Afgevaardigde Schepen van  
Openbare netheid



**105. Objet : Economie - URBAN - Société coopérative à responsabilité limitée - Proposition de deux membres en qualité d'administrateurs pour la Commune.**

Le Conseil communal,

Après avoir admis l'urgence par un vote à l'unanimité, ce point ne figurant pas à l'ordre du jour ;

Vu sa délibération du 4 novembre 1999 approuvant le principe de la création d'une Société coopérative à responsabilité limitée appelée à gérer et exploiter le Centre d'entreprises installé dans les biens immeubles situés 7 -9, rue des Ateliers à Molenbeek-Saint-Jean ainsi que les statuts de cette société;

Considérant qu'en vertu de l'article 18 de ces statuts, la représentation de la commune au Conseil d'administration de cette société y est assurée par la présence de deux représentants;

Considérant que, suite aux récentes élections communales, l'installation du nouveau Conseil communal a eu lieu le 3 décembre 2012; qu'il est, en conséquent, impérieux de désigner les représentants de la commune au sein du Conseil d'administration de la société précitée;

Considérant qu'il s'avère logique de proposer la candidature de Monsieur Ahmed El Khannouss, Echevin du Développement économique et de l'Economie sociale, pour la fonction de Président, et de Madame Françoise Schepmans, Bourgmestre, pour la fonction d'Administrateur;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

à l'unanimité, décide :

Article unique

d'approuver la candidature de Monsieur Ahmed El Khannouss, Echevin du Développement économique et de l'Economie sociale (pour la fonction de Président) et de Madame Françoise Schepmans, Bourgmestre (pour la fonction d'Administrateur), en qualité de représentants de la commune au sein du Conseil d'administration de la Société coopérative à responsabilité limitée qui gère et exploite le Centre d'entreprises installé dans les biens immeubles situés 7 -9, rue des Ateliers à Molenbeek-Saint-Jean.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

**105. Betreft: Economie - URBAN - Coöperatieve vennootschap met beperkte aansprakelijkheid - Voorstel van twee leden als bestuurders voor de Gemeente.**

De Gemeenteraad,

Na aanvaarding van de dringendheid, bij eenparige stemming daar dit punt niet op de agenda verschijnt;

Gelet op zijn beraadslaging van 4 november 1999 waarbij het principe van de oprichting van een Coöperatieve vennootschap met beperkte aansprakelijkheid bestemd om het Ondernemingscentrum, gevestigd in de onroerende goederen gelegen in de Werkhuizenstraat 6 – 9 te Sint-Jans-Molenbeek, te beheren en uit te baten, evenals de statuten van deze vennootschap, goedgekeurd worden;

Overwegende dat krachtens artikel 18 van deze statuten, de afvaardiging van de gemeente in de Bestuursraad van deze vennootschap er wordt verzekerd door de aanwezigheid van twee afgevaardigden;

Overwegende dat, ten gevolge van de recente gemeenteraadsverkiezingen, de nieuwe Gemeenteraad werd geïnstalleerd op 3 december 2012; dat het bijgevolg dringend noodzakelijk is de afgevaardigden van de gemeente in de Bestuursraad van bovenvermelde vennootschap aan te duiden;

Overwegende dat het logisch blijkt de kandidatuur van de Heer Ahmed El Khannouss, Schepen van Economische ontwikkeling en Sociale economie, voor de functie van Voorzitter, en Mevrouw Françoise Schepmans, Burgemeester, voor de functie van Bestuurder voor te stellen;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

Besluit eenparig:

#### Enig artikel

de kandidatuur goed te keuren van de Heer Ahmed El Khannouss, Schepen van Economische ontwikkeling en Sociale economie (voor de functie van Voorzitter) en Mevrouw Françoise Schepmans, Burgemeester (voor de functie van Bestuurder), als afgevaardigden van de gemeente in de Bestuursraad van de Coöperatieve vennootschap met beperkte aansprakelijkheid die het Ondernemingscentrum, gevestigd in de onroerende goederen gelegen in de Werkhuizenstraat 6 – 9 te Sint-Jans-Molenbeek, beheert en uitbaat.

Onderhavige beslissing zal overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest aan de toezichthoudende overheid overgemaakt worden.

***Monsieur Vermeulen quitte la séance.  
Mijnheer Vermeulen verlaat de zitting.***

#### ***45. Betreft : Gemeentelijk secretariaat - Interpellatie ingediend door Mijnheer Van Damme betreffende de sluiting van de zwembaden / Secrétariat communal - Interpellation introduite par Monsieur Van Damme, relative à la fermeture des piscines.***

De Gemeenteraad,

Hoort Mijnheer Van Damme in de voordracht van zijn interpellatie waarvan de inhoud volgt:

*Het zwembad van Molenbeek sluit in juli de deuren voor renovatiewerkzaamheden. Ondertussen zijn ook de zwembaden van Ganshoren en Laken gesloten.*

*Het valt te verwachten dat het voor bepaalde scholen nu echt wel zeer moeilijk zal worden om nog zwemklassen te organiseren. Ook zwemclubs en individuele zwemmers zullen nog amper alternatieven vinden om hun hobby uit oefenen, zeker als men weet dat de zwembaden uit de Rand nu al overspoeld worden door Brusselse zwemmers. Enkel door de renovatie van het zwembad van Molenbeek even uit te stellen garanderen we dat duizenden kinderen vanaf het begin van volgend schooljaar effectief en zonder al te grote logistieke verhuisbewegingen zwemles kunnen volgen. Zwemmen staat in de eindtermen en het is dus onze plicht ten allen tijden de mogelijkheden daartoe te voorzien. Anders riskeren we een generatie van kinderen op te voeden die niet kan zwemmen. Evengoed zorgen we ervoor dat kinderen en volwassenen tijdens de zomermaanden verkoeling kunnen vinden in een zwembad in de buurt.*

*Ik stelt daarom voor om de werken aan het zwembad van Molenbeek met enkele maanden uit te stellen: Zwembad Nereus in Ganshoren opent normaal gezien terug de deuren eind 2013. Begin 2014 heropent dan ook nog het zwembad van Laken. Een uitstel met enkele maanden zou dus een oplossing betekenen voor heel veel zwemmers.*

Vragen:

- 1. Wanneer exact plant het college de sluiting van het zwembad?*
- 2. Is er overleg geweest met de aangrenzende gemeenten om het tekort aan zwemwater op te vangen?*
- 3. Kan de sluiting van het molenbeeks zwembad niet afgestemd worden op de opening van Nereus en het zwembad van Laken?*

Hoort het College in zijn antwoord.

**46. Betreft : Gemeentelijk secretariaat - Interpellatie ingediend door Mijnheer Van Damme betreffende het standpunt van de Gemeente in verband met de tramlijn Brussel-Ninove / Secrétariat communal - Interpellation introduite par Monsieur Van Damme, relative au point de vue de la Commune sur la ligne de tram Bruxelles-Ninove.**

De Gemeenteraad,

Hoort Mijnheer Van Damme in de voordracht van zijn interpellatie waarvan de inhoud volgt:

*In het kader van deze projecten werd Molenbeek dan ook geïnformeerd, geconsulteerd en om haar mening gevraagd betreffende het project van tramlijn van Ninove naar Brussel. Voor eind januari moest haar advies binnen zijn.*

*Mijn vragen zijn de volgende:*

- \* heeft het college een formeel advies over dit project ingediend bij de Lijn*
- \* zoja, wat is de inhoud van dit advies*
- \* zoneen, waarom heeft het college geen standpunt ingenomen*
- \* Wat is het standpunt van het schepencollege over deze tramlijnen?*

Hoort het College in zijn antwoord.

**Madame Vande Maele et Madame Dekens quittent la séance.  
Mevrouw Vande Maele en Mevrouw Dekens verlaten de zitting.**

**100. Objet : Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur Vossaert, Conseiller communal, relative aux subsides accordés au FC Brussels / Gemeentelijk secretariaat - Interpellatie ingediend door Mijnheer Vossaert, Gemeenteraadslid, betreffende de subsidies toegekend aan FC Brussels.**

Le Conseil communal,

Entend Monsieur Vossaert dans la lecture de son interpellation dont le texte suit :

*Dans la presse du 15 mars 2013, nous apprenons que les autorités communales de Molenbeek-Saint-Jean ont adressé aux ministres régionaux un courrier concernant l'utilisation non conforme d'une partie des subsides alloués par la Région bruxelloise au club de football du FC Brussels.*

*Il s'agit ici d'un montant de 3,25 millions d'euros alloués par la Région bruxelloise, destinés aux travaux d'infrastructures sportives du club.*

*Selon les autorités de la commune, « la totalité des travaux convenus n'a pas été entreprise, ni toujours bien réalisée en vertu des conventions signées avec le FC Brussels ».*

*A cet égard, il est question d'éclairage non conforme, de pylônes électriques qui auraient été revendus à une société privée alors qu'ils font partie intégrante du stade, que la tribune bétonnée du terrain C ne correspond pas aux prescrit d'une convention de 2007 et n'aurait disposé d'aucun permis, etc.*

*Par ailleurs, il faut noter que dans la convention signée entre toutes les parties, la contrepartie du versement des subsides engendre une série d'obligations pour le club de football et l'ASBL telles que la promotion dynamique de l'image de la Région et la valorisation du rôle social du sport de haut niveau et que le respect des obligations bénéficiaires est assurée par un comité pilotage composé de représentant de la Région bruxelloise.*

*Concernant le contrôle de l'octroi de ces subsides, selon le cabinet du ministre bruxellois des finances et du budget, la Région bruxelloise ne dispose pas de l'administration pour effectuer ces contrôles. Cette mission est donc assumée par les services de la COCOF.*

*Par conséquent, je souhaite interroger le collègue des bourgmestre et échevins sur les point suivants :*

- Vu que des informations sur le contenu du courrier adressé aux autorités régionales ont été divulguées dans la presse, pourriez-vous transmettre une copie de ce courrier aux membres du Conseil communal?*
- La convention entre la Région de Bruxelles-Capitale, la commune et l'ASBL Molenbeek Brussels FC adoptée le 25 février 2013 sera-t-elle abrogée ou modifiée ?*

*Je vous remercie pour vos réponses.*

*Entend le Collège dans sa réponse.*

***Monsieur Rahali et Monsieur Van Damme quittent la séance.  
Mijnheer Rahali en Mijnheer Van Damme verlaten de zitting.***

***101. Objet : Secrétariat communal - Interpellation introduite par Monsieur Vossaert, Conseiller communal, relative à la rénovation et à l'extension de deux magasins / Gemeentelijk secretariaat - Interpellatie ingediend door Mijnheer Vossaert, Gemeenteraadslid, betreffende de renovatie en de uitbreiding van twee winkels.***

Le Conseil communal,

Entend Monsieur Vossaert dans la lecture de son interpellation dont le texte suit :

*Suite à la rénovation et à l'extension de deux de ces surfaces commerciales molenbeekoises sur la Chaussée de Ninove et sur la Chaussée de Gand, une enseigne allemande connue dans le secteur alimentaire a prévu l'engagement de 14 nouveaux collaborateurs.*

*Selon le porte-parole de la société, ce nouveau recrutement constitue une volonté de « s'ancrer dans la vie commerciale et sociale de Molenbeek ».*

*Cette information parue récemment dans la presse, nous permet de retourner quelques semaines en arrière. Plus précisément lors de l'examen du budget du vote de la note d'orientation politique pour la période 2012-2018.*

*De fait, dans le cadre du chapitre consacré à l'économie, il est prévu qu'une « attention particulière sera donnée aux différents noyaux commerciaux de la commune, comme la*



*Chaussée de Gand et la Chaussée de Ninove, en vue de favoriser leur développement économique en partenariat avec la Région bruxelloise».*

*En parallèle, un plan d'action pour le développement économique fixera notamment « la stratégie communale d'accueil des entreprises et de soutien à l'innovation et à la création d'emplois ».*

*Par conséquent, je souhaite interroger le Collège des bourgmestre et échevins sur les points suivants :*

- Combien de molenbeekoïses et de molenbeekoïses ont-été engagés suite à cette procédure de recrutement ?*
- Cette entreprise a-t-elle fait appel aux services offerts par la commune, notamment via la maison de l'emploi et sa commission des employeurs?*
- Quelles sont les mesures prises afin d'inscrire les activités de cette entreprise dans la nouvelle stratégie communale d'accueil des entreprises et de soutien à l'innovation et à la création d'emplois ?*

Entend le Collège dans sa réponse.

**102. Objet : Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur Magerus, Conseiller communal, relative au coin vert communal / Gemeentelijk secretariaat - Interpellatie ingediend door Mijnheer Magerus, Gemeenteraadslid, betreffende de gemeentelijk groene hoek.**

Le Conseil communal,

Entend Monsieur Magerus dans la lecture de son interpellation dont le texte suit :

*Une personne âgée dépitée m'informe du fait que notre coin vert communal ne se trouve plus sur le Site des plantations.*

*Pour la bonne information de tous, le coin vert est le lieu où le citoyen molenbeekoïse peut se débarrasser de ses huiles usagées, peintures, radios médicales, petits déchets chimiques en général...*

*D'après les dires de cette molenbeekoïse qui a eu du mal à tout porter, et, qui sur place, a obtenu pour réponse : « c est plus ici mais au Scheutbos ... »*

*Mes questions sont les suivantes:*

*1) A-t-on informé la population? A ma connaissance, ni par écrit (au fait, quid du journal communal?), ni par la voie électronique ? Pourquoi n'a-t-on pas jugé nécessaire de le faire?*

*2) Pourquoi avoir choisi un lieu à ce point décentré? Qui plus est, à côté de la ferme Claes, ex futur projet de la Maison de la Nature ? Ce beau projet didactique d'ordre environnemental, qui existe grâce à Beliris, et, qui est à l'abandon (au niveau de la commune) depuis plus de sept ans.*

*L'état de délabrement de la bâtisse est à l'image de l'état d'avancement du projet. Installer le coin vert à cet endroit, même transitoirement, ça fait tache deux fois !*

Entend le Collège dans sa réponse.

**103. Objet : Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur Léonard, Conseiller communal, relative à l'octroi des subsides communaux / Gemeentelijk secretariaat - Interpellatie ingediend door Mijnheer Leonard, Gemeenteraadslid, betreffende de toekenning van de gemeentelijke subsidies.**

Le Conseil communal,

Entend Monsieur Léonard dans la lecture de son interpellation dont le texte suit :

*Madame la Bourgmestre, Mesdames, Messieurs les Echevins,*

*Comme le Collège l'a affirmé avec force dans sa note de politique générale, promouvoir le vivre ensemble est une priorité à Molenbeek. C'est un enjeu qui nous concerne tous, élus comme citoyens. A ce titre, je crois indispensable que la Commune se montre attentive et même exigeante lorsqu'elle octroie des subsides. Il serait regrettable que nous encourageons des actions qui aillent à l'encontre des exigences les plus élémentaires du respect mutuel. Je pense par exemple à l'effarante affiche utilisée récemment par la section molenbeekoise du mouvement Présence et Action Culturelle (mouvement tout à fait respectable par ailleurs) afin de promouvoir un débat qu'elle organisait. Molenbeek n'a vraiment pas besoin de faire l'actualité d'une manière aussi consternante.*

*Je voudrais donc demander au Collège quels moyens il compte se donner pour veiller, à l'avenir, à ce que les subsides qu'il octroie servent bien à promouvoir et non à dégrader le vivre ensemble.*

Entend le Collège dans sa réponse.

**104. Objet : Secrétariat communal - Motion déposée par Madame P'tito, Conseillère communale, relative aux invendus alimentaires / Gemeentelijk secretariaat - Motie ingediend door Mevrouw P'tito, Gemeenteraadslid, betreffende de onverkochte voedingswaren.**

Le Conseil communal,

Vu la Directive européenne 2008/98/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 novembre 2008 relative aux déchets et abrogeant certaines directives ;

Vu l'ordonnance du 5 juin 1997 relative aux permis d'environnement, et plus particulièrement les articles 41§3, 51 et 56 ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 4 mars 1999 fixant la liste des installations de classe TB, 2 et 3 ;

Considérant que la Directive précitée établit un cadre juridique pour le traitement des déchets au sein de la Communauté européenne, en visant à protéger l'environnement et la santé humaine par la prévention des effets nocifs de la production et de la gestion des déchets ;

Considérant que la Directive précitée établit, afin de protéger au mieux l'environnement, pour le traitement des déchets, la hiérarchie suivante qui s'applique par ordre de priorités :

- prévention ;
- préparation en vue du réemploi ;
- recyclage ;
- autre valorisation, notamment énergétique ;
- élimination.

Considérant que la Directive précitée préconise la mise en place de mesures législatives en vue de renforcer cette hiérarchie dans le traitement des déchets, en s'assurant que la gestion des déchets ne met pas en danger la santé humaine et ne nuit pas à l'environnement ;

Considérant que toutes les grandes surfaces de distribution se retrouvent régulièrement face à des produits encore parfaitement consommables mais qu'ils ne peuvent plus ou ne désirent plus commercialiser (produits frais ou semi-frais avec date de durabilité trop rapprochée, invendus, emballages abîmés...) ;

Considérant qu'il existe localement des associations caritatives, affiliées par convention à la « Banque alimentaire Bruxelles-Brabant asbl », organisées de façon à pouvoir redistribuer rapidement ces invendus consommables auprès des plus démunis, dans le respect des normes actuelles en matière d'hygiène et de sécurité alimentaire ;

Considérant que sur le territoire de la Commune de Molenbeek-St-Jean plusieurs initiatives ont été soutenues et/u initiées par la Commune ou le CPAS depuis de nombreuses années à savoir au moins le restaurant social « les Uns & les Autres », le « Snijboontje » et l'épicerie sociale « Amphora asbl » ;

Considérant que privilégier un cycle court en termes de récupération d'invendus alimentaires s'impose afin de pouvoir éviter des frais de transports inutiles ;

Considérant que toute élimination ou recyclage de ces invendus consommables ne respecterait pas la hiérarchie des traitements établie par l'autorité publique dès lors que la prévention doit primer sur toute autre filière de valorisation ou d'élimination.

à l'unanimité, décide :

#### Article 1

La Commune de Molenbeek-St-Jean prescrira, au titre de conditions particulières d'exploitation à respecter, dans son avis remis en application de l'article **41,§3** de l'ordonnance du 5 juin **1997** relative aux permis d'environnement ou dans le permis lorsqu'elle est l'autorité délivrante une clause prévoyant que les produits encore parfaitement consommables mais que l'exploitant ne peut plus ou ne désire plus commercialiser (produits frais ou semi-frais avec date de durabilité trop rapprochée, invendus, suremballages abîmés ...) devront systématiquement être proposés par l'exploitant à au moins une association caritative, affiliée par convention à la « Banque alimentaire Bruxelles-Brabant asbl » avant d'éventuellement emprunter d'autres filières de valorisation ou d'élimination de déchets.

#### Article 2

Demande au Collège des Bourgmestre et Echevins de lui faire annuellement rapport sur la mise en œuvre de cette clause.

#### Article 3

Charge le Collège des Bourgmestre et Echevins de l'exécution de la présente motion.

### **Annexe : PV de la réunion des Chefs de groupe au sujet de la motion d'Olivia P'TITO concernant l'utilisation des Surplus Alimentaires.**

Comme convenu lors de notre précédent Conseil Communal, le bureau des chefs de groupe s'est réunis afin de proposer une réponse consensuelle à la problématique soulevée par la motion d'Olivia P'Tito.

Etaient présent Olivia P'Tito, Khadija Tamditi, Michael Vossaert, Luc Léonard, Youssef Lakhroufi et moi-même qui ai présidé la réunion.

Excusé : Dirk Berckmans

Voici la proposition qui a obtenu l'adhésion de chacun :

§1 Obtenir un avis juridique écrit quant à l'introduction d'un point supplétif à l'attribution du permis d'environnement concernant la gestion des surplus alimentaires préalablement à la poursuite du débat;

§2 Après présentation de l'avis demandé au point §1, obtenir la liste des entreprises actives sur la commune dans le domaine alimentaire (détails, super- et hyper-marchés, grossistes) qui bénéficient d'un permis d'environnement et sa date de délivrance.

§3 L'organisation, en collaboration avec les échevins compétents, d'une réunion d'information, au sein d'une sous-commissions du Conseil Communal (à huis-clos), permettant de confronter l'avis des associations actives dans l'aide alimentaire, de la distribution et des sociétés gestionnaires de déchets alimentaires sur la commune de Molenbeek-Saint-Jean. Ces différentes parties seront également invitées à participer à la réunion en tant qu'acteurs de terrain.

Le but de cette réunion est clairement d'établir :

1°) Comment cela fonctionne-t-il aujourd'hui entre la distribution et les associations ?

2°) Quels sont les problèmes qui se posent chez chacun pour améliorer ou créer une collaboration plus efficace ?

3°) Comment est organisée la reprise des surplus alimentaires dont la ddp (date de péremption) n'est pas atteinte et qu'en advient-il ?

§4 Le Président du Conseil Communal se chargera d'établir, en parfaite collaboration avec les membres compétents du Collège, un calendrier de travail.

§5 La conclusion des travaux est d'établir clairement comment la collaboration entre les acteurs de terrain (associations, commerçants, services communaux et pouvoir politique) peut mener à une amélioration dans la redistribution des surplus alimentaires au profit des plus démunis.

La séance est clôturée à 2 heures 50.

De zitting is om 2 uur 50 opgeheven.

**Ainsi fait et délibéré en séance,  
Aldus gedaan en beraadslaagd in zitting,**

**Le Secrétaire communal,  
De Gemeentesecretaris,**

**Le Président,  
De Voorzitter,**

**Jacques DE WINNE.**

**Michel EYLENBOSCH.**